DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 13325 – 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine MERCREDI 2 DÉCEMBRE 1987

Les négociations pour la libération des otages français

Londres reproche à Paris de manquer à la solidarité occidentale face au terrorisme

Le temps des leçons

A l'image de Mme Thatcher, la presse britannique aime donner des leçons. Une fois de plus, elle ne s'en prive pas, et M. Chirac, qui parle parfaitement anglais, aura eu ce mardi matin une nouvelle occasion de se mettre en colère en lisant le « Times » et l'« Independent ». Les deux quotidiens rivaux de Londres sont pour une fois d'accord ; pour l'« Independent », le compromis franco-iranien qui a abouti à la libération des deux otages français détenus au Liban constitue « un encouragement à d'autres prises d'otages » tandis que pour le « Times » il s'agit, excusez du peu, d'une « trahison » par la France du monde occidental.

Comme tout ce qui est excessif, ces affirmations sont passablement dérisoires, d'autant qu'elles semblent avoir été inspirées, dans la grande tradition des relations des deux pays, par les confidences – pas forcément charitables – des services spéciaux britanniques. Il n'en demeure pas moins que la colère des éditorialistes londoniens et l'irritation de Mme Thatcher et de Sir Geoffrey Howe, le secrétaire au Foreign Office, mettent une fois de plus en relief la dramatique incapacité des démocraties occidentales à adopter une attitude commune face au terrorisme. Officiellement, on ne cesse de réaffirmer, aussi bien à sept qu'à douze, la nécessité de la fermeté et le refus de céder au chantage. Dans les faits, il en va malheureusement bien différemment.

L'un des plus mauvais exemples de ce manque de solidarité restera longtemps le président Reagan. Il va entrer dans l'Histoire comme, entre autres, l'homme de l'« Irangate », celui qui vendait des armes en cachette à l'adversaire qu'il stigmatisait quotidiennement. Force est de constater qu'il a toujours bénéficié de la très grande mansuétude de Mme Thatcher ; la « Dame de fer » a toujours refusé de le condamner, alors que la faute est avérée depuis longtemps. Pourquoi serait-elle moins indulgente aujourd'hui pour M. Chirac, alors que tous les « crimes » dont la presse britannique l'accuse sont loin d'être prouvés ? Et n'a-t-elle pas, elle-même, très longtemps toléré la présence à Londres de bureaux iraniens d'achats d'armement ?

Toutes les questions que pose le genre d'accord secret qui a abouti à la libération de Jean-Louis Normandin et de Roger Auque seront sans doute balayées d'un revers de la main par M. Chirac au nom du secret et de la raison d'Etat. Si le premier ministre obtient relativement rapidement la libération des trois derniers otages français, la polémique qui ne fait que commencer en France s'arrêtera là. On ne vole pas contre la victoire.

Si, en revanche, le scénario ne se déroule pas de la façon escomptée, les arguments d'autorité risquent de se révéler un peu courts, et les interrogations se feront plus pressantes. Jusqu'à présent, elles ne concernent que l'indépendance de la justice, mise à l'épreuve dans l'épisode Gordji, et l'immunité diplomatique, franchement bafouée dans l'affaire Torri. Deux hommes dont M. Chirac et M. Juppé, porte-parole du gouvernement, disaient il y a peu que la France n'accepterait jamais qu'ils soient mis sur le même pied.

Les circonstances de la normalisation en cours des rapports entre la France et l'Iran suscitent la colère des autorités britanniques, qui reprochent à Paris de manquer à la solidarité occidentale face au terrorisme. Mme Thatcher a l'intention de demander à la France des « éclaircissements ». De source proche du gouvernement, on s'« étonne » de la réaction britannique, compte tenu des services rendus par Paris à Londres, lors de la récente affaire des armes à destination de l'IRA, saisies au large de la Bretagne.



Lire page 3 l'article de Dominique Dhombres

Nouvelle chute des valeurs à Wall Street

La baisse du dollar entretient le pessimisme des marchés

Le dollar a continué à s'affaiblir, le lundi 30 novembre, battant tous ses records historiques de baisse à moins de 1,64 DM et de 132 yens, avant de se redresser légèrement mardi, notamment à Paris.

Il a entraîné avec lui l'ensemble des Bourses mondiales – Wall Street a baissé de 4 %. – qui redoutent les effets inflationnistes d'une nouvelle glissade du billet vert.

Une nouvelle fois, rien ne va plus sur les marchés des changes et sur les marchés boursiers.

Amorcée dès le milieu de la semaine dernière, après un bref sursaut provoqué par l'annonce d'un accord à Washington sur une réduction du déficit budgétaire, la baisse du dollar s'est accélérée au début de cette semaine.

Les milieux financiers, pas plus à New-York qu'ailleurs, ne croient à l'efficacité de cette réduction du déficit, acquise trop péniblement pour être crédible à leurs yeux. Ils ont, par ailleurs, le sentiment que les milieux officiels américains sont intimement satisfaits de voir le dollar glisser, dans l'espoir que cette glissade continuera à réduire le déficit commercial des Etats-Unis.

Quant aux marchés boursiers, ils craignent le retour de l'inflation provoqué par une nouvelle hausse des prix des importations outre-Atlantique. Les milieux boursiers sont inquiets et mettent en doute la capacité des élus américains à placer l'intérêt national au-dessus de leurs querelles. Cela explique que la Bourse de New-York ait perdu 4 %, lundi, la huitième baisse de son histoire, tandis que Londres reculait de 4,3 %, Francfort et Zurich de 3 %, et Paris de 2,5 %. Le pessimisme s'installe, les opérateurs commencent à envisager une seconde secousse après celle du lundi noir 19 octobre.

(Lire page 34 l'article de notre correspondant à New-York et nos informations page 38.)

Le « non » des Polonais au référendum

Les deux erreurs du général Jaruzelski

A la surprise générale, les résultats définitifs du référendum organisé en Pologne, connus le lundi 30 novembre, ont transformé ce qui apparaissait initialement comme un « bon résultat » pour le général Jaruzelski – commenté prématurément comme tel dans le Monde *du 1er décembre – en un échec pour le régime. Si la participation au scrutin a été sensible, si les « oui » l'ont emporté dans les votes exprimés, une majorité de Polonais – en s'abstenant ou en votant « non » – ont rejeté les propositions qui leur étaient soumises.*

Dans tout autre pays que le sien, le général Jaruzelski serait sorti haut la main vainqueur de son référendum du 29 novembre. Plus de 67 % de votants, 64 % de « oui » à la question sur la réforme économique, 69 % de « oui » encore à la seconde question portant sur les projets de démocratisation de la vie politique : ce sont là des majorités que l'on jugerait plus que confortables en démocratie.

Seulement voilà, la Pologne n'est pas une démocratie mais un Etat totalitaire miné par l'aspiration aux libertés. Lorsqu'on a décidé d'y avoir à nouveau recours au référendum – pour la première fois depuis le plébiscite sur lequel s'était fondé, en 1946, le régime socialiste – le pouvoir a souhaité que ce type de scrutin direct, très contraire à l'idée même du rôle dirigeant du parti, ne puisse devenir l'instrument d'expression d'une volonté populaire contraignante.

Le référendum ne devait rien offrir d'autre qu'une possibilité de choix entre diverses modalités d'application de la politique décidée par le parti, surtout ne pas permettre l'apparition d'une majorité à même d'imposer une décision et c'est ainsi qu'a été inventée la règle sur laquelle vient de trébucher le général Jaruzelski.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Un entretien avec « le Monde »

Mme Barzach annonce la réglementation des techniques de procréation artificielle

Pour la première fois en France, les activités de procréation médicalement assistée vont être réglementées. L'insémination artificielle, la fécondation *in vitro*, la congélation des spermatozoïdes, des ovules et des embryons humains, ne pourront bientôt plus être pratiquées que dans des centres agréés.

Dans un entretien accordé au *Monde*, Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, explique les raisons qui l'ont conduite à mettre en place ce dispositif, et en détaille les modalités.

Une loi devrait compléter ce dispositif. Seul un texte législatif permettrait en effet de définir les principes éthiques et les indications médicales. Le Parti socialiste vient, pour sa part, de rendre public un « avant-projet de proposition de loi », dans lequel il prévoit curieusement, et contrairement aux règles en vigueur dans les CECOS, de permettre à un enfant né à partir d'une insémination artificielle avec donneur de connaître à sa majorité l'identité de son « père biologique » (lire page 12).

(Lire l'entretien avec Mme Barzach dans le Monde Sciences et médecine », page 19.)

La mort de l'écrivain noir américain

James Baldwin, une conscience révoltée

L'écrivain noir américain James Baldwin est mort dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre dans sa maison de Saint-Paul-de-Vence, à l'âge de soixante-trois ans.

James Baldwin demeurera un symbole. Celui de l'Amérique des années 60, la décennie des révoltes. Celui, surtout, de la cause noire. Dramaturge, essayiste, romancier, il fut à sa manière le porte-parole d'un mouvement où le pouvoir des fusils tentait de s'opposer à celui de la non-violence. « *Je ne fais pas de politique* », se plaisait-il à répéter, comme pour mieux souligner sa volonté de dépasser les clivages traditionnels du pouvoir américain. Mais aussi pour rappeler que le problème noir, parce qu'il avait des racines historiques et était ancré dans les mentalités, ne pouvait se résoudre à coups de vœux pieux ou de lois.

Enfant du ghetto de Harlem, où il est né en 1924, ce fils d'un pasteur protestant dut, faute de moyens, renoncer rapidement à poursuivre des études. Après un passage au lycée de Harlem, il fut prédicateur, puis employé dans une usine d'armement (au début de la guerre) et garçon de café. En 1944, il rencontre Richard Wright, la gloire montante de la littérature noire, qui avait déjà publié *les Enfants de l'oncle Tom* et *Un enfant du pays* (*Native Son*). Wright aide Baldwin à placer son premier manuscrit, un roman intitulé *les Elus du Seigneur*. Une étape décisive, qui ne le conforte cependant pas. Il en a assez de l'Amérique ; il y étouffe. Sur un coup de tête, il file à Paris, en 1948. De ce séjour, qui durera neuf ans, il dira plus tard qu'il l'avait aidé « *à se définir et s'épanouir* ».

Dès lors, il s'attelle au roman, publiant en 1956 *Giovanni mon ami*, puis, en 1962, *Un autre pays*. Des récits où il évoque la condition des Noirs américains et les difficultés des rapports intercommunautaires. Baldwin apparaît désormais comme un intellectuel, une image renforcée quand il sort en 1963 (après *Notes of a Native Son* (1955) et *Nobody Knows my Name* (1961, en français : *Personne ne sait mon nom*), son troisième essai, intitulé *la Prochaine Fois, le feu*.

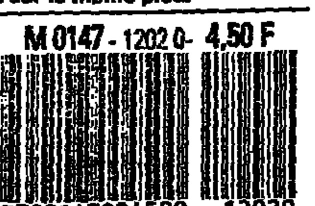
Dans cet ouvrage, où se mêlent les éléments biographiques et une réflexion plus personnelle, proche du pamphlet, Baldwin évoque notamment ce qu'il appelle « *le passé du Noir, fait de corde, de feu, de torture, de castration, d'infanticide, de viol, de mort et d'humiliation ; de peur la nuit, de peur le jour, d'une peur plongeant jusqu'à la moelle des os (...), de rage, de meurtre, d'une haine pour les Blancs si profonde qu'elle se retournait contre lui et les siens, rendant impossible tout amour, toute confiance, toute joie (...). Je ne veux pas faire de sentiment sur la souffrance, mais les gens qui ne souffrent pas ne peuvent jamais grandir ni découvrir qui ils sont* ».

Un texte dont les échos accompagnaient ceux des émeutes, qui commençaient à secouer les grandes villes américaines. Reçu en mai 1963 par Robert Kennedy, alors ministre de la justice, et soucieux d'éviter l'explosion des ghettos noirs, Baldwin ressortira de l'entretien en déclarant : « *Nous avons été choqués par l'étendue de sa naïveté.* »

BERNARD GENIÈS.

(Lire la suite page 18.)

M 0147 - 1202 0- 4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 A$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

La télévision et les Lumières du vide

Refuser le prétendu « zombie » post-moderne c'est s'interdire toute intervention sur notre culture

par CARLO FRECCERO (*)

LORSQU'ILS désirent critiquer *la télévision en* tant que média, les intellectuels puisent dans un texte désormais devenu classique, « *Se distraire à en mourir* » de Neil Postman. Le titre, à lui seul, est déjà tout un programme.

En effet, la télévision est un instrument de divertissement, de distraction. Si nous nous penchons sur l'étymologie du terme latin « divertere », nous voyons que dans le concept de divertissement est contenue depuis toujours l'idée d'un éloignement, d'une déviation. En l'occurrence, une déviation du fil d'un discours rationnel. A l'image du divertissement comme digression, nous pouvons superposer toute une série de métaphores dont Postman *ne fait pas un usage clair* : la déviation de la voie de la rationalité, c'est le chemin de traverse, mais c'est aussi le rhizome qui se *substitue* à *la figuration* graphique dans l'arbre de Porphyre.

Par extension, la télévision se trouve donc être une métaphore *de la pensée faible s'opposant* à la pensée forte, logiquement et hiérachiquement organisée. Car elle opère à la manière d'un récipient recueillant une quantité considérable de données ; mais celles-ci sont offertes sans une classification hiérarchique des matériaux qui fait défaut. Dans la mesure où le dictionnaire représente une forme d'organisation hiérarchique des données, la télévision est plus proche de l'Encyclopédie et du projet des Lumières d'un recensement non hiérarchique du savoir.

Mais si la télévision représente par excellence la métaphore du monde post-moderne, comment concilier cette caractéristique qui lui est propre avec l'aspect d'une encyclopédie moderne conforme à la philosophie des Lumières ? Cette interrogation en implique une autre qui va plus loin : l'expression post-moderne désigne-t-elle une fracture tranchée avec la culture moderne, ou n'en est-elle, à l'inverse, que la prolongation dans une dimension différente ?

Il me semble que les intellectuels tendent aujourd'hui à revendiquer la dignité de la pensée moderne par comparaison avec la pensée post-moderne, la dignité de la pensée « forte » par comparaison avec la pensée « faible », de la presse comme métaphore de la société polyculturelle. Mais peut-être la pensée post-moderne n'est-elle qu'une réalisation des instances contenues dans la pensée moderne, tout comme la télévision est la réalisation des instances de la pensée des Lumières ?

Prenons par exemple l'essai de Finkielkraut. La défaite de la pensée indiquée dans le titre plonge *ses racines dans un déplacement* de sens à l'intérieur d'un terme unique : du concept de culture au sens des Lumières compris *comme ensemble* de valeurs « supérieures » universellement valables, nous passons au concept de culture au sens anthropologique comme ensemble de techniques du vécu. L'éclipse de la culture au sens « supérieur » et universel engendre deux figures symboliquement antithétiques mais en même temps complémentaires.

Pour les pays anciennement colonisés, la figure du fanatique défenseur des cultures locales menacées par l'impérialisme, pour le monde occidental la figure du zombie plongé dans la société post-moderne, *dans la perte du* sens de la réalité polyculturelle. Si pour le tiers-monde, la destruction de la culture passe par la revalorisation des cultures locales, dans notre société, la perte du sens du terme de culture survient à travers l'élévation au rang de phénomène culturel de tous les aspects de la vie, mélangés dans une totale perte du sens, ce qui amène Shakespeare à se trouver placé sur le même plan qu'une paire de bottes. La métaphore de cette société, c'est la télécommande qui, comme sur l'écran, sélectionne dans le monde actuel les phénomènes les plus hétéroclites avec une perte totale des valeurs.

Reconnaissance des limites

Nous sommes donc en présence d'une crise de la culture comme ensemble de pratiques « supérieures ». Cependant, précisément à cause de ces pratiques inférieures qui constituent la « culture jeune », la pensée occidentale connaît de nos jours un pouvoir de pénétration jusqu'ici inconnu dans aucune culture. En particulier, si la caractéristique la plus saillante de la philosophie des Lumières est son universalisme, aucun autre instrument que la télévision n'a eu jusqu'à présent autant de capacité de pénétration. Pour Finkielkraut, la figure du zombie et celle du fanatique se dressent comme des fragments complémentaires d'un dessein unique, dans un face-à-face statique qui ne connaîtra pas de développement. *En réalité*, et en dépit des apparences, le zombie se porte très bien.

Il est vrai que l'on assiste aujourd'hui à la renaissance inespérée de cultures et de cultes anciens que l'on croyait morts et enterrés. Mais si la censure et les idéologies opèrent sur des contenus, elles ne peuvent pas grand-chose vis-à-vis de la télévision. Il n'y a que les reflets de l'écran *qui soient capables de parvenir* là où les lumières de la raison se sont déclarées impuissantes. D'ici quelques années, *quand les satellites transmettront* leurs messages à l'échelle planétaire, quand la ménagère de Téhéran recevra sa dose quotidienne de « *soap opera* », il deviendra difficile de penser à une multiplicité de cultures fragmentées au niveau local. C'est donc là que se situent les conditions nécessaires pour réaliser le projet des Lumières d'une culture universelle. Même Finkielkraut en convient.

Au moment où la philosophie des Lumières peut répandre sa propre culture, ce terme s'avère désormais vidé de son sens. Mais ce vide spécifique du monde actuel n'était-il pas déjà inscrit depuis les origines dans le projet des Lumières ? La philosophie des Lumières se caractérise par sa confiance dans le pouvoir critique de la raison. Or, l'application de cette raison aux cultures existantes conduit à en effacer progressivement les caractéristiques, les traits propres et les contenus au moyen d'un travail incessant d'évacuation. En réalité, l'expansion de la raison se fait au prix de l'expansion d'un vide, lequel se substitue au trop-plein des préjugés et des lectures locales. Mais l'aspect le plus radical de cette tendance se manifeste avec l'application de la critique, non *plus aux objets du dehors, mais* à la raison elle-même. Cette opération d'autocensure de la raison ne représente pas seulement l'achèvement d'un long processus qui s'est développé jusqu'à nos jours, mais elle est déjà l'un des aspects constitutifs de la philosophie des Lumières dans ses fondements.

La reconnaissance des limites de la raison et de la culture occidentale n'apparaît donc pas avec la pensée faible, mais elle est inscrite depuis ses origines dans le code génétique de la pensée moderne. Paradoxalement, la foi en la raison est déjà au départ une forme d'impuissance, tout en présentant en même temps une force de pénétration inconnue jusqu'à présent. *Ce n'est pas par hasard* que le concept de tolérance représente le trait distinctif de la pensée occidentale comparée aux *autres cultures. Le cosmopolitisme* des Lumières est par conséquent un projet de diffusion d'un vide des contenus et des valeurs.

Il *n'est pas exact que l'intellectuel* soit soumis à un processus de désagrégation amorcé par des auteurs tels que Foucault ou Lévi-Strauss qui ont mis sur le même plan des phénomènes culturels d'importance diverse. La pensée faible n'est que l'achèvement d'une instance contenue dans la pensée moderne. Dans la figure du sage se dessine depuis toujours en filigrane celle du zombie, de même que dans la figure du zombie se cache celle du sage. En refusant le zombie, nous refusons la possibilité d'intervenir sur notre culture, tout comme en refusant la télévision pour la page écrite, nous nous maintenons dans une position d'impuissance.

(*) Directeur des programmes de la « 5 ».

Les faucons de la vieille Europe

par J.-M. BOUCHERON (*) et P. BONIFACE (**)

UN *spectre hante* l'Europe à la veille de la rencontre Reagan-Gorbatchev : le spectre de l'option zéro. Tous les faucons de la vieille Europe se sont groupés en une sainte ligue pour traquer ce spectre.

La raison de cette frayeur collective est la perspective d'élimination des forces nucléaires intermédiaires soviéto-américaines basées en Europe. Quatre cent quatre-vingt têtes nucléaires du *côté américain, mille cinq cents* du côté soviétique.

Ceux qui sonnent l'hallali et crient leur frayeur d'une Europe sans défense sont d'origines diverses. Il y a les atlantistes, meurtris dans leur chair par le sentiment douloureux d'être délaissés par Washington pour qui ils ont tant fait. Y figurent aussi les antisoviétiques convaincus, désespérés de voir M. Reagan, en qui ils ont placé tant d'espoir, *chanter désormais* les louanges de la détente. Mais on y trouve aussi des personnalités n'appartenant pas aux deux *premières catégories, mais* qui se joignent à elles par arrière-pensée politique, voire politicienne. Ainsi M. Raymond Barre qui, alors qu'il était premier ministre, déclarait à la tribune de l'Assemblée nationale le 20 décembre 1979 à propos de la double décision de l'OTAN (1) :

« Il s'agit d'une décision à laquelle le gouvernement n'a aucune part ni quant à son élaboration ni quant à son adoption ni pour l'avenir quant à son application : les distances qu'il a prises à cet égard n'impliquent ni approbation ni désapprobation. »

Ce même Raymond Barre qui *n'a approuvé le déploiement des* Pershing que quelques mois avant qu'il ne soit réalisé en novembre 1983 — alors que les SS-20 menaçaient l'Europe depuis 1975 — ne se sent désormais plus capable de dormir en paix si on retire conjointement armes américaines et armes soviétiques.

M. Chirac, *lui*, veut se démarquer de tous en approuvant l'option zéro et en dénonçant le double zéro. Le passage d'un zéro à l'autre ne concerne pourtant que soixante-douze Pershing-1A, promis de toute façon à une obsolescence rapide : la belle affaire !

⁂

Il faut dès lors rappeler des évidences oubliées ou refoulées : car l'option zéro est une revendication occidentale contenue dans la double décison et formulée par M. Ronald Reagan en 1981. Faut-il la refuser au seul prétexte que les Soviétiques l'acceptent aujourd'hui ? Ce serait un bel aveu collectif de duplicité de la part des gouvernements occidentaux, à même de servir de propagande soviétique à l'avenir. Ne copions pas en négatif l'attitude du PCF pour lequel l'option zéro était un « marché de dupes » en 1981, et qui y voit désormais une chance pour l'humanité.

L'option zéro est de toute façon *préférable* à la situation observée de 1975 à 1983 lorsqu'il n'y avait que des SS-20 et pas de Pershing. *On reviendra* donc à la situation *prévalant* à cette époque, où le découplage et la dénucléarisation de l'Europe n'étaient pas un *thème* quotidien de terreur des esprits.

La vérité est que les derniers développements confirment avec éclat la validité de la politique étrangère de M. François Mitterrand soutenue par les socialistes. Cet accord soviéto-américain prouvera que la prise en compte des forces nucléaires françaises n'est pas nécessaire à la signature d'un traité, contrairement à ce que disaient les Soviétiques à un moment donné. Il montrera *également qu'il fallait être ferme* lorsque l'équilibre était rompu et soutenir le déploiement des euromissiles américains. Car sans Pershing-2, pas d'option zéro possible, les Soviétiques n'ayant aucune propension pour les concessions unilatérales. Ayant prouvé qu'ils n'entendaient pas céder au chantage, les Occidentaux atteignent aujourd'hui leur objectif.

Après une période de déséquilibre, l'équilibre *s'est d'abord* fait par le haut, avant de se faire par le bas.

(*) Responsable du groupe des députés socialistes à la commission de la défense.

(**) Rapporteur spécial du PS sur les problèmes de défense.

(1) *La double décison prévoyait* qu'au cas où il ne serait pas possible de rétablir par des négociationss soviéto-américaines l'équilibre nucléaire rompu par le déploiement unilatéral des SS-20 soviétiques, Washington installerait en Europe des Pershing-2 et des missiles de croisière.

Au Courrier du Monde

La situation au Maroc

Le supplément que *le Monde* a consacré au Maroc dans ses éditions du 12 novembre a suscité un abondant courrier dont nous publions ci-dessous quelques extraits :

« J'ai peur, *nous écrit M. Vincent Feroldi, de Caluire-et-Cuire*, que le lecteur oublie les grandes difficultés auxquelles le pays est confronté. Lors de mes deux derniers séjours dans ce pays (mars et août 1987), j'ai été très frappé par la « desespérance » de la plupart des jeunes, lycéens et étudiants, qu'ils habitent la ville ou la campagne.

» Voilà une jeunesse qui a pu bénéficier — pour une grande partie d'entre elle — d'une instruction, d'une éducation, d'un enseignement de niveau de plus en plus élevé. Or plus d'un étudiant se pose aujourd'hui la question de l'utilité de poursuivre ses études puisque la *possession d'un diplôme ne lui donnera* nullement un emploi... C'est aussi une jeunesse qui souffre du manque de liberté dans le débat des idées, et de la corruption grandissante dans une administration très pesante.

» Autre réalité très vive. Le poids du conflit saharien dans la vie quotidienne et dans l'économie marocaines. Dans le Moyen-Atlas, plus d'un village a vu une grande partie de ses hommes s'engager dans l'armée pour faire vivre leur famille. Il en résulte un déséquilibre dans la vie sociale et familiale... »

⁂

M. Yves Daram, de Bayonne, évoque pour sa part « de douloureux souvenirs : Kamel, qui ne sera jamais avocat parce que trop pauvre *pour « acheter » sa licence, Omar*, bastonné sur la plage par les policiers parce qu'un mégot de cigarette était enfoui dans le sable à ses pieds *(pendant le ramadan), Amina, qui* se prostituait aux abords des grands hôtels pour pouvoir s'acheter un « vrai-faux » passeport, et quitter ce pays, *et tant d'autres encore...*

» La violence, la corruption généralisée (qui commence dès le passage de la frontière marocaine avec *le bakchich aux douaniers*), *l'injustice* au quotidien, le délabrement hospitalier, les combines et magouilles de l'administration, *l'espionnage généralisé de la population*, la peur, la délation, etc.

» Je sais bien que *le Monde* y fait référence assez souvent, mais votre *journal* devient alors introuvable au Maroc ! Ne désespérons pas les démocrates et la jeunesse de ce pays. »

⁂

Mme Danièle Tzeutchler, de Windsor, Connecticut, nous précise qu'en tant que membre du groupe américain d'Amnesty International coordonnant l'aide aux prisonniers de conscience marocains, elle a eu d'amples occasions de vérifier le non-respect des droits de l'homme au royaume chérifien.

« Faut-il rappeler, *ajoute-t-elle*, que deux cent vingt-huit prisonniers de conscience adoptés par Amnesty International restent à ce jour emprisonnés ? Fin 1985, quarante et un Marocains, la plupart docteurs, ingénieurs et professeurs ont été arrêtés, certains détenus plusieurs mois sans accès à la défense, souvent maltraités et torturés, et finalement accusés d'appartenance à des organisations illégales et de distribution de tracts hostiles au gouvernement. Tous se sont vus infliger des peines allant jusqu'à vingt ans de réclusion.

» Je travaille personnellement sur le cas d'un des quelque quatre-vingts Sahraouis disparus depuis leur *arrestation en 1976. Le gouvernement* n'a jamais donné réponse aux multiples démarches des parents, amis et associations humanitaires concernant ces disparus. N'est-ce pas là l'attitude d'un Etat de non-droit ? »

⁂

« Comment est-il possible, *demande Mme Agnès Thiriet, de Paris*, de parler de démocratie au Maroc alors qu'une résolution commune était votée le 29 octobre 1987 au Parlement européen par plusieurs groupes parlementaires sur les droits de l'homme au Maroc reconnaissant les internements abusifs et les disparitions au Maroc... »

⁂

M. Edmond Morel, de Nice, apporte son témoignage différent :

« Quinze ans après, j'ai récemment parcouru à nouveau les villes et les campagnes marocaines. J'ai été frappé par le dynamisme dont fait preuve le pays, par les réalisations remarquables dans les domaines de l'habitat, des communi*cations, des équipements ruraux*, industriels, artisanaux, de la santé, du tourisme, de l'enseignement et de la culture.

» J'ai retrouvé, dans la chaude hospitalité traditionnelle, bien des amis marocains de toutes conditions, enthousiastes et confiants dans l'avenir de leur pays.

» J'ai assisté à la sortie des universités où de joyeuses cohortes d'étudiantes prouvent que la scolarisation des filles ne date pas d'hier. J'ai retrouvé de jeunes Marocaines que j'avais connues écolières, aujourd'hui chargées de fonctions de responsabilités — parfois de hautes responsabilités — dans les administrations, les organismes publics ou privés, les hôpitaux, les établissements d'enseignement. Que ce soit dans leur cadre familial ou dans leur vie professionnelle, je n'ai jamais observé que leurs proches ou leurs collègues masculins se comportaient à leur égard en « hommes bourrés de préjugés et de mépris ».

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 650 572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 3615 - Tapez *LEMONDE*

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $480 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, PNC, 45-45 39th Street, LIC, NY 11104

Le processus de normalisation entre Paris et Téhéran

Prochaine étape : le déblocage du contentieux financier

Quarante-huit heures après la libération de deux des otages français au Liban, MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque, la France et l'Iran ont mis fin lundi à la « guerre des ambassades » qui les opposait depuis juillet dernier, époque où les autorités françaises mirent le siège devant l'ambassade d'Iran à Paris, où était réfugié M. Wahid Gordji, interprète de la mission diplomatique. Celui-ci refusait de comparaître devant le juge d'instruction, M. Gilles Boulouque, à la convocation duquel il s'est finalement rendu dimanche, au lendemain de l'arrivée à Paris de MM. Normandin et Auque. Immédiatement après cette comparution, il prenait l'avion pour Karachi, où il était « échangé » le lendemain contre un diplomate français en poste à Téhéran, M. Paul Torri. Ce dernier était, lui, accusé d'espionnage par Téhéran en représailles au sort réservé à M. Gordji.

Cet échange s'est déroulé sur la piste de l'aéroport de Karachi, en présence des consuls des deux pays. L'avion de M. Gordji était arrivé le premier, celui de M. Torri ayant été retardé par une *« tempête de sable »* à Bandar-Abbas, port iranien sur le Golfe.

« Ce qu'on appelé d'une manière inexacte là « guerre des ambassades » est fini » : M. Jean-Bernard Raimond mettait ainsi un point final, lundi soir au Bourget, où il accueillait M. Torri, à cette étape du processus de normalisation avec l'Iran, inséparable de l'affaire des otages, selon Paris, ce que contestait Téhéran. La radio iranienne a en effet tenu à dissocier *« le progrès dans la voie de la normalisation »* de *« la récente libération des deux otages français au Liban »*.

Pour Paris au contraire, tout rétablissement de relations normales avec l'Iran ne peut passer que par la libération des trois derniers otages français retenus au Liban. M. Jacques Chirac l'avait souligné samedi ; le Quai d'Orsay l'a redit lundi.

Les Iraniens ont, pour leur part, rappelé les conditions qu'ils ont posées, outre le remboursement du prêt au CEA, c'est-à-dire d'une part, l'arrêt de *« l'aide militaire de la France à l'Irak, qui est insupportable pour l'Iran »* et, d'autre part, l'exigence que Paris prenne *« des mesures pour empêcher la propagande et les actions anti-iraniennes en France »*.

Sur les relations franco-irakiennes et leurs répercussions sur la « normalisation » avec Téhéran, le président Mitterrand a été on ne peut plus clair. Après avoir rappelé que c'est en 1976 que la France avait décidé de *« contribuer puissamment à l'armement de l'Irak »* et que *« cette politique s'est poursuivie »*, il a déclaré : *« Il n'est pas question de changer de bord, de modifier la politique de la France en quoi que ce soit (...), cela ne veut pas dire que nous soyons un pays ennemi de l'Iran. »* Mais, a-t-il poursuivi, alors qu'il se trouvait dans les locaux de l'Institut du monde arabe (IMA), qu'il devait inaugurer dans l'après-midi, *« la politique de la France ne doit être à la merci d'aucune pression, d'aucun chantage »*.

M. Mitterrand : « On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence »

Quelques heures plus tard, lors de cette inauguration, le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, faisait écho à la déclaration de M. Mitterrand. Le soutien français à l'Irak, a-t-il dit devant le chef de l'Etat, M. Chirac et l'ensemble du corps diplomatique arabe à Paris, *« est un sujet de satisfaction et un motif de gratitude »* car le conflit du Golfe peut faire naître *« un incendie gigantesque »*.

Concernant le principe du *« troc diplomatique »* entre Etats, M. Mitterrand a estimé qu'il s'agissait d'un terme à utiliser avec *« une extrême prudence »*. Il faut, a-t-il ajouté, respecter *« quelques principes simples »*, poursuivant : *« On ne peut pas troquer le crime contre l'innocence. »* Le président a, en outre, insisté sur le fait que *« la grande action diplomatique et politique qui doit conduire à la libération de tous les Français (...), comme je le souhaite de tout mon cœur »*, doit se dérouler *« dans le respect de la dignité de notre pays »*. *« Cela dépend bien entendu des conditions qui sont posées. Ces conditions ont été longtemps impossibles. Si elles deviennent possibles (...), nous ne pourrions qu'en être heureux »*, a encore dit M. Mitterrand.

Paris et Téhéran sont pour une fois d'accord ; jusqu'aux déclarations des ministères des affaires étrangères des deux pays, dont la tonalité, à défaut des termes exacts, concorde. Les événements qui se sont précipités depuis jeudi *« vont créer une nouvelle dynamique dans les contacts franco-iraniens »*, a souligné, lundi 30 novembre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Dans le même temps à Téhéran, le ministère des affaires étrangères estimait que des *développements « positifs »* étaient intervenus dans les relations entre la France et l'Iran.

De même, la prochaine étape dans le processus de normalisation était clairement désignée. Le porte-parole du Quai d'Orsay a ainsi indiqué que l'on pouvait s'attendre *« à un progrès significatif assez rapide »*, concernant le règlement du contentieux financier franco-iranien — le remboursement par Paris du prêt accordé par l'Iran au CEA en 1974. A Téhéran, on insistait également lundi sur la nécessité de régler ce problème avant toute nouvelle avancée sur la voie de la normalisation.

Selon le *Washington Post*, les choses iraient très vite puisqu'un deuxième versement de 330 millions de dollars — un premier avait été effectué il y a un an, — en remboursement partiel de ce prêt de 1 milliard de dollars, serait fait cette semaine à Vienne. Le journal écrit notamment que l'Iran aurait accepté un accord avec Paris pour deux grandes raisons. D'abord pour essayer de rompre son isolement et ensuite pour récupérer M. Gordji.

Les justifications du juge Boulouque

M. Gilles Boulouque, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a vivement réagi aux divers propos et commentaires suscités par l'audition dans son cabinet, dimanche soir, de M. Wahid Gordji alors que déjà un avion attendait ce témoin à l'aéroport du Bourget.

« Je suis tout simplement outré », a déclaré le magistrat, qui a tenu à préciser quelle était la situation juridique de l'interprète de l'ambassade d'Iran au moment où il se présentait au Palais de justice. Après avoir rappelé que le témoignage de Gordji était commandé par les déclarations de certains inculpés actuellement détenus pour le rôle qu'ils ont joué dans les attentats de septembre 1986 à Paris, M. Boulouque a expliqué : *« J'ai toujours dit que je voulais entendre Wahid Gordji comme témoin. Si cela n'avait pas été le cas, j'aurais délivré contre lui un mandat d'amener ou un mandat d'arrêt. Je lui ai posé toutes les questions que je souhaitais lui poser. Ses réponses n'ont pas été en contradiction avec celles des autres personnes mises en cause dans ce dossier. »*

Quant au fait que, au moment où déposait Wahid Gordji, son départ pour l'Iran se préparait bel et bien, le magistrat a donné l'explication suivante : *« C'est simple. On m'a demandé auparavant si Gordji pouvait être inculpé, j'ai dit qu'il n'y avait que de très faibles chances, et on en a tiré les conséquences. Pour ma part, j'ai ensuite communiqué au parquet les résultats de l'audition, et le parquet a été du même avis que moi. »*

« Le problème, a ajouté M. Boulouque, *aurait été des aveux de Gordji ou des contradictions telles avec d'autres témoins que je ne puisse le laisser repartir. Mais ce dossier est complètement transparent, et il ne s'agissait pas d'échanger l'innocence contre le crime. »*

Le magistrat a précisé encore qu'il a questionné Wahid Gordji sans témoin, que l'ambassadeur du Pakistan à Paris et le chargé d'affaires de l'ambassade d'Iran attendirent dans le couloir et qu'il n'avait jamais été question d'une audition avenue d'Iéna.

Ces propos de M. Boulouque veulent être une réponse à la presse et à des déclarations de responsables politiques. Ainsi, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait dit : *« Si le dossier judiciaire de M. Gordji était vide, pourquoi avons-nous eu cette crise des ambassades et la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran ? S'il était chargé (...), la justice a-t-elle été dans cette affaire libre de rendre ses arrêts ou a-t-elle été commise à faire ce que le pouvoir politique lui demandait ? »*

De son côté, le Syndicat de la magistrature (gauche) s'était aussi inquiété en déclarant que *« ce qui vient de se passer peut apparaître comme une manipulation de l'appareil judiciaire qui aurait participé à la raison d'Etat »*. Quant à l'Union syndicale des magistrats (modérée), elle remarquait qu'*« il faut bien voir que dans certains cas la justice est exposée à des impératifs qui dépassent le cadre étroit du dossier »* pour estimer malgré tout que *« l'honneur est sauf puisque le juge voulait entendre Wahid Gordji et qu'il a pu effectivement l'entendre »*.

Dans la presse parisienne

Hormis les récits consacrés à l'échange sur l'aéroport de Karachi de M. Wahid Gordji contre M. Paul Torri, les journaux parisiens consacrent surtout leur « une » au référendum en Pologne, où, selon *le Matin de Paris*, les électeurs polonais ont refusé *« la démocratie bidon »*.

Seul Philippe Tesson, dans son éditorial en première page du *Quotidien de Paris*, écrit : *« On n'a pas le droit de se réjouir le samedi du retour de deux otages et de pleurer le lundi sur l'honneur perdu de la France »*, ajoutant : *« Cette attitude convient bien mal à des gens qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont utilisé les mêmes démarches mais sans succès, eux, et ont poussé l'esprit de compromis jusqu'à vendre des armes à l'Iran. Leur leçon de vertu est mal venue aujourd'hui. »* Et Philippe Tesson conclut, visant M. Mitterrand : *« Alors cessons d'opposer le marchandage à la dignité et même le crime à l'innocence. »*

Dans *Libération*, Véronique Brocard assure : *« Ecrire sans nuance que Gilles Boulouque a laissé partir l'un des responsables du réseau terroriste pro-iranien serait inexact. Le dossier du magistrat est en effet vide d'éléments à charge. »*

Pierre Feydel, dans *le Matin*, après avoir reconnu *« au gouvernement de Jacques Chirac son succès »*, demande : *« Qu'a-t-on fait de l'Etat de droit à propos de M. Gordji ? »* et ajoute : *« Il n'est pas sûr que le départ précipité de Gordji sans que l'on connaisse son degré de culpabilité exalte cette dignité de la France si célébrée par le gouvernement. »*

Le Parisien libéré estime : *« Le « troc » fait aujourd'hui tiquer le chef de l'Etat, qui avait pourtant lui-même proposé en son temps d'échanger l'ensemble des Français retenus en otages contre le terroriste Anis Naccache. Quand on veut souper avec le diable, il est vrai, il faut avoir une longue cuiller. Il n'est pas sûr que celle de la France soit à la taille de celle de la République islamique. »*

Pour *l'Humanité*, enfin, *« les grands mots que l'on commence à brandir, ici ou là, tendent à justifier non pas la cause libératrice dont on se réclame, mais, au contraire, une prétendue raison d'Etat qui, une fois encore, bafouerait les droits de l'homme. Arracher les otages à leur captivité est en effet tout simplement une exigence d'humanité. Comment un pays tel que le nôtre n'aurait-il pas les moyens de la faire prévaloir ? »*

La presse britannique prend vivement à partie la politique française

LONDRES
de notre correspondant

Mme Thatcher posera quelques questions gênantes à M. Chirac lors du sommet européen de Copenhague, vendredi et samedi prochains. La « dame de fer » est, en effet, « furieuse » contre Paris, et son entourage s'emploie à le faire savoir. Elle estime que le gouvernement français, en négociant un « marché » avec Téhéran, a trahi la solidarité européenne en matière de lutte contre le terrorisme et rendu encore plus aléatoire la libération de l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry, M. Terry Waite, et des autres otages britanniques du Liban.

La colère des responsables britanniques est évidente, mais elle ne s'exprime qu'en privé. Ces derniers sont, en effet, persuadés qu'il ne sert à rien de critiquer publiquement l'attitude française et que des remontrances de ce genre seraient même nuisibles aux otages britanniques. Le Foreign Office a seulement indiqué que Londres demanderait des *« détails »* sur toute cette affaire lors d'une prochaine rencontre *« au plus haut niveau »* avec les autorités françaises.

Le sort de Terry Waite

On rappelle volontiers à Londres que la France a souvent proclamé dans les réunions européennes la nécessité d'un front commun contre le terrorisme. Ce fut notamment le cas lors du sommet européen de Londres le 12 décembre 1986. Un texte fut alors publié selon lequel les participants s'engageaient à *« ne pas faire de concessions sous la pression aux terroristes ou à leurs commanditaires »*.

Or, il ne fait aucun doute pour les autorités britanniques que Paris a bel et bien négocié avec les *« commanditaires »* des preneurs d'otages, en l'occurrence avec l'Iran. Le Foreign Office feint officiellement de prendre pour argent comptant les explications données par Paris. Comment mettre en cause l'indépendance de la justice française malgré l'absence troublante de poursuites contre M. Gordji, un homme pourtant recherché depuis cinq mois ? Critiquer une décision de justice est en Grande-Bretagne un délit sévèrement puni... Le gouvernement français affirme qu'il n'a pas versé de rançon. Comment refuser de le croire sans lui faire publiquement injure ?

Les Français sont cependant vivement invités à lire attentivement et entre les lignes la déclaration faite, lundi à Bruxelles, par Sir Geoffrey Howe après son entretien avec M. Jean-Bernard Raimond. Le secrétaire au Foreign Office estime opportun, après avoir rencontré son homologue français, de rappeler que la Grande-Bretagne — elle — reste fidèle à l'engagement de la Communauté européenne de ne pas traiter avec les preneurs d'otages...

Les propos de Roger Auque sur la possible présence de M. Waite dans une cellule voisine de la sienne sont pris très au sérieux à Londres. L'archevêque de Cantorbéry a fait savoir, lundi, que ces informations concordaient avec celles qui lui étaient parvenues d'autres sources, selon lesquelles M. Waite était toujours en vie. L'Eglise d'Angleterre maintient, d'autre part, son refus d'une transaction avec l'Iran pour la libération de M. Waite. D'autres Britanniques sont actuellement détenus au Liban, en particulier M. John McCarthy, journaliste de télévision enlevé il y a maintenant près de six cents jours et dont la compagne est, depuis lundi, à Paris pour tenter d'obtenir des nouvelles sur son sort auprès des deux otages français libérés.

L'impression qui prévaut ici est que la vertu et la fermeté ne paient décidément pas, alors qu'un « compromis honteux » comme celui passé entre Paris et Téhéran permet, au contraire, d'obtenir des libérations.

La presse est particulièrement sévère pour la France : « La transaction de Paris avec les terroristes met Waite en péril », titre le *Sun*. L'*Independent* n'est pas moins critique. Voici quelques extraits de son éditorial : *« Il est difficile de trouver de quelconques circonstances atténuantes dans l'accord qui a été passé entre la France et l'Iran. Ce compromis est un encouragement à d'autres prises d'otages et signifie que les commanditaires de campagnes de terreur* [les bombes ont tué treize personnes l'an dernier] *peuvent avoir de bonnes relations avec Paris. Il va presque certainement allonger encore la détention de Terry Waite et des autres otages britanniques du Liban. Leurs ravisseurs seront plus déterminés que jamais les garder jusqu'à ce que les autorités britanniques acceptent leurs conditions, comme l'ont fait les Français. Mme Thatcher et Sir Geoffrey Howe ont de bonnes raisons d'être en colère. »*

L'*Independent* estime qu'il serait injuste de reprocher à la France d'avoir *« brusquement »* cédé aux terroristes, car ce pays *« a un long passé déplorablement cynique »* dans ce domaine.

Un « scoop » de « l'Independent »

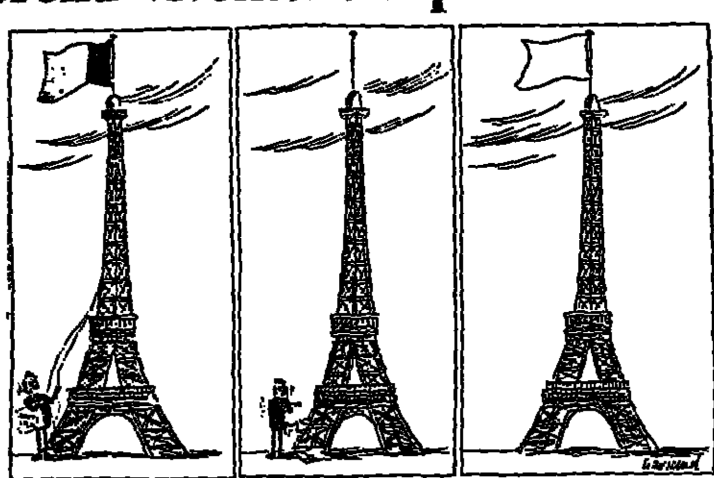
L'*Independent* apporte, ce mardi, en première page, ce qui pourrait bien être un « scoop » de taille considérable. Selon ce quotidien, la France a déjà commencé à livrer à l'Iran les premières armes comprises dans le « marché » qui aurait permis la libération de deux otages et l'échange entre M. Gordji et M. Torri. Tout aurait commencé il y a un peu plus de quinze jours par une opération de « désinformation » des services secrets français. Ceux-ci auraient fait circuler dans les milieux spécialisés une « fausse » liste d'armes prétendument recherchées par l'Iran de façon à détourner les soupçons du véritable fournisseur de nombre d'entre elles : l'Etat français lui-même.

Deux « articles » présents sur cette liste ne pouvaient de toute façon être livrés que par la France. Il s'agit de pièces détachées pour sept vedettes rapides Kaman de la marine iranienne, construites en France et qui sont du type la Combattante, classe 2. Quatre d'entre elles au moins sont immobilisées faute de pièces de rechange.

Cette liste comprenait également des systèmes de guidage radar de fabrication française pour des missiles servant aux attaques contre l'Irak. Selon l'*Independent* les pièces destinées aux vedettes ont déjà quitté La Rochelle et seraient actuellement en transit au Portugal d'où elles devraient gagner l'Iran sur des navires « tiers » avec des certificats falsifiés (1). En outre, affirme le journal, des agences non gouvernementales françaises auraient accepté de fournir une aide humanitaire aux « pauvres » de Beyrouth, par l'entremise d'organisations liées au Hezbollah qui auraient charge de la distribuer.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le ministre français des affaires étrangères a démenti, mardi matin, *« de la manière la plus catégorique »* les informations publiées par l'*Independent*, ainsi que le paiement d'une rançon pour obtenir la libération de Roger Auque et de Jean-Louis Normandin.



Sous le bras du personnage : *White flag* (drapeau blanc). *The Independent*.

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Poursuite des raids irakiens en Iran

L'Irak a poursuivi lundi 30 novembre ses raids en Iran. L'aviation de Bagdad a bombardé deux centrales électriques, au sud de Kangavar et au nord de Hamadan. En guise de représailles, l'Iran a bombardé des concentrations de troupes irakiennes dans le nord du Kurdistan irakien – où se déroulent de violents combats – et contre des installations pétrochimiques dans la région de Mossoul.

Les assureurs Lloyd's de Londres ont confirmé lundi qu'un pétrolier panaméen, le *Stilikon*, et un iranien, le *Kharg-4*, avaient été attaqués respectivement vendredi et dimanche par l'aviation irakienne.

Le roi Hussein de Jordanie a effectué lundi une brève visite à Bagdad, où il s'est entretenu avec le président Saddam Hussein. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts du souverain jordanien en faveur du « *processus de normalisation entre l'Irak et la Syrie* ».

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tareq Aziz, a une nouvelle fois reproché publiquement lundi à l'Union soviétique de ne pas soutenir la politique du Conseil de sécurité de l'ONU préconisant un embargo sur les armes à destination de l'Iran. Selon M. Aziz, cette dérobade soviétique serait liée au rapprochement en cours entre Moscou et Téhéran. M. Aziz a fait ces déclarations à Londres, alors qu'il doit être reçu cette semaine par M. Perez de Cuellar. Ce dernier doit également s'entretenir avec le chef de la diplomatie iranienne. – *(AFP, Reuter.)*

Une première dans les relations entre Athènes et Jérusalem

Le chef de la diplomatie grecque en visite en Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la première fois depuis la naissance de l'Etat hébreu, un ministre grec est en visite officielle en Israël. M. Karolos Papoulias, ministre des affaires étrangères, est arrivé, lundi 30 novembre, à Jérusalem pour un séjour de quarante-huit heures dont les responsables israéliens espèrent qu'il ouvrira la porte à une normalisation des relations, après bientôt quarante années de froid relatif entre les deux pays.

La Grèce n'a reconnu que *de facto* l'existence d'Israël, peu après sa naissance. Cela s'est traduit par l'instauration de relations diplomatiques à un bas niveau : les deux pays n'entretiennent que de simples missions, dont les chefs ont cependant rang d'ambassadeurs. Les Israéliens comptent que « *ce premier pas vers un certain dégel* » débouchera, à très court terme, sur l'échange d'ambassadeurs, plaçant ainsi les relations gréco-israéliennes au niveau de celles que Jérusalem entretient avec les autres pays membres de la CEE.

La visite de M. Papoulias n'est d'ailleurs probablement pas étrangère au fait qu'Athènes assurera – *pour la deuxième fois depuis 1983* – en juillet la présidence de la Communauté économique européenne. Après la normalisation entre Madrid et Jérusalem, intervenue en janvier 1986, il serait incongru que la Grèce restât le seul Etat de la CEE à ne pas entretenir de pleines relations diplomatiques avec Israël.

L'attitude distante d'Athènes a tenu à plusieurs raisons : son souci de préserver les intérêts des communautés grecques d'Orient, sa volonté de tenir compte de la sensibilité des quelque cent vingt mille Palestiniens de confession gréco-orthodoxes et le tropisme naturel d'un pays méditerranéen envers le monde arabe, dont il s'est toujours voulu proche et dont il sollicite l'appui dans l'affaire de Chypre. Paradoxalement, c'est au gouvernement socialiste de M. Papandréou – ardent défenseur de la cause palestinienne – qu'il revient d'amorcer l'évolution dont témoigne la visite de M. Papoulias.

AL. FR.

Europe

Le « non » des Polonais au référendum

Les deux erreurs du général Jaruzelski

(Suite de la première page.)

Pour que les « oui » l'emportent, il aurait fallu qu'ils constituent la majorité des inscrits, et non pas seulement des votants – ce qui est loin d'être le cas.

Compte tenu des abstentionnistes, il ne s'est, en effet, trouvé que 42,2 % des électeurs polonais pour répondre affirmativement à la première question et 46,3 % à la seconde. Techniquement parlant, la défaite du pouvoir est indiscutable et – ce qui est encore plus grave pour lui – elle est politiquement spectaculaire.

Car si l'on peut ne plus relever, lorsque les majorités flirtent comme à l'accoutumée avec les 95 %, qu'une campagne électorale en régime communiste exclut toute expression d'un point de vue non officiel, on doit se souvenir aujourd'hui que ni l'Eglise ni Solidarité ni aucune autre forme d'opposition n'avaient eu là la moindre possibilité de se faire entendre. Qu'il se soit, dans ces conditions, trouvé non seulement un tiers de Polonais pour répondre à l'appel de Solidarité en ignorant la consultation mais un quart aussi de ceux qui n'avaient pas eu ce courage pour néanmoins aller voter deux fois « non » dans le secret de l'isoloir marque la profondeur du rejet de ce régime par la population.

Une déroute

Le simple refus de donner son assentiment à des augmentations de prix de plus de 100 % dans le secteur alimentaire a certainement pesé lourd dans le résultat. Ce qui frappe avant tout, pourtant, est qu'il y ait presque autant de « non » opposés aux réformes politiques qu'aux réformes économiques. C'est ce que ces « non » étaient tout simplement adressés au général Jaruzelski et exprimaient beaucoup plus le scepticisme dont sa personne et ses ouvertures sont l'objet qu'une quelconque *hostilité aux changements*, – sentiment, on le sait, assez étranger aux Polonais.

Pour en arriver à cette déroute que représente la première défaite électorale jamais enregistrée par un régime communiste, le premier secrétaire du parti polonais a accumulé deux erreurs décisives, péchant d'abord par excès d'ambition puis par timidité. La première a été d'abandonner la conception du référendum qui devait, à l'origine, consister seulement à demander aux Polonais de choisir entre trois rythmes – lent, rapide ou moyen – d'application des réformes économiques, et donc des augmentations de prix. Le pouvoir aurait alors pu dire que la population avait été consultée ; la réponse, quelle qu'elle ait été, n'aurait présenté aucun problème politique et, pour ce qui est des augmentations, la direction du parti aurait ensuite eu tout loisir de décider.

L'ensemble aurait cependant manqué de panache et le général Jaruzelski a préféré frapper un plus grand coup en proposant à la Pologne de se prononcer dans le même temps en faveur de la réforme économique et d'une démocratisation de la vie politique. Reprenant l'un des principaux thèmes de l'opposition, son équipe a commencé d'expliquer que l'une et l'autre étaient indissociables, puisque la seconde était nécessaire au succès de la première. Là, le propos devenait audacieux, mais la condition de la réussite était que ces esquisses d'ouverture politique deviennent crédibles.

Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. Le plénum du comité central qui devait donner son aval aux deux réformes en même temps a été repoussé d'un mois fin septembre puis avancé à la mi-octobre mais pour seulement parler d'économie. *Encore un mois d'attente* et le projet de résolution du bureau politique sur la démocratisation de la vie politique locale et la libéralisation du droit d'association est remplacé par une nouvelle version au ton beaucoup plus dogmatique, prudent et particulièrement agressif à l'égard de Solidarité. Pis, ce texte n'est pas adopté mais seulement discuté au cours du nouveau plénum qui précède de quatre jours le référendum. On a ainsi le sentiment, à la veille du vote, que la montagne est en train d'accoucher d'une souris et que la seule chose concrète pouvant sortir des urnes sera l'augmentation du coût de la vie.

Avant même de sauter le pas – un pas bien limité puisqu'il n'aura jamais été question dans tout cela d'une reprise du dialogue avec Solidarité, – le général Jaruzelski a reculé. L'a-t-il fait cyniquement, en croyant pouvoir gagner sur tous les tableaux ? A-t-il été incité à la circonspection après les difficultés rencontrées à la même époque à Moscou par M. Gorbatchev, auquel il est étroitement lié ? Est-ce l'appareil polonais, enhardi par ces flottements de la « perestroïka », qui a su imposer de modérer l'allure à ce *numéro un venu de l'armée* ?

Chacune de ces hypothèses est plausible, aucune n'exclut les autres mais, à défaut de certitudes à établir, il y a un constat à faire. L'Etat polonais est à la fois demeuré assez totalitaire pour que pratiquement *personne n'ait jamais imaginé* que le « non » puisse l'emporter, et assez affaibli pour qu'on ait pu remédier à la vérité des urnes en les remettant dans ce qui s'est appelé jadis « le sens de l'histoire ».

« Le temps presse »

Cela se faisait en d'autres temps mais ne peut plus se pratiquer qu'à une échelle limitée car l'appareil n'est plus monocolore, que les intérêts y sont contradictoires, les hommes bavards, les alliés et féaux de moins en moins sûrs. Après la presse, les plénums du comité central et même les débats parlementaires, les votes à leur tour acquièrent une importance en Pologne mais de manière si soudaine que dimanche soir, au seul vu du taux de participation, le porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, laissait voir sa satisfaction ; que lundi matin le porte-parole des affaires étrangères soviétiques, M. Guerassimov, se félicitait de « *la contribution majeure* [apportée à] *l'extension de la démocratie socialiste* » par le référendum polonais et que lundi après-midi – résultats connus, – le général Jaruzelski était invisible à l'importante réunion politique à laquelle il était attendu.

Théoriquement, le comité central devait se réunir dans les prochains jours pour faire siennes les mesures de démocratisation qui auraient dû être entérinées dimanche par le suffrage populaire. Le parti va-t-il, en position de faiblesse, se résoudre à ce qu'il n'avait pas voulu concéder alors qu'il se croyait fort ? Les adversaires des réformes vont-ils utiliser les résultats du référendum pour les enterrer ? Le général Jaruzelski peut-il, sans perdre plus encore de son prestige, rempocher son programme sans mot dire ? Réponse dans une ou deux semaines.

Samedi, le Sejm (le Parlement) est convoqué pour débattre des suites à donner au vote de dimanche, dans le domaine économique notamment. Il aurait dû, en principe, donner force de loi à la réforme, mais est-il désormais possible, sans ouvertement piétiner une volonté populaire légalement exprimée, de décider de hausses des prix – par ailleurs indispensables à l'assainissement des finances de la Pologne et à ses capacités d'emprunt ? Réponse sous peu.

Lundi soir, M. Urban affirmait que « *ce résultat ne nous incite absolument pas à corriger la direction de nos réformes, car l'alternative serait la stagnation et la dégradation économiques* ». M. Walesa déclarait de son côté : « *Le référendum n'a rien résolu, loin de là. Il a démontré qu'aucune des forces en Pologne* [ni le pouvoir ni le syndicat] *n'était en mesure de résoudre à elle seule la crise.* » « *J'espère que le pouvoir l'a désormais compris* », a-t-il ajouté, avant de juger « *impératif* » que Solidarité et les autorités s'adressent « *en commun* » à la population pour l'inviter à « *sauver la Pologne* », car « *le temps presse* ». Quant au professeur Geremek, le principal conseiller politique de M. Lech Walesa, il disait, avec tristesse : « *Il n'y a pas de victoire. C'est un échec pour tout le monde, car les autorités ont compromis l'idée de référendum et celle de réforme* ».

BERNARD GUETTA.

● **RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : arrestation du « renard des frontières ».** – L'opération antiterroriste la plus importante jamais lancée *conjointement par l'Irlande du Nord* et du Sud a permis, le vendredi 27 novembre, l'arrestation près de Urlingford, en République d'Irlande, de Dessie O'Hare, *l'homme le plus* recherché des deux côtés de la frontière. Soupçonné de nombreux assassinats en Ulster, le « renard des frontières » était passé du terrorisme politique au grand banditisme. Il avait été désavoué il y a plusieurs années aussi bien par l'IRA que par l'autre organisation clandestine irlandaise, l'INLA. Un membre de cette organisation, Martin Bryan, l'accompagnait au moment de son arrestation. Il a été tué alors que les deux hommes cherchaient à forcer un barrage. – *(Corresp.)*

A TRAVERS LE MONDE

Mozambique

La guérilla dément sa participation au massacre de 63 personnes

Les rebelles de la RENAMO (*Résistance nationale mozambicaine*) ont démenti, lundi 30 novembre, être responsables du massacre de soixante-trois personnes, tuées samedi lors d'une embuscade contre un convoi de véhicules. Accusant ouvertement les troupes gouvernementales d'être à l'origine de la tuerie, la RENAMO a indiqué dans un communiqué publié à Lisbonne : « *Il est étrange que dans un pays en guerre (...) de soi-disant convois « civils » soient autorisés à circuler dans des régions infestées de miliciens et de soldats qui ont perdu leurs illusions.* »

D'autre part, selon l'agence officielle zimbabwéenne Ziana, des combattants de la RENAMO « *ont tué, jeudi soir au Zimbabwe, un couple et cinq jeunes enfants* ». – *(AFP, Reuter.)*

OTAN

M. Manfred Wörner prochain secrétaire général

Le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, est *assuré de devenir le prochain secrétaire général de l'OTAN* après le retrait officiel, annoncé lundi 30 novembre à Oslo, de son principal *concurrent, l'ancien premier ministre* norvégien Kaare Willoch. Soutenu déjà par une majorité des pays de l'alliance, et notamment des plus influents d'entre eux (Etats-Unis, Royaume-Uni, RFA, France, Italie, Espagne), il reste en effet seul en lice pour la succession de lord Carrington.

La désignation officielle par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN interviendra, selon toute probabilité, le 11 décembre à Bruxelles, soit quelques jours après la signature par le président Ronald Reagan et le secrétaire général du Parti communiste d'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, d'un traité sur l'élimination des *forces nucléaires intermédiaires*.

Seuls quatre des seize pays de l'alliance atlantique, la Norvège, l'Islande, le Danemark et la Grèce, soutenaient la candidature de M. Willoch, selon des sources diplomatiques. Le bloc de quelques pays *qui n'avaient pas voulu opter pour* M. Willoch ou pour M. Wörner, afin de ménager les susceptibilités nationales, s'était effrité ces derniers jours.

Mercredi dernier, les Etats-Unis avaient publiquement pris parti pour le ministre ouest-allemand dans l'espoir apparent, estiment les observateurs, de forcer la décision. Pour la première fois dans l'histoire de l'*alliance atlantique, le poste de* secrétaire général de l'OTAN reviendra donc en juin 1988 à un Allemand. – *(AFP.)*

Sri-Lanka

Trente-cinq morts en deux jours

Trente-cinq personnes, dont douze soldats indiens, ont été tuées dimanche 29 et lundi 30 novembre, a-t-on appris de source officielle à Colombo, alors que les forces indiennes de maintien de la paix poursuivent leurs opérations de nettoyage contre les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres tamouls). Onze des soldats indiens sont morts en sautant sur une mine ; trois policiers sri-lankais ont été tués lors de l'attaque d'un poste de police par les Tigres.

D'autre part, le président Jayewardene a procédé lundi à un remaniement ministériel à la suite de la récente démission du ministre de l'agriculture et de l'alimentation, M. Gamani Jayasuriya, opposé au projet d'autonomie de la minorité tamoule. Il est remplacé par M. DB. Wijetunga, qui cède son portefeuille des postes et télécommunications à M. Sunil Abeysundera, vice-ministre de la pêche. M. P. Dayaratne devient enfin ministre de l'énergie. – *(AFP, Reuter, Times)*

YOUGOSLAVIE : visite officielle du président Mojsov à Paris

Belgrade souhaite développer la coopération industrielle avec la France

BELGRADE
de notre correspondant

Au cours de sa visite officielle à Paris, les 2 et 3 décembre, M. Lazar Mojsov, président de la direction collégiale de la Yougoslavie, rencontrera notamment MM. François Mitterrand, Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas et Alain Poher.

Cette visite, qui est la première faite par le chef de l'Etat yougoslave dans un pays d'Europe occidentale depuis son accession à la magistrature suprême, au printemps dernier, devrait permettre, selon Belgrade, de renforcer les relations entre les deux pays.

Au chapitre économique, la Yougoslavie veut développer la coopération dans les secteurs automobile, ferroviaire et énergétique. Elle souhaiterait voir ses entreprises participer à la construction de l'Airbus, du tunnel sous la Manche ainsi qu'à différents projets Eurêka.

Les autorités de Belgrade pensent que les industries françaises pourraient, de leur côté, contribuer à l'extension des réseaux routiers et de chemin de fer de la Yougoslavie, qui a obtenu à cette fin un crédit de 620 millions d'ECU de la Banque européenne.

Pour les neuf premiers mois de l'année, la balance des échanges bilatéraux présente, pour la Yougoslavie, un déficit de 87 millions de dollars.

M. Lazar Mojsov évoquera également avec ses interlocuteurs français les problèmes posés à son pays par le remboursement d'une dette extérieure de quelque 18 milliards de dollars, dont 1,4 milliard est dû à des créanciers français. *Il espère que* Paris fera preuve de compréhension pour ces difficultés et que la France soutiendra sa demande de rééchelonnement de cette dette dans les négociations avec le Fonds monétaire international, la *Banque mondiale et la Communauté européenne.*

Dans le domaine culturel, les Yougoslaves constatent que la France est leur premier partenaire européen et se félicitent de l'activité des centres culturels des deux pays. La langue française est en recul par rapport à l'anglais en Yougoslavie mais on pense, à Belgrade, que cette situation pourrait être améliorée si la France accordait un plus grand nombre de bourses aux étudiants, enseignants et intellectuels yougoslaves.

PAUL YANKOVITCH.

AUTRICHE

Les pressions s'accroissent pour une démission du président Waldheim

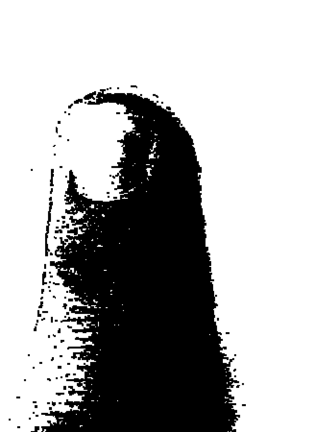
La commission internationale d'experts chargée par le gouvernement autrichien de faire la lumière sur l'affaire Waldheim s'est réunie, lundi 30 novembre, à Vienne pour sa troisième session de travail au moment où les spéculations sur une démission du président autrichien reprennent de l'ampleur. La démission, il y a quinze jours, du secrétaire général du parti conservateur (FPOe), M. Graf, l'un des principaux partisans de M. Waldheim, semble avoir conduit dans les milieux conservateurs eux-mêmes à un réexamen de la situation. M. Graf avait été contraint de quitter son poste après avoir affirmé qu'une démission du chef de l'Etat n'était possible que s'il était prouvé qu'il avait tué « *six juifs de ses propres mains* ».

Cette déclaration, par son cynisme, a sonné le glas des espoirs des partisans de M. Waldheim de voir la commission d'experts s'en tenir, comme ils l'espéraient initialement, à l'examen des responsabilités directes de M. Waldheim dans l'extermination de juifs et de partisans pendant la guerre dans les Balkans. Si l'on en croit les récentes déclarations du président de la commission, l'historien suisse Hans Rudolf Kurz, celle-ci entend désormais faire la lumière sur le rôle exact du lieutenant Waldheim dans les services de renseignement de l'armée allemande des Balkans et le *contexte dans lequel il avait servi.*

Pour tenter de faire bonne figure, le président autrichien a fait indiquer lundi par son porte-parole qu'il répondrait favorablement à la demande de la commission de l'entendre lui-même. Mais cette bonne volonté arrive un peu tardivement. La semaine dernière, le chef *de l'Etat avait affirmé qu'il ne se* sentirait pas lié par les conclusions de la commission.

L'électorat autrichien, qui, par réaction au « *complot juif international* », a porté contre vents et marées M. Waldheim à la présidence en 1986, *commence à se lasser*. Le résultat des dernières élections régionales ne laisse aucun doute à ce propos. Alors que l'offensive anti-Waldheim reprend au sein du SPOe, les socialistes ne sont plus cette fois les seuls. L'influent quotidien conservateur *Die Presse*, qui avait toujours soutenu M. Waldheim, commence maintenant à évoquer ouvertement dans ses colonnes la possibilité de confier la présidence à un autre conservateur.

H. de B.



Asie

CAMBODGE : la tentative de réconciliation

« Il est temps que Sihanouk revienne »

La première rencontre entre frères ennemis cambodgiens, le prince Norodom Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre du régime provietnamien de Phnom-Penh, aura lieu le mercredi 2 novembre, à Fère-en-Tardenois, dans la région parisienne. Une rencontre dont les Cambodgiens espèrent qu'elle pourrait conduire à une réconciliation, après plus de dix-sept années de guerre.

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

Le Cambodge de M. Hun Sen s'installe entre la peur et l'espoir. La peur que la rencontre entre le jeune patron de Phnom-Penh et l'ancien roi khmer ne débouche sur rien, que la négociation qui s'engage en France ne soit qu'un leurre de plus. Et l'espoir que tout rentre dans l'ordre, qu'une vie normale reprenne, sans embuscades, sans levées de troupes, sans coups de fusil.

Les meetings, ces derniers temps, se sont multipliés. Le « *Cambodge populaire* » – celui de Phnom-Penh – explique sa politique de « *réconciliation nationale* », d'abord à ses troupes – cadres du parti, responsables à tous les échelons, – puis à la population. La radio et la télévision s'en mêlent. Sihanouk, le prince voué encore hier aux gémonies pour avoir pris la tête d'une « *bande de criminels réactionnaires* », est redevenu « *Samdech* », monseigneur Sihanouk, l'interlocuteur valable.

Ce virage-là s'est pris à la plus grande vitesse : une déclaration le 27 août, explicitée le 8 octobre. Happé par la guerre du Vietnam, en 1970, à la botte des Khmers rouges entre 1975 et 1978 – la bande la plus barbare des temps modernes, – le Cambodge peut-il vraiment renouer avec la paix ?

Ici, rien n'est jamais sûr. M. Kong Korm, un ancien enseignant qui s'est terré à Kompong-Cham sous les Khmers rouges et qui a été promu ensuite ministre des affaires étrangères, affirme que « *la forme du futur gouvernement dépendra des négociations* ».

« Les Khmers rouges perdent du terrain »

Tout aussi prudente, la princesse Lola Sisowath, cousine germaine du prince Sihanouk et député à l'Assemblée, qui s'est cachée à Battambang à l'époque de M. Pol Pot, estime qu' « *il est temps que Sihanouk revienne* ». « *Il est un peu âgé, la vedette ne peut pas toujours lui revenir* », explique-t-elle avant d'ajouter : « *Le Palais royal reste le Palais royal, on continue de l'aimer. Le Palais représente Sihanouk, parce qu'il a été roi, puis chef d'Etat, puis chef de gouvernement de coalition...* »

Les voix non autorisées sont encore plus prudentes. Le retour du prince ? La question ne soulève, le plus souvent, que des sourires un peu gênés. Quelques affiches traînent encore sur les murs, dénonçant la « coalition des trois » – Pol Pot, le Khmer rouge, Son Sann, le républicain, et Sihanouk, le royaliste. « *J'aimerais bien voir Sihanouk disparaître de ces affiches* », dit simplement un fonctionnaire. Les haut-parleurs des places de marché ne dénoncent plus, eux, que les dirigeants khmers rouges, y compris M. Khieu Samphan.

Entre-temps, le Cambodge continue de recoller les morceaux. La guerre ? Il y a eu un attentat à l'explosif dans le centre de Phnom-Penh, mais c'était il y a plusieurs semaines et on ne sait à qui l'attribuer, aux Khmers rouges ou à des invalides de guerre, nombreux dans la capitale. De temps à autre, on signale une embuscade sur une route de province et même un accrochage ici ou là. Mais les escarmouches ont lieu, le plus souvent, dans deux régions assez précises : sur la frontière thaïlandaise, où les Vietnamiens tentent de couper les voies d'infiltration de la guérilla, surtout celle des Khmers rouges. Et aux alentours des Cardamomes, toujours dans l'Ouest, une chaîne montagneuse recouverte de forêts et où se terrent les hommes de M. Pol Pot. « *D'une année sur l'autre*, résume M. Kong Korm, *les activités de l'ennemi se réduisent.* » « *Tandis que nous bâtissons notre armée*, ajoute-t-il, *nos ennemis, déjà divisés entre eux, s'affaiblissent.* »

Un responsable vietnamien offre une vue plus nuancée : « *Les Khmers rouges ne peuvent plus se présenter dans les villages au nom de Sihanouk. Ils ne peuvent plus y rester. En outre, si leurs dirigeants sont toujours aussi déterminés, ils ont de sérieux problèmes de recrutement, leurs cadres subalternes deviennent moins bons, moins dévoués. Ils ont beau encore recevoir de grandes quantités d'armes des Chinois, ils perdent du terrain.* » En d'autres termes, on en demeure à la ligne officielle : quoi qu'il advienne, les troupes vietnamiennes pourront être totalement retirées, comme annoncé, en 1990. Même en l'absence d'un règlement politique...

Il reste que, dans ce pays exsangue, les levées de troupes sont particulièrement impopulaires. De jeunes recrues khmères sont encore envoyées, mais pour des périodes plus courtes, dans la zone frontalière de la Thaïlande, où sévit une redoutable forme de paludisme. Chaque famille, sous le régime de m. Pol Pot, a déjà perdu souvent plusieurs de ses membres, morts de maladie ou de faim, ou plus simplement assassinés. L'épreuve d'un service militaire de trois ans reste dure. Quant à la reconstruction, elle s'amorce cahin-caha, avec les moyens du bord et l'aide des pays de l'Est et de quelques organisations non gouvernementales.

Sur la route de la frontière vietnamienne à Phnom-Penh, on aperçoit quelques toits de tuiles, flambant neufs, coiffant des habitations sur pilotis. Le chef-lieu de Svay-Rieng, en bordure du Bec de Canard, s'est repeuplé. L'herbe envahit trottoirs et chaussées. Les clôtures sont encore défoncées. Le bac de Néak-Luong, sur le Mékong, fonctionne correctement. Plus près de Phnom-Penh, on commence à retaper une chaussée très abîmée. Les principales routes du Cambodge demeurent en piteux état : comme tout le reste, elles n'ont pas été entretenues pendant une quinzaine d'années. Le mois dernier, affirment les autorités, de nombreux contrôles routiers ont été levés pour mettre un terme aux abus et réduire les coûts de transport.

Les Khmers rouges avaient supprimé l'école – comme la monnaie – et détruit le matériel scolaire. Mme Miech Savarac – une ancienne institutrice promue directrice – accueille aujourd'hui, à l'école Chadomuk, dans le centre de Phnom-Penh, quatre mille élèves du primaire et du premier cycle du secondaire. « *Les Khmers rouges en avaient fait une étable, nous avons eu beaucoup de mal à tout récupérer* », explique-t-elle. Les manuels du primaire sont imprimés à Ho-Chi-Minh-Ville et ceux du secondaire sur place, grâce à une imprimerie livrée par l'UNICEF. Depuis deux ans, ces manuels ne sont plus gratuits, mais fournis à très bas prix aux élèves.

Faute de locaux – on continue de les remettre lentement en état – et d'enseignants, les classes de Chadomuk accueillent soixante élèves en moyenne et « *jusqu'à quatre-vingts chez les petits* ». La scolarité est obligatoire jusqu'au certificat d'études. Les autorités comptent relever cette barrière au niveau du brevet en 1991. Neuf ans après la chute de M. Pol Pot, un million trois cent mille jeunes Cambodgiens sont ainsi scolarisés. Mais les effectifs du deuxième cycle du secondaire (vingt-six mille sept cents élèves) et de l'Université (quatre mille) demeurent très faibles pour une population estimée à quelque sept millions de personnes.

Au tout début, pour remettre le pays en marche, les autorités ont fait appel aux Vietnamiens, qu'on retrouve encore dans de nombreux secteurs, et à toutes les bonnes volontés locales encore en vie. « *En 1979, il n'y avait plus que de cinquante-quatre à cinquante-six médecins au Cambodge* », raconte le docteur Un Pan, directeur adjoint de l'hôpital du 7-Janvier – date de la « libération » de Phnom-Penh par les Vietnamiens, – un ancien hôpital chinois de Phnom-Penh. Les fonctionnaires ainsi recrutés ne touchent toujours pas de salaires mais des « *indemnités* » dont le montant s'élève, en moyenne, à 600 riels (moins de 40 francs) par mois. En outre, ils peuvent se fournir, à bas prix, en produits de première nécessité : riz, pétrole pour la cuisine, lait concentré, poisson salé, sucre, sel, cigarettes et tissu. Un fonctionnaire a droit à 16 kilos de riz par mois à 2,5 riels, contre 8 à 20 riels le kilo sur le marché libre. L'Etat achète le riz 5 riels le kilo aux paysans.

« Tout est possible »

Fatalement, pour pouvoir se nourrir, beaucoup de fonctionnaires sont contraints d'avoir des activités parallèles, du petit étal de coin de rue au cours d'enseignement d'une langue étrangère – anglais, russe – dans des écoles privées archibondées. La plupart des restaurants étant, par exemple, semi-étatiques, le partenaire privé est souvent un fonctionnaire ou un militaire haut placé.

Mais ce régime, bâti au départ autour d'un noyau d'anciens Khmers rouges, est condamné à la tolérance. Les plantations d'hévéas recommencent à produire. De petites usines ont rouvert leurs portes. Mais tout manque, des engrais aux pièces de rechange, de l'électricité aux moyens de transport. La contrebande et de multiples petits commerces sont donc admis.

« *Après ce qu'ils ont vécu, il faut laisser les gens un peu respirer* », explique un responsable politique. On demande seulement aux familles de s'associer au sein de « *groupes de solidarité* ». Ainsi la vente de produits pharmaceutiques a-t-elle été regroupée dans des dépôts, plutôt que de se faire dans le bric-à-brac des marchés. Ainsi, surtout, les paysans s'entraident-ils aux époques des semences et des moissons, l'un prêtant son buffle et l'autre sa charrue. « *Nous voulons que les Cambodgiens évitent de commettres les mêmes erreurs que nous* », explique un responsable vietnamien.

La production rizicole, en tout cas, demeure « *la priorité de notre premier plan quinquennal, de 1986 à 1990* », rapporte, de son côté, M. Nhim Vanda, vice-ministre du plan, qui a perdu un bras « *lors de la guerre contre les Américains* ». D'autant que les pluies ont été très tardives cette année et que, en conséquence, les récoltes de riz précoce ont été désastreuses. La dernière récolte en temps de paix (1969-1970) avait été de 3,8 millions de tonnes. Celle de l'an dernier a été estimée à 2 millions de tonnes. Selon les prévisions, celle de 1987-1988 devrait se situer autour de 1,7 million de tonnes. Dans la meilleure des hypothèses, le déficit alimentaire s'élèvera donc à 200000 tonnes, qu'il faudra, si possible, importer.

Sur le plan politique, ce régime « *socialiste* », géré par le « *Parti populaire révolutionnaire du Kampuchéa* », met avant tout l'accent sur le « *patriotisme* » dans ses discours, à l'école comme sur la place publique. Si le noyau central du parti est formé d'anciens Khmers rouges, le seul « *socialisme* » auxquels avait pu adhérer, par le passé, beaucoup de cadres a été celui du prince Sihanouk. La guerre idéologique n'est guère de mise. On oublie vite la langue de bois dans les conversations privées. Il y a les « *ancien régime* » – avec une place à part pour le « *criminel Pol Pot* » – et des gens qui tentent de remettre sur pied une administration et de réorganiser une société, rurale pour l'essentiel.

Ce pays a été bouleversé par de longues années de guerre et trois années d'un régime sanguinaire. Il a connu deux effroyables migrations : en 1975, quand les Khmers rouges ont vidé, dans des conditions impitoyables, les villes, et en 1979, quand des colonnes de gens affamés et épuisés ont tenté de regagner leur domicile, leur village, à pied. Sous la protection encombrante mais indispensable de l'armée vietnamienne, une administration centrale se met, depuis, lentement en place. Son emblème résume le tout : sur fond rouge, une reproduction en jaune d'Angkor.

« *Tout est encore possible* », résume un responsable vietnamien en songeant au dialogue des deux Khmers, l'ancien et le nouveau, qui se rencontrent en France et dont dépend, peut-être, le sort de cet ancien royaume que des Français avaient sauvé, au milieu du siècle dernier, d'une mainmise siamoise à l'ouest et vietnamienne à l'est, en lui imposant leur propre « *protectorat* ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Asie

AFGHANISTAN : après son élection à la présidence

M. Najibullah propose un nouveau calendrier d'évacuation des troupes soviétiques

KABOUL
de notre envoyée spéciale

M. Najibullah, élu président de la République d'Afghanistan, le lundi 30 novembre, par une « assemblée traditionnelle » de mille huit cent soixante délégués, a formulé de nouvelles propositions sur un retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. Hormis une suggestion de calendrier, ces propositions ne comportent cependant pas d'éléments suffisamment nouveaux pour convaincre la résistance de conclure un accord avec le régime de Kaboul. Parallèlement, Kaboul a vécu, lundi, une journée d'affrontements spectaculaires à l'artillerie entre forces régulières et partisans d'un ancien chef rebelle rallié au régime.

« Poussé par le désir sincère d'accélérer le retour dans leur patrie » des militaires soviétiques, M. Najibullah a annoncé qu'il avait *« décidé »*, en accord avec l'URSS, de fixer le calendrier de retrait de ces troupes à douze mois après un éventuel accord sur les conditions permettant ce retrait. Le calendrier de retrait constitue le principal obstacle sur lequel achoppent les négociations indirectes pakistano-afghanes de Genève entreprises en 1982 sous l'égide des Nations unies.

Lors du dernier round de pourparlers, en septembre, l'Afghanistan avait proposé un retrait en seize mois, le Pakistan demandant un délai maximal de huit mois. Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, devrait faire une nouvelle tournée dans la région fin décembre pour préparer le prochain round — et, espère-t-il, le dernier — de pourparlers à Genève, *« au plus tard en mars »*.

Ce délai de douze mois, a affirmé le président afghan, peut être encore réduit si les chefs de l'Alliance des sept groupes moudjaheddines basés au Pakistan, acceptent un cessez-le-feu de six mois en fournissant des *« garanties sur la non-reprise des hostilités »*.

Réaffirmant que les troupes soviétiques sont absentes de douze des trente provinces d'Afghanistan, M. Najibullah a proposé aux chefs de la résistance basés à l'intérieur du pays un plan qui, selon lui, permettrait le retrait des Soviétiques province par province au fur et à mesure que des accords de cessez-le-feu seraient conclus entre les autorités et les chefs de la guérilla d'une province donnée. *« Je suis prêt à négocier à tout moment, n'importe où et à n'importe quel niveau »*, a ajouté M. Najibullah.

Ces propositions paraissent en fait relever de la tactique bien connue qui consiste à « faire du neuf avec du vieux ». L'offre de cessez-le-feu existe depuis janvier 1987. Elle a été renouvelée en juillet sans que la résistance ne la saisisse à aucun moment. *« C'est la même chose qu'avant* — commentait lundi soir un diplomate est-européen à Kaboul, *il n'y a pas plus de chances aujourd'hui que la guérilla accepte un cessez-le-feu qu'elle a rejeté hier. »*

A la veille du sommet soviéto-américain à Washington, *« que le monde attend avec anxiété »*, M. Najibullah a, d'autre part, émis l'idée d' *« une conférence internationale représentative sur la normalisation de la situation autour de l'Afghanistan, avec la participation de l'URSS et des Etats-Unis »*.

Tirs au canon dans Kaboul

Quel que soit le sort que l'avenir réservera à ces propositions, la première journée du « nouveau » président aura été dure. Non pas sur le plan électoral — l'élection de M. Najibullah, à l'unanimité, ne faisait aucun doute, — mais sur celui de l'ordre public. Les premiers tirs ont retenti aux premières heures de la matinée (*le Monde* du 1er décembre) et se sont prolongés jusque dans l'après-midi. L'homme par qui la bataille est arrivée est un personnage bien connu en Afghanistan, Esmat Muslim, ancien chef rebelle de la région de Kandahar, rallié il y a deux ans au régime.

En échange de son ralliement, Muslim avait été nommé général de l'armée afghane, membre du Conseil révolutionnaire ; on lui avait attribué une résidence officielle à Kaboul et, dit-on, le droit de conserver une « armée » privée de quelque mille cinq cents hommes ainsi que de confortables rémunérations. Les légendes les plus extravagantes courent à Kaboul sur les exploits de cet homme qui ne circulait qu'en Mercedes suivie de jeeps transportant ses gardes du corps, qui avait pris pour onzième femme, il y a trois semaines, une jeune fille de seize ans et qui avait perdu, vendredi dernier, l'équivalent de 4 000 dollars au combat de chiens.

L'incident qui a provoqué les batailles de rue de lundi aurait débuté dimanche soir, lorsque les gardes assurant la sécurité de la Jirgah ont empêché Muslim, surnommé aussi le Bandit, d'entrer dans l'enceinte de l'Assemblée avec ses hommes armés. Une altercation aurait éclaté et, pour venger leur chef, ses hommes auraient monté, lundi matin, une embuscade contre certains participants à la Jirgah. Ils se heurtèrent aux forces de l'ordre présentes en grand nombre, ce qui entraîna la fusillade du matin. Huit hommes auraient alors été tués, et Muslim, blessé, emmené par les forces de sécurité.

L'après-midi, l'armée afghane a pris position dans la zone où Muslim avait son quartier général et sa résidence pour en déloger ses partisans, qui semblent avoir opposé une grande résistance. Selon plusieurs diplomates, les forces afghanes ont tiré à la mitrailleuse, au mortier, et même au canon, et le quartier général de Muslim a été complètement détruit. *« Ce genre de bataille d'artillerie en plein Kaboul est tout a fait extraordinaire, c'est très sérieux*, a commenté un diplomate témoin des incidents. *Même les soldats afghans chargés de nous protéger ont dû rentrer dans la résidence pour se mettre à l'abri. »*

Ces événements n'ont toutefois pas empêché M. Najibullah d'affirmer, dans son discours inaugural, que *« la réconciliation nationale était devenue une réalité et une pratique quotidienne »*.

SYLVIE KAUFFMANN.

BANGLADESH

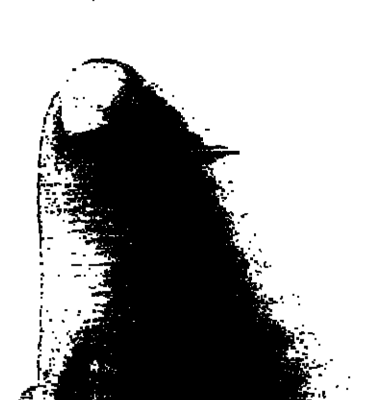
Le général Ershad propose des élections anticipées

Quatre responsables de l'opposition ont été libérés, lundi 30 novembre ; en revanche, douze avocats ont été arrêtés pour avoir participé à une « manifestation interdite » près d'un tribunal. Des manifestants ont, d'autre part, lancé des bombes à Dacca, alors que la grève générale de trois jours organisée par l'opposition se poursuit. Enfin, on apprend de source indienne que des milliers de personnes auraient été arrêtées depuis l'instauration de l'état d'urgence vendredi dernier.

New-Delhi. — Face à l'agitation déclenchée le 10 novembre par l'opposition pour le contraindre à renoncer à ses fonctions, le président du Bangladesh souffle alternativement le chaud et le froid. Au lendemain du jour où il proclamait l'état d'urgence, le général Ershad a de nouveau proposé, samedi 28 novembre, à l'opposition d'ouvrir des *« discussions significatives »* et d'organiser des élections anticipées. Parallèlement, le couvre-feu a été reconduit à Dacca et dans les quatre plus grandes villes du pays. Le général-président a expliqué qu'il avait été conduit à prendre ces mesures extrêmes *« contre ses propres vœux, en raison de la situation d'urgence menaçant la sécurité intérieure et la vie économique du Bangladesh »*.

La nouvelle offre du général Ershad a peu de chances, comme les précédentes, d'être entendue par une opposition dont les chefs essaient d'échapper à la chasse à l'homme entreprise par la police. Dès vendredi, le numéro un du Parti national (PNP), M. Mirza Golam-hafiz, a été emprisonné.

La presse, d'autre part, peut seulement rendre compte des *« activités légales »*, c'est-à-dire de celles du gouvernement. Le ministre de l'information a prévenu les journalistes locaux et étrangers que l'emprisonnement pour les uns et l'expulsion pour les autres sanctionneraient toute transgression de ces règles. — *(Corresp.)*



Diplomatie

Dans un entretien à la télévision américaine

M. Gorbatchev se dit résolu à parler avec M. Reagan du « strict respect » du traité sur les antimissiles

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Gorbatchev prend M. Reagan au mot, mais sans donner à ce mot le même sens. *« L'initiative de défense stratégique* (IDS) *n'est pas un sujet de négociation »*, a déclaré le numéro un soviétique dans un long *entretien télévisé diffusé lundi* 30 novembre, une semaine exactement avant son arrivée à Washington. C'est ce que ne cesse de répéter le président Reagan. Mais, ajoute aussitôt M. Gorbatchev, *« nous allons parler* [à Washington] *d'un strict respect du traité ABM »* (sur la défense antimissiles), ce qui est, en réalité, une autre manière de parler de l'IDS, puisque Soviétiques et Américains (et accessoirement les Américains entre eux) s'opposent sur l'interprétation du traité ABM : une interprétation *« stricte »* interdirait la plupart des recherches sur l'IDS, une interprétation *« large »* permettrait, au contraire, d'ébaucher le bouclier spatial cher au président Reagan.

Les propos de M. Gorbatchev ont cependant confirmé un changement de vocabulaire et probablement de tactique, perceptible chez les Soviétiques depuis un certain temps. D'autant que le secrétaire général a, pour la première fois de manière si explicite, indiqué que l'URSS poursuivait, de son côté, diverses *« recherches fondamentales »* qui concernent *« les aspects couverts par l'IDS aux Etats-Unis »*.

« Mais, ajoute-t-il, *nous ne construirons pas de* [système] *IDS, nous n'en déploierons pas, et nous appelons les Etats-Unis à en faire autant »*, faute de quoi, *« nous trouverons une réponse cent fois moins coûteuse »*.

Que veut dire M. Gorbatchev ? Si l'on prend ses propos au sens strict, rien de vraiment neuf. Mais on peut aussi y voir l'esquisse d'une ouverture, ou plutôt d'un marché. Tant que les recherches sur l'IDS gardent des proportions modestes et que l'URSS peut suivre, elles sont tolérables et ne devraient pas entraver la recherche d'un accord sur une réduction de 50 % des armements stratégiques.

Les Américains eux-mêmes prennent note du *« changement graduel des positions soviétiques »*, comme l'expliquait M. Max Kampelman, le principal négociateur sur le contrôle des armements, quelques heures avant la diffusion de l'entretien avec M. Gorbatchev. Mais les positions respectives sont encore éloignées, car les Etats-Unis, selon M. Kampelman, ne sont absolument pas disposés à admettre un *« renforcement »* du traité ABM qui *« ne serait qu'un moyen d'empêcher l'IDS »*. M. Gorbatchev n'a d'ailleurs pas hésité à utiliser d'autres arguments contre la « guerre des étoiles ». Il s'est efforcé de jouer sur les dissensions politiques internes aux Etats-Unis, en estimant bien peu *« démocratique »* qu'une *« minorité »*, une *« fraction »* (sous-entendu, les républicains, favorables à l'IDS), impose sa volonté à l'ensemble du pays...

L'affaire afghane

Le dirigeant soviétique a, d'autre part, confirmé qu'il parlerait avec M. Reagan du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, en suggérant que tout dépendrait de la réceptivité du président américain. Ainsi, interrogé sur la date d'un tel retrait, il n'a évoqué aucune durée concrète : *« Nous en parlerons avec le président Reagan. Je crois que si l'administration américaine souhaite sincèrement que ce problème soit résolu par des moyens politiques, cela pourrait être fait très rapidement. »* Mais sur ce point aussi Washington reste sur ses gardes. *« Les Soviétiques voudraient créer l'impression que nous travaillons en commun pour trouver une solution*, a ainsi déclaré l'un des principaux responsables du département d'Etat, M. Armacost. *Mais c'est leur occupation* [du pays] *qui fait problème, et c'est donc à eux de fixer une date raisonnable pour le retrait de leurs troupes. »*

Le privilège d'interviewer M. Gorbatchev avait donné lieu à une féroce compétition entre les trois principales chaînes commerciales américaines. Une compétition gagnée par la NBC au prix de plus de deux années d'efforts assidus, et après que la CBS eut essuyé un sec refus parce que son présentateur vedette, Dan Rather, avait dans le passé posé une question jugée trop dure à M. Gorbatchev. La leçon, de toute évidence, n'a pas été oubliée, et M. Gorbatchev a eu toute latitude une heure durant pour répondre aux questions posées avec déférence par un interlocuteur, Tom Brokaw, qui semblait dans ses petits souliers. Le numéro un soviétique a ainsi pu faire étalage de bons sentiments, parler longuement des huit mille lettres d'Américains qu'il a reçues cette année, et reprendre à son compte l'une des questions posées par ceux qui lui écrivent : *« Pourquoi Américains et Soviétiques ne seraient-ils pas unis ? »* (pour résoudre les problèmes du monde).

Présentant en des termes émus ou fermes, selon les cas, les thèses soviétiques traditionnelles, M. Gorbatchev n'a jamais paru en difficulté, sauf un bref instant, quand on lui a demandé s'il parlait de questions politiques avec sa femme. *« Nous parlons de tout »*, répondit-il, après une hésitation ; quelque chose dans son regard soudainement un peu crispé montrait qu'il était sur la défensive, et quand l'interrogateur, pour une fois insistant, reprit sa question : *« Vous parlez aussi de la conduite des affaires de l'URSS ? »*, M. Gorbatchev répondit, après une nouvelle hésitation : *« J'ai répondu complètement à votre question ; nous parlons de tout. »* Une petite phrase plus lourde de sens qu'il ne peut paraître, s'il est vrai que nombre de dirigeants soviétiques apprécient peu le rôle voyant et inhabituel en URSS joué par Mme Raïssa Gorbatchev aux côtés de son mari.

Le cas Eltsine

Le numéro un du Kremlin fut aussi interrogé sur l'affaire Eltsine, l'ancien responsable du parti à Moscou récemment limogé après qu'il eut dénoncé, entre autres, les lenteurs et les échecs de la « perestroïka » (restructuration) : *« Nous continuerons sur la voie de la « perestroïka », mais nous ne sauterons pas les étapes*, a déclaré M. Gorbatchev. *Nous ne permettrons pas l'aventurisme* [sous-entendu de Boris Eltsine] *et en même temps nous combattons résolument le conservatisme. »*

« Quant à ce qui est arrivé à Eltsine, eh bien, en fait, c'est un processus normal dans n'importe quelle démocratie », a lancé le premier secrétaire, mettant allègrement sur le même pied les *« démocraties »* soviétique et américaine : *« Je ne veux pas compter le nombre de ministres remplacés, même récemment, dans l'administration du président Reagan. »*

Le dirigeant soviétique a-t-il réussi son opération de séduction du public américain, ou du moins des « mass media » — déjà atteintes de gorbatchévisme aigu à l'approche du sommet de Washington ? Il s'est montré plutôt souriant et détendu, mais, sur le fond, il ne s'est guère risqué hors des sentiers battus et n'est pas allé aussi loin dans le souci d'ouverture ou de franchise que certains l'attendaient ou le craignaient. A-t-il jugé plus opportun de rassurer ses collègues du bureau politique que de faire un tabac auprès de l'opinion américaine ? Il a, en tout cas, utilisé une rhétorique soviétique très classique à propos des droits de l'homme, expliquant par exemple que si l'URSS ne laissait pas sortir librement tous ses ressortissants, les Etats-Unis, eux, ne laissaient pas entrer tous les Mexicains. Sur les raisons de l'intervention soviétique en Afghanistan, sur l'existence du mur de Berlin (*« une décision souveraine d'un Etat souverain »*), sur l'Amérique centrale ou l'agriculture soviétique, il s'est aussi retranché derrière les poncifs attendus.

Mais en même temps il a affirmé avec énergie sa détermination à poursuivre dans la voie des réformes. Accroché au mur derrière lui, un tableau représentait la Moskova couverte de glaçons. Un spectacle habituel en période de gel — ou de dégel.

JAN KRAUZE.

Faux bruits et mise au point sur Mme Gorbatchev

Moscou. — L'épouse du chef du Kremlin, Mme Raïssa Gorbatchev, ne perçoit pas d'émoluments pour sa participation au Fonds soviétique de la culture, a souligné lundi 30 novembre un porte-parole officiel dans une ferme mise au point à la suite de rumeurs insistantes circulant à Moscou et reprises par un hebdomadaire britannique.

Mme Gorbatchev n'a pas, non plus, été nommément critiquée par M. Boris Eltsine — le patron déchu du PC pour Moscou, — lors du plénum du comité central du PC soviétique du 21 octobre, comme la rumeur publique et l'*Observer* de Londres l'affirment, a ajouté M. Guennadi Guerassimov, au cours d'une conférence de presse.

Manifestement peu populaire dans l'opinion, Mme Gorbatchev semble également susciter une certaine méfiance dans la hiérarchie du Parti communiste, peu habituée à voir une épouse de secrétaire général aussi présente sur le devant de la scène publique.

Mme Gorbatchev est toujours au côté de son mari lors de ses tournées très médiatiques en province et pour les réceptions officielles au Kremlin. Cette présence est toutefois moins affirmée — et moins soulignée par les médias en URSS — qu'à l'occasion des séjours à l'étranger du secrétaire général. — *(AFP.)*

Le conseil européen des 4 et 5 décembre à Copenhague

Le pire n'est pas toujours sûr...

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La stricte maîtrise des dépenses agricoles, l'accroissement de l'effort de solidarité en faveur des pays les moins riches de la CEE, le niveau des ressources à affecter à la Communauté et le mode de calcul de la contribution des Etats membres, le montant de la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni : tels sont les dossiers classiques, mais complexes, que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze devraient essayer de régler les 4 et 5 décembre à Copenhague. L'ultime « conclave » que viennent de tenir à Bruxelles dimanche et lundi les ministres des affaires étrangères laisse l'impression, malgré une ambiance acide (mauvaise humeur de M. Jacques Delors, irritation antifrançaise de M. Giulio Andreotti), qu'un compromis devrait être possible. *« Les choses ne se présentent pas trop mal »*, résumait M. Jean-Bernard Raimond. *« La situation est moins bloquée que ne le font croire certains commentateurs »*, ajoutait l'un de ses collaborateurs.

Dans un milieu où l'on a l'habitude de raisonner en termes d'accord ou d'échec, une succession de réunions des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture qui ne pouvaient pas conclure — ce ne sera possible qu'à Copenhague dans le cadre d'un arrangement global — a pu donner à penser, de manière excessive, qu'un véritable fossé séparait les Etats membres.

Dans le domaine agricole, le conseil se divise apparemment en deux camps. D'une part, la commission, appuyée par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, réclame une stricte discipline budgétaire : les prix seraient baissés de manière automatique et immédiate chaque fois que la production dépasserait un seuil fixé pour chaque produit. La RFA et la France, plus ou moins appuyées par huit autres Etats membres souhaitent que les mécanismes proposés soient appliqués avec moins de rigueur que ne le préconise la commission. Leur appel au réalisme semble avoir porté ses fruits. Au-delà des divergences d'intérêts, personne ne cherche à se dérober, à nier la nécessité d'accélérer la réforme de la politique agricole commune, mais personne non plus ne fait preuve de jusqu'au-boutisme.

La commission propose, d'autre part, le doublement des fonds structurels. Les pays du nord sont loin de l'entendre. La France, qui ne croit guère aux politiques menées par le truchement de ces fonds, est cependant prête à accepter un relèvement des crédits de ces fonds. Mais à la condition que le bénéfice de cette augmentation soit réservé à l'Espagne, au Portugal, à la Grève et à l'Italie, avec un effort plus particulier en faveur des deux premiers pays, qui récemment entrés dans la Communauté, connaissent des problèmes de rattrapage. Cette attitude fait hurler les Italiens, qui figuraient jusqu'ici parmi les principaux bénéficiaires des fonds structurels. Les Français leur répondent que la progression de leur PNB ne justifie plus cette situation privilégiée.

Les ressources de la Communauté seront probablement moins augmentées que ne le propose la Commission. La principale difficulté porte moins sur l'ampleur de cette augmentation que sur la manière dont sera calculée la contribution de chacun. On peut faire confiance à Mme Thatcher pour réclamer avec force une compensation au moins aussi élevée que celle décidée à Fontainebleau en 1984. La commission appuyée par les autres Etats membres, explique que le bon sens plaide pour qu'elle soit réduite.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Jacques Delors : « On piétine »

« Aujourd'hui, on ne peut pas dire vraiment que le conseil européen de Copenhague se présente bien », a déclaré, le lundi 30 novembre à Paris, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne.

M. Delors, qui venait d'être reçu pendant trois quarts d'heure par le président Mitterrand, a fait observer que l'on avait *« fait des progrès au conseil européen de Bruxelles* [en juin dernier] *sur les propositions de la Commission »*. *« Les grandes orientations de la Commission avaient été acceptées. Il me semble que, depuis, on piétine et que les positions se sont durcies. Peut-être est-ce parce que l'on se trouve à quatre jours de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement »*, a-t-il dit.

M. Delors a rappelé qu'à Fontainebleau, sous la présidence française, *« le président Mitterrand avait réglé les querelles de famille et amorcé l'adaptation de la politique agricole commune »*. *« Ensuite*, a-t-il ajouté, *j'ai proposé l'objectif 1992, le grand marché sans frontières, ensuite les moyens institutionnels pour le faire. On a modifié le traité de Rome, maintenant je propose les moyens politiques et financiers pour réaliser tout cela. »*

Comme on lui demandait si un axe Paris-Bonn pourrait se dégager à Copenhague, M. Delors a observé : *« Nous n'en sommes pas encore là. J'espère que ça viendra. »*

A l'Elysée, où l'on déplorait que les travaux préparatoires à Copenhague n'aient pas permis de *« déblayer le terrain »*, on faisait observer lundi que l'issue du conseil européen *« dépendra de la volonté européenne de chacun des participants »*.



La stratégie présidentielle de M. Jacques Chirac

Occuper et arroser le terrain

Au moment où la caravane de M. Raymond Barre se met en branle, M. Edouard Balladur appelle la majorité à l'union, M. Jacques Chirac consacrant toujours tous ses soins à mériter la « légitimité de gestion » dont il se prévaudra, le moment venu, contre son rival resté en marge de la cohabitation, la seule parade de ses amis face aux initiatives du député de Lyon est de reprocher à ce dernier, implicitement, de porter atteinte à la cohésion majoritaire.

C'est de bonne guerre, alors que le RPR semblait espérer de l'UDF qu'elle ferait pression sur M. Barre pour que les opérations ne soient déclenchées qu'en janvier. Le député de Lyon et les siens n'ont pas eu cette patience, si tant est qu'ils y aient jamais songé. Les amis de M. Chirac, craignant d'être pris au dépourvu, attendent anxieusement, sinon l'entrée en campagne officielle du premier ministre, dont ils savent qu'elle n'interviendra qu'à la fin du mois de janvier, du moins son intervention dans la précampagne.

M. Chirac, qui doit parler du rôle de l'Etat dans la culture et dans la communication, le mercredi 2 décembre au forum organisé par l'hebdomadaire *Télérama*, aura l'occasion la semaine prochaine, au cours d'un voyage dans le Nord et le Pas-de-Calais, les 7 et 8 décembre, de prendre part au débat entre majorité et opposition. Dans cette région dominée par la gauche et où il entend saluer dans leurs hôtels de ville les maires dont il traversera le territoire, parmi lesquels M. Pierre Mauroy à Lille, M. Chirac parlera, notamment, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le premier ministre pourra apporter des précisions sur les succès obtenus, et sur ceux qu'il espère, dans l'affaire des otages, lors de sa participation au déjeuner de la presse diplomatique le 14 décembre. A la fin de cette semaine-là, le 20 décembre, il répondra aux questions du « Club de la presse », sur Europe 1. Trois semaines plus tard, M. Chirac sera reçu par Christine Ockrent pour discuter, au cours de l'émission « Le monde en face », sur TF 1, des problèmes de la jeunesse. Invité du Forum de *l'Expansion*, le 7 janvier le premier ministre conclura cette série d'interventions médiatiques au « Grand Jury RTL-*le Monde* », le 31 janvier. Ce sera, sans doute, sa première « prestation » comme *candidat déclaré* à la présidence de la République.

Se mettre en marche

A défaut de faire campagne, M. Chirac occupe donc le terrain. Il ne néglige pas, non plus, de l'arroser, comme on a pu le voir dernièrement avec les mesures annoncées en faveur de la Corse, de la Lorraine et de la Savoie. Cet usage intensif des atouts que donne l'exercice du pouvoir *irrite ceux qui* sont censés en partager la responsabilité, comme les amis de M. Chirac ne manquent pas de le leur rappeler. Déjà écartés de l'annonce des baisses de TVA (sur les disques, puis sur les autos), les ministres UDF s'interrogent sur le rôle qui leur est dévolu. M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, président du CDS, est celui qui montre, en privé, le plus d'irritation en voyant le premier ministre et les siens occuper sans façon son secteur.

Certaines catégories privilégiées de l'électorat majoritaire sont l'enjeu de rivalités âpres entre barristes et chiraquiens. C'est le cas des agriculteurs, *dont* l'UDF *prétend* défendre les intérêts, face à M. Balladur, dans la mutualisation du Crédit agricole. L'affaire n'est pas terminée. M. François Guillaume, coincé entre le marteau et l'enclume, a du mal à préserver les intérêts de M. Chirac – et les siens propres – dans ce conflit révélateur de tensions encore marginales, mais fortes.

Les succès obtenus par le premier ministre, ces derniers jours, sur le plan *économique* comme dans la confrontation avec *l'Iran* et *dans* le domaine de la sécurité, devraient provoquer une amélioration de sa cote dans les sondages. La SOFRES a déjà enregistré un progrès de son image présidentielle, qui reste, néanmoins, nettement moins bonne que celle de MM. Mitterrand et Barre. *Toutefois*, la plus récente enquête de BVA, à paraître dans *Paris-Match*, traduit une progression dans l'électorat de droite, progression qui, combinée avec un recul de M. Barre, met les deux rivaux à égalité (37 %) comme « présidentiables ».

On est encore loin de voir le député de Lyon transformé en « challenger », mais il y avait peut-être, pour lui et pour ses amis, davantage d'urgence *qu'on* ne l'aurait cru à se mettre en marche.

PATRICK JARREAU.

Logement gratuit

M. Charles Pasqua qui, à plusieurs reprises, s'est *déclaré* partisan de modérer les dépenses électorales, applique à son candidat à l'élection présidentielle ses propres préceptes. C'est ainsi que la cellule qui, sous la direction de M. Alain Marleix, chargé de mission au cabinet du ministre de l'intérieur, organise les futurs comités de soutien à M. Jacques Chirac, est logée gratuitement dans des locaux appartenant au *ministère*, 28, avenue de Friedland, à Paris-8e.

C'est dans ces mêmes locaux qu'à l'initiative du ministre de l'intérieur s'était tenue l'« exposition de l'horrible », où avaient été montrés quelques exemples de livres et de publications pornographiques, contre la diffusion desquels M. Pasqua entendait lutter.

Au ministère de l'intérieur, on indique que M. Marleix, installé en effet, dans l'immeuble de l'avenue de Friedland, est en train d'emménager ailleurs, les bureaux devant se libérer pour être transformés en logements de fonction.

La nouvelle adresse de la cellule électorale de M. Chirac demeure inconnue, ainsi que le nom du propriétaire.

G. M.

Des silences éloquents

M. Jacques Chirac vient de passer une bonne semaine. Tour à tour le premier ministre a, en effet, enregistré un indice des prix assez faible pour lui permettre de tenir son pari sur l'inflation, une diminution qu'il *juge caractéristique* et prometteuse du nombre des chômeurs, l'arrestation de Max Frérot, en qui la police voyait le dernier « gros gibier » d'Action directe encore en liberté, le démantèlement de quelques réseaux de nationalistes corses et basques, le succès de la majorité à l'élection cantonale de Marseille malgré les entraves du Front national, et enfin la libération de deux otages français au Liban, ce qui porte à sept le nombre de prisonniers français des factions libanaises ayant recouvré la liberté depuis le 16 mars 1986.

Voilà un palmarès assez impressionnant, qui aurait de quoi donner quelque fierté à son bénéficiaire et qui lui permettrait quelque immodestie. Or M. Chirac a refusé de céder à cette tentation et il a repoussé les invitations de ceux de ses amis qui l'y poussaient.

Le premier ministre entend se conformer – on pourrait dire se cramponner – à la ligne de conduite qu'il s'est imposée en acceptant la fonction de premier ministre, laquelle, le plus longtemps possible, demeurera son dogme : le gouvernement gouverne. Les péripéties, les déconvenues, les échecs ne le rebutent pas plus que ne le grisent les *succès ou que* les *pressions* ne le convainquent.

M. Chirac a même demandé aux ministres et à ses collaborateurs d'avoir le triomphe le plus modeste possible et même, pour éviter toute tentation, de parler au minimum. C'est ainsi qu'à Orly, à l'arrivée des otages, M. Pasqua et M. Jean-Bernard Raimond ont refusé les sollicitations des journalistes empressés. Et pour payer d'exemple, le premier ministre a accueilli les otages par un propos assez bref qui relevait *davantage du « rapport de fin de mission » que du discours* chaleureux et émotif. *Et c'est seulement* en cédant à une impulsion non maîtrisée qu'il s'est laissé aller à tancer *le Monde* pour démentir qu'une rançon avait été versée.

Ce comportement volontairement retenu, *M. Chirac le justifie par* plusieurs raisons. D'abord, par la *référence* au principe selon *lequel* le gouvernement ne fait que son travail et que ses résultats positifs sont un aboutissement normal dont il ne convient pas de se glorifier. Ensuite, que dans tous ces domaines rien n'est jamais définitivement acquis, que tout succès peut être éphémère et qu'il serait téméraire de crier victoire dès aujourd'hui. La conjoncture économique et sociale est instable, le terrorisme peut toujours réserver de désagréables surprises, une cantonale ne fait pas le printemps, et surtout trois otages sont toujours détenus par leurs ravisseurs.

C'est pourquoi, sur tous ces sujets sensibles, M. Chirac, déjà naturellement disposé au secret, s'est cantonné dans un silence à la « colonel Bramble », au grand désespoir de certains de ses partisans. Quitte à être prolixe pour tout le reste.

Contenir les impatiences

Beaucoup de ses amis lui reprochent, *en effet*, de ne pas exploiter davantage à *des fins politiques* – et électorales – les résultats positifs obtenus par l'action gouvernementale. Ils aimeraient entendre les responsables ministériels ou les dirigeants du RPR mettre mieux en valeur les succès du premier ministre. Ils se demandent si, en se consacrant exclusivement à la gestion des affaires du pays, M. Chirac ne laisse *pas le champ* trop libre à ses adversaires *socialistes et* à ses concurrents barristes. *Les premiers, font-ils* remarquer, ne se privent pas *de critiquer* le gouvernement et son chef, et ils ne s'attirent aucune riposte. Les seconds occupent un terrain laissé trop souvent vacant par un insuffisant activisme du RPR. Les conseillers généraux et régionaux de ce mouvement n'ont-ils pas été dissuadés d'organiser une manifestation de la *même nature* que celle que M. Barre vient de *présider* à Toulouse ?

M. Chirac n'ignore pas ces impatiences mais elles lui parviennent souvent comme un murmure atténué *incapable* de provoquer ses alarmes. De surcroît, il continue d'estimer qu'aucun élément *fondamentalement* nouveau n'est venu qui puisse le convaincre de modifier son plan. Ses adversaires, considère-t-il, sont toujours paralysés par l'inconnue de la candidature de M. Mitterrand à l'élection *présidentielle*, qui obère la *présentation* d'un programme de rechange. Ses concurrents s'adressent surtout à *la fraction* la plus conservatrice de l'électorat majoritaire.

Le premier ministre est également convaincu que l'opinion publique dans ses profondeurs perçoit très bien l'action du gouvernement, ses mérites et ses difficultés. Elle se rend très bien compte, selon lui, de ses succès *sans* qu'il soit besoin de *« lui faire un dessin »*.

Enfin, il assure qu'il sera temps au début de l'année – en janvier ou en février – de *« rassembler tout ça »* et de présenter alors aux Français *« à la fois un programme et un projet »*, sans les en encombrer inutilement trop longtemps à l'avance. En attendant, silence donc ! Et *« voilà justement ce qui fait que votre fille est muette »*, comme dirait Sganarelle.

ANDRÉ PASSERON.

Incidents au conseil général du Val-de-Marne

Les « chiens » contre les « pouliches »

CRÉTEIL
de notre correspondant

La *réunion* du conseil général du Val-de-Marne, le *lundi* 30 *novembre*, a été marquée par des *incidents* opposants les *conseillers* généraux communistes à ceux de l'opposition départementale (UDF, RPR, CNI et non-inscrits).

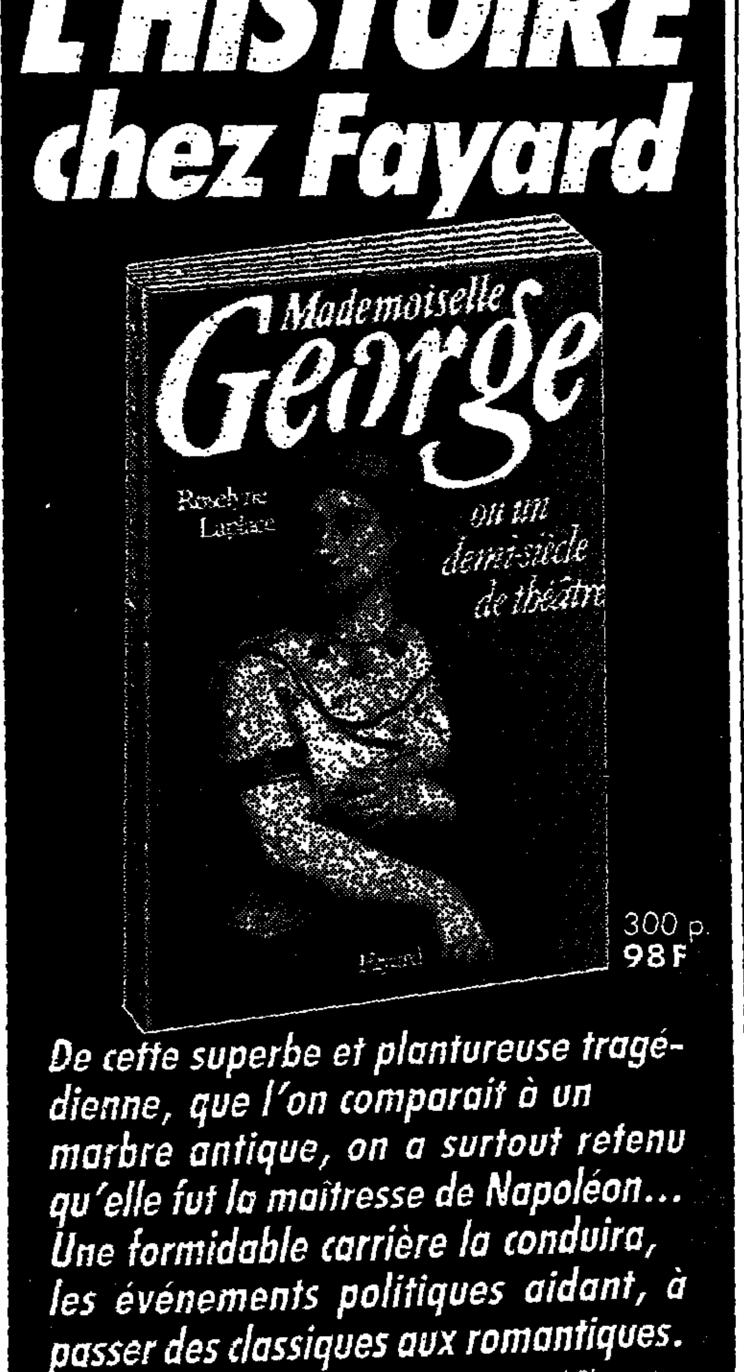
Au cours d'une intervention de politique générale, M. Pierre Yves Cornier, maire de Villejuif et conseiller général communiste, s'est exclamé à l'adresse de la droite : *« Vous êtes une bande de chiens ! »*, à propos du décès de Lucien Barbier, le militant CGT mort des suites d'un matraquage pendant une manifestation à Amiens.

« A l'heure où l'on s'apprête à distribuer des vivres aux personnes nécessiteuses du Val-de-Marne », M. Marcel Trigon, maire d'Arcueil et suppléant de M. Georges Marchais, a déclaré *« criminelle »* la politique menée par la CEE en matière de stocks alimentaires.

Lors des vifs échanges qui s'ensuivirent, M. Paul Redon (CNI), maire de Marolles-en-Brie, compara les élues communistes du Val-de-Marne à des *« pouliches ! »*.

Après une suspension de séance, les élus de l'opposition départementale décidaient de ne plus siéger au conseil général tant que MM. Cornier et Trigon ne leur auraient pas présenté leurs excuses et tant que M. Michel Germa, président du conseil général, n'aurait pas pris de sanctions contre eux. La prochaine réunion de l'assemblée départementale est prévue lundi 7 décembre avec à l'ordre du jour la discussion du budget.

F. G.



Politique

Le 26e Congrès du Parti communiste français

Le temps des «gardes rouges»

Le 26e congrès du Parti communiste français devait s'ouvrir, le mercredi 2 décembre, au centre sportif de Saint-Ouen, dans l'île des Vannes (Seine-Saint-Denis). Il s'achèvera, dimanche, après l'adoption du projet de résolution contenant le programme du parti, dont les trois mots-clés sont *« paix, justice et liberté »*, et la désignation des nouvelles instances dirigeantes (comité central, bureau politique et secrétaire général).

Il est probable que M. Georges Marchais sera réélu, pour la cinquième fois, à la tête du parti dont la direction connaîtra un large renouvellement. De nombreuses délégations étrangères assisteront aux travaux des quelque mille huit cents délégués dont celle du PC soviétique conduite par M. Ligatchev, numéro deux à Moscou.

« Nous venons de décider, en adoptant la résolution du 25e congrès, qu'un communiste, une fois la décision prise, peut, s'il le souhaite, conserver son opinion et la défendre dans sa cellule et les autres organismes du parti auxquels il appartient. » Ainsi parlait M. Georges Marchais au terme du *dernier congrès du PCF, organisé en* février 1985. Le secrétaire général, qui venait d'être réélu pour la quatrième fois à la tête d'un parti dont il a officiellement pris la direction en 1972, ajoutait : *« Une seule règle, finalement, s'impose à tous : le respect de la volonté majoritaire, le respect des décisions prises démocratiquement par le parti tout entier. Encore une fois,* insistait-il, *transiger sur cette question serait, implicitement ou explicitement, jeter les bases d'une organisation en tendances. Le congrès s'est prononcé clairement sur ce point : c'est non. »* Toute autre décision apparaissait, aux yeux de M. Marchais, comme une tentative de corruption social-démocrate du parti de la révolution.

Il n'empêche que, dans le même temps, la direction du PCF se déclarait assez forte pour accepter dans ses instances trois « camarades » – MM. Félix Damette, Pierre Juquin et Marcel Rigout – en désaccord profond avec le secrétaire général. Dans un parti qui ne supporte pas la contestation interne, les caciques de la Place du Colonel-Fabien prenaient, ainsi, la responsabilité de marier la carpe et le lapin.

L'équipe de M. Marchais s'était donné trois ans pour réussir son pari. Celui-ci était à détentes multiples : reconduire les brebis égarées dans le droit chemin, arrimer le parti fermement au *« nouveau rassemblement populaire majoritaire »* – politique d'union « à la base » se substituant à la politique d'union « au sommet » illustrée par le programme commun de gouvernement de la gauche – et préparer, dans de bonnes conditions, tant le 26e congrès que l'élection présidentielle.

A bien des égards, ce pari a été parfaitement réussi puisque le secrétaire à l'organisation, dauphin présumé du secrétaire général, M. Jean-Claude Gayssot, peut affirmer que *« le parti n'a jamais été ni aussi fort ni aussi uni »*. Les faits correspondent-ils à cette confiance ? Alors qu'aux élections législatives du 10 novembre 1946 le PCF était le premier parti de France avec 5 489 288 suffrages exprimés, soit 28,6 %, le 16 mars 1986 l'extrême droite faisait jeu égal avec lui : 2 740 972 voix, soit 9,78 % pour le PCF. En l'espace de quarante ans, mis à part la parenthèse de 1958, le PCF est passé de 166 à 35 députés. Jamais aussi *« fort »*. !

Les cadres qui quittent le parti aujourd'hui avancent, en vérité, des chiffres d'adhérents qui sont fort éloignés des communiqués de victoire de la direction revendiquant quelque six cent mille adeptes. On parle plus modestement de moins de deux cent mille.

Plus *« uni »* que jamais ? A n'en pas douter, le congrès, au travers du vote de la résolution finale, va démontrer la profondeur de cette union interne. L'équipe dirigeante pourra se prévaloir d'un score triomphal, tournant autour de 97 % ou 98 %.

Le PCF est tellement *« uni »* que cette seule année aura enregistré une cascade d'événements dont tous les partis politiques préféreraient être dispensés. Des trois « camarades » en désaccord, un seul siège encore au comité central, M. Damette, sans espoir d'y être réélu. M. Rigout a donné sa démission en janvier pour protester contre l'utilisation du mot *« liquidateur »*, par M. Marchais, pour qualifier les « rénovateurs ». L'ancien ministre, toujours député, qui a également abandonné ses fonctions à la direction de la fédération communiste de la Haute-Vienne, a été précédé de vingt-quatre heures dans son départ par *M. Claude Poperen, membre du* bureau politique, qu'on donnait comme successeur de M. Gaston Plissonnier, doyen de cette instance, chargé de l'administration du parti.

Un double problème

Après avoir bataillé pendant de nombreux mois à l'intérieur du PCF, le *« camarade tabou »*, M. Juquin – ainsi baptisé par M. Marchais parce que l'ancien porte-parole du PCF, à la mi-84, avait préconisé de discuter *« sans tabou »* notamment du centralisme démocratique – a décidé, avant l'été, de quitter le comité central, puis, en octobre, de se porter *candidat à l'élection présidentielle*. Comme dans n'importe quel parti, se présenter, implicitement, contre le candidat de sa propre organisation, – M. André Lajoinie en l'occurrence – ne pouvait valoir qu'une exclusion à M. Juquin. Elle n'a pas tardé, entraînant par là *même une nouvelle démission du* comité central, celle de M. Claude Llabres. En dix mois, ce sont donc quatre dirigeants qui ont quitté volontairement le « parlement communiste ».

L'attitude de ces quatre hommes résume, du reste, le double problème auquel est confrontée la direction du PCF et qui va planer sur le congrès. MM. Rigout et Poperen peuvent être situés, à ce jour encore, sur une ligne de rénovation *interne du parti, qui explique leur* refus de le quitter. MM. Juquin et Llabres, eux, ont abandonné toute idée de changement intérieur significatif et ont décidé, l'exclusion du parti aidant, de tenter leur chance à l'extérieur, cherchant à déclencher une dynamique à gauche, entre un PS hégémonique et un PCF en crise.

A l'évidence, si les deux premiers gardent des partisans dans la forteresse, nombreux sont ceux, surtout parmi les élus, qui ont déjà rejoint les deux autres. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de militants restent dans l'expectative et que, en tout état de cause, une écrasante majorité de l'appareil place sa confiance et sa fidélité dans l'actuelle équipe dirigeante.

La méconnaissance des jeunes cadres

L'unanimisme du congrès ne sera sans doute troublé que par les notes discordantes de représentants des fédérations du Doubs et de la Corse-du-Sud, qui pourront se prévaloir du soutien des anciens dirigeants des fédérations de la Haute-Vienne et de Meurthe-et-Moselle. La direction du PCF *ne voulant à aucun* prix recommencer le 25e congrès, il est probable qu'elle se donnera les moyens de réduire au plus vite le dernier carré de cette contestation interne.

L'ombre de M. Juquin hantera probablement les travées où seront réunis quelque mille huit cents congressistes. La direction du parti aura beaucoup de mal à chasser des *esprits celui qui mène une course* poursuite dans les sondages avec le candidat officiel du PCF. M. Lajoinie, qui s'était juré d'ignorer cette concurrence au point d'affirmer qu'il n'était *« pas concerné »*, ne cesse, lors de chaque réunion publique, de tenter d'exorciser le phénomène Juquin, *« élément de la campagne anticommuniste »*.

Si ces attaques classiques que connaît chaque « ex » en rupture publique de ban laissent indifférents bon nombre de militants rodés, elles pourraient avoir plus d'écho parmi les cadres nouveaux millésimés vingt-cinquième congrès.

Le renouvellement profond des cadres dans la hiérarchie dirigeante va marquer le parti pendant plusieurs années. Certes, les enjeux de pouvoir feront disparaître ou apparaître tel ou tel dans le « gouvernement » et le *« parlement »* communistes, mais l'arrivée en force de ceux que les contestataires appellent les *« gardes rouges »* ou les *« Khmers rouges »* aura plus d'influence sur la vie du parti profond.

Méconnaissant, au grand bonheur de la direction, l'histoire récente du PCF et sa participation au gouvernement entre 1981 et 1984, ignorant l'histoire plus ancienne du parti, qui fut le premier de France, ces jeunes cadres, *mâtinés de gauchisme*, sont prêts à tout, même sur le plan électoral. A force de purifier les rangs du PCF, la direction risque d'apparaître sous-peu à ses nouvelles recrues comme gagnée par le réformisme.

OLIVIER BIFFAUD.

● **M. Ligatchev à Paris.** – M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique, secrétaire du comité central chargé de l'organisation et de l'idéologie, est arrivé, lundi 30, à Paris.

Le numéro deux du PC soviétique, qui doit assister au 26e congrès du PCF, du 2 au 6 décembre, a été accueilli à son arrivée par M. Gaston Plissonnier, secrétaire du comité central du Parti communiste français, et par M. Iakov Riabov, ambassadeur d'URSS en France.

M. Ligatchev devait être reçu, mardi, par M. Jacques Chirac et, jeudi, par le président Mitterrand.

PROPOS ET DÉBATS

M. Queyranne (PS)

« Les notables »

Au cours de son point de presse hebdomadaire, le lundi 30 novembre, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a qualifié le rassemblement de Toulouse autour de M. Raymond Barre de *« campagne des notables et des conservateurs »*. Pour lui, l'ancien premier ministre est *« le champion des platitudes et des lieux communs »* afin de faire oublier sa gestion passée. Evoquant le face-à-face télévisé Balladur-Rocard, le porte-parole du PS a affirmé que face *« au conservatisme plat »* du ministre des finances, le député des Yvelines s'était exprimé *« en harmonie avec les propositions socialistes »*.

M. Malaud (CNI)

« Démagogues »

Dans sa lettre hebdomadaire du 25 novembre, M. Philippe Malaud dénonce le rapport sur le racisme remis au premier ministre par M. Michel Hannoun comme *« l'un de ces pamphlets orientés propres à développer le racisme dans notre pays et à dissuader les électeurs de voter RPR. M. Hannoun,* poursuit le président du CNI, est *un de ces démagogues dangereux au compte desquels il faut mettre les résurgences dans notre pays et dans d'autres des thèses nazies les plus délirantes »*.

M. Lajoinie (PC)

« Un duo »

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, a estimé, lundi 30 novembre, que le face-à-face télévisé entre M. Rocard et M. Balladur *n'avait pas été « un duel mais un duo » : « M. Balladur n'a pas eu face à lui un contradicteur mais un faire-valoir,* a-t-il affirmé en lançant au ministre d'Etat *un défi pour un véritable débat »*.

M. Juppé (RPR)

Attention !

Au cours d'un débat public à Compiègne, le lundi 30 novembre, M. Alain Juppé a lancé un avertissement aux barristes : *« Il ne faudra pas, avant le premier tour, passer son temps à dire que la politique du gouvernement est mauvaise parce que cela rendrait impossible une victoire de la majorité au second. »*

La réforme de la Bourse à l'Assemblée nationale

La fin du monopole des agents de change

Les députés devaient adopter, mardi 1er décembre, le projet de loi sur les Bourses de valeur. La majorité et le Front national se sont prononcés pour ce texte, le lundi 30 novembre, premier jour de la discussion. Les députés socialistes devraient s'abstenir, le PCF a annoncé, quant à lui, son intention de voter contre. Le texte de M. Edouard Balladur comprend un double volet : il propose un cadre juridique modernisé pour la place financière de Paris et il comporte des dispositions destinées à renforcer la protection des investisseurs et des épargnants. Les agents de change (au nombre de soixante et un pour toute la France) vont perdre leur monopole. Ils seront remplacés par des sociétés de Bourse qui pourront vendre ou acheter des titres pour leur propre compte et avoir accès au marché interbancaire. Toutefois, aucune nouvelle société de Bourse ne sera agréée avant quatre ans. D'ici là les banques qui souhaiteraient exercer les fonctions de société de Bourse auront la possibilité de participer au capital des actuelles charges d'agents de change. D'autre part, le texte prévoit la création d'un Conseil des Bourses de valeurs qui remplacera la Chambre syndicale des agents de change. Composé de dix membre élus par les sociétés de Bourse, d'un représentant des sociétés émettrices et d'un représentant du personnel, cet organisme professionnel définira les règles du marché et assurera la surveillance.

L'adoption de ce projet (déjà discuté par le Sénat) aurait pu intervenir dès lundi soir si un différend n'avait opposé le gouvernement aux deux rapporteurs RPR et UDF-barriste sur la question de savoir quelle compétence juridictionnelle (administrative ou judiciaire) doit avoir à connaître des recours contre les décisions prises par le Conseil des Bourses de valeurs et la commission des opérations de Bourse. Le ministre, M. Chavanes, a demandé la « réserve » sur l'article 5 du projet qui traite de cette question et que MM. Auberger et Clément comptent bien amender pour permettre à l'autorité judiciaire d'être éventuellement saisie.

Dans le concert des places financières internationales, la France fait un peu figure de parent pauvre. Le *montant des transactions à Paris* atteint le tiers de celles de Londres et le 1/25e de celles de New-York. On compte à Paris deux à trois fois moins de sociétés cotées qu'à New-York, Tokyo ou Londres. Une charge d'agent de change française dispose en moyenne de quelques *centaines de millions de francs* de capitaux propres quand les grandes maisons de titres japonaises dégagent des profits annuels de plusieurs milliards de dollars. Bref, le tableau est à ce point sombre qu'en fournissant ces données à la représentation nationale le rapporteur de la commission des finances, M. Philippe Auberger (RPR, Yonne), n'a pu s'empêcher de s'écrier : *« On a l'impression de se trouver avec le Japon sur une autre planète financière. »*.

Aussi, en substituant aux agents de change – en nombre restreint et à la marge de manœuvre étroite – des sociétés de Bourse, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation entend donner à la place de Paris des armes propres, selon lui, à rivaliser aves ses concurrents étrangers. Le gouvernement rêve de faire de Paris la première place financière de l'Europe continentale.

Pour l'heure, l'internationalisation et l'interpénétration croissante des marchés financiers commandent une sérieuse cure de jouvence et d'adaptation. Pour M. Auberger, la France court le risque d'être désertée, si elle n'est pas capable de rendre les mêmes services que les autres places et dans des conditions de sécurité proches. Ce n'est apparemment pas encore le cas. Cependant, le rapporteur a salué la qualité de ce projet *« d'ordre technique et de portée limitée »* mais qui s'efforce de *« mieux adapter les règles de fonctionnement »* du marché aux évolutions internationales et au renforcement de la concurrence.

« La réforme du marché français des valeurs mobilières constitue l'un des éléments fondamentaux de la politique de modernisation de la place financière de Paris », a souligné M. Edouard Balladur. Ce projet, a-t-il expliqué, est destiné à remédier aux faiblesses structurelles de la France – insuffisante capitalisation des professionnels de la Bourse, divisions institutionnelles – pour *« permettre aux professionnels français d'affronter dans des conditions satisfaisantes la vive concurrence qui résultera de l'ouverture intégrale du marché européen des capitaux en 1992 »*. Pour autant, a précisé le ministre, le gouvernement n'entend pas oublier les épargnants qui sont confrontés à des opérateurs *« plus puissants et diversifiés »*. Pour assurer cette meilleure transparence du marché, la Commission des opérations boursières (COB) voit ses pouvoirs (notamment d'enquête) renforcés. Pas suffisamment toutefois aux yeux de l'opposition.

Sans minimiser les avantages offerts par cette loi, notamment pour mieux résister à la concurrence *internationale*, M. Pascal Clément (UDF, Loire) n'a pas caché son agacement devant certaines résistances de nature corporatiste. Ainsi s'est-il étonné du *« très long délai préalable à l'entrée en vigueur de la réforme »*. Certes les banques qui le souhaitent pourront dès le début 1988 prendre des participations dans les sociétés de Bourse, mais elles ne pourront pas en prendre la majorité avant deux ans, ni en créer avant quatre ans. Le rapporteur de la commission des lois a trouvé curieuse cette lente *« montée en régime »* pour une réforme présentée comme vitale. De même, il a regretté, comme M. Auberger, l'absence de toute disposition sur la fiscalité des opérations de Bourse. Le statut de la COB *lui* est, en outre, apparu un peu flou, reproche partagé par les députés socialistes, MM. Christian Pierret (Vosges), et Raymond Douyère (Sarthe) qui auraient souhaité que la COB devînt une sorte de grande magistrature.

« Vous trompez les Français »

M. Pierret a touvé *« intéressant »* le projet du gouvernement estimant que certaines modifications pourraient l'améliorer. Les propositions du groupe socialiste renforçant les pouvoirs de la COB n'ont toutefois pas été acceptées par le gouvernement. C'est également en vain que le député socialiste a tenté de faire revenir le gouvernement sur son dispositif confiant l'agrément des nouvelles sociétés de Bourses, au Conseil des bourses dont la composition *lui* fait craindre le remplacement d'un monopole de droit par un monopole de fait. Comme M. Douyère, il a trouvé insuffisant le dispositif de protection des épargnants qui se sont tournés vers la Bourse (leur nombre est passé en cinq ans d'un million et demi de personnes à six ou sept millions).

« Vous trompez les Français en les invitant à tout miser sur la bourse » a protesté pour sa part au nom du groupe communiste M. Roger Combrisson (Essonne). *« Les privatisations ont encore aggravé la course à l'argent. La solution, c'est de les arrêter et de renationaliser pour développer en priorité les productions françaises »* a-t-il ajouté. Au cours de son intervention M. Balladur a estimé que la récente tourmente boursière ne remettait nullement en cause la modernisation des marchés financiers. *« L'idée selon laquelle il serait possible de mettre la France à l'abri de ce type d'événement en l'isolant du reste du monde est chimérique »* a-t-il lancé de la tribune.

Votre politique aventureuse dictée par des considérations idéologiques et électorales, risques, malgré nos avertissements de détourner durablement de la bourse des petits porteurs mécontents dont vous vouliez faire des électeurs reconnaissants » a répliqué M. Pierret.

Enfin, M. Balladur a annoncé au cours du débat, la publication prochaine de deux décrets destinés *« à protéger et à étendre les droits des petits actionnaires »* : le premier améliorera et simplifiera les modalités du vote par correspondance ; le second facilitera l'action en justice des actionnaires dans le cadre du *droit actuel des sociétés*.

PIERRE SERVENT.

La discussion budgétaire

Les sénateurs moins sévères que les députés pour le minitel « rose »...

Le Sénat a adopté, le lundi 30 novembre, les crédits du budget annexe des postes et télécommunications et ceux du ministère de l'education.

Le débat commencé à l'Assemblée nationale sur le minitel « rose » *s'est prolongé* au palais du Luxembourg. La solution, retenue par les députés, de taxer à 33 %, à partir du 1er janvier 1989, les sommes payées à des fournisseurs de services à caractère pornographique diffusés par le 36-15 n'a pas soulevé un grand enthousiasme au palais du Luxembourg. Pour M. Henri Torre (RI, Ardennes), rapporteur de la commission des finances, la formule retenue n'est pas *« la plus opérante »*. Selon lui, une réglementation contractuelle s'impose. M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P. et T., n'est pas non plus un fanatique de la taxation. Le transfert des messageries roses du 36-15 au 36-14 ouvert aux seuls abonnés constituerait une solution plus radicale, reconnaît-il, mais il ne la préconise pas afin de préserver le développement de messageries à caractère convivial sur le 36-15. En revanche, M. Michel Caldagues (RPR, Paris) considère que le passage au 36-14 est seul susceptible de mettre fin à cette situation.

Les socialistes, qui avaient voté contre cette initiative de l'UDF au Palais Bourbon, se sont abstenus. Pour leur porte-parole, M. Louis Perrein (Val-d'Oise), cette taxe ne sera pas *« dissuasive »*. Il recommande à ses collègues de se garder de *« tout moralisme d'avant-garde »*, tandis que M. Louis Jung (Un. cent. Bas-Rhin) souhaite une interdiction totale.

Les autres points abordés à l'occasion de l'examen de ce budget annexe *touchent* essentiellement au rôle des P et T dans l'aménagement du territoire. Le maintien de ce service public contribue à enrayer la désertification rurale, ont plaidé les sénateurs de tout bord. Concrètement, cela a conduit M. René Travert (RI) à voter contre le budget et ses deux collègues de la Manche, MM. Jean-Raymond Le Grand (RPR) et Jean-Pierre Tilon (RI) à s'abstenir.

Quant à la mise en œuvre de la concurrence dans ce secteur, elle ne sera pas *effective cette année*, comme M. Longuet l'avait initialement souhaité. La gauche demeure hostile à *cette perspective*. M. André Duroméa (PC, Seine-Maritime) soupçonne même le gouvernement de laisser le service public se dégrader pour légitimer le recours à des sociétés privées. Et M. Perrein l'accuse de vouloir déréglementer totalement les télécommunications et les démanteler.

M. René Monory se retrouve avec un budget entier : le Sénat a, en effet, rétabli le titre relatif aux interventions publiques comme cela avait été le cas à l'Assemblée nationale à la suite d'une erreur de manipulation (*le Monde* du 30 octobre).

Education : le défi de l'an 2000

Trois mots doivent permettre de répondre au défi de l'an 2000, estime le ministre de l'éducation nationale : *« décentralisation, modernisation et information »*. Il faut *« miser sur la valeur ajoutée intellectuelle »*, insiste-t-il avant de fixer comme principe à l'égard de l'enseignement privé : *« Ni favoritisme ni brimade. »*

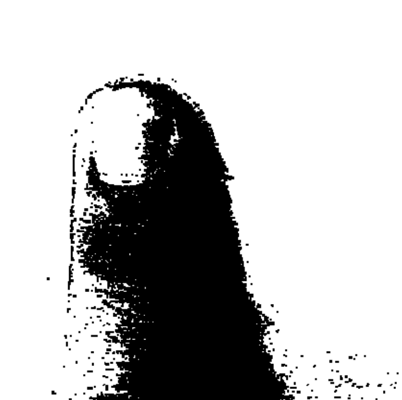
M. Monory considère que son « bon » budget, à défaut de tout résoudre, amorce des solutions que la loi de programmation qu'il souhaite pourra mener à terme.

Premier budget civil de l'Etat, celui du ministre de l'éducation nationale pour 1988 permet de répondre à l'exigence qui veut qu'éducation et formation soient la « priorité » des années à venir, selon le rapporteur de la commission des finances, M. Jacques Delong (RPR, Haute-Marne), tandis que son collègue des *affaires culturelles*, M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), estime qu'il traduit bien les orientations d'une politique de rénovation et de qualité.

M. Marcel Vidal (PS, Hérault), n'a pu faire prévaloir, lui, son avis, négatif, au nom de la commission des affaires culturelles. Toutefois, la majorité de cette commission a souhaité que 5 millions de francs soient ajoutés au chapitre des formations complémentaires d'initiation locale.

La gauche se montre très critique : M. Gérard Delfau (PS, Hérault), parle de budget *« myope sur le présent et aveugle sur l'avenir »*, en estimant que l'indigence des crédits se dissimule mal derrière les « mirages » d'une loi de programmation. Qu'il s'agisse des bâtiments, des créations de postes, des bourses, de la santé *scolaire*, du statut des maîtres directeurs, de la formation et du recrutement des enseignants, *rien ne trouve grâce aux* yeux de M. Delfau ni, d'ailleurs, à ceux de Mme Hélène Luc (Val-de-Marne). La présidente du groupe communiste dénonce la régression des crédits pour les maternelles, *l'insuffisance* de ceux prévus pour les créations de postes dans les lycées et le manque de locaux.

ANNE CHAUSSEBOURG.



Politique

En Nouvelle-Calédonie

Les trente-deux Canaques interpellés dans la tribu de Saint-Louis ont été remis en liberté

NOUMÉA
de notre correspondant

Les trente-deux Mélanésiens interpellés le lundi 30 novembre au cours d'une vaste opération de police judiciaire dans la tribu de Saint-Louis (banlieue de Nouméa) ont tous été remis en liberté mardi. Aucune charge n'a été retenue contre eux dans les deux affaires qui viennent de défrayer la chronique locale : le viol collectif d'une infirmière métropolitaine aux abords de Saint-Louis, samedi, et la fusillade qui avait opposé, début novembre, un groupe de jeunes aux forces de l'ordre.

Au cours de leurs perquisitions, les gendarmes ont toutefois pu saisir six fusils de chasse – détenus légalement selon les habitants de la tribu – ainsi que deux pains de plastic. Ils ont marqué un point sur le plan psychologique en faisant la démonstration que la tribu de Saint-Louis ne leur était plus interdite d'accès. Cette opération « reconquête » a son importance tant l'opinion anti-indépendantiste était exaspérée par le spectacle de cette tribu turbulente jouissant presque d'un « privilège d'extra-territorialité » aux portes de Nouméa.

Par ailleurs, trois personnes ont été inculpées dans le cadre de l'enquête sur la mort d'une jeune femme mélanésienne qui avait été rouée de coups samedi à Poindimié (300 kilomètres de Nouméa), à l'issue d'une fête semble-t-il trop arrosée. Cette affaire avait été aussitôt politisée par le RPCR, la victime, Henriette Poaola, étant une sympathisante du mouvement anti-indépendantiste.

Enfin, M. Octave Togna, directeur de la station indépendantiste Radio-Djidoo, s'est vu signifier son inculpation mardi pour avoir diffusé des *« propos constituant des provocations à commettre des infractions graves contre des personnes »*. Le parquet de Nouméa avait ouvert une information à la mi-novembre à la suite des discours prononcés lors du congrès de l'Union calédonienne (principale composante du FLNKS) qui visaient les *« traîtres canaques »* et les *« collabos »*. M. Yeiwéné Yeiwéné, numéro deux du FLNKS, également convoqué par le juge d'instruction, a refusé, pour sa part, de se déplacer.

FRÉDÉRIC BOBIN.

L'ORSTOM reproche à M. Kohler ses « convictions politiques »

Le directeur général de l'ORSTOM, M. Philippe Tenneson, a expliqué en ces termes, dans un communiqué en date du 27 novembre, les raisons du rappel précipité en métropole de M. Jean-Marie Kohler, directeur de recherche en Nouvelle-Calédonie, qui provoque une vive émotion dans les milieux scientifiques locaux et parisiens (le Monde *du 28 novembre)* :

« M. Kohler mène depuis 1977 des travaux d'études sur les divers aspects des structures sociales néo-calédoniennes, qui ont fait l'objet de publications scientifiques de l'Institut.

» En juin dernier, il a publié, hors de l'ORSTOM et de ses structures scientifiques, une étude « Colonie ou démocratie » (éléments de sociologie politique sur la Nouvelle-Calédonie), qui est en fait une prise de position politique personnelle sur la situation de ce territoire.

» L'ORSTOM s'y trouve dans les faits impliqué puisque M. Kohler fait état de sa qualité de directeur de recherche à l'Institut et se réfère à ses travaux.

» Dans ces conditions, la direction générale de l'Institut a considéré que la démarche de M. Kohler, mêlant ses convictions politiques et une démarche scientifique, le plaçait en position de centre de conflits potentiels, ne lui permettant plus de poursuivre ses travaux avec la sérénité nécessaire sur un sujet aussi difficile, et qu'il avait en outre manqué à son devoir normal de réserve en impliquant l'ORSTOM dans un domaine qui sort du cadre de la mission de cet institut : recherche pour le développement en coopération.

» Dans cet esprit, il a été décidé d'arrêter dès fin 1987 ce type d'études en Nouvelle-Calédonie. »

[On ne saurait être plus clair. Le directeur général de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération confirme que M. Kohler est accusé par sa hiérarchie de délit d'opinion. Bel exemple de cette volonté d'« ouverture » et de cet esprit de « réconciliation » prônés par ailleurs. – A.R.]

Une élection municipale

HAUTE-SAONE : Saint-Loup-sur-Semouse.

Inscr., 2 477 ; vot., 1 836 ; suffr. expr., 1 749. Liste PS-PCF, conduite par M. Jean Gallaire (PS), 1 194 voix et 23 ÉLUS ; liste UDF-RPR conduite par M. Bernard Pétin (RPR) 555 voix et 4 ÉLUS.

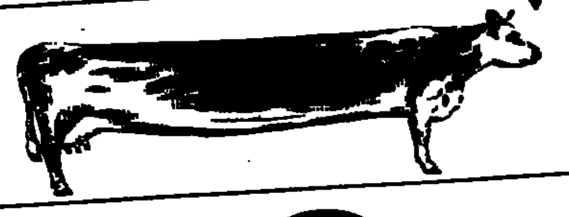
[La liste d'union de la gauche a remporté facilement, dès le premier tour, cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 6 octobre, du maire (MRG), André Masson, qui détenait ce mandat depuis 1959. Avec 68,26 % des suffrages, la liste conduite par M. Gallaire, conseiller général de ce canton depuis le scrutin partiel du 8 novembre, a amélioré de 4 points le résultat de la liste de la gauche aux élections de 1983 (64,17 %). La liste d'union de la majorité qui a obtenu, dimanche, 31,73 % des voix, abandonne un siège au conseil municipal.

Au premier tour du scrutin de 1983, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 512 ; vot., 2 112 ; suffr. expr., 1 996. Liste PS-PCF conduite par André Masson, 1 281 voix et 22 ÉLUS ; liste UDF-RPR conduite par M. Gilbert Ferrero (RPR) 715 voix et 5 ÉLUS.]

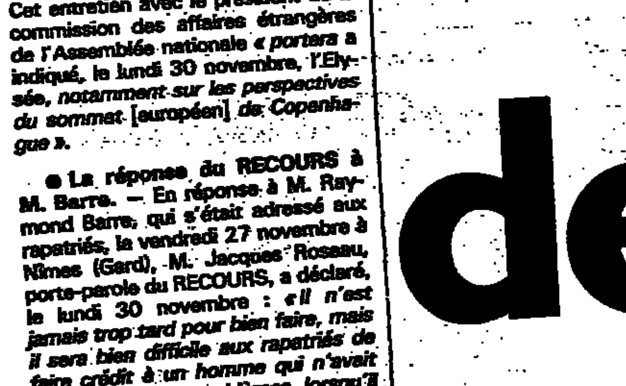
EN BREF

● **M. Giscard d'Estaing à l'Elysée.** – M. François Mitterrand doit recevoir M. Valéry Giscard d'Estaing, le mercredi 2 décembre à 18 h 30. Cet entretien avec le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale *« portera »* a indiqué, le lundi 30 novembre, l'Elysée, *« notamment sur les perspectives du sommet* [européen] *de Copenhague »*.

● **La réponse du RECOURS à M. Barre.** – En réponse à M. Raymond Barre, qui s'était adressé aux rapatriés, le vendredi 27 novembre à Nîmes (Gard), M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, a déclaré, le lundi 30 novembre : *« Il n'est jamais trop tard pour bien faire, mais il sera bien difficile aux rapatriés de faire crédit à un homme qui n'avait pas réglé leurs problèmes lorsqu'il était premier ministre durant cinq ans et qui, de plus, avait été ensuite le seul parlementaire de l'UDF à ne pas voter la loi d'amnistie des généraux d'Alger. »*







Société

Au procès du GAL
devant les assises des Pyrénées-Atlantiques

La mise en cause d'un policier espagnol

PAU
de notre envoyé spécial

La cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, composée uniquement de magistrats, juge, depuis lundi matin 30 novembre, deux hommes accusés d'un des plus sanglants attentats perpétrés au Pays basque français depuis fin 1983 par le Groupe antiterroriste de libération (GAL).

Le 25 septembre 1985, vers 21 heures, deux hommes faisaient feu contre les consommateurs d'un bar de Bayonne, tuant quatre réfugiés basques. Les tueurs, dans leur fuite, étaient rapidement rattrapés par des passants, bientôt suivis par une patrouille de police. Quelques instants avant leur interpellation, ils parvenaient à se débarrasser de leurs armes au-dessus d'un pont enjambant l'Adour.

Pierre Frugoli, vingt-deux ans, passait rapidement aux aveux : avec son comparse Lucien Mattéi, quarante et un ans, ils avaient été contactés à Marseille par un responsable du GAL, qui leur avait promis 100 000 F pour leur mission et 50 000 F pour chaque « terroriste basque » qu'ils tueraient. En cas d'ennuis, l'impunité leur serait assurée, avait précisé le représentant du GAL.

Lucien Mattéi, sorti quelques mois plus tôt de prison où il venait de purger seize ans de peine pour plusieurs attaques à main armée, n'a, en revanche, cessé de nier les faits : il était bien venu à Bayonne, mais pour y prospecter des bars afin d'essayer d'y placer des machines à sous. Entendant la fusillade, il s'était rapidement éloigné de crainte d'en être désigné comme l'un des auteurs, compte tenu de son passé. Telle est la version de Mattéi, dont les avocats devront expliquer comment du sang d'un groupe rare identique à celui d'une des victimes s'est trouvé sur sa chaussure, allant jusqu'à toucher sa chaussette.

Mais à l'audience de lundi, la cour d'assise s'est aussi intéressée aux commanditaires de l'attentat. L'avocat de la partie civile a, en effet, présenté à Frugoli la photographie de M. José Amedo Foucé, sous-commissaire de police à Bilbao, dont le nom apparaît dans d'autres dossiers du GAL (*le Monde*, daté 19-20 avril). Frugoli n'a pas reconnu formellement le sous-commissaire, mais a admis qu'il « *ressemblait fortement* » à un des hommes que lui et Mattéi avaient rencontrés à Saint-Sébastien, quarante-huit heures avant la fusillade de Bayonne, et avec qui ils avaient organisé l'attentat.

Une « révélation » qui corroborait l'enquête du quotidien *Diario 16* de Bilbao, assurant que ce jour-là Mattéi et Frugoli avaient bien séjourné à l'hôtel Orly dans la capitale du Guipuzcoa en compagnie du commissaire Amedo Foucé et d'un autre policier de Bilbao, M. Michel Dominguez Martinez, d'origine française et qui servait d'interprète.

Manque de réciprocité

Le président de la cour, M. Gabriel Khaznadar, invitait alors la défense à présenter ses conclusions aux fins d'obtenir un complément d'information. Et on apprenait que le juge d'instruction de Bayonne, M. Christophe Seys, qui s'était rendu il y a dix jours à Madrid avec son collègue pour entendre M. Amedo Foucé, venait de demander au procureur de la République un mandat d'arrêt international contre lui.

« *Tout part d'Espagne et tout revient en Espagne* », s'est plu à répéter le commissaire de Bayonne, M. Boslé, qui a eu à connaître des vingt-quatre assassinats du GAL. Jusqu'à présent, les Pyrénées ont fait obstacle à la justice française et, si on se félicite en haut lieu de l'excellente coopération antiterroriste visant l'ETA, force est de constater que Madrid n'a pas pour l'instant fait preuve de réciprocité en ce qui concerne le GAL.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Manifestation de policiers après l'inculpation du commissaire Jobic

Une délégation reçue par M. Pandraud

L'interpellation, le 28 novembre, par les gendarmes de la section de recherches de Versailles, du commissaire de police Yves Jobic, suivie de son inculpation, pour proxénétisme aggravé (*le Monde* du 1er décembre), provoque de vives réactions au sein de la hiérarchie policière dont la principale organisation, le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, devait se réunir en congrès extraordinaire, le 1er décembre, à Paris. On notait une émotion analogue parmi les inspecteurs de la 1re division de police judiciaire (DPJ) dont M. Jobic était le chef au sein des unités de recherches, groupes spécialisés dans les flagrants délits, opérant dans les 8e, 16e et 17e arrondissement de Paris.

A l'issue d'une conférence de presse tenue par le secrétaire général du Syndicat des commissaires, M. Daniel Dugléry, à laquelle assistait M. François-Jean Tabone, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), quelque trois cents policiers, en majorité des commissaires de police, se sont rendus en cortège de voitures jusqu'au ministère de l'intérieur, où ils ont remis une pétition de soutien à leur collègue, M. Yves Jobic.

Reçu par M. Pandraud, M. Daniel Dugléry a annoncé, à sa sortie du ministère, que, dans la matinée, MM. Chalandon, Pasqua, Giraud et Pandraud s'étaient réunis pour étudier de toute urgence les mesures destinées à assurer la complémentarité de la police et de la gendarmerie.

Lundi soir, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a été reçue en audience par M. Robert Pandraud à propos de ce dossier. Dans un communiqué, la FASP, qui « *ne se prononce pas sur le fond de l'affaire* », demande que soit mis « *un terme immédiat à l'activité des gendarmes en civil dans les villes où la police a compétence* ». « *La gendarmerie*, poursuit l'organisation de M. Deleplace, *serait-elle chargée désormais de contrôler la police nationale ? [...] Quel que soit le pouvoir que lui donne le code de procédure pénale, un juge d'instruction ne saurait ignorer dans quel contexte il agit. Ne peut-il savoir qu'en choisissant cette méthode, il contribue à accroître une artificielle guerre des polices, à susciter un émoi légitime dans la police nationale et à aggraver des tensions néfastes entre police et justice ?* »

Le ton des réactions policières qui montent de tous côtés montre bien la nature de l'enjeu : la concurrence de plus en plus exacerbée que se livrent policiers et gendarmes dans la lutte contre la criminalité ou même dans la recherche du renseignement, qu'il soit politique ou opérationnel. A côté de cela, la nature des faits reprochés à M. Jobic n'est vraisemblablement – sauf pour lui – que secondaire. Le policier se fait d'ailleurs fort de démontrer son innocence, attribuant ses actuels malheurs à l'inexpérience d'un magistrat qui ignore les subtilités de la manipulation des indicateurs ou la perversité des prostituées qui l'accusent.

Ses amis policiers dressent, eux, le catalogue des actes de concurrence déloyale dont ils sont les victimes. Officiers de police judiciaire, gendarmes et policiers enquêtent sous la direction des magistrats. Tant que les premiers opéraient dans les campagnes et que les seconds étaient maîtres des villes, il n'y avait pas de frictions. Du jour où les gendarmes, sous l'impulsion notamment de l'évolution démographique, lancèrent leurs actions vers les centres urbains, la guerre fut déclarée.

L'affaire ne date pas d'hier, mais depuis que M. Régis Mourier, directeur de la gendarmerie nationale, a, le 11 mai dernier, signé une circulaire autorisant les gendarmes à opérer en civil – ce qui n'était que la régularisation d'une pratique ancienne, – la fièvre est montée de plusieurs degrés. Une vive polémique a opposé à cette occasion MM. Pandraud et Giraud (*le Monde* du 6 juin). Elle a abouti à la création d'une commission d'harmonisation police-gendarmerie chargée d'étudier les problèmes de compétence et de complémentarité de ces deux forces de police.

Dirigée par M. Jean Cabannes, premier avocat général près la Cour de cassation, la commission a procédé à l'audition de plusieurs responsables et syndicalistes policiers. Tous se sont plaints des empiétements et de l'autonomie que manifeste la gendarmerie nationale ; M. Yvan Barbot, directeur général de la police nationale, allant même jusqu'à affirmer que depuis le début de l'année, la gendarmerie, appelée en mission de maintien de l'ordre, avait refusé à seize reprises d'obéir aux réquisitions des préfets, arguant des ordres reçus de sa propre hiérarchie.

Les récriminations dans le domaine de la police judiciaire ne sont guère moins sévères. La gendarmerie, force militaire, dispose de moyens à côté desquels ceux de la police ont parfois un côté désuet. Les juges d'instruction, affirment les policiers, y sont souvent sensibles. C'est ainsi que M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction en charge du dossier Jobic, s'est transporté près de Saint-Brieuc, au domicile de la mère de l'inculpé, pour procéder à une perquisition, grâce à un hélicoptère de la gendarmerie, moyen que les policiers auraient été bien incapables de mettre en œuvre.

GEORGES MARION.

Après son audition par le juge Legrand

Le secrétaire général du Syndicat des travailleurs corses est remis en liberté

Secrétaire général du STC (Sindicatu di i travagliadori corsi, syndicat nationaliste), M. Bernard Trojani, interpellé, samedi 28 novembre, à Ajaccio, et transféré à Paris pour y être entendu lundi par M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé du dossier sur l'assassinat, le 4 août dernier en Corse, du gendarme Guy Aznar, tué par un commando de l'ex-FLNC, a été remis en liberté après cette audition.

Confronté à un témoin qui affirmait l'avoir reconnu parmi les membres de ce commando – témoin qui est revenu sur ses déclarations, – M. Trojani a pu faire la preuve qu'il était à Nice au moment de l'attentat (*le Monde* du 1er décembre).

● **Les dirigeants d'Action directe engagent une grève de la faim.** – Détenus dans plusieurs prisons de la région parisienne, notamment à Fresnes et à Fleury-Mérogis, les dirigeants « historiques » d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, Georges Cippriani, Régis Schleicher, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon ont entamé, mardi 1er décembre, une grève de la faim illimitée. Selon leur avocat, Me Bernard Rippert, les détenus formuleraient deux revendications : « *Le regroupement, par le statut de prisonniers politiques, de tous les militants emprisonnés et la fermeture immédiate des quartiers d'isolement de sécurité renforcée.* »

Au tribunal de Paris

Les faux malades de la conscription

Marc a toutes les apparences d'un épileptique. Il en décrit les symptômes avec précision, dispose des médicaments nécessaires à son traitement et présente un dossier comportant des certificats médicaux accompagnés de la bande d'un électrocardiogramme, qui ne laisse aucun doute. Pourtant, ce 5 décembre 1985, le médecin-chef du centre de sélection militaire de Vincennes a un autre diagnostic pour ce jeune homme, qui effectue ses « trois jours » : il souffre d'une maladie bien moins grave, qui se traduit par le désir impérieux de ne pas effectuer le service national, un état souvent accompagné de la possession de faux certificats.

Depuis quelque temps, le médecin militaire a recensé plusieurs cas semblables, auxquels il applique la même thérapeutique *en les faisant conduire... à la gendarmerie*. Ils étaient trente-huit à comparaître, lundi 30 novembre, devant la 16e chambre correctionnelle de Paris, pour répondre de ce délit de faux certificats, « *en vue d'obtenir dispense, exemption, réforme ou report du service national par fraudes ou manœuvres* » et connaîtront leur sort après le délai de réflexion que s'est accordé le tribunal.

En 1984 et 1985, ils ont été de faux épileptiques ou de faux diabétiques grâce, pour la plupart, à la complaisance d'un médecin de trente-quatre ans, le docteur Gérard Garçon. Un intermédiaire, Daniel Cohen, en fuite, leur conseillait d'aller voir ce praticien et semble avoir joué un rôle dans la fabrication des dossiers médicaux.

Ce médecin si compréhensif n'était pas pour autant désintéressé puisque Marc avait dû lui verser 12 000 F, et l'enquête a révélé que ces consultations très *particulières ne coûtaient pas* moins de 8 000 F. Cependant, à l'audience, le docteur Garçon a prétendu que l'argent était en réalité destiné aux intermédiaires. Quant aux certificats, ils étaient réalisés sur des documents à en-tête d'hôpitaux de l'Assistance publique ou de médecins, subtilisés à l'occasion de remplacements.

Chaque jeune appelé avait son motif pour tenter d'échapper au service national, et certains auraient mérité la compréhension des autorités militaires. Ainsi, l'un craignait de laisser sa mère seule face à un beau-père violent. D'autres voulaient continuer à aider leur famille, poursuivre leurs études, gérer une entreprise à peine naissante ou simplement conserver un emploi obtenu difficilement. Parmi eux, Franck a quand même été réformé après son incorporation, pour des allergies. Il est donc satisfait, tout comme ce jeune homme qui voulait absolument faire son service militaire et dont la mère avait consulté le docteur Garçon pour le garder auprès d'elle.

MAURICE PEYROT.

L'affaire Radio-Nostalgie

La chambre d'accusation de Lyon a rejeté la demande de liberté de Pierre Alberti

LYON
De notre bureau régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par Mme Michelle Pougnand, a confirmé, par un arrêt rendu mardi 1er décembre, les ordonnances de mise en détention délivrées par M. Georges Fenech, juge d'instruction, à l'encontre de M. Pierre Alberti, créateur de Radio-Nostalgie et gérant de Cap-Conseil, de son épouse Catherine, considérée comme gérante de fait, et de M. Frédéric Coste, directeur d'antenne, après leur inculpation, le 20 novembre, pour abus de biens sociaux et recel, faux en écritures commerciales et usage.

En rejetant la demande présentée par Mes Alain Ribeyre et Anne Covillard, avocats des trois inculpés, la cour n'a pas suivi le parquet général. M. Xavier Richaud, substitut général, avait, en effet, requis, vendredi 27 novembre, un simple placement sous contrôle judiciaire, comme l'avait fait précédemment le parquet dans ses premières réquisitions écrites transmises au juge Fenech.

Cette décision de la chambre d'accusation s'appuie sur le fait que M. et Mme Alberti ont jusqu'ici refusé d'être entendus sur le fond et que les déclarations de M. Coste justifient une confrontation avec ses co-inculpés.

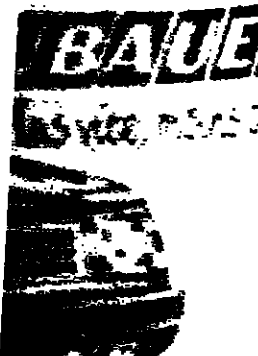
En outre, l'arrêt de la cour met en œuvre une procédure très exceptionnelle. En application de l'article 223 du code de procédure pénale, la chambre d'accusation se réserve le contrôle permanent de la détention et la possibilité de se saisir elle-même à tout moment du dossier. Une mesure qui, après les polémiques intervenues dans les milieux judiciaires autour de ce « dossier sensible », doit s'interpréter, indique-t-on de bonne source, non pas comme de la défiance, mais comme un soutien moral au magistrat instructeur.

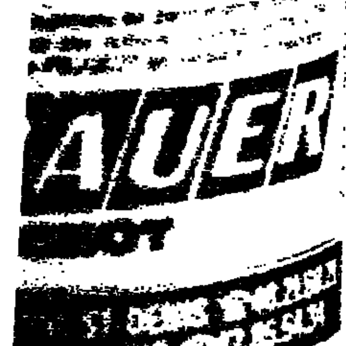
R. B.

● **Le typhon Nina a fait plusieurs centaines de morts aux Philippines.** – Le typhon Nina, qui a balayé les Philippines les 25 et 26 novembre, a tué au moins 658 personnes. Le bilan définitif pourrait monter à 700 ou 800 morts ou disparus. Les dégâts matériels sont très importants.



Société





ÉDUCATION

Appelés à élire leurs représentants à la commission paritaire

Sept cent mille enseignants vont se prononcer sur la « revalorisation » de leur métier

Les quelque sept cent mille enseignants de l'éducation nationale sont appelés à élire jeudi 3 décembre leurs représentants à la Commission administrative paritaire nationale, organisme consultatif compétent en matière de gestion des carrières. Ce scrutin, où la participation est traditionnellement massive, fournit la première occasion depuis trois ans de mesurer l'audience des différents syndicats dans ce milieu en pleine mutation.

L'événement marquant du précédent scrutin, en décembre 1984, avait été l'effritement de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et la percée de Force ouvrière, alors nouveau venu dans le paysage syndical enseignant. En trois ans, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de l'éducation nationale et il sera intéressant de constater comment les enseignants ont « encaissé » les multiples évolutions intervenues depuis lors : recentrage sur la transmission des connaissances avec M. Chevènement, puis retour de la droite ; attaques de M. Monory contre la FEN et contre-offensive de celle-ci.

La « forteresse » réputée inébranlable avait vacillé en 1984, touchée au premier chef par la défaite du camp laïque dans la querelle sur l'enseignement privé, et marquée par ses liens avec le gouvernement de gauche : la FEN avait perdu plus de 10 % de ses voix chez les instituteurs du SNI, son fleuron, et 6 % chez les enseignants du secondaire syndiqués au SNES. Les élections du 3 décembre interviennent au moment où la majorité de la FEN et du SNI (proche des socialistes) négocie un tournant historique vers la revendication d'une unification progressive des multiples statuts des enseignants, de la maternelle au lycée. Le score du SNES – deuxième syndicat de la fédération, dirigé par la tendance de la FEN où militent les communistes – indiquera le degré de popularité d'une politique de défense des enseignants du second degré, qui ne tiennent pas à être assimilés aux instituteurs.

Pour les élections de jeudi, le SNI met en avant la revendication d'une *« égalité de dignité, de niveau de formation et de rémunération »* de la maternelle à l'université, et réclame *« un métier attractif et des enseignants bien formés »*. Le thème de la *« revalorisation »* des salaires et des conditions de travail domine, quant à lui, la campagne du SNES, qui réclame une hausse de salaires de 2 000 F par mois pour tous et de 3 000 F pour les débutants.

Face à la FEN, qui défend depuis 1948 un syndicalisme enseignant autonome, les centrales ouvrières résistent de moins en moins à la tentation de mettre un pied dans le milieu enseignant. La position du SGEN-CFDT se détache puisque cette organisation syndique tous les personnels de l'éducation nationale depuis cinquante ans. Victime, lui aussi, en 1984, de ses sympathies gouvernementales et de son soutien aux innovations pédagogiques, le SGEN tente de faire entendre aujourd'hui sa propre musique en prônant *« la transformation du système éducatif et son ouverture sur la vie »*, et en réclamant la reconnaissance du travail en équipe.

L'« imposture » des 80 %

L'offensive victorieuse de Force ouvrière en 1984 sera-t-elle confirmée cette année ? La réponse à cette question pèsera dans le futur rapport des forces syndicales. Elle permettra aussi de connaître l'écho rencontré chez les enseignants par les messages d'une organisation qui entend *« restaurer l'école »* des apprentissages fondamentaux (lire, écrire et compter) et des *« savoirs pratiques »*, qui affiche son hostilité à la participation des parents et à la décentralisation au nom d'une stricte laïcité, et qualifie d'*« imposture »* l'objectif des 80 % d'élèves en classes terminales en l'an 2000.

Quant à la CGT, poussée par certains de ses syndicats à investir le champ de l'enseignement, elle a finalement renoncé à présenter des candidats, même au niveau départemental. Sa décision récente d'engager le dialogue avec les enseignants se traduit, depuis mars dernier, par la publication d'un journal spécifique intitulé *IJKL*. La centrale de M. Krasucki attend que la FEN, soupçonnée de vouloir constituer un vaste regroupement *« réformiste »* dans la fonction publique, dévoile un peu plus ses batteries, pour s'engager éventuellement plus avant. Mais la CGT est présente dans le scrutin à travers des catégories de personnels qu'elle a toujours syndiquées : les professeurs de lycée technique et les conseillers d'éducation.

Dernier représentant des organisations confédérées, le syndicat CFTC de l'éducation nationale, de la recherche et des affaires culturelles (SCENRAC-CFTC) réclame comme tous ses concurrents une revalorisation des salaires et la diminution des effectifs par classe. Il revendique aussi *« le droit à l'initiative et à la responsabilité »* pour les enseignants et la *« revalorisation des notions de travail et de discipline en classe »*.

De son côté, le Syndicat national des collèges (SNC) s'élève contre les *« querelles catégorielles »* et s'adresse aux professeurs *« qui en ont assez de travailler plus pour gagner moins »*. Et la Confédération nationale des groupes autonomes (CNGA) proteste *« contre le laxisme généralisé et la proportion grandissante d'élèves incapables de suivre »*.

Enfin, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) étaie ses revendications de promotion de la profession enseignante par la publication d'une enquête menée auprès de mille six cents professeurs. Ceux-ci affirment travailler en moyenne cinquante-trois heures par semaine, sans compter l'usure qu'implique l'*« indiscipline »* de leurs élèves, dont ils se plaignent surtout au collège. La majorité d'entre eux ne choisirait plus le métier d'enseignant si c'était à refaire et 87 % déclarent se sentir parfois découragés par leur métier.

PHILIPPE BERNARD.

ENVIRONNEMENT

M. Madelin pose des conditions au redémarrage de Superphénix

A l'arrêt depuis le 26 mai, en raison de la découverte d'une fuite de sodium d'un de ses composants (le barillet), le réacteur surgénérateur Superphénix, construit sur le Rhône en amont de Lyon, ne devrait pas redémarrer avant plusieurs mois. Le ministre de l'industrie, M. Alain Madelin, vient en effet de faire savoir à l'exploitant qu'il souhaitait, *« avant d'autoriser la remise en service de la centrale, que soient satisfaites un certain nombre d'exigences concernant les procédures de fonctionnement sans barillet »*.

Ce barillet – qui se compose d'une cuve métallique, remplie en temps normal de quelque 600 tonnes de sodium liquide – est une sorte de sas par lequel transitent les éléments combustibles lors des opérations de chargement et de déchargement du cœur du réacteur. Composant essentiel de la centrale, ce barillet a dû être vidangé quelques mois après la mise en service du réacteur en raison d'une fuite de sodium de quelques dizaines de litres à l'heure. Les contrôles successifs menés par les experts ont permis de montrer que cette fissure, qui mesure 460 millimètres de long, n'était pas la seule, et que d'autres, qui n'avaient pas traversé la paroi de la cuve existaient (*le Monde* du 28 octobre).

Une enquête est en cours pour déterminer l'origine – métallurgique, chimique ou thermique – de ces défauts qui empêchent le redémarrage de Superphénix. Electricité de France a pourtant proposé aux autorités de sûreté de faire tourner la centrale sans son barillet, qui devrait être plus tard soit réparé, soit remplacé (400 millions à 500 millions de francs), soit enfin utilisé comme un simple sas rempli de gaz et non de sodium. Avant d'en arriver là, M. Madelin ne conteste pas que Superphénix puisse redémarrer, sous réserve de nouvelles précisions sur les procédures de sûreté. Il demande en effet qu'*« en application des principes exposés dans le dossier justificatif présenté par EDF »* certaines exigences (consignes et dispositions pratiques) relatives *« au déchargement du combustible sans barillet soient satisfaites dans les cas très improbables où celui-ci pourrait être nécessaire »*.

A cette fin, le ministre estime que le délai d'élaboration de ces mesures sera mis à profit pour mener une revue de conception d'un certain nombre de composants de la centrale et pour procéder à un contrôle de la cuve principale abritant le réacteur. Cette dernière opération n'aurait dû avoir lieu que lors du premier arrêt programmé de Superphénix. Mais, par souci de sécurité, on a préféré l'avancer et profiter de l'arrêt forcé du réacteur pour intervenir. Deux précautions valent mieux qu'une, même si l'acier de cette cuve n'est pas de même nature que celui du barillet.

J.-F. A.



SPORTS

● SKI ALPIN : triplé autrichien. – Les skieuses autrichiennes ont pris, le lundi 30 novembre, les trois premières places du slalom de Courmayeur, comptant pour la Coupe du monde, avec Anita Wachter, qui a précédé Ida Ladstaetter et Ulrike Maier. La Française Patricia Chauvet a pris la cinquième place après avoir gagné la seconde manche.

Société

MÉDECINE

Une proposition de loi

Les socialistes et la procréation médicalement assistée

M. Franck Serusclat, délégué national à l'éthique du Parti socialiste, vient de rendre public un avant-projet de proposition de loi relative à la procréation médicalement assistée. Ce texte est nettement en retrait par rapport aux propos sur le droit de chaque individu à procréer qu'avait tenus à Vienne devant le conseil de l'Europe M. Robert Badinter, lorsqu'il était garde des sceaux. Ce texte précise en effet : « *L'accès à l'insémination artificielle et à la fécondation* in vitro *ne doit pas être étendu pour satisfaire le désir d'enfant en dehors des indications cliniques. Ces techniques doivent demeurer un palliatif à réserver au couple hétérosexuel, marié ou non, qui ne peut procreer sans assistance médicale.* »

Une série de dispositions sont prévues pour que les couples concernés *conservent la maîtrise de leurs* gamètes et des embryons obtenus par fécondation *in vitro* et conservés par congélation. « *Le couple doit être informé du nombre d'ovocytes prélevés et du nombre d'ovocytes fécondés. L'un des membres du couple peut s'opposer à ce qu'il soit fécondé plus d'ovocytes que nécessaire. Le couple doit être informé du nombre d'embryons surnuméraires conservés par congélation. L'implantation de ces embryons ne peut être réalisée qu'après accord des deux membres du couple.* »

Le texte rappelle d'autre part la nécessité de la gratuité du don de sperme et d'ovocytes, tout comme celui des embryons pour lesquels le don est autorisé. En revanche, c'est sans doute sur l'anonymat des donneurs que cet avant-projet de proposition de loi suscitera le plus de critiques. Il prévoit en effet, comme c'est déjà le cas en Suède, de permettre à l'enfant né grâce à une insémination artificielle avec donneur de retrouver l'identité de son géniteur biologique.

« *L'enfant qui a été informé par sa famille qu'il avait été conçu grâce à un don de gamètes peut avoir à sa majorité, sous réserve d'une maturité suffisante, accès au registre du centre d'insémination ou de fécondation et connaître l'identité du ou des donneurs de gamètes ou d'embryons, ainsi que leurs principales caractéristiques* », précise le texte. *(Voir « le Monde sciences-médecine »*, pages 19 et 20).

J.-Y. N.

Mévente du « fromage de Noël » ?

Il y a vacherin et vacherin

L'affaire du vacherin suisse contaminé (*le Monde* du 1er décembre) provoque-t-elle une mévente des fromages français ? Au Monoprix des Galeries Lafayette, à Paris, où un étal important est réservé aux fromages frais, les vendeurs n'avaient remarqué aucun changement lundi 30 novembre. Mais la vente du vacherin n'y a jamais été très importante...

Chez Androuet, on a retiré les vacherins suisses des étalages. M. Jean Ferreux, de la Saresco, qui approvisionne les magasins de cette marque, indique : « *Nous avons aussitôt détruit notre stock de vacherin suisse. Pour ce qui est du vacherin français, il y a eu une désaffection des consommateurs* (les ventes ont baissé de moitié environ). *En fait, beaucoup de clients ont découvert, à cette occasion, qu'il y a deux types de vacherin et que ceux-ci n'ont pas le même goût. Je ne peux pas exclure une sorte d'autocensure de la part de nos vendeurs qui n'auraient pas poussé — sauf demande expresse du client — à acheter du vacherin. Pour ce qui est des autres fromages, il n'y a aucune répercussion sur les ventes.* »

Notre correspondant à Grenoble, Claude Francillon, indique que les producteurs de vacherin, installés essentiellement en Franche-Comté et dans le Doubs, pourtant autorisés à écouler leur production, sont également victimes de l'« épidémie ». La clientèle, « *déçue et non inquiète* », selon une commerçante, hésite à reporter ses achats sur les vacherins « grenoblois ». Ceux-ci sont, actuellement, selon un spécialiste, « *remarquables et coulants à souhait* ». « *L'affaire a été un peu gonflée* », estime Mme Paulette Carme, dont la fromagerie, installée à Grenoble, est prisée des amateurs de vacherin. Ce fromage saisonnier, vendu essentiellement de décembre à février, a été appelé le « fromage de Noël ». IL est très recherché pendant la période des fêtes, malgré son prix élevé qui varie entre 75 francs et 80 francs le kilo. Ces ventes, peu importantes il y a à peine cinq ans, ont considérablement augmenté, devenant « à la mode ».

Pas d'inquiétude chez les chercheurs en technologie laitière de l'INRA qui, par une coïncidence fortuite, sont réunis à Dourdan pour un séminaire annuel. Pour eux, il est clair que la méthode de fabrication du vacherin n'est pas en cause et que sa contamination résulte d'une erreur du producteur ou du transformateur. La *lysteria* est une bactérie qu'on trouve dans le sol et dans les déjections animales, et ne peut passer dans le lait que si des fautes d'hygiène sont commises. Au dîner de l'INRA lundi soir, il était clair, à voir les plateaux, que les chercheurs ne s'inquiétaient pas... Un microbiologiste faisait remarquer que les personnes de santé fragile feraient mieux de ne pas manger la croûte des *fromages*, laquelle peut être contaminée lors des manipulations ultérieures à la fabrication. Mais l'état des assiettes en fin de repas indiquait qu'il n'y a pas beaucoup de personnes fragiles à l'INRA.

M. A.

Fog et éternuements

L'Institut britannique du rhume doit fermer ses portes

Le rhume a mis quarante ans pour remporter une victoire contre la *Grande-Bretagne*. Devant la persistance des éternuements, catarrhes et autres refroidissements, les autorités viennent en effet de décider de fermer son Institut de recherche médicale sur le rhume, installé dans le Wiltshire (sud de l'Angleterre).

En l'absence de résultats, elles ont estimé qu'il serait plus utile de dépenser ailleurs les 500 000 *livres* (5 *millions* de francs environ) allouées annuellement à l'Institut.

Ce dernier, qui emploie quatre chercheurs, fermera ses portes en 1990, lors du départ à la retraite de M. David Tyrell, son directeur depuis 1957. Les *volontaires, sur lesquels* on expérimente diverses médications — souvent des étudiants, — partagent à deux ou trois des appartements *bien chauffés. Toutes* leurs dépenses sont payées, et ils reçoivent chaque jour 1,75 livre d'argent de poche. *Selon M. Tyrell, la meilleure* façon de les soigner est encore un « bain chaud ». — *(AFP.)*

DÉFENSE

Le Pentagone a fait son choix

Une société suisse enlève à Thomson-CSF un gros marché d'armement aux Etats-Unis

Les sociétés suisse Oerlikon Buhrle et américaine Martin Marietta ont, avec leur système ADATS, été choisies lundi 30 novembre par l'armée américaine pour équiper quatre divisions mécanisées en engins blindés armés de missiles antiaériens. L'ADATS a battu sur le fil le Liberty, proposé par la firme française Thomson-CSF, associée à la société américaine LTV-Aerospace. Le contrat est estimé à 1,7 milliard de dollars.

La décision du Pentagone participe d'un vaste projet de l'armée de terre américaine qui souhaite être dotée d'un système complet d'armes sol-air (le programme FAAD-LOS ou Forward Area Air Defense — Light of Sight) pour protéger ses divisions contre la menace aérienne.

En août dernier, l'armée de terre américaine a choisi de confier à plusieurs sociétés américaines, parmi lesquelles Boeing et General Electric, le soin de réaliser la première étape de ce programme de lutte anti-aérienne. Il s'agit du projet FAAS-LOS-R (*rear*), *qui consiste* à assurer la défense anti-aérienne des unités de l'arrière de l'armée de terre et du corps des Marines. Le système, qui a été retenu et qui a été dénommé Avenger par ses constructeurs est un véhicule à roues tout s terrain, porteur d'un canon de 50 mm et de huit missiles sol-air Stinger sur rampes prêtes à tirer. Le Pentagone envisage de commander 1 500 systèmes Avenger, pour un montant de 1 300 millions de dollars.

Une deuxième étape du programme FAAD-LOS consiste à disposer d'un système complémentaire, le FAAD-LOS-FH (ou Forward Heavy), pour la protection des unités terrestres de l'avant. C'est au terme d'une sélection de plusieurs *mois mettant en compétition* quatre projets qu'est intervenu le choix annoncé, lundi 30 novembre, par le Pentagone. Il s'agit, pour l'armée de terre américaine, de disposer d'un système mobile blindé capable d'assurer la protection de quatre divisions contre des raids à basse altitude. Le contrat est estimé à 1 700 millions de dollars, mais il pourrait aller jusqu'à 3 500 millions de dollars selon les quantités d'armes souhaitées au Pentagone.

Expérimentation en vraie grandeur

Des tests ont opposés, dans le désert du Nouveau-Mexique, quatre systèmes d'armes européens à l'appel de l'armée américaine. Il s'est agi d'expérimenter chacun des concurrents en vraie grandeur, en mettant à l'épreuve des batteries contre des hélicoptères ou des avions anciens servant de cibles aux missiles ainsi testés.

Très vite, deux des systèmes, le Tracked Rapier 2 000, de la firme britannique British Aerospace (associée à une entreprise américaine) et le Paladin du groupe *franco-ouest-allemand* Euromissile (en coopération avec la société américaine Hughes Aircraft), ont paru ne pas satisfaire le client américain. Les deux systèmes reposent, néanmoins, sur deux missiles, le Rapier et le Roland, qui ont *été largement* utilisés par les Britanniques et les Américains durant la guerre des Malouines. Mais l'armée américaine a jugé leurs performances encore insuffisantes.

Le système ADATS fait appel à un laser et il a déjà été sélectionné par le Canada. Le système Liberty est une version dérivée du missile anti-aérien Shahine, d'abord destiné à l'Arabie saoudite et aujourd'hui modernisé avec l'adoption d'un nouveau modèle de missile hypervéloce, le VT-1.

Les deux groupes rivaux se sont livrés, jusqu'à la décision finale, à une très *sévère compétition dans la* mesure où le constructeur retenu à toutes les chances de bénéficier, à l'exportation, de l'image de fournisseur de l'armée américaine, qui peut séduire d'autres clients. Mais l'intéressant dans ce contrat est que des *industriels européens ont été* sollicités parce que le Pentagone avait dû renoncer, en 1985, à construire son propre système le char antiaérien DIVAD, qui avait suscité des controverses et qui n'avait pas atteint ses objectifs. Pour cette raison, le Congrès américain surveillera de près l'accord conclu par le Pentagone, après avoir exigé que 80 % de l'armement retenu soit fabriqué aux *Etats-Unis*.



Culture

Dullin, Baty, Jouvet, Pitoëff à la Bibliothèque nationale

Les inventeurs du théâtre moderne

La Bibliothèque nationale rend hommage au Cartel, aux œuvres de Dullin, Baty, Jouvet, Pitoëff, sans qui le théâtre ne serait pas ce qu'il est.

A la Bibliothèque nationale, le théâtre change la galerie Mansart en éblouissante salle de spectacles : ce pluriel s'impose lorsqu'il ressuscite les multiples réalisations de quatre animateurs unis en dépit de leurs différences, et qui non seulement ont renouvelé l'art dramatique contre une médiocrité bourgeoise et faisandée, mais se sont associés pour le meilleur et pour le pire. Ce fut le fameux Cartel, dont on voit ici l'acte de fondation en bonne et due forme, cosigné le 6 juillet 1927 (soixante ans déjà !) par Gaston Baty, Charles Dullin, Louis Jouvet et Georges Pitoëff.

Le mois prochain, Jouvet aurait cent ans. Mais on ne pouvait les dissocier dans cette exposition rassemblée par Marie-Françoise Christout et mise en scène, littéralement, par Michel Brunet.

Il fallait en outre qu'un hommage fût rendu aux pionniers qui ont préparé le renouveau de l'entre-deux-guerres : à Stanislawsky, à Firmin Gémier, dont Baty fut l'assistant, à Jacques Copeau, dit le Patron et qui le fut effectivement de Dullin, de Jouvet et, par le biais, de Pitoëff.

Copeau est encore, et toujours, présent par sa fille Marie-Hélène Dasté – une des rares survivantes de l'époque héroïque, – comédienne, maquettiste, costumière. Elle a somptueusement habillé les personnages de *Richard III* pour Dullin, de *Phèdre*, de *Macbeth*, de *Lorenzaccio* pour Baty. Georges Pitoëff, polyvalent entre tous, n'a laissé à personne le soin de dessiner ses décors. Il construit géométriquement son espace, où la rigueur se nimbe de poésie et sert à merveille des œuvres comme *l'Echange*, de Claudel, *Hamlet*, *Sainte Jeanne*, de G.-B. Shaw (où Ludmilla Pitoëff, toujours admirable, était bouleversante), l'*Œdipe*, de Gide, *la Belle au bois*, de Supervielle.



Charles Dullin dans *la Volupté de l'honneur* de L. Pirandello (1922).

L'art contemporain mis à contribution

Si, pour sa part, Gaston Baty a fait appel à maints décorateurs (Boris Mestchersky, Emile Bertin, etc.), lui seul a créé l'ambiance qui régnait dans *Crime et Châtiment* (les costumes étaient d'Olga Choumansky), *l'Opéra de quat'sous*, *le Dibbouk*, *la Cavalière Elsa*, *Têtes de rechange*, et cette *Maya* alors scandaleuse, « symbole mythique de la femme pourvoyeuse de rêves », qui a inspiré à Paul Colin une de ses plus suggestives affiches : elle n'est pas la seule à flamboyer sur les murs de la galerie Mansart, qui, autant qu'une salle de spectacles, peut être prise pour une salle de musée : nombreux sont les artistes qui ont collaboré avec les animateurs et les troupes du Cartel. Chez Dullin, André Masson pour *La Terre est ronde*, de Salacrou, *Médée*, opéra de Darius et Madelaine Milhaud, André Barsacq pour *Volpone*, entre autres, Lucien Coutaud pour *les Oiseaux*, Jean Hugo, notamment pour *Roméo et Juliette*, Touchagues, Gontcharova, Jean Lasne...

Chez Jouvet, Georges Braque pour *Tartuffe*, Cassandre pour *Amphitryon 38*, Léon Leyritz qui ne se borna pas à *Knock* ni Tchelitchev à *Ondine* ; et Christian Bérard, bien sûr, pour *l'Ecole des femmes*, *l'Illusion*, *la Jalousie du Barbouillé*, *Dom Juan*, *le Corsaire*, *les Bonnes*, *la Folle de Chaillot* et ses costumes délirants : la robe exécutée à partir de robes anciennes en dentelles noires que portait Marguerite Moreno dresse sa silhouette fantômatique.

Tout l'art contemporain était mis à contribution, ainsi la musique, comme en témoignent les partitions autographes de Darius Milhaud, Georges Auric, Francis Poulenc, Arthur Honegger, Henri Sauguet, Maurice Jaubert. Les réentendra-t-on ailleurs que dans les archives sonores ? Et les noms d'au moins deux signataires du Cartel évoqueront-ils chez les jeunes publics autre chose que des personnages de films ? Eux sans qui le théâtre actuel, celui qui compte, serait différent.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu. Tous les jours, de 12 heures à 18 heures (sauf les 24, 25 décembre et le 1er janvier 1988). Jusqu'au 31 janvier 1988.

DANSE

Journées européennes à Châteauvallon

L'important, c'est l'image

Le film de danse captive lorsqu'il montre l'envers du décor, le travail, l'effort. Le spectacle lui échappe encore.

Quand un art vieux comme le monde, la danse, rencontre un nouveau-né du vingtième siècle, la vidéo, qu'est-ce qu'ils se racontent ? Ils s'épient, se séduisent, se méfient, s'enlacent, font des enfants. Plusieurs de ces enfants ont été présentés aux Journées européennes de la danse et de l'image qui viennent de se dérouler à Châteauvallon, haut lieu de la danse depuis sept ans et, depuis février dernier, siège du TNDI (Théâtre national de la danse et de l'image).

On colloqua ferme, sans que rien ne se dégage de ces logorrhées qui mérite d'être gravé dans le bronze (« la danse est scandaleusement absente de nos chaînes de TV », « vive la SEPT qui nous en promet davantage, etc. »). Il y eut, sans doute plus fertiles, des rencontres entre professionnels du spectacle et de l'image, qui échangèrent bobines, bandes et adresses. Et il y eut, donc, des projections.

En gros, les films (ou bandes vidéo) de danse peuvent se ranger en trois catégories : la simple captation d'un spectacle vivant, le reportage et l'objet spécifiquement conçu pour le film ou la vidéo. Enfonçons des portes béantes : dans la retransmission d'un spectacle vivant, danse ou autre, le film sera toujours minable. Il écrase. C'était évident, par exemple, dans *Set and Reset*, le merveilleux ballet de Trisha Brown qu'on a pu voir récemment au Théâtre de la Ville : manquait, justement, cette légèreté de l'air dont la chorégraphe a su si bien ici communiquer l'impression physique.

Un sentiment de perfection

Ou dans *Nikolais Dance Theatre*, où les malicieux trucages d'Alwin Nikolais se réduisaient à de vagues effets psychédéliques. Exception confirmant la règle, parce que cette fois l'élément liquide résistait de toute sa densité : le déjà célèbre *Waterproof* de Daniel Larrieu, créé dans une piscine d'Angers en mars 1986, et qui est aux ballets nautiques d'Esther Williams ce que Beckett est à Feydeau. On n'oubliera pas ce danseur accroupi au bord de la piscine qui, lentement, amoureusement, renfonce dans l'eau la tête de sa partenaire chaque fois qu'elle tente d'émerger...

En revanche, le film est presque toujours captivant – avec des bonheurs divers, bien sûr – lorsqu'il nous montre l'envers du décor, le travail, les tâtonnements, l'effort. Voici Maguy Marin souriant à ses danseurs épuisés : « *Ça va ? On se le refait ?* » (*Eden*).

Voici l'improbable rencontre de deux danseurs blancs et d'une tribu ivoirienne hilare (*Masques blancs, Masques noirs*). Voici Baryshnikov valsant avec Twyla Tharp dans l'étourdissant *Making a TV dance*. Emouvante, Carolyn Carlson lisant les poèmes qu'elle écrit pour trouver une atmosphère, une sensation, et confiant qu'elle continue de porter en elle ses ballets après leur création, jusqu'à ce qu'elle éprouve « *un sentiment de perfection* ». Plus fermé, mais transpirant l'angoisse, John Neumeier faisant répéter *La Passion selon saint Matthieu* et le *Magnificat*. Passionnant, Merce Cunningham expliquant : « *Pour le théâtre, même si le geste est petit, il faut penser grand* ». Les interviews de créateurs, ou le silence, vaudront toujours mieux que les commentaires du genre « *Tant de travail pour un instant de grâce...* » Pitié !

Dans la catégorie objet-danse conçu pour l'image, nous n'avons rien vu de très convaincant. Il semble que la principale préoccupation des cinéastes et vidéastes soit de sortir les danseurs du théâtre ou du studio. On les emmène dans un immeuble HLM désaffecté (*Paquebot*), dans un blockhaus au bord de la mer (*Blockhaus*), ou, en surimpression, parmi les robots de l'usine Peugeot à Sochaux (*Kekitti Kax*). Les filme-t-on en studio, on se croit obligé de truffer ces prises de vue d'autres images, extérieures et gratuites : une rue chinoise, une maison qui s'écroule, une blonde confessant qu'elle aime les gâteaux (*Paratango*). Comme si la danse paroxystique de Karol Armitage avait besoin de ces susucres pour passer ! Çà et là, des effets spéciaux sont employés, encore timidement. Dans *Codex*, les danseurs marchent à quatre-vingt-dix degrés sur les côtés de l'écran. Dans *Transparences*, le visage blafard et les yeux révulsés de la danseuse butô Carlotta Ikeda glissent sur une terre d'Apocalypse, crevassée, qui renforce leur pouvoir dramatique.

C'est dans cette catégorie, cependant, que s'ouvrent à la recherche les champs les plus larges. Le TNDI le sait bien, qui invitait en septembre les élèves de la jeune Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son à venir se familiariser avec la compagnie Bagouet. Collaboration à suivre, et qui va s'étoffer : on apprenait à Châteauvallon que François Léotard, bénissant le mariage TNDI-FEMIS, allait envoyer pour l'acquisition d'un équipement vidéo professionnel une jolie dot. Cinq millions de francs.

SYLVIE DE NUSSAC.

CINÉMA

« Nuit docile », de Guy Gilles

Quand l'amour meurt

Il tourne depuis combien de temps, Guy Gilles ? Vingt ans, un peu plus même. Et il reste obstinément, incurablement, un « jeune cinéaste » par sa manière d'écrire et de filmer très « auteur nouvelle vague ». Dans tous ses films, qui sont des films d'amour et de tourment, les personnages luttent contre le mal de vivre, la fuite inexorable du temps, veulent faire de l'absolu avec de l'éphémère. Et même s'ils ne racontent pas la vie de Guy Gilles, ils sont autobiographiques ; une suite de rencontres, les blessures inguérissables d'une passion récurrente. Dans *Nuit docile*, la part autobiographique est peut-être plus évidente. Patrick Jouané, interprète favori de Guy Gilles, est un peintre ; Jean Celan, qui vient de quitter une femme, Stella (Claire Nebout). Un cinéaste, Remy Faber (Philippe Dumont) l'a aimée et filmée depuis son adolescence. Les images de la jeunesse évoquent le passé, sur des cassettes vidéo. Et Stella, venue se réfugier chez Remy, les regarde. Entre les trois êtres, voilà le lien. Jean, pendant toute une nuit, erre dans les rues, se précipite dans toutes les cabines téléphoniques. Pour appeler Stella, pour crier la passion, le désespoir. Jeannot (Pascal Kelaf), un jeune prostitué, l'a abordé, le suit, traverse avec lui les sortilèges de l'ombre, participe peu à peu à son destin. Jeannot vend son corps sans se poser de problèmes. Il est, évidemment, un autre Jean, sorte de confident, d'initié, se cognant à la douloureuse réalité des sentiments parce que, homo ou hétéro-sexualité, ce sera toujours comme cela, chez Guy Gilles. Le désir, l'érotisme sont sublimés par le romantisme. Les sentiment meurent ou font mourir.

Il y a, dans *Nuit docile*, une poésie nocture extrêmement prenante, des ambiances étranges, des souvenirs en couleurs beaux comme des impressions de peintre (mais Jean, justement, est possédé par son besoin de création) illuminant le noir et blanc du récit au présent. Il y a, comme toujours, l'esthétisme un peu précieux du cinéaste, protection d'un écorché qui ne veut pas se livrer complètement. Patrick Jouané, Pascal Kelaf, Philippe Dumont, ont des visages d'ambivalence. Carole Nebout, la jeune actrice la plus singulière du cinéma français, brûle de sensibilité. Vers la fin surgit – symbole incarné par Françoise Arnoul, fascinante – une sage-femme dont la mission est de donner la vie. Elle pourrait être la consolatrice, la mère de tous les apaisements, si le vertige de la mort n'était pas si fort.

JACQUES SICLIER.

● ***Les Blanchisseuses*, de Degas vendues pour 7,48 millions de livres à Londres.** – Le tableau d'Edgar Degas *Les Blanchisseuses* a été vendu 7,48 millions de livres (75 millions de francs) à un collectionneur anonyme lors d'une vente aux enchères chez Christie's, à Londred. Ce prix est un record absolu pour une œuvre de ce peintre. La toile (81 cm par 76 cm) a été peinte dans les années 1870. Elle représente deux femmes qui nettoient des chemises sur une table. Ce tableau devient ainsi le « quatrième plus cher du monde » après *les Iris*, *les Tournesols* et *le Pont de Trinquetaille*, de Vincent van Gogh.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle CHOPIN PLEYEL Mercredi 2 décembre à 20 h 30 Loc. Salle Pleyel 45-63-88-73 (Valmalète)	CARLOS PRIETO Violoncelle Doris STEVENSON Piano GRIEG, KODALY PONCE, GINASTERA TCHAIKOVSKY
THÉATRE CH.-ELYSÉES Jeudi 3 décembre 20 h 30 loc. : 47-20-36-37 VALMALETE (p.a. Musicaglotz)	Alexis WEISSENBERG BACH SCHUMANN RAVEL RACHMANINOV
Centre culturel Portugais 51, av. Iéna Tél. : 47-20-86-84 Jeudi 3 décembre 20 h 45 (p.a. Valmalète)	Récital de piano SEQUEIRA COSTA BEETHOVEN CHOPIN - DEBUSSY VIANNA DA MOTTA RACHMANINOFF
SALLE PLEYEL Samedi 5 décembre à 17 h 30 (p.a. Valmalète)	ORCHESTRE PASDELOUP Dir. : Gérard DEVOS Sol. : Annick ROUSSIN SAINT-SAENS RAVEL - SARASATE
SALLE PLEYEL Dimanche 6 décembre 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Festival OFFENBACH Dir. : P.M. LE CONTE Sol. : VIORICA CORTEZ
T.M.P. CHATELET Dimanche 6 décembre 20 h 30 (p.a. Valmalète)	ORCHESTRE NATIONAL ILE-de-FRANCE Dir. : Pierre DERVAUX Sol. : VAINQUEUR DU CONCOURS LONG-THIBAUD 87 Violon DEBUSSY - ROUSSEL
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 6 décembre 17 h (Valmalète, Kiesgen)	Antoine GOULARD violon Geneviève MARTIGNY piano Mozart - Fauré - Bartok Messiaen - Szymanowski
T.M.P. CHATELET Lundi 7 décembre 20 h 30 (p.a. Valmalète)	ROCKWELL BLAKE Tenor DENISE MASSE Piano GLUCK - HAENDEL ROSSINI - BELLINI
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD 73, rue Mouffetard Tél. : 43-31-11-99 Mardi 8 décembre à 20 heures (p.a. Valmalète)	PELLEAS et MELISANDE CL. DEBUSSY Opéra en V actes Vers. Piano Chant Didier HENRI Caroline DELAPORTE Daniel PETROVITCH Lionel SARRAZIN Annie KOGAN D. Michel-DANSAC H. HENNEQUIN Piano : Anne-Marie FONTAINE Mise en scène : Alain GARICHOT
PLEYEL Mardi 8 décembre à 20 h 30 (p.a. Mondial Musique, Valmalète)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Soprano : ÉDITH MATHIS VILLA-LOBOS - BACH HAYDN - MOZART
ÉGLISE de la TRINITÉ Mercredi 9 décembre 20 h 30 Places : 80 à 130 F Loc. : Église Tél. : 48-78-78-62 Ag. Perrossier 6 pl. de la Madeleine Tél. : 42-60-58-31 (Valmalète)	BERLIOZ L'ENFANCE DU CHRIST Viorica CORTEZ J.-Ph. Doubrere Raymond Voyat H. Bougerolle CHŒUR et ORCHESTRE PRO MUSICA de PARIS Dir. : TRAIAN POPESCO
GAVEAU Vendredi 11 décembre à 20 h 30 précises (p.a. Mondial Musique, Grégoire, Musicaglotz)	A l'occasion de son 15e anniversaire GALA DE LA QUATRA ANNIE JODRY NARINE HAROUTIUNIAN PHILIPPE MULLER SUSANA MILDONIAN BERNARD SOUSTROT L'ORCHESTRE JEUNE PHILHARMONIQUE Dir. : JEAN-JACQUES WERNER HAYDN - RAVEL HAROUTIUNIAN - KHATCHATURIAN
Théâtre national de l'Opéra Opéra-comique Mardi 15 décembre 20 heures (p.a. Valmalète)	Concert MOZART « Autour de DON GIOVANNI » Orchestre de l'Opéra Dir. : Lothar ZAGROSEK BEETHOVEN - MOZART LISZT Avec les solistes de l'Orchestre de l'Opéra

Culture

Les vingt ans de l'Atelier parisien d'urbanisme

Combats heureux et malheureux sur tous les fronts de Paris

Il y a vingt ans, Maurice Doublet, préfet de Paris et préfet de la Seine, créait l'Atelier parisien d'urbanisme, qui, dans le jargon trop exclusif des seuls professionnels, allait désormais être désigné par ses initiales l'APUR. Jacques Chirac lui a rendu hommage lundi 30 novembre, et a tracé le portrait du Paris de l'avenir.

Aux études au « coup par coup », Maurice Doublet souhaitait grâce à la création en 1967 de l'Atelier parisien d'urbanisme substituer *« des études globales prospectives »*. L'APUR devait *« établir le schéma directeur de Paris, réviser le plan directeur, amorcer (...) dans un cadre cohérent, les éléments constitutifs du Paris de demain »*.

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'APUR, le discours qu'a prononcé Jacques Chirac, devant tout ce que la ville compte depuis 1967 (et au-delà) d'urbanistes, de politiciens, de constructeurs, etc., a largement dépassé le cadre élémentaire de l'éloge ou du satisfecit, type de logorrhée rituel dès qu'il s'agit de l'édification des villes. C'est en effet un discours de lucidité et d'engagement, auquel il s'est risqué, à peine corrompu par quelques omissions qu'une mémoire moyenne pouvait aisément relever.

« Je peux affirmer, a-t-il d'abord déclaré, *que la mission initiale confiée à l'APUR a été remplie. L'agence a en effet été de tous les combats. Certains furent heureux, d'autres malheureux, c'est la loi du genre. »*

Parmi les combats heureux de l'Atelier, le maire de Paris a cité ceux qui devaient conduire à l'abandon d'autoroutes intra-muros, la plus célèbre car la plus tristement commencée, étant restée la radiale Vercingétorix. *« Chacun se souvient,* a-t-il poursuivi, *de l'action prépondérante de l'APUR pour mettre en œuvre l'infléchissement que j'ai décidé, en 1977, de donner à l'urbanisme parisien, en abandonnant l'architecture brutale des tours et des barres, afin d'orienter la construction vers des bâtiments à l'échelle de la ville. »*

Parmi les combats *« moins heureux »*, Jacques Chirac a évoqué l'abandon (décidé par M. Valéry Giscard d'Estaing) de *« ce grand et beau projet que fut la voie express rive gauche »*, avant de rappeler le travail de documentation, considérable et peu visible, produit par l'APUR, et la constitution de la Banque de données urbaines *« qui, depuis 1970, constitue un instrument essentiel de la gestion du territoire parisien »*.

Se tournant vers l'avenir et cet horizon fixe de 1992 vers lequel sont censées se tourner toutes les têtes responsables d'Europe, le maire de Paris a évoqué les grandes opérations qui vont modifier le paysage parisien dans les années à venir. D'une part, le remodelage de l'Est parisien, déjà engagé : *« Le pôle gare de Lyon/gare d'Austerlitz avec ses composantes : Bercy, Chalon, Tolbiac, sera demain un centre comparable à la première tranche de la Défense (...). C'est une opération d'une ampleur sans précédent que je considère comme irrévocablement engagée. »*

Plus prudemment il a décrit ou rappelé, d'autre part, deux projets qui lui tiennent à cœur, de nouvelles études *« avec toute la finesse qui s'impose en la matière »* sur certains tissus anciens de la capitale : *« Il existe certes encore de grandes emprises foncières dans Paris, mais elle ne sont pas inépuisables et il faut également s'intéresser aux immeubles anciens, notamment les plus dégradés. [...]. Je sais que le problème est complexe, mais aussi que nous ne pourrons l'éluder. »* Mais aussi le traitement de la périphérie : *« Je ne veux pas employer l'expression « porte de la ville », car le mot « porte » pourrait évoquer une sorte de repliement frileux de la cité sur elle-même. Paris doit au contraire faciliter la symbiose de son tissu urbain avec celui des communes riveraines, et cela sans désir expansionniste, mais seulement pour répondre à une logique qui apparaît chaque jour plus évidente. »*

Rénovation brutale

Aujourd'hui c'est Nicolas Politis et son adjoint Nathan Starckman qui président aux destinées de cet organisme comblé d'éloges, dont l'existence n'a pas toujours été aussi facile. Une équipe peu nombreuse, mais dirigée avec constance et efficacité par un seul homme, Pierre-Yves Ligen, de la création de l'APUR à 1984 (il a depuis succédé à Emile Biasini à la tête de l'établissement public du Grand Louvre). Une équipe dont la vocation s'est trouvée renforcée en 1978 par la nomination de son directeur comme directeur général de l'aménagement urbain : cela allait lui permettre d'être davantage qu'un simple conseiller et de participer activement aux destinées d'une ville alors endommagée par deux décennies de rénovation brutale, et dont il fallait cicatriser les plaies grâce à un nouvel urbanisme. Face à l'administration municipale, le maire l'a rappelé, *mais face aussi aux « mandarins »* de tout poil qui s'arrogeaient naguère le droit de rayer d'un coup de crayon des quartiers entiers, l'APUR a dû jouer serré pour s'imposer et devenir l'organisme respecté qu'elle est désormais.

Le maire de Paris, parlant des combats heureux de l'Atelier, a, avant tout, parlé de projets abandonnés, laissant à l'évidence le soin de préciser sur quel front l'APUR avait combattu. Il est aussi des projets qui sont, hélas ! devenus réalités, comme l'ensemble des Halles. Ainsi, Pierre-Yves Ligen s'était battu bec et ongles en faveur de la destruction des pavillons de Baltard. Et l'on n'aura pas ici la cruauté de rappeler certains des arguments avancés à quelqu'un qui a si bien réussi sur tant de projets plus modestes, plus fins, plus « urbains ».

Dans l'avenir, et au-delà des discours, quel sera le rôle réel de l'APUR. D'autres combats sont à conduire pour conseiller un maire qui, tout en étant conscient de l'intérêt historique de sa ville, *reste vivement tenté par* ce qu'on appelait naguère les « grands gestes » architecturaux. Sur le mode ironique, un numéro de *Paris-Match* de 1967, présentant ce que serait Paris *« dans vingt ans »*, c'est-à-dire aujourd'hui, montrait quelques redoutables séries de barres et de tours s'élevant en spirale sur le cœur de la capitale. Or c'est la même école à laquelle le maire fait d'abord appel, lorsqu'il invente sa première « porte », porte Maillot. Est-ce à ce type d'architecture qu'il songe, lorsqu'il parle d'intervenir sur les tissus anciens ?

Sans doute, les unités pédagogiques d'architecture ne forment plus de bataillons capables de prendre une si redoutable relève. Mais les Beaux-Arts et leurs Grands Prix ont laissé sur le marché quelques architectes encore capables, pendant vingt ans, de faire bien du mal à Paris. Si, conformément aux vœux du maire, l'APUR sait rester indépendante, Jacques Chirac continuera à disposer d'un outil qui, nonobstant les Halles, mérite bien des éloges...

FRÉDÉRIC EDELMANN.

MUSIQUE

« Secondato », de Bruni-Tedeschi, à Nice

La musique écrasée

Création mondiale à l'Opéra de Nice : « Secondato », dernière « action dramatique » d'Alberto Bruni-Tedeschi. Fresque historique et futuriste dans un décor d'apocalypse. Lourd, trop lourd.

Alberto Bruni-Tedeschi, né à Turin en 1916, a partagé sa vie entre la composition (très sérieusement étudiée auprès de Ghedini) et une importante fabrique de câbles électriques fondée par son père, dont il fut l'adjoint avant de lui succéder. Entre 1959 et 1971, il occupa en outre le poste de surintendant au Théâtre Regio de Turin. Avec une ponctualité imperturbable, il n'en consacra pas moins ses matinées, de six à huit, à édifier une œuvre dont l'esthétique un peu austère, marquée par l'Ecole de Vienne, ne se situe pas, délibérément, dans la tradition *italienne du vérisme* ou du bel canto.

Considérant sans doute que le langage musical actuel ne se prête plus à la forme de l'opéra, mais n'entendant pas renoncer pour autant au théâtre, il a entrepris, dès son second ouvrage lyrique *Diagramme circulaire* (1959), de confier à des comédiens le rôle dévolu ordinairement aux chanteurs. Cela lui permettait de donner plus de consistance au livret sans que le public perde un mot des problèmes posés et débattus ; car dans ses « actions dramatiques » Bruni-Tedeschi se penche sur le destin de l'homme et de la société avec cette gravité un peu désabusée qui forme le fond de son caractère.

Secondato, qui vient d'être présenté par l'Opéra de Nice en création mondiale, évoque, pour résumer en deux phrases, la lutte finale entre la démocratie parlementaire et le marxisme-léninisme. C'est ce dernier qui finit par l'emporter par suite de l'inconscience et des fautes répétées de ses adversaires. Le triomphe de l'athéisme, la disparition de la notion de mérite individuel, mènent le monde à une morne stérilité, prélude à l'apocalypse finale.

Il ne s'agit bien entendu que d'une hypothèse, précise l'auteur, convaincu qu'une vision sombre de l'avenir peut se révéler plus fructueuse qu'un optimisme béat, car elle ne dissimule pas l'ampleur de la tâche pour parer à une catastrophe imminente. On ne saurait attendre d'un compositeur qui fut longtemps chef d'entreprise qu'il fasse l'apologie du marxisme et, si sa réflexion politique évoque parfois celle de Marcel Dassault dans ses mémorables *Chroniques du Café du commerce*, *Secondato* n'est pas pour autant — comme certains spectateurs de la première l'ont cru à un moment donné — un opéra militant d'extrême droite...

L'idée de l'écrasement possible de l'individu par la masse, de l'étouffement de la liberté de croire ou non en un dieu et d'agir selon sa conscience, forme le vrai sujet de cette fresque historique (de 1945 à nos jours) et futuriste (au-delà de l'an 2000) dont une famille d'industriels, un groupe d'ouvriers, une sec*tion communiste, des banquiers, un* émir du pétrole et les ministres des quatre grandes religions monothéistes sont les protagonistes.

Mais on a le sentiment, en assistant au spectacle, que le compositeur tenait si fort à son sujet qu'il lui a sacrifié la musique : quelques airs pour les prêtres et pour *Mister Oil*, un quatuor bouffe pour les banquiers, quelques chœurs et un accompagnement d'orchestre qui disparaît sous les scènes parlées, à l'exception des deux beaux postludes en conclusion de chacun des deux actes. *Pour éviter tout effet* de redondance, Bruni-Tedeschi s'est efforcé de ne jamais souligner le texte explicitement et d'éviter tout pathos. L'*amplification* des voix parlées accentue leur prépondérance et le divorce entre la scène et la fosse empêche de retirer une impression *synthétique de l'ensemble.*

Le jeu réaliste des acteurs (Jacques Dacqmine, Marie Déa, Jean-Marie Bernicat), la mise en scène ingénieuse et soignée de Pierre Médecin, le décor d'apocalypse imaginé par Annelies Corrodi et Jean Blancon, ne parviennent pas à animer, au sens propre, cet ouvrage pétri de bonnes intentions et pétrifié par elles. Les chœurs et l'Orchestre philharmonique de Nice ont accompli des prouesses, sous la direction de Spiros Argiris, pour vaincre des difficultés assez comparables à celles du *Moïse et Aaron* de Schœnberg. Elément le plus réconfortant d'une entreprise comme celle-là dont l'utilité serait contestable s'il n'était nécessaire de se maintenir toujours prêt à aborder des créations.

GÉRARD CONDÉ.

Communication

Le plan de sauvegarde des salles de cinéma

Les professionnels approuvent mais restent inquiets

Ni révolution, ni même réforme profonde. *Le plan de sauvegarde des* salles de cinéma, préparé par le ministère de la culture et de la communication, ne prétend pas régler à lui seul la crise du septième art. *« Aux professionnels aussi de prendre leurs responsabilités »*, dit-on Rue de Valois. Mais à situation d'urgence, plan d'urgence, et M. Jean-François Court, le directeur adjoint du cabinet de M. François Léotard récemment désigné comme « médiateur », a confirmé lundi 30 novembre la demi-douzaine de mesures décidées en faveur des exploitants frappés par l'effondrement de la fréquentation (*le Monde* du 1er décembre).

Parallèlement, la Rue de Valois organisera à la mi-décembre la « table ronde » cinéma-télévision promise par M. Léotard. Au menu : la mise à plat des rapports entre les deux médias (grille, quota, coupure publicitaire, coproduction).

« Notre ministre de tutelle a enfin compris la gravité de la crise », commentait-on, lundi soir, tant à la Fédération nationale des cinémas français (FNCF) que dans les grands circuits. Et tous d'approuver, prudemment, des *« mesures qui paraissent aller dans la bonne direction »*. Mais les professionnels déploraient déjà leur faible montant — la FNCF réclamait 300 millions de francs, — leur *« saupoudrage »* et leur financement incertain. Le rééquilibrage des rapports cinéma-télévision attirait cependant les critiques les plus vives. *« M. Léotard ne doit pas se contenter d'un rôle d'arbitre mais peser de toute son autorité sur les chaînes »*, réclament les professionnels. La menace d'une « grève du bordereau » — le refus de payer la taxe frappant les billets — n'est nullement levée. La FNCF réunira jeudi prochain un conseil fédéral extraordinaire pour en décider.

P.-A. G.

La fabrication de Télécom 2

Matra pourrait être préféré à l'Aérospatiale

Matra semble aujourd'hui bien placé pour enlever le contrat de fabrication du satellite Télécom 2. Un contrat de trois milliards de francs qui tomberait à point pour la firme de M. Jean-Luc Lagardère, qui, écartée en janvier du programme Eutelsat, réalise 20 % de son chiffre d'affaire spatial sur les satellites de télécommunications.

A la direction générale des télécommunications (DGT), on affirme que rien n'est signé et que les négociations continuent. Mais les experts de la DGT et de la direction générale de l'armement, les deux commanditaires de Télécom 2, ont jugé la proposition de Matra plus intéressante techniquement et commercialement que celle de l'Aérospatiale.

Les trois satellites Télécom 2 remplaceront, en 1991, la génération des satellites Télécom 1. Outre les communications militaires, ils assureront les liaisons téléphoniques et la transmission de télévision vers les DOM-TOM. Sur chaque satellite, onze répéteurs de télévision arroseront l'Europe avec une puissance de 55 watts et une largeur de bande de 36 MHz, des performances supérieures à celle du satellite luxembourgeois Astra. La DGT, qui confirme ainsi ses ambitions dans le secteur de l'audiovisuel, estime que les programmes de télévision pourront être reçus avec des antennes individuelles de 50 à 75 centimètres.

● **Vote favorable à l'augmentation de capital de *l'Evénement du jeudi.*** — Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de l'hebdomadaire *l'Evénement du jeudi*, réunie le dimanche 29 novembre au palais de la Mutualité à Paris, a voté majoritairement en faveur d'une augmentation de capital de 20 millions de francs. Cette augmentation, qui doublerait le capital actuel (21,5 millions de francs), sera faite par l'émission de 40 000 actions de 500 F. Les actionnaires actuels bénéficieront d'un droit préférentiel. M. Jean-François Kahn, directeur de l'hebdomadaire qu'il a fondé à l'automne 1984, a demandé cette augmentation de capital pour soutenir la politique de diversification dans la presse écrite de *l'Evénement du jeudi*. Celle-ci, amorcée par la reprise de *Paroles et musiques*, de *Sciences et techniques* et par une participation de 8 % au capital du *Matin de Paris* (*le Monde* du 26 novembre), pourrait se poursuivre par la création d'un mensuel axé sur les grands débats culturels, à laquelle réfléchit M. Kahn. Ce dernier a indiqué qu'une entrée en Bourse de *l'Evénement* n'était pas souhaitable, une offre publique d'achat (OPA) étant toujours à craindre.



Communication

Annonçant un bénéfice en forte augmentation

Havas mise sur l'international et s'intéresse à la presse quotidienne régionale

Le PDG d'Havas, M. Pierre Dauzier est optimiste : même si l'action du groupe publicitaire, victime du krach boursier, est descendu en dessous de son cours de privatisation, les résultats, eux, sont plus qu'encourageants. Lors de l'assemblée générale du 27 novembre, M. Dauzier a évalué les bénéfices 1987 à 540 millions de francs, en augmentation de 26 % sur l'année précédente. Havas est « dopé » par les spectaculaires résultats de Canal Plus et par la reconduction jusqu'en 2003 du très rentable contrat de régie sur l'annuaire téléphonique (l'Office d'annonces, ODA).

Pour M. Dauzier, l'heure est maintenant au développement international. Eurocom et Belier ont conclu des alliances à l'étranger. Information et Publicité s'implante sur le marché allemand des médias, qui s'ouvre à la publicité commerciale. Canal Plus se lance à l'assaut de la télévision payante en Belgique en association avec la Société générale de Belgique. L'Office d'annonces prospecte des marchés hors des frontières.

En France, Havas se désengage des régies de la presse magazine en cédant Interdeco à Hachette et se concentre sur la communication en région. Toutes les branches d'activités régionales (affichage, régies de la presse quotidienne, gratuits) seront regroupées au sein d'une filiale, Havas Participations. Une restructuration qui annonce de futures prises de participations dans le capital de quotidiens de province.

Pour financer l'ensemble de ce développement, Havas a demandé à ses actionnaires l'autorisation d'augmenter sur cinq ans le capital social de 500 millions et de faire appel au marché financier à hauteur de 1,5 milliard de francs. Mais aucune opération sur fonds propres n'est prévue dans les mois qui viennent. Havas préfère utiliser pour le moment une ligne de crédit bancaire à options multiples de 1,5 milliard de francs négociée par la Société générale, le Crédit lyonnais et le Crédit agricole.

J.-F. L.

● **M. Hervé Guéneron rédacteur en chef de *Paris-Normandie*.** — M. Hervé Guéneron, quarante ans, a été nommé rédacteur en chef du quotidien régional de Rouen *Paris-Normandie* (groupe Hersant) ; il succède à Marc Rauzier, décédé il y a deux semaines. M. Guéneron est entré à *Paris-Normandie* en 1975, d'abord comme rédacteur chargé du Parlement, puis comme chef du bureau parisien. Depuis 1982, il était éditorialiste et chef des informations générales au siège du journal. Il est diplômé de l'IEP de Paris et de l'École supérieure de journalisme de Lille.

Les débuts de la télévision locale

La Commission nationale de la communication et des libertés a donné, le 30 novembre, son feu vert pour une télévision privée dans la région de Toulouse. L'autorisation a été accordée au projet Télé-Toulouse regroupant le quotidien la *Dépêche du Midi*, la banque Courtois, la Société d'exploitation du câble (où la ville est majoritaire) et la Compagnie générale des eaux (déjà présente dans le câble). Télé-Toulouse devrait démarrer au premier trimestre 1988 avec une heure de programme par jour mêlant informations locales, magazines, courts métrages et informations pratiques. Un budget annuel de 11 millions de francs est prévu pour 6 millions de recettes la première année. Le déficit est supporté par la Compagnie générale des eaux.

Les départements d'outre-mer, eux, devront patienter encore quelques semaines avant de recevoir leurs autorisations. Après deux semaines d'auditions publiques sur les projets en Martinique, Guadeloupe et Réunion, la CNCL a demandé aux candidats un supplément d'informations. La composition des tours de table, les liens avec les chaînes nationales, la part de production locale, restent encore flous dans nombre de dossiers.

Le tour de France des télévisions locales continuera avec la région lyonnaise, où les candidatures devront être déposées avant le mois de février. La CNCL avait lancé aussi quelques appels d'offres pour des décrochages locaux associés à la Cinq ou à M 6. Elle n'a reçu que très peu de réponses. Il est vrai que ce type d'association entre chaîne nationale et télévisions locales ne semble séduire aucun des deux partenaires.

Qu'apporteront ces stations locales à un paysage audiovisuel déjà très encombré ? L'expérience de Rennes, lancée il y a huit mois sur un canal du réseau câblé, donne déjà une idée des difficultés que rencontreront les professionnels de la communication locale.

J.-F. L.

L'apprentissage de TV Rennes

De notre envoyé spécial

« Approchez mesdames et messieurs, le spectacle a commencé... » Il a commencé le 21 mars dernier, jour où le président de la République en personne est venu baptiser TV Rennes et son réseau câblé. Huit mois plus tard, la chaîne locale fait déjà partie du quotidien. Même si le réseau câblé qui relie 34 000 foyers ne compte encore que 1 500 abonnés !

Le matin, lorque, après la conférence quotidienne, l'équipe — cinq permanents, six pigistes — se retrouve autour d'un café, on sent la *« fierté d'avoir réussi à démarrer une télé »*. Même si les moyens sont limités et le public encore très restreint. *« 13 % de nos abonnés regardent très souvent TV Rennes, 40 % de temps en temps »*, affirme M. Jean-Pierre Marilley, le directeur de Rennes Citévision, la société gérant le réseau câblé. *« Il n'y a pas 10 % de leurs abonnés qui regardent le canal local, 8 % qui suivent leur journal »*, corrige un haut responsable de FR 3 qui fait réaliser ses propres sondages.

Malgré l'effort de la ville — un apport de 5 millions de francs d'investissements —, la chaîne sait qu'il lui faudra limiter longtemps ses ambitions : 5 millions de francs seulement de budget annuel, dont la moitié pour le personnel. C'est peu. Mais comment faire plus tant que la publicité pour la distribution ou le télé-achat (indispensables à tout équilibre économique) ne toucheront pas un nombre conséquent d'abonnés ?

Avec un budget aussi réduit, TV Rennes ne peut prétendre à la production originale. Fictions, documentaires, films ou magazines, tout ou presque est acheté à des chaînes françaises ou américaines. La concurrence ayant fait flamber les prix, l'approvisionnement d'une télévision locale n'est pas chose aisée même lorsqu'il s'agit de trouver un vidéo-clip qui ne pèse pas trop lourd sur le budget. La couleur locale, c'est avant tout quelques jeux, les débats et l'information qui la donnent.

« Nous sommes dans une phase de séduction », reconnaît sans fard Alain Latimier. Une démarche que l'on retrouve à l'antenne. *« Tout est bon pour faire parler les Rennais »*, continue ce jeune rédacteur en chef, *« parce que les gens ont envie de se voir à l'écran. »* L'homme de la rue s'exprime, c'est vrai, souvent au micro. Et les enfants des écoles, de passage à l'exposition « Rennes au futur », n'ont pas été sevrés de télévision. Au risque parfois, pour TV Rennes, de paraître verser dans une information peu dérangeante. Ou si peu.

Même balbutiante, l'information de la télévision locale fait l'objet d'une surveillance attentive des élus politiques. En 1983, les subventions indirectes accordées par la municipalité à une radio privée plutôt à gauche avaient déclenché une violente polémique. Pour éviter tout nouveau débat, TV Rennes a tenu à donner des gages de pluralisme. Si la production de la télévision est confiée à Citévision, contrôlée par la Caisse des dépôts, la responsabilité éditoriale reste entre les mains de la société locale d'exploitation du câble (SLEC).

« J'ai essayé de monter une structure qui fasse consensus », plaide M. Martial Gabillard, président de la SLEC et adjoint du maire de Rennes, M. Edmond Hervé. Une instance de recours, d'arbitrage. Son conseil d'administration n'est-il pas ouvert aux représentants politiques locaux — deux socialistes, un communiste et un élu de la droite — en fonction de l'équilibre actuel du conseil municipal ? Ne le sera-t-il pas bientôt aux principales forces économiques, scientifiques et culturelles de la région ? *« Jusqu'à présent*, se félicite-t-il, *il n'y a eu ni polémique ni même de protestations. L'opposition paraît plutôt satisfaite. »*

Un propos que M. Francis Battais, dans son modeste bureau du groupe de l'Union de l'opposition à la mairie, nuance, mais ne dément pas. Il n'y a, *« pour l'instant »*, aucun contentieux. Mais, ajoute-t-il, *« on n'empêchera jamais un élu, huit jours avant une échéance difficile, d'être tenté de faire une télévision, M. le maire »*. L'équipe de TV Rennes ne serait-elle pas un gage d'indépendance ? *« Beaucoup viennent du milieu associatif »*, rétorque-t-il, lourd de sous-entendus. Conserverait-il l'actuelle équipe de TV Rennes si, d'aventure, la mairie changeait de camp ? *« Je la mettrais à l'épreuve »*, répond-il après un silence embarrassé...

La toute jeune télévision de Rennes ne laisse pas non plus la concurrence indifférente. Le quotidien *Ouest-France* pourrait prendre une participation dans la société d'exploitation du câble. Même FR 3 sent l'urgence d'ajuster sa programmation en multipliant l'information sur la vie rennaise et en expérimentant bientôt la télévision du matin.

PIERRE-ANGEL GAY.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Regard sur l'échiquier ce dimanche avant 19 heures

1 *La dernière chance*

Il y a deux ans, dans ces colonnes mêmes, je vous livrais sans façon mes pronostics sur l'élection présidentielle. Pour ce qui n'était pas encore la majorité, je mettais en tête M. Barre. Si ce qu'est devenu la majorité a encore des chances de l'emporter, c'est toujours M. Barre qui sera président. Pour ce qui était alors la majorité, dans ma boule de cristal je voyais M. Rocard. Oui, il y a Mitterrand. Et M. Mitterrand a des chances raisonnables d'être réélu s'il se présente à nouveau. Je dirais d'une façon irrespectueuse : le pauvre ! Il est en effet plus raisonnable de sa part de penser qu'il serait réélu que de briguer un second mandat.

Ce qui est si difficile pour les couples, la septième année, si l'on en croit les comédies américaines de la belle époque, l'est plus encore pour un président. Et dans ce pays de têtes chaudes, finir sa présidence à la tête des sondages ne sera pas l'un des plus minces titres de gloire de M. Mitterrand. A sa place, n'importe qui, moi le premier, se représenterait. Mais, Dieu merci, M. Mitterrand n'est pas le premier venu, il n'a pas la cervelle d'un écrivain ou d'un quidam, c'est le président, et ce qui aurait pu pousser n'importe quel homme politique à se présenter peut justement l'en dissuader, lui qui n'a plus besoin de tenter de l'être pour l'avoir été.

Evidemment, il y a M. Rocard. C'est M. Rocard qui pose problème, c'est lui et lui seul, qui pourrait faire changer d'avis M. Mitterrand s'il existait quelqu'un d'autre que lui capable d'influer sur sa décision. Car, face à M. Barre, il n'y a que M. Rocard. M. Chevènement a certainement des idées, M. Fabius de l'avenir et déjà un passé, M. Delors se voit assez bien premier ministre de M. Barre, et M. Hernu ne désespère pas d'ici aux grandes élections de nous sortir un de ces *Rainbow-Warrior* dont il a le tonitruant secret, ce sont des atouts dont je reconnais la valeur, ils n'assureraient pas en 1988 à ces éventuels candidats la certitude d'être présents lors du deuxième tour.

Si ces messieurs, en admettant que l'un d'eux se présente, n'ont aucune chance d'être élus, ils en ont fait assez pour que M. Rocard, tout en gardant la cote pour ce qui est de sauter victorieusement la première haie, trébuche sur la seconde. Il semblait déjà fragile, l'appui jusqu'ici fourni par son parti n'a pas dissipé cette impression. CQFD. Ainsi, M. Rocard aura besoin de tout le soutien du président pour avoir quelque chance d'être élu, et s'il est battu quand même, qu'eût-ce été sans ce généreux secours ? M. Mitterrand, en conscience, hors des partis, des ambitions personnelles, peut juger alors qu'il est de son devoir de se dévouer pour tenter de préserver ce qui reste des conquêtes sociales, humaines de la gauche et l'unité du pays. On le voit, la position de M. Mitterrand sur l'échiquier est rudement plus confortable que celle de M. Rocard. Quoi qu'il fasse. Et s'il se présente, contre tout candidat. C'est tentant. Son âge que l'on met en avant avec beaucoup d'imprudence pour le décourager ou décourager les populations me semble une tentation supplémentaire. Au moment des élections, il n'aura que soixante et onze ans, et s'il va jusqu'au bout de son mandat soixante dix-huit ans. Depuis quand cet âge a-t-il dissuadé nos hommes politiques de s'occuper de notre sort et les Français de s'enticher de ces beaux vieillards qui leur font don de leur personne ?

Dans le plus grand désordre, je citerais comme donneurs universels Pinay, Pétain et Clemenceau, ce siècle en est vraiment débordé ! Par contraste, M. Mitterrand a l'air, non pas d'un jeune homme, ce terme ne lui sied guère et il ne devait pas être à son avantage quand il l'était, mais d'un Romain dans la force de l'âge.

Si je fais l'impasse sur M. Chirac, qui n'a pas fini de caracoler, dont la campagne électorale sera très vivante et qui a certainement une riche carrière de premier ministre devant lui, c'est que, si ses défauts crèvent l'écran, ses qualités mêmes le desservent. C'est dommage, car c'eût été un président de la République sympathique, assez humain somme toute. La chance du RPR, ç'aurait été M. Pasqua. Mais si M. Chirac est cet éternel lieutenant qui attend en vain des ordres impossibles puisqu'ils ne pourraient venir que de lui, sans doute M. Pasqua est véritablement modeste. Et à son âge, pense-t-il, on ne se refait pas, on ne change pas d'emploi. Vraiment, si j'étais RPR, je commencerais à me morfondre. Après la mort de de Gaulle, ceux qui se réclamaient du général se sont consolés, conservés comme ils ont pu, en gardant la présidence de la République, celle du gouvernement et quelques autres sinécures dodues.

A la mort de Pompidou, Chirac, par d'habiles manœuvres, leur a fait perdre successivement la présidence de la République et le poste de premier ministre.

Qu'à cela ne tienne, Giscard ne l'emporterait pas au paradis, on allait voir ce qu'on allait voir : on perdit, en effet, tout. Mais cette cure d'opposition allait avoir des vertus miraculeuses. Le RPR en sortirait rajeuni, vivifié ! Effectivement, après cinq ans de socialisme, le RPR redevenait le premier parti de la majorité, loin derrière le PS, mais un peu devant son concurrent. M. Chirac aura été deux ans premier ministre et M. Chaban-Delmas aura retrouvé, avec moins de vivacité dans le jarret mais un inexprimable bonheur, son perchoir de l'Assemblée. Vieux compagnons perclus de souvenirs et de bosses, cette médiocre parenthèse, cette particule de pouvoir, était-ce là votre espoir ? En 1988, quand vous aurez ramassé votre troisième et, je le crains, dernière gamelle, de vous voir concéder après l'hypothétique départ de M. Poher, depuis vingt ans podagre à son poste, la présidence du Sénat, ce Sénat qui fit chuter, souvenez-vous en, de Gaulle, est-cela votre sens de la fidélité ?

2 *A l'attention de M. Balladur*

La phrase qui vous sert de titre, *« Je crois en l'homme plus qu'en l'Etat »*, m'envoûte, monsieur, dans sa banalité plus que vous n'auriez pu l'espérer en l'écrivant. Ne croyez pas que je vous cherche noise. Ce que je vais vous dire, j'aurais pu en faire part à M. Bérégovoy, à son prédécesseur M. Delors et à tous les ministres des finances qui se sont succédé depuis que je suis un bon contribuable. Il ne s'agit pas non plus de vous reprocher ce que vous me faites payer. Ce serait du dernier vulgaire. Du président de la République au simple citoyen, tout le monde est d'accord : les impôts sont trop lourds, mais comment les baisser si l'on veut préserver notre système de sécurité sociale, de solidarité nationale. Même M. Reagan, qui était le parangon de la modération fiscale, va devoir mettre un peu de taxe dans son Coca-Cola. Après ce que les Français viennent de perdre à la Bourse, ce serait le comble s'ils avaient moins d'impôts à payer. Moins il y a d'argent, vous le savez mieux que moi, plus il faut imposer l'argent qui reste.

Et d'ailleurs, ces Français qui avaient assez d'argent pour faire les malins, pour perdre étourdiment des milliards sur des valeurs qui n'avaient vraiment pas besoin de leurs services — vous le dites vous-même, cette baisse n'est que passagère, donc l'argent perdu ne servait à rien ! — vous ne me ferez pas croire qu'en raclant leurs tiroirs ils ne trouveront pas d'argent pour payer des impôts qui sont utiles à tous. Dans un premier temps, vous offrez à des gens qui ne le méritent pas les plus beaux fleurons de notre patrimoine, et c'est Saint-Gobain, et c'est Suez, et c'est le Crédit commercial, et c'est un cadeau tous les jours ; dans un deuxième temps, vous baissez leurs impôts sur le revenu tout en leur conservant leur égoïste protection sociale, mais monsieur, ce n'est plus croire en l'homme, c'est être sa dupe. A force d'être bon, vous finirez pas être poire !

Ce que j'ai à vous dire, j'aurais pu le confier à vos prédécesseurs : vos services ne fonctionnent plus très bien. Il y a, si vous le voulez, une *soviétisation* en douceur, à la française, de votre administration. Et c'est cette soviétisation — je donnerai ultérieurement la définition de ce mot — qui explique, en partie, l'échec de votre politique libérale. Je veux dire pour être précis qu'en dix-huit mois les Français *« qui ne s'intéressent pas à la politique »* n'ont perçu aucune différence entre votre gouvernement et celui qui le précédait.

Sur l'essentiel, vous avez copié vos prédécesseurs. Au poids des nationalisations massives, vous avez répliqué par le choc des privatisations. Aux maladresses doctrinales des socialistes, vous avez ajouté les vôtres. Vous n'avez pas compris que les Français, à l'exception des militants, n'avaient pas lu davantage votre programme que celui du PS et qu'ils s'en moquaient autant. Ce qu'ils réclamaient dans les deux cas, c'est de respirer, que l'administration soit mise au pas. C'était votre chance, vous l'avez loupée. La semaine prochaine, par quelques exemples concrets, je tâcherai de vous éclairer.

3 *Christiane Massia*

Mon amie Françoise Verny prétend que je préfère les livres de cuisine à la littérature. Ce n'est pas exact. Ce qui est vrai, c'est que je pense que les éditeurs ont meilleur goût dans leur choix quand ils s'occupent de cuisine que lorsqu'ils s'occupent de littérature. Ainsi, je donne 20/20 à J.-C. Lattès lorsqu'il publie *les Révolutions du palais, Histoire sensible des vins*, de Pierre Coste (préface d'Emile Peynaud, 99 F) et un peu moins lorsqu'il publie cette trilogie romanesque qui a fait tant parler d'elle. Mais c'est peut-être grâce à l'argent de cette trilogie que *les Révolutions du palais* ont vu le jour !

Christiane Massia, c'est autre chose. Dans *le Plaisir de cuisiner* (Flammarion, 245 F), la belle et bonne dame de la rue de Dantzig, la duchesse d'*Aquitaine* nous confie avec précision et savoir ce qu'elle aime. *« A l'exception des pommes Golden, du lait de longue conservation, du sucre glace et des tomates de Hollande, j'aime tous les produits de la cuisine ! » Le Plaisir de cuisiner* est un livre qui vous ouvre l'appétit, qui vous donne l'envie de mettre la main à la pâte. En 1939, si Christiane Massia avait été de ce monde, « mourir pour Dantzig » n'aurait pas semblé si ridicule !

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LES PETITS PAS. Bouffes du Nord (42-39-34-50), 20 h 30.

MACBETH. LE SOMMEIL. Centre Mandapa (45-89-01-60), 20 h 30.

LES BUVEUSES DE PLUIE. Saint-Denis. *Théâtre G.-Philipe* (42-43-17-17), 18 h 30.

LA BONNE ANNA. Théâtre Michel (42-65-35-02), *18 h 30 et 21 h 30.*

PLEURE PAS, GILBERT. Palais des Glaces (46-07-49-93), 19 h.

PAVA KATHAKALI. *Marionnettes de* l'Inde. Maison des cultures du monde (45-44-72-30). Du 1er au 6 décembre. 14 h 30 et 20 h 30.

NOUS SOMMES SI JEUNES, NOUS NE POUVONS PAS ATTENDRE. Suresnes. Emballage Théâtre (45-06-13-10), 21 h.

LE TRIOMPHE DE L'AMOUR. TEP (43-64-80-80), 20 h 30.

JONATAN LE MAT. Neuilly. L'Athlétic (46-24-03-83), 20 h 30.

HOMMAGE A LOUIS JOUVET. Théâtre du Rond-Point (42-56-60-70), 20 h 30.

HERMAN VAN VEEN. La Cigale (42-23-38-00), *20 h 30.*

ANTOINE-SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Taupe : 20 h 45.

ARCANE (43-38-19-70). Le Vœu : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). Le Miracle de Théophile : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Prince et le Marchand : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Capitaine Bada : *20 h 30.*

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. Elvire Jouvet 40 : 18 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). Zouc : 20 h 45.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Les Petits Pas (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). L'Excès contraire : 20 h 45.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15). Le Temps, le fou : 21 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. La Vénus à la fourrure et Les Pragmatistes : 20 h 30. Les Pragmatistes : 20 h 30.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Macbeth, le sommeil : 20 h 30.

CIRQUE D'HIVER (47-00-10-07). On achève bien les chevaux : *20 h 30.*

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Resserre. *Bérénice : 20 h 30.*

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Les Dindons de la farce tranquille : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Auditorium. Grand Morceaux oratoires Des femmes dans la révolution : 18 h 30. Salle Richelieu. La Poudre aux yeux, Monsieur de Pourceaugnac : 20 h 30. Monsieur de Pourceaugnac, la Poudre aux yeux : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Trop cher payé : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Péripatéticiens : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). *Epoque épique : 20 h 30.*

ESPACE KIRON (43-73-50-25). Le Reflet enfui : 21 h.

ESPACE *PIERRE CARDIN* (42-66-17-81). The Normal Heart : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Le Chef-d'œuvre sans queue ni tête : 18 h 30. La Légende de Mélusine : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien ! : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). L'Eloignement : 21 h.

GALERIE 55 (43-26-63-51). Be Trayal : 21 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). La petite chatte est morte : 19 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Le Chant de Noël (A Christmas Carol) : 18 h 30. Le Latin aux rubans : 20 h 30.

HOTEL LUTÉTIA (SALON TRIANON) (45-48-74-28). Le Traducteur cleptomane *ou la disparition : 20 h 45.*

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Lettre d'une inconnue : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER-THÉATRE OUVERT (42-62-59-49). Conversations conjugales : 21 h.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Inventaires : 19 h 30. Bivouac (Festival d'automne à Paris) : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Première Jeunesse : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 20 h 15. Carmen Cru : 22 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). *Baby Sitting : 19 h. L'Etonnante Famille* Bronté : 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). *Théâtre noir. Contes bariolés, suivi du* Chant du cygne : 20 h. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 21 h 30. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Un riche, trois pauvres : 21 h 15.

MADELEINE (42-65-07-09). *Les Pieds* dans l'eau : 21 h.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). Lecture-rencontres : 20 h 30.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Pava kathakali : 20 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Bal des monstres : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). Kean : 20 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La *Menteuse : 21 h.*

MATHURINS (42-65-90-00). L'Idiot (Théâtre, Musique, Danse dans la ville) : 20 h 30.

MÉNAGERIE DE VERRE (43-38-33-44). Gouttes dans l'océan : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Anna : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). Double *Mixte : 20 h 30.*

MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). *Le* Secret : 21 h.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). *C'était hier : 21 h.*

NICOLAITE DE CHAILLOT (45-54-84-59). Le Festin de Balthazar : 20 h 30.

ODÉON (COMÉDIE-FRANCAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Festival d'automne à Paris) : 19 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). *Léopold le bien-aimé* : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). *Grande salle. La Madeleine Proust à* Paris : 21 h. Petite salle. Pleure pas Gilbert Trio : 19 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). L'Affaire du courrier de Lyon : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Rencontres du *Palais royal : de Lucifer à* Cyrano, du plaisir de dire non : 14 h 30. L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Y'a bon Bamboula : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Reine mère : 20 h 45. Salle II. Ma chère Rose : 21 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Crimes du cœur : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Un jardin *en désordre : 20 h 45.*

ROSEAU-THÉATRE (ANCIEN THÉATRE DE L'EPICERIE) (42-71-30-20). *Le Puceau d'Orléans : 20 h 30.*

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Les Seins de Lola : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-*23-35-10). Le Baiser de la femme-araignée* : 21 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Comme on *regarde tomber les feuilles : 20 h 45.*

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Les Juges du ciel : 20 h 45.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Le Triomphe de l'amour : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle I. L'Ecume des jours : 20 h 30. Salle II. Huis Clos : 20 h 30.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-88). Les Evadés : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Arthur (Les 3 Jeanne) : 21 h.

Mardi 1er décembre

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Quel Petit Vélo ? : 21 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. L'Honneur de Rodrigue ou l'*Histoire du Cid* : 14 h 30 et 10 h. Théâtre Gémier. Une lune pour les déshérités : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Le Détournement d'avion le plus fou de l'année : 22 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Peinture sur soi : 19 h. Profession imitateur ! Et en plus... : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Sylvie Joly : 21 h.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) DAUMESNIL (43-44-07-90). Zingaro : 20 h 30.

Les concerts

GOETHE-INSTITUT (47-23-61-21) : 19 h : Greg Schutz et Thomas Hitslberger (deux pianos). Œuvres de Max Reger. Entrée libre.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16), 18 h 30 : Concert lecture. Ralph Markham et Kenneth Broadway (pia.). Histoire d'une création, œuvres de Savouret, Stravinski, Pank et Louie. Entrée libre. 20 h 30 : Quatuor de Cleveland. Intégrale Beethoven. Entrée libre.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30), 21 h : Christian Petrescu, piano. Hommage à Ravel. De 80 F à 135 F. 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. par W. Doerner, avec *S. Bishop Kovacevich (pia.).* Œuvres de Haydn, Beethoven et Schermann. De 40 F à 160 F.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-20-36-37), 20 h 30 : Jessye Norman (soprano), avec G. Parsons. Œuvres de Haydn, Mahler, Poulenc, Berg, Poulenc et Strauss. De 40 F à 330 F.

NEUILLY-SUR-SEINE (47-47-86-84), 20 h 30 : Jean-Pierre Wallez et Gérard Calvi (violon et piano). Œuvres de Bach à Gershwin. De 60 F à 80 F.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Pacific Express (1939, v.o.s.t.f.), de Cecil Blount de Mille, 16 h ; les Tuniques écarlates (1940, v.o.s.t.f.), de Cecil Blount de Mille, 19 h ; la Tendresse ordinaire (1972), de Jacques Leduc, 21 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-35-57)

Relâche.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Relâche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de *Bois, 5e (43-37-57-47).*

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet *Bastille, 11e (43-57-90-81)* ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA BAMBA (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE BAYOU (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

BOIRE ET DÉBOIRES (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA BONNE (**) (It.) : Maxévilles, 9e (47-70-72-86).

COLÈRE EN LOUISIANE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88).

LE CRI DU HIBOU (Fr.-It.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Français Pathé, 9e (47-70-33-88).

DÉMONS DANS LE JARDIN (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

LA FAMILLE (It.-Fr., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS 2 (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA FOLLE HISTOIRE DE L'ESPACE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HOUSE II (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; *Marignan Concorde* Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6e* (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

JOHANN STRAUSS, LE ROI SANS COURONNE (Fr.-Autr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; *UGC Lyon Bastille, 12e* (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

MALADIE D'AMOUR (Fr.) : *George V,* 8e (45-62-41-46).

MISSION (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NADINE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC *Danton*, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES NOCES BARBARES (*) (Bel.-Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

NOCE EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE NOM DE LA ROSE (*Fr.-It.-All.*, v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07).

LES NOUVEAUX TRICHEURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

L'ŒIL AU BEURRE NOIR (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC *Biarritz*, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PÊCHEURS DE REQUINS (Mex., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LA PHOTO (Gr., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

PRICK UP YOUR EARS (*) (*Brit.*, v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

RADIO DAYS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE REPENTIR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

SI TU VAS A RIO... TU MEURS (Fr.-Brés.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; *Maxévilles, 9e (47-70-72-86)* ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE SICILIEN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; *Les Montparnos, 14e* (43-27-52-37).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., *v.o.) : Forum Orient Express, 1er* (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

SUPERMAN IV (A., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2e *(42-36-83-93)* ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

TANT QU'IL Y AURA DES FEMMES (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TUER N'EST PAS JOUER (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LES VRAIS DURS NE DANSENT PAS (*) (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

WHO'S THAT GIRL ? (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : George V, 8e *(45-62-41-46)* ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon *Bastille, 12e (43-43-01-59)* ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Ciné *Beaubourg, 3e* (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

ZEGEN (*) (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LES FILMS NOUVEAUX

ACCROCHE-CŒUR. Film français de Chantal Picault : Forum Arc-en-Ciel, 1er *(42-97-53-74) ; Le Galaxie,* 13e (45-80-18-03) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

APOLOGY. Film américain de Robert Bierman, v.o. : Forum Orient *Express, 1er (42-33-42-26)* ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxévilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; *Mistral, 14e (45-39-52-43)* ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LE DERNIER EMPEREUR. Film *anglo-italien de Bernardo Bertolucci*, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, *6e* (42-22-57-97) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; *La Pagode, 7e* (47-05-12-15) ; Marignan Concorde Pathé, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-00-47) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; *14 Juillet Beaugrenelle,* 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Mayfair Pathé, 16e (45-25-27-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français Pathé, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e *(43-43-04-67) ; Fauvette*, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LES FORCES DU MAL (*) Film américain de Guy Magar, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

HOLLYWOOD SHUFFLE. Film américain de Robert Townsend, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

HOPE AND GLORY. Film britannique de John Boorman, v.o. : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Impérial Pathé, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille Pathé, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e *(42-22-72-80) ; La Pagode, 7e* (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenue *Montparnasse*, 15e (45-44-25-02) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, *15e (48-28-42-27)* ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MAXIMUM OVERDRIVE. Film américain de Stephen King, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-*16-16) ; v.f. :* Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

NUIT DOCILE. Film français de Guy Gilles : Gaumont les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TAMPOPO. Film japonais de Juzo Itami, v.o. : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VEILLÉE. Film espagnol de J.M. Martin Sarmiento, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 DÉCEMBRE

« Chefs-d'œuvre du Prado », 10 heures, entrée du Petit Palais (Arts et curiosités).

« Le siècle de Picasso au Musée d'art moderne », 13 heures, 11, avenue du Président-Wilson (Mathilde Hager).

« *Passages couverts autour de la* Butte des Moulins », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurection du passé).

« Hôtels du Marais nord, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« La sculpture romane au Musée des monuments français », 15 heures, entrée du musée, place du Trocadéro (Monuments historiques).

« La Bourse du commerce et l'aménagement contemporain des Halles », 15 heures, entrée Bourse du commerce, rue de Viarmes (Monuments historiques).

« *Dans l'île Saint-Louis,* la bibliothèque polonaise », 15 heures, 6, quai d'Orléans (Isabelle Hauller).

« De la fresque *au vitrail, au Musée* des monuments français », 15 heures, Palais de Chaillot, entrée du musée (Approche de l'art).

« Victor Hugo en sa maison », 15 heures, 6, place des Vosges (Anne Ferrand).

« Trésor des princes celtes », 17 h 30, Grand Palais, dans le hall (Jeanne Angot).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles du palais (Michèle Pohyer).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Paul », 14 h 30, métro Sully-Morland (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« De Méliès à Yves du Manoir : le Père-Lachaise méconnu », 14 h 30, porte principale, boulevard de *Ménil*montant (V. de Langlade).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (E. *Romann*).

« L'art portugais au dix-neuvième siècle », 14 h 45, Petit Palais, avenue *Winston-Churchill, entrée de l'exposi*tion (Approche de l'art).

« Le réservoir souterrain de Marie de *Médicis et l'infirmerie Marie-Thérèse* », 15 heures, devant le 71, avenue Denfert-Rochereau (Monuments historiques).

« Auguste Rodin dans *l'hôtel de* Biron », 15 heures, 77, rue de Varenne (Monuments historiques).

« Aux archives nationales : les cartes du territoire français, de la féodalité à Louis XVI », 15 heures, 87, rue Vieille-du-Temple (Isabelle Hauller).

« L'Opéra, de Garnier à Chagall », 15 heures, dans le hall (Didier Bouchard).

« Dans l'église Sainte-Marguerite », 15 h 15, 36, rue Saint-Bernard (Simone Barbier).

JEUDI 3 DÉCEMBRE

« Manet et Degas », 10 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (Arcus).

CONFÉRENCES

MERCREDI 2 DÉCEMBRE

3, rue Rousselet, 14 h 30 : « Introduction à l'art espagnol » (Arcus).

Hôtel national des Invalides (escalier B, 2e étage), 18 heures : « Terrorisme et média », débat animé par D. Wolton, D. Herman et D. Bigo, sous la présidence de l'amiral Lacoste (Institut français de polémologie).

Sorbonne, amphithéâtre Descartes, 18 h 15 : « La symptogénèse, faits et perspectives », par Alain Privat, directeur de recherche à l'INSERM (Mouvement de la responsabilité scientifique).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare (2e étage), 20 heures : « L'arbre des religions » (AGEASAC).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Lois de la santé et de la pathologie mentales. Nouvelle psychiatrie, nouvelle psychanalyse », par Yves Diézal (Psycho-santé).

JEUDI 3 DÉCEMBRE

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 15 heures : « Sites bibliques, d'Abraham à Salomon » (Odette Boucher).

11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « La cathédrale de Bourges » (Simone Saint-Girons).

11, rue Payenne, 19 heures : « Le design textile suédois vu par une Française », par Monique Dronson (Centre culturel suédois).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Le plan bleu, perspectives méditerranéennes pour les quarante prochaines années », avec Serge Antoine (Centre Varenne).

20, rue des Tanneries, 20 h 30 : « Avignon, cité des papes et Villeneuve-lès-Avignon, monuments et musées », par le Père Denis Galtier (Couvent Saint-Jacques).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 1er décembre

TF 1

20.30 Ciné-star : Comme un boomerang □ Film français de José Giovanni (1976). Avec Alain Delon, Charles Vanel, Carla Gravina, René Maguelon, Louis Julien. **22.30 Ciné-star** (suite). De Michel Denisot. Invités : Guy Bedos, Bernard Giraudeau, Caroline Cellier, Olivia Brunean. **23.30 Journal. 23.40 La Bourse. 23.45 Permission de minuit.** Emission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.30 Les dossiers de l'écran : les Orgueilleux ■ Film français d'Yves Allégret (1953). Avec Michèle Morgan, Gérard Philipe, Victor-Manuel Mendoza, Michèle Cordoue (N.). ▶ **22.15 Débat : Michèle Morgan face aux téléspectateurs.** A l'occasion de la Fête du cinéma, qui se tiendra du 2 décembre au 28 février 1988, dans la grande halle de La Villette. **23.30 Informations : 24 heures sur A2. 0.00 Entrez sans frapper.** Emission présentée par Christian Barbier et Evelyne Dress.

FR 3

20.35 Feuilleton : Holocauste. De Marvin Chomsky. Avec Fritz Weaver, Rosemary Harris, Joseph Bottoms, James Woods, Meryl Streep (rediff.). Dernier épisode : Les rescapés. **22.35 Journal. 23.00 Magazine : Décibels.** Avec Les Communards ; extraits du groupe Sommerville ; présentation des Transmusicales.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Psychose II ■ Film américain de Richard Franklin (1982). Avec Anthony Perkins, Vera Miles, Meg Tilly, Robert Loggia, Dennis Franz. **22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : le Flic de Beverly-Hills** ■ Film américain de Martin Best (1984). Avec Eddie Murphy, Judge Reinbold, John Ashton (v.o.). **0.05 Cinéma : les Vacances de M. Hulot** ■■■ Film français de Jacques Tati (1953). Avec Jacques Tati, Louis Perrault, Nathalie Pascaud, Michel Rolla, André Dubois. **1.30 Cinéma : *Rosemary's Killer*** ■ *Film américain de Joseph Zito (1982).* Avec Vicki Dawson, Chris Goutman, Farley Granger, Lawrence Tierney.

LA 5

20.30 *Cinéma* : Dracula père et fils ■ Film français d'Edouard Molinaro (1976). Avec Bernard Menez, Christopher Lee, Marie-Hélène Breillat, Xavier Depraz. **22.15 Série : Spenser.** Incompréhension. **23.10 Série : Baretta.** Le grand-père. **0.00 Série : Max la menace** (rediff.). **0.25 Feuilleton : Le temps des copains. 0.50 Les cinq dernières minutes.** Les petits d'une autre planète (rediff.).

M 6

20.30 *Téléfilm* : Le triangle des Bermudes. De William A. Graham, avec Fred Mac Murray, Sam Groom, Donna Mills. **22.05 Série : Maîtres et valets.** Joyeux Noël (rediff.). **22.55 Journal. 23.05 Météo. 23.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. Avec Roger Hanin. **23.55 Magazine : Médiation. 0.25 Musique : Boulevard des clips.** Spécial chanson française. **1.40 Clip des clips.** Le chouchou de la semaine : Johnny Hallyday.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. La musique arabo-andalouse. **20.30 Archipel science.** André Brahic, les nouvelles du système solaire. **21.30 Itinéraire du théâtre arabe. 22.40 Nuits magnétiques.** Les jeunes (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Le Quatuor Cleveland. Quatuor à cordes no 6 en si bémol majeur op. 18 no 6 ; Quatuor à cordes no 7 en fa majeur op. 59 no 1 ; Quatuor à cordes no 14 en ut dièse mineur op. 131, de Beethoven, par le Quatuor Cleveland (Donald Weilerstein et Peter Salaff, violons, James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle). **22.30 L'univers non tempéré.** Musique traditionnelle des Asturies et de l'Andalousie, par Equidad Bares (chant), Guy Bertrand (flûte à trois trous et hautbois) ; *Dominique Regeff* (rebec, vielle). **23.07 Club d'archives.** *Eoardo Toldra* dirige l'Orchestre de la Radio de Suttgart (1954).

Mercredi 2 décembre

TF 1

13.35 Feuilleton : Haine et passions. 14.20 Feuilleton : C'est déjà demain. 14.45 Club Dorothée. Goldorak ; GI Joe ; Bioman ; Minipouss ; Les Bioniques ; Mask ; On pense à toi ; Le Top junior ; Les jeux. **17.30 Variétés : Jacky show.** Emission animée par Jacky. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mamnix.** Prenez garde à la peinture. **19.00 Feuilleton : Santa Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.26 Tapis vert et tirage du Loto. 20.30 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. *Invités* : Bernard Giraudeau, *Caroline Cellier*, Régine, Demis Roussos, Michel Fugain, Spagna, *Axel Bauer*, *David Hallyday*, clip Pink Floyd, Rick Ashley, Sabine Paturel. **22.30 Magazine : Destins.** Emission de Frédéric Mitterrand et Patrick Jeudy. Ce soir : Brigitte Bardot. **23.30 Journal. 23.45 La Bourse. 23.48 Permission de minuit.** De Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

13.45 Série : Les rues de San-Francisco. La balle sous l'épaule. **14.40 Récré A 2.** Tchaou et Grodo ; Zorro ; Quick et Flupke ; L'empire des cinq ; Ritej ; Bogus ; Heidi ; Les mystérieuses cités d'or ; Galaxy rangers ; Comédie de Récré A 2. **17.25 Magazine : Mambo satin.** De Billy Bourne. Au sommaire : Impro match ; Hisse et Ho ; Voyage au centre du hamburger ; Mambo ciné. **17.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Michel Fugain, Guesh Patti ; *Magic Platters*, *Animo*. **18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : *Ma sorcière bien-aimée*.** La vérité sort de la bouche *des enfants*. **18.45 Jeu : *Des chiffres et des lettres*.** *D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont*. **19.05 INC.** *Le contrôle technique des voitures.* **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Magny.** Comme un neveu sur la soupe. **20.00 Journal. 20.30 L'heure de vérité.** *L'invité* Laurent Fabius répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, *Jean-Louis Lescène* et Jean Bothorel *(le Figaro)*. **22.15 Magazine : Des sourires et des hommes. 23.30 Informations : 24 heures sur A2. 0.00 Basket.** Coupe d'Europe des clubs champions (Orthez-Cologne).

FR 3

13.30 Magazine : La vie à pleines dents. Spécial jeunes. Présenté par Pierre Nicolas. Extraits de films, des jeux, des clips. **14.00 Magazine : Décibels** (rediff.). **14.30 Feuilleton : Trakal** (*5e épisode*). **15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Ne mangez pas les marguerites.** Une grande amitié. **17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure.** De Marie *Lallouet* et Yves Meyssirel. **17.35 Magazine : Ciné-hit.** Présenté par Vincent *Perrot* et *Caroline Tresca*. **18.00 Dessin animé : *David le gnome*.** *10e épisode* : David, le docteur. **18.30 Feuilleton : *Studio folies*.** *8e épisode* : Troisième âge en folie. **19.00 Le 19-20 de l'information.** *De* 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La peau. **20.05 Jeux : La classe.** Présenté par Fabrice. ▶ **20.35 Théâtre : les Fausses confidences.** Cycle Marivaux. Comédie en trois actes, créée en 1737 ; mise en scène de Jean Piat, avec Jean Piat, Jacques Eyser, Simone Eine, Bernard Dhéran, Micheline Boudet. **22.20 Journal. 22.45 Magazine : Océaniques.** Paul Claudel et *le Soulier de satin* : autoportrait. **23.35 Musiques, musique.** Concours international de violon Zino Francescatti. Sonate no 1, de Prokofiev, et Caprice, de Paganini, par Reiko Watanabe, violon.

CANAL PLUS

14.00 Série : Batman. 14.25 *Série* : Rawhide. 15.10 Documentaire : Les allumés *du sport*. Le saut de l'ange en deltaplane. **15.40 Téléfilm : *Sur* les traces du passé. 17.20 Série : Max Headroom. 17.45 Série : Les épées de feu. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Zygo.** La caméra indiscrète chez les Belges. **18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 30.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Cabu, Jacques Volcouve, Andréa Ferréol. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et les Nuls. **20.35 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Une amie qui vous veut du bien** □ Film américain de David Greenwalt (1985). Avec C. Thomas Howell, Lori Zoughlin, Kelly Preston, Dee Wallace Stone. **22.30 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Thérèse** ■■ *Film français d'Alain Cavalier (1986)*. Avec Catherine Mouchet, Aurore Pietro, Sylvie Habault, Ghislaine *Mona*, *Hélène Alexandris*. **0.05 Cinéma : Désordre** ■ Film français d'Olivier Assayas (1986). Avec Wadeck Stanczak, Ann-Gisel Glass, *Lucas* Belvaux, *Rémi* Martin, Corinne Dacla. **1.30 Téléfilm : Commando pour un casse.** *De* Michael Thornhill, avec John Sheerin, Tony Rickards, Tim Hughes.

LA 5

13.30 Série : Insiders. Ça passe ou ça casse. **14.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 16.05 Série : Buck Rogers.** La légion noire. **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz.** Les soldats de papier. **17.20 Dessin animé : Dans les Alpes avec Annette.** Un espoir pour Denis. **17.45 Dessin animé : Jeanne et Serge.** Un match très difficile. **18.10 Série : Riptide.** Le concours. **19.00 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow.** Emission de Stéphane Collaro. Avec l'affaire Luis Trio, Gérard Lenorman, Mylène Farmer, *Emmanuelle*. **21.50 Série : La loi de Los Angeles. 22.45 Série : Arabesque.** La *nuit* du cavalier sans tête. **23.40 Série : *Le renard*.** Dimanche sanglant. **0.45 Série : Maigret.** Liberty *Bar*. **2.15 Feuilleton : *Le temps des copains*.**

M 6

13.00 Série : Cher oncle Bill. *Faux départ (rediff.).* **13.30 Série : *Le frelon vert*.** Deux flics pourris. **14.00 Magazine : Ciné 6 première.** *L'actualité des films de la semaine.* **14.35 Musique : Clip fréquence FM. 15.30 Magazine : Starter. 16.05 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. 19.05 Série : Cher oncle Bill. 19.30 Série : Hawaï police d'Etat.** Tous les chevaux du roi. **20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Les passions de Céline.** Réalisée par Josée Dayan. Avec Cécile Paoli, François Marthouret (2e épisode). **21.00 Série : Falcon Crest.** Révélations. **21.50 Magazine : Libre et change.** Emission de Michel Polac. Sur le thème « Les livres de ma vie », sont invités : Pierre Desgraupes et Pierre Dumayet. **23.05 Journal et météo. 23.20 Série : Mash.** La promotion. **23.50 Magazine : *Club 6*.** De Pierre Bouteiller. Avec Brigitte Fossey. **0.35 Musique : Boulevard des clips.** Les groupes féminins. **1.40 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. *La langue et ses passions.* **21.30 Correspondances.** *Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.* **22.00 Communauté des radios publiques de langue française. 22.40 Nuits magnétiques.** Les jeunes (2e partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 novembre à l'Auditorium des Halles) : Divertissement I (*Ouverture d'Amadis* ; Amour trop indiscret ; Plainte de Vénus sur la mort d'Adonis ; Petite Chaconne ; Rochers, vous êtes sourds ; Réponds charmante nuit ; Dieu des enfers) ; Divertissement II (Ouverture de Psychée ; Deh piange al pianto mio ; Chaconne d'Amadis) ; Divertissement III (Entrée d'Apollon ; Espoir si cher et si doux ; Si l'amour vous soumet ; Air pour les démons et les monstres ; Passacaille d'Armide), de Lully, par le Capriccio Stravangante, dir. Skip Sempe. **23.07 Jazz club.**

Audience TV du 30 novembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.3	Santa Barbara 23.4	Actual. région. 9.6	Actual. région. 3.6	Nulle part 2.0	Porte magique 7.6	Oncle Bill 5.1
19 h 45	57.9	Roue fortune 24.9	Magny 12.2	Actual. région. 4.6	Nulle part 5.6	Boulev. Bouvard 8.1	Daktari 2.0
20 h 16	68.0	Journal 25.4	Journal 19.8	La classe 10.7	Nulle part 4.6	Journal 4.6	Daktari 4.1
20 h 55	74.1	Réveillon Bob 34.5	Coup parapluie 18.3	Holocauste 9.6	Frères Pétard 2.0	Parfum femme 7.6	L'Etalon 6.1
22 h 08	43.1	Les trophées 9.1	Amérique noire 8.6	Pub 4.6	Canal foot 0.5	Parfum femme 17.3	Brigade de nuit 3.6
22 h 44	31.5	Les trophées 9.1	Amérique noire 8.6	Océaniques 4.1	Les dingues 0.5	Matlock 6.1	Brigade de nuit 3.6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 1er décembre à 0 h TU et le dimanche 6 décembre à 24 h TU.

Après le temps froid et brumeux mercredi, le ciel se couvrira par le Sud-Ouest jeudi. Les nuages se dirigeront lentement vers l'Est du pays vendredi et se généraliseront à toutes les régions samedi et dimanche. Pluies, verglas, neige seront associés à ce temps couvert. Les chutes de neige seront plus nombreuses sur l'Est de la France.

Mercredi : temps généralement froid et ensoleillé

Du Nord et de la Champagne à L'Ile-de-France, à la Bretagne, à l'Aquitaine et au Midi-Pyrénées, la matinée sera brumeuse et froide, avec quelques bancs de brouillard givrant par endroits.

L'après-midi s'annonce bien ensoleillée.

De l'Alsace à la Bourgogne et au Massif Central, la couverture nuageuse sera abondante en première partie de journée. Quelques chutes de neige ou de pluie verglaçante risquent même de se produire par moments.

Le soleil reprendra le dessus dans l'après-midi.

Sur Rhône-Alpes et Franche-Comté, le ciel restera nuageux ou très nuageux du matin au soir, avec quelques flocons de neige en matinée.

Le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte-d'Azur connaîtront un temps largement ensoleillé.

En Corse, nuages et éclaircies se disputeront le ciel. Des averses se produiront encore.

Le vent d'est sera assez soutenu sur la moitié nord, plus faible sur la moitié, sud.

Les températures minimales, *toujours* négatives dans l'intérieur, seront comprises entre 0 et – 2 degrés. Elles pourront s'abaisser aux alentours de – 5 degrés par endroits. Les régions côtières, plus tempérées, garderont des températures positives, de l'ordre de 3 à 5 degrés.

Jeudi : pluies, verglas sur le quart Sud-Ouest, soleil ailleurs. Après dissipation des brumes et brouillards, le temps sera ensoleillé sur une grande partie de la France. Cependant, un temps couvert, accompagné de pluies, s'étendra à tout le Sud-Ouest, gagnant le soir Vendée, Sud-Bretagne, Centre, Massif Central. Les pluies seront localement précédées de verglas.

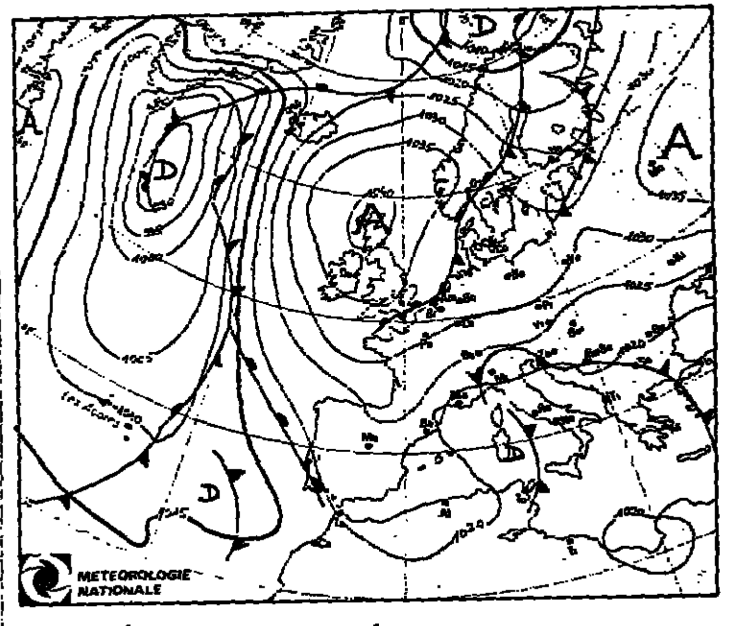
Vendredi 4 décembre : pluies, verglas local, flocons dans l'Est.

Le temps couvert gagnera toutes les régions de France au cours de la journée. Les précipitations se produiront sur la plupart des régions excepté, le Nord et le Nord-Est. Les pluies seront précédées, dans l'intérieur, de verglas par endroits. Des chutes de neige se produiront sur le Centre-Est et le Massif Central.

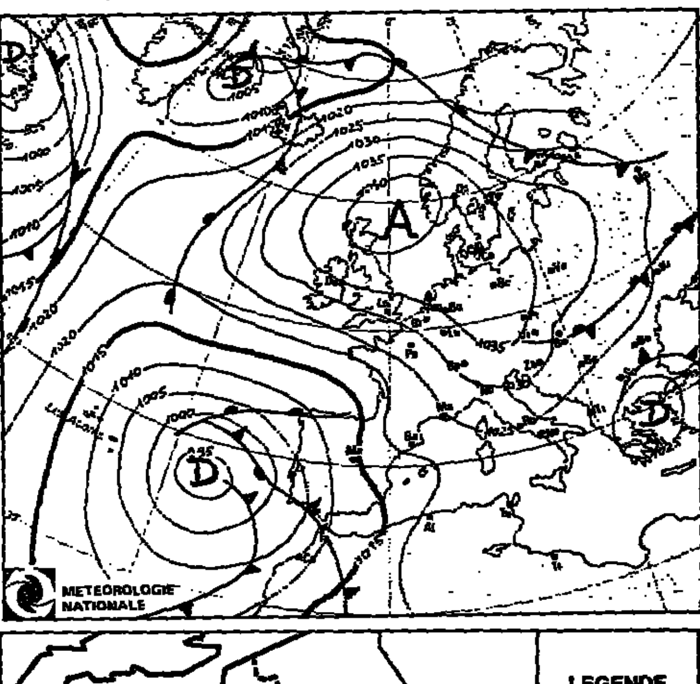
Samedi et dimanche, temps couvert avec pluies, faible neige et verglas sur l'Est.

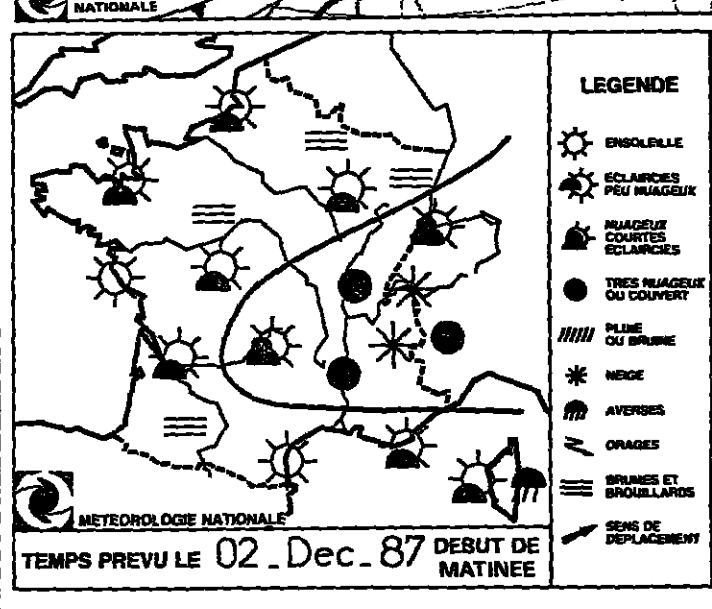
Le temps restera couvert sur toutes les régions avec des passages pluvieux, ou neigeux dans l'Est. Les pluies seront précédées de verglas dans l'intérieur sur les régions Est et Nord de la France.

SITUATION LE 1er DÉCEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 30-11 à 6 heures TU et le 1er-12-1987 à 6 heures TU — le 1er-12-1987

FRANCE	max	min	temps
AJACCIO	13	3	D
BIARRITZ	9	–1	B
BORDEAUX	6	–1	D
BOURGES	5	0	*
BREST	8	0	C
CAEN	4	0	B
CHERBOURG	5	4	A
CLERMONT-FERR.	2	1	C
DIJON	5	2	P
GRENOBLE St-M-H	4	2	C
LILLE	4	0	B
LIMOGES	3	0	C
LYON	4	3	C
MARSEILLE-MAR.	9	–2	D
NANCY	4	1	*
NANTES	5	–1	D
NICE	14	7	N
PARIS-MONTS.	6	1	B
PAU	8	–1	C
PERPIGNAN	12	–2	D
RENNES	6	–3	D
ST-ÉTIENNE	2	1	C
STRASBOURG	4	1	C
TOURS	4	0	D
TOULOUSE	1	–1	C
POINTE-A-PITRE	32	23	D
ÉTRANGER			
ALGER	15	7	N
AMSTERDAM	7	–1	B
ATHÈNES	17	10	D
BANGKOK	30	21	C
BARCELONE	13	1	N
BELGRADE	13	5	B
BERLIN	6	–2	C
BRUXELLES	5	–1	B
LE CAIRE	24	22	P
COPENHAGUE	5	–4	B
DAKAR	30	22	D
DELHI	27	9	D
DJERBA	17	9	N
GENÈVE	4	3	C
HONGKONG	11	10	C
ISTANBUL	16	10	P
JÉRUSALEM	18	11	D
LISBONNE	11	8	P
LONDRES	7	4	C
LOS ANGELES	18	8	D
LUXEMBOURG	3	–1	C
MADRID	12	–4	D
MARRAKECH	22	11	D
MEXICO	23	11	B
MILAN	8	6	P
MONTRÉAL	5	3	D
MOSCOU	–3	–5	B
NAIROBI	25	14	N
NEW-YORK	15	8	C
OSLO	–6	–8	D
PALMA-DE-MAL.	14	–2	D
PÉKIN	0	–9	D
RIO-DE-JANEIRO			
ROME	13	5	N
SINGAPOUR	31	24	P
STOCKHOLM	–1	–6	D
SYDNEY	29	20	P
TOKYO	9	3	A
TUNIS	16	8	D
VARSOVIE	4	–3	B
VENISE	9	8	C
VIENNE	5	4	P

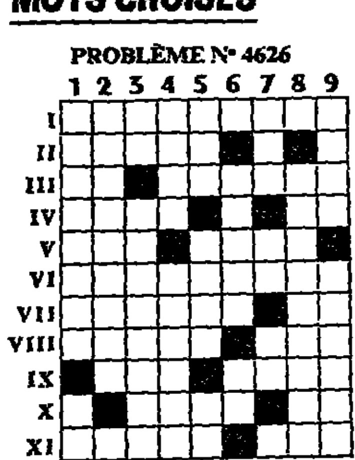
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 4626



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui n'a certes pas l'esprit de corps. – II. Qui aurait tort de vouloir trop souvent sa part du gâteau. – III. Pronom. Demoiselle qui se complaît au bord de l'eau. – IV. Il est préférable qu'il garde la chambre. Point de chute de maintes migrations saisonnières. – V. Pièce à l'appui. Endroit où ne peuvent pas fleurir les soucis. – VI. Ne doit pas nécessairement être près de l'eau pour que l'on puisse écluser. – VII. Est idéal pour se former. Pronom. – VIII. De quoi jouir parfois d'un bon crédit. Arrivés à bon port. – IX. Il serait vain de l'envoyer au diable. Susceptible de nous filer entre les mains. – X. Attisait les flammes. Est présent dans des cabinets. – XI. Enlever un collier, par exemple. Assez vert pour faire rougir.

VERTICALEMENT

1. Ce n'est pas dans la gueule du loup qu'il se fourre parfois. Où certains ont réussi à faire leur trou. – 2. Des hommes qui savent dresser la table. – 3. Personnel. Utiles pour faire le marché. – 4. Son malheur a fait le bonheur d'un autre. Ce n'est pas de la sève qui coule dans son tronc. – 5. Est fait de pierres. En proie à une incontrôlable réaction. A toujours fait déplacer les foules. – 6. En présence desquels nous mettons plus que notre grain de sel ! Variété de cactus. – 7. Est visible sur une crinière. Adverbe. Conjonction. – 8. Obligent parfois à enguirlander sans qu'il soit nécessaire de se fâcher. – 9. Destinée à être prise en main. Qui amène à rendre un verdict.

Solution du problème no 4625

Horizontalement

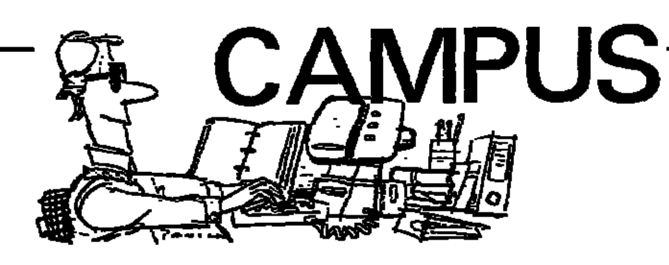
I. Endettes. – II. Soudeur. – III. Cire. Gin. – IV. Arénicole. – V. Rentrés. – VI. Ter. Tes. – VII. Ou. Sirène. – VIII. Une. Terne. – IX. Ci. Bagou. – X. Héron. Lit. – XI. Alto. Su.

Verticalement

1. Escarmouche. – 2. Noire. Unie. – 3. Durent. Râ. – 4. Edentés. Bol. – 5. Té. Irritant. – 6. Tu. Ce. Reg. – 7. Ergostérol. – 8. Il. Ennuis. – 9. Ane. Sée. Tu.

GUY BROUTY.

Education



Les atouts de l'Ouest

L'OUEST a de bons atouts pour son développement scientifique et technologique, mais son poids est encore insuffisant. Tel est le constat qui ressort d'une étude de l'OREAM (Organisation régionale d'études d'aménagement) sur *« le mouvement technopolitain dans l'Ouest »*. La région doit ajouter le potentiel de ses trois capitales universitaires (Rennes, Nantes et Poitiers) pour atteindre le niveau d'Aix-Marseille ou de Lyon. Mais elle dispose pour progresser de solides points d'appui : une couverture équilibrée du territoire grâce à la présence de six villes universitaires (outre les trois capitales, Brest, Angers et Le Mans), un bon potentiel de formations techniques courtes (BTS, IUT) et longues (grandes écoles), *des centres de recherche de qualité* et *surtout l'amorce* d'un fonctionnement en réseau, permettant une mise en valeur harmonieuse de ses moyens.

C'est pourquoi l'OREAM souhaite le développement d'une politique régionale s'appuyant sur les points forts de chaque centre. A Rennes, les télécommunications et l'informatique, les productions animales ; à Brest, l'océanographie ; à Nantes, la mécanique et les matériaux, *le génie civil et l'énergétique, la pêche et les produits marins* ; au Mans, l'intelligence artificielle, les polymères ; à Angers, l'automatique et la robotique, les productions végétales, la mécanique et la métallurgie ; à Poitiers, la biologie et l'aérotechnique...

F. G.

★ *Formation supérieure et recherche. Le mouvement technopolitain dans l'Ouest.* Juin 1987, OREAM, 3, place des Garennes, BP 711, 44 027 Nantes Cedex. Tél. : 40-73-36-07.

40 000 francs pour de futures ingénieures

Plus de trois mille filles, élèves de première, ont retiré, en 1987, un dossier de candidature à la Bourse de la vocation scientifique et technique des femmes. Cinquante lauréates ont été sélectionnées sur concours. La délégation à la condition féminine renouvelle en 1988 cette expérience avec des bourses d'un montant de 40 000 francs, versés, en quatre annuités dès le début des études supérieures. Les dossiers de candidature sont disponibles à la préfecture de région (délégation à la condition féminine). Ils sont à retourner avant le 18 janvier 1988. Le concours aura lieu le 9 mars.

★ Délégation à la condition féminine, *138, rue de Grenelle, 75 007* Paris. Tél. : (16) 45-50-32-12.

L'Agora de la rue d'Ulm

L'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm ouvrira ses portes, les 4 et 5 décembre, pour ses Rencontres de l'Agora, réunissant élèves et représentants des entreprises. Des débats seront organisés sur « L'analyse économique et l'entreprise », « L'historien et son public », « Les sciences cognitives », « Langage et publicité », « Interface chimie-biologie », « Comment naissent les Startups ? » et « Un cadre européen pour la recherche et l'industrie ».

★ ENS, 45, rue d'Ulm, 75 005 Paris.

Prévention contre le vol

Pour fêter son trentième anniversaire, l'Institut de sciences pénales et de criminologie de l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-en-Provence organise, les 4 et 5 décembre, un colloque *« sur un thème d'actualité qui nous concerne tous : la prévention des occasions de vol »*. Placé sous le patronage du ministère de l'intérieur, cette manifestation s'adresse *« non seulement aux professionnels de la sécurité, mais aussi aux utilisateurs, industriels et commerçants soucieux de s'assurer efficacement contre le risque de vol »*.

★ *Faculté de droit et de sciences* politiques, 3, avenue Robert-Schuman, 13 628 Aix-en-Provence.

LETTRES

James Baldwin, une conscience révoltée

(Suite de la première page.)

Une façon de marquer l'étendue du fossé séparant les communautés blanche et noire. Mais Baldwin fut lui aussi confronté à d'autres obstacles qui se dressaient, ceux-là, au sein même du mouvement œuvrant pour les droits civiques.

De Martin Luther King, dont il fut l'ami, il dira, toujours en 1963 : *« C'est un grand homme, mais il atteint la fin de sa course. Il n'est plus possible de subir tant de coups, tant d'humiliations, tant de désespoirs, tant de promesses non tenues, sans que quelque chose ne casse. »*

Dans la foulée, il s'en prit également aux *Black Muslims* (partisans de la création d'un Etat noir indépendant sur le territoire des Etats-Unis), dont il critiqua les méthodes *« sinistres »*. Ni mouton ni loup, Baldwin se retrouvera souvent placé entre l'enclume et le marteau. Il ne reniera cependant jamais ni ses idéaux ni ses engagements dont l'œuvre écrite constituait un prolongement naturel. En témoignent ses autres essais comme *Chassés de la lumière*, ses romans *(L'homme qui meurt, Si Beale Street pouvait parler* et, plus récemment, *Harlem Quartet)*.

Inlassablement, il répète le credo de l'identité noire, sa volonté de voir les siens reconnus. Une position qui l'amène à déclarer que le problème noir n'existe pas : à ses yeux, tout vient des Blancs et de leurs préjugés.

Mais la fin des années 60 voit le déclin du mouvement noir aux Etats-Unis, miné par ses dissensions et ses querelles internes. Baldwin, qui durant treize ans s'est battu pour la cause noire sur le sol américain, décide de le quitter à nouveau pour *venir s'intaller définitivement* en France, à Saint- Paul-de-Vence. Baldwin continue d'écrire, mais s'il défend encore ses idéaux, il n'a plus véritablement le souffle sacré. En 1981, il publie *Meurtres à Atlanta*, une enquête sur les meurtres de *vingt-huit enfants noirs assassinés en* deux ans à Atlanta. Un livre terne – comme son dernier roman *Harlem Quartet* (1) – qui eut d'ailleurs du mal à trouver un éditeur aux Etats-Unis.

James Baldwin, le vieux lion, était fatigué. Sans amertume, il racontait ses combats passés, les militants perdus, les amis disparus. Pour lui, la situation des Noirs américains n'avait pas évolué, elle s'était même aggravée du fait de la crise. Mais il ne regrettait rien. Homme d'une seule foi, il n'a jamais quitté le chemin poudreux de l'espoir. L'espoir d'un monde qui restait encore à rêver.

BERNARD GENIÈS.

★ Les livres de James Baldwin ont été traduits chez Gallimard, puis chez Stock.

(1) « Le Monde des livres » du 18 septembre.

Le Carnet du Monde

Fiançailles

– M. Claude REOLON et Madame, née Micheline Michaux, font part des fiançailles de leur fille

Sandrine avec **Remi RABANEL**,

fils du

docteur Jean-Robert RABANEL et Madame, née Simone Denefle.

La Varenne-Saint-Hilaire.
Clermont-Ferrand.

Décès

– Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc ADENIS, agrégé de l'Université,

survenu à la Salpêtrière, le dimanche 29 novembre 1987, dans sa cinquantième année.

Ses obsèques auront lieu à Talloires (Haute-Savoie), le mercredi 2 décembre, dans l'intimité familiale.

5, clos de Verrières,
91370 Verrières-le-Buisson.
19, rue Greffier,
45100 Orléans.

– *Mme Martine Michaut*,
Mme Félix Antonini,
M. et Mme François Antonini,
Dominique et Marie-Hélène,
M. et Mme Dominique Leonardi,
Hélène et Marie-Pascale,
Tous ses amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jules ANTONINI,
ancien membre du Conseil constitutionnel,
secrétaire général honoraire de la SNCF,
grand officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la France libre,
Silver Laurel Leaf,

survenu à Paris le *29 novembre 1987*.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 3 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal-Amette, Paris-15e, suivie de l'inhumation au cimetière d'Ymeray-Gallardon (Eure-et-Loir).

– Claudine et Pierre Horisberger,
leurs enfants Blaise, Aline, Christian,
et leur compagnons à Neufchâtel,
Antoinette Bremond et Suzanne Millet en Ardèche,
Isabelle et André Micard
et leur fille Christine à Amiens,
Claire et Louis Emery,
leurs enfants Jacques, Olivier et leurs compagnes à Genève,
Marianne et Bruno Lemaire-Micard
et leur fils Sébastien,
Mme Henri Nussle-Bremond,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Arnold Bremond,
ses enfants et petits-enfants,
Les descendants de Mme Emile de Trey-Pittet,
Les descendants de M. Laurent Emile Bremond,
Les familles Estanove, Arbousse-Bastide, Nicole,
Les descendants de M. et Mme Edouard Favre-Gautier,
Mlle Evelyne Gallou,
Ainsi que les familles parentes et les amis,
ont le chagrin d'annoncer le décès du

docteur Jean BREMOND,

enlevé à leur affection le 24 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le vendredi *27 novembre*, au temple de Vandœuvres (Genève).

« Dieu est amour. »

Grospierres,
07120 Ruoms.
24, rue Principale-Creuse,
80480 Saleux.

– Mme Pierre Foucault,
née Madeleine Bouffier,
son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre About,
Céline, Emmanuel et Gautier,
M. Edouard Foucault,
M. et Mme Jean-Paul Foucault,
Olivier et Stéphane,
M. et Mme Jacques Hersant,
Isabelle et Véronique,
M. et Mme Daniel Foucault,
Justine, Elise et Clémence,
M. et Mme Alfred Bouffier,
Charles, Stéphanie et Victor,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Foucault, Dagousset et Bouffier,
ont la douleur de faire part du décès, le 28 novembre 1987, de

M. Pierre FOUCAULT,

dans sa quatre-vingtième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 2 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Hyppolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Muids (Eure), à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. et Mme Fred Samuel,
Mme *Pierre Halphen*,
M. et Mme Henri Samuel,
M. et Mme Patrick Halphen,
M. et Mme Jean-Marc Loubier,
M. et Mme Bernard Meyer,
M. et Mme Bernard Halphen,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert HALPHEN,

survenu le 27 novembre 1987.

L'inhumation aura lieu le jeudi 3 décembre, à 9 heures, au cimetière du Montparnasse.

– Hélène Mayer,
son épouse,
Emmanuel Mayer,
son fils,
Ses sœurs et ses frères,
Ainsi que leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri Daniel MAYER,

survenu dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

1, rue *Léon-Dierx*,
75015 Paris.

– Il a plu au Seigneur de rappeler *dans sa lumière*

M. Jean MENU,
officier de la Légion d'honneur,

décédé le 30 novembre 1987, dans sa soixante-septième année.

De la part de
Mme Jean Menu,
son épouse,
Du contrôleur des armées et Mme Jacques Menu
et de leurs enfants,
De M. Yves Menu
et de ses enfants,
De M. et Mme Alain Petit de Mirbeck
et de leurs enfants,
Des familles Menu, Basquier, Clicques, Debaisieux, Douchet, Dupret, Fayolle, Perreire.
ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, cousins et cousines.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, le mercredi 2 décembre 1987, à 11 heures.

Elle sera suivie de l'inhumation dans la stricte intimité au cimetière d'Arras.

Les condoléances seront reçues sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Ancelle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Paul Marchelli,
président,
Le comité exécutif,
Le comité confédéral de la Confédération française de l'encadrement-CGC,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MENU,
ingénieur des Ponts et chaussées,
officier de la Légion d'honneur,
ancien secrétaire général de la Fédération des ingénieurs et cadres des industries *minières et atomiques* (MINATOM),
ancien secrétaire général de la CGC,
président de la CFE-CGC de 1979 à 1984,
président des assemblées confédérales depuis 1984,
questeur au Conseil économique et social,
président de l'AGIRC,
conseiller d'Etat *en mission extraordinaire*,

survenu le 30 novembre 1987.

CFE-CGC,
30, rue de Gramont,
75002 Paris.

– M. Jean Matteoli,
président du Conseil économique et social,
Les membres du bureau du Conseil économique et social,
Les membres du Conseil économique et social,
Le secrétaire général du Conseil économique et social,
Et l'ensemble du personnel du Conseil économique et social,
ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Jean MENU,
président de la commission spéciale du Plan,
questeur au Conseil économique et social,

survenu le 30 novembre 1987.

– Emile Boursier,
vice-président,
Le bureau et le conseil d'administration de l'Association générale des institutions de retraite des cadres,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean MENU,
président de l'AGIRC depuis 1973,
officier de la Légion d'honneur,
conseiller d'Etat en mission extraordinaire,
membre du Conseil économique et social.

Association générale des institutions de retraite des cadres,
4, rue Leroux,
75116 Paris.

(Le Monde du 1er décembre.)

– Le bailli prince Guy de Polignac,
Le comte et la comtesse Roland de Chambure,
leurs enfants et petits-enfants,
La princesse Eileen de Polignac,
La *princesse Seyna* de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse de Nattes
et leurs enfants,
Le prince Henri-Melchior de Polignac,
M. et Mme Jacques Dupuy,
leurs enfants et petits-enfants,
Le prince Louis de Polignac,
La marquise de Bagneux,
ses enfants et petits-enfants,
Le prince Edmond de Polignac,
ses enfants et petits-enfants,
La princesse Thérèse de Polignac Mascarenhas de Barros,
ses *enfants et petits-enfants*,
M. le duc et Mme la duchesse de Polignac
et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de la

princesse Guy de POLIGNAC,
née Gladys Hélène Marie Castener Dupuy,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille du combattant volontaire de la Résistance,
médaille d'argent de la Reconnaissance française,
médaille d'or de la Fédération nationale *des décorés du travail*,
grand-croix d'honneur et de dévotion et grand-croix du Mérite de l'ordre souverain de Malte,
grand-croix de l'ordre constantinien de Saint-Georges,

survenu le 28 novembre 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 4 décembre 1987, à 11 heures, *en l'église Saint-François-Xavier*, sa paroisse, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e.

Un service religieux, suivi de l'inhumation, sera célébré à Polignac (Haute-Loire), le lundi 7 décembre 1987, à 11 heures.

– Le Vénérable Maître,
Les officiers
Et les membres de la respectable loge « Le Monde » du Grand Orient de France
ont la douleur de faire part du passage à l'Orient éternel de leur frère

Jacques QUERNÉ.

On se réunira au crématorium du cimetière intercommunal de la *Fontaine-Saint-Martin de Valenton*, le vendredi 4 décembre, à 10 h 45.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Gémissons ! Gémissons ! Espérons !

– M. et Mme Pierre Carraud,
leurs enfants et leur petit-fils,
M. Jean-Claude Vignes,
Mme Michelle Vignes,
Mme Chantal Vignes
et son fils,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacques VIGNES,
née Hélène Charbonneaux,

survenu à Reims, le 11 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, en l'église de Villers-Allerand.

4, villa de Saxe,
75007 Paris.

– Mathilde Wintenberger,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

André WINTENBERGER,
ingénieur civil des Mines,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 26 novembre 1987, à Nancy, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 30 novembre 1987, à *15 h 15, en l'église* Sainte-Thérèse de Metz.

14, *rue de Belchamps*,
57000 Metz.

Remerciements

– Ne pouvant répondre à toutes les personnes qui lui ont témoigné tant de marques de sympathie et d'amitié à l'occasion du décès du

docteur Pierre AGEORGES,

Mme Nathalie Ageorges
leur exprime ici ses remerciements émus.

– Marcelle Maitron
Et ses enfants,

dans *l'incapacité de* répondre individuellement à tous ceux qui se sont associés à leur peine, les prient de croire à leur profonde reconnaissance.

– L'Isle-sur-la-Sorgue. Lyon. Angers. Epinal. Besançon.

M. Paul Marquis,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants
Et toute sa famille,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Françoise MARQUIS,

prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Il y a cinq ans nous quittait notre chère

Régine COURTIN.

Celles et ceux qui l'aimaient se souviennent.

– Le 2 décembre 1985,

Nathalie

nous a quittés.

Elle aura toujours vingt-quatre ans.

Son tendre sourire nous manque.

« Quand il n'y a plus qu'un seul monde, où elle est morte, le roman est fini... »
« Quand ta mort sera finie, je serai mort. »

Jacques Roubaud.

– Mme Georges Goldfeil,
rappelle avec émotion le souvenir de son fils tant aimé

Jacques ORSERO,

décédé le 1er décembre 1983.

Conférences

Le Centre culturel de la jeunesse libanaise (CCJL) a l'honneur de vous inviter à deux rencontres témoignages :
1re rencontre, le mardi 1er décembre, à 20 h 30, avec Bourhane Alawie, *cinéaste, réalisateur de « Beyrouth, la rencontre »* ; Père Attalah, animateur du mouvement culturel d'Amtelias ; Georges Corm, économiste et sociologue, universitaire et écrivain ; Hassan Hamade, journaliste, auteur de nombreux articles sur la non-violence au Liban ; animateur, Noram Melhem, juriste et universitaire.
2e rencontre, le vendredi 4 décembre, à 20 h 30, autour du docteur Joseph *Mogaizel, président* de l'Association des droits de l'homme au Liban. La présence de M. Nawaf Kabara, initiateur de *la marche pour la paix des handicapés*, est prévue pour l'une des deux rencontres, avec projection de film (tout dépend de l'obtention de visas pour venir de Beyrouth en France).
Lieu : FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris (métro Glacière). Renseignements : Tél. (1) 47-46-87-60.

ÉCHECS




Dix-huitième partie : nulle

Kasparov ne surprend pas Karpov

Surprendre Karpov dans la variante Tartakover du gambit de la Dame n'est pas une mince affaire. Dans la dix-huitième, jouée le lundi 30 novembre, Kasparov répéta benoîtement les quinze premiers coups des douzième et trente-huitième parties du match de Moscou en *1985*. Karpov fit de même et au seizième coup, il vit arriver Dd3 au lieu des classiques Dd2 ou Dc2. Selon Tal et Kortchnoï, présents à Séville, cette nouveauté ne méritait pas les quarante-quatre minutes de réflexion prises par Karpov pour y répondre.

S'il est vrai que le challenger souffrira toujours du manque de temps, terminant même en zeitnot, son seizième coup fut le bon, Kasparov ne parvenant pas à le mettre réellement *en danger par la suite*. La nullité s'imposa donc.

A six parties de la fin, le score reste égal (9-9). Aurait-il dû être à l'avantage de Karpov ? Selon Kasparov, ce dernier a raté le gain après l'ajournement de la dix-septième partie. Malheureusement, le champion du monde n'a pas dévoilé – sauf à Karpov ! – le chemin de la victoire et, depuis, les analystes s'escriment, en vain, à le trouver.

Dix-neuvième partie prévue le mercredi 2 décembre.

B. de C.

Blancs : KASPAROV
Noirs : KARPOV

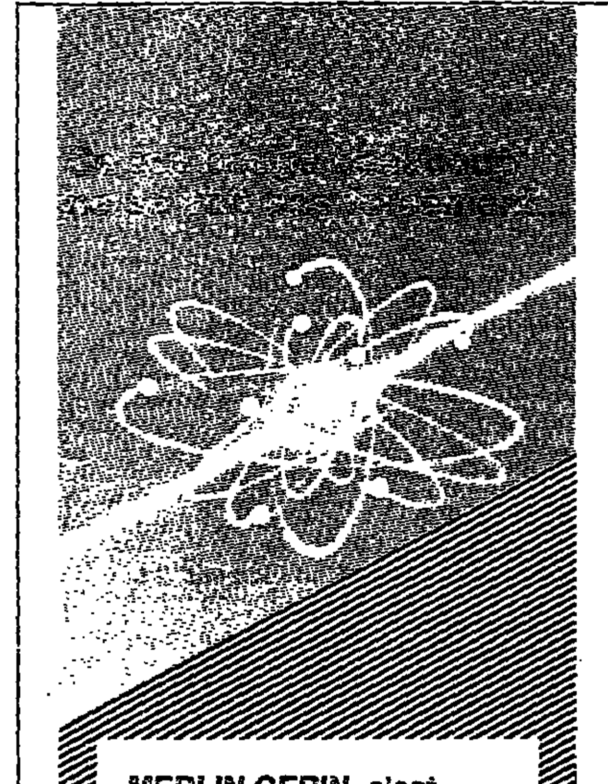
Dix-huitième partie
Gambit de la Dame.
Variante Tartakover

1. ç4	é6 (2)	22. Cé2 (72)	Df8 (95)
2. Cç3	d5	23. h4 (96)	Cé5 (116)
3. d4	Fé7	24. Cxé5 (100)	Fxé5 (118)
4. Cf3 (5)	Cf6 (3)	25. Td1 (106)	Dç5 (120)
5. Fg5	h6	26. h5 (108)	Dç2 (125)
6. Fh4	0-0	27. Dxç2	Txç2
7. é3	b6 (9)	28. Txd5	Txé2
8. Fé2	Fb7	29. Txé5 (111)	Txa2 (127)
9. Fxf6	Fxf6	30. hxg6	fxg6
10. çxd5 (7)	éxd5 (15)	31. Té7 (111)	a5 (127)
11. b4 (7)	ç5 (17)	32. Ta7 (114)	a4 (131)
12. bxç5 (8)	bxç5 (23)	33. g3	h5 (138)
13. Tb1 (8)	Fç6	34. Rg2 (116)	a3 (142)
14. 0-0	Cd7	35. é4	g5 (148)
15. Fb5	Dç7	36. Rf3 (121)	g4+ (148)
16. Dd3	Tfç8 (67)	37. Ré3	Ta1
17. Tfç1 (15)	Tab8 (72)	38. Rf4	Tf1 (149)
18. h3 (30)	g6 (81)	39. Rg5	Txf2
19. Fxç6 (71)	Txb1	40. Rxh5 (121)	Té2 (149)
20. Dxb1	Dxç6	Nulle	
21. dxç5 (72)	Dxç5 (88)		

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MERLIN GERIN, c'est 19 000 personnes travaillant à l'échelle mondiale qui, grâce aux technologies les plus avancées, assurent la parfaite maîtrise de l'énergie électrique. Le groupe réalise 8,7 milliards de C.A., dont 51 % à l'export.

L'électricité à l'ère de l'intelligence

Sur le marché de l'automatisme, MERLIN GERIN fait face aux besoins réels des utilisateurs : pour qu'ils gèrent mieux leur énergie, pour satisfaire leur besoin de sûreté, nous recherchons des ingénieurs débutants ou confirmés (3-5 ans d'expérience) :

Informaticiens
réf. FLA 28

Avec des compétences en logiciel, microprocesseurs, langages évolués, temps réel, génie logiciel, pour des fonctions de : • conception • réalisation • maintenance. Pour certains postes, une connaissance des interférences électro-magnétiques, des réseaux locaux, des techniques d'intelligence artificielle, de l'électronique analogique, est souhaitée.

Electroniciens
réf. CFR 29

Avec des compétences : • en électronique analogique et numérique dans un environnement électromécanique et thermique, ou : • en génie logiciel, ou : • en microprocesseurs et une connaissance des interférences électromagnétiques et fiabilité.

Pour l'ensemble de ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.
Vos compétences professionnelles, bien sûr, mais aussi vos aptitudes à travailler en équipe, le goût de la conduite de projets, votre capacité à prendre des responsabilités, vous permettront d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, à MERLIN GERIN - Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique



Ingénieur Système Maîtrisez Micro Vax II

Schlumberger — **Transactions Électroniques**

Transactions Électroniques, Division du Groupe Schlumberger Industries, conçoit et développe des équipements de haute technologie dans des domaines en forte croissance : Cartes à mémoire, systèmes de paiement électroniques, terminaux urbains...

À BESANÇON, le Département Terminaux Urbains et Systèmes installe prochainement un système Micro Vax II gérant des réseaux de PC et de HP 64000.

Nous proposons à un ingénieur diplômé, ayant des connaissances en informatique générale et en électronique, de prendre une part déterminante à la mise en œuvre et à l'évolution de ce système. Des compétences en matériel DEC seraient un atout supplémentaire.

À moyen terme, il s'intégrera à notre jeune Service Affaires, chargé de proposer des solutions globales et personnalisées à nos clients.

La qualité de ses propositions techniques (matériel et logiciel) et ses capacités de contacts internes (Marketing, Bureau d'Etudes...) et externes (Clients, sous-traitants...) seront déterminantes pour le développement de ses responsabilités.
L'Anglais est indispensable. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ISTUS, à
SCHLUMBERGER Industries
Département Terminaux Urbains et Systèmes
Service du Personnel
32, rue de Terre-Rouge. 25000 BESANÇON.

AD'COM.

● TéléDiffusion de France

COORDINATION INTERNATIONALE ET APPLICATIONS INFORMATIQUES
ingénieur (X, Télécom, Supélec...)

TéléDiffusion de France S.A.
premier diffuseur en radio et télévision

recherche

son responsable
coordination internationale et applications informatiques au service de la planification des fréquences.

Il prendra complètement en charge les problèmes informatiques spécifiques à la gestion des fréquences des services audiovisuels et assurera les relations avec des administrations françaises et étrangères. Il aura en particulier à participer à des conférences internationales (missions de plusieurs semaines à prévoir).

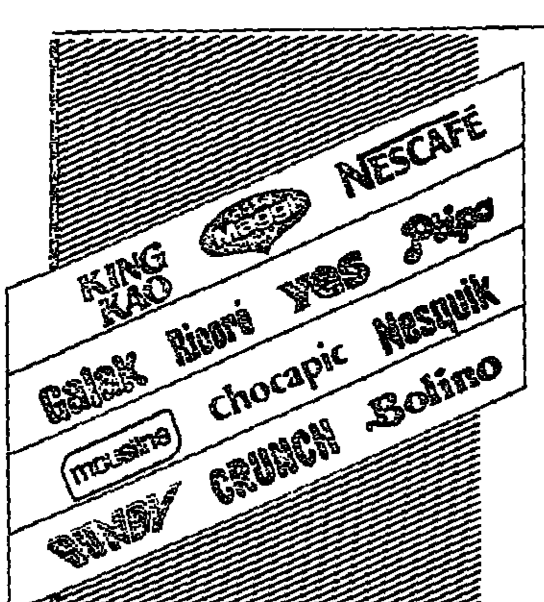
Une formation aux méthodes de planification des fréquences sera assurée.

Débutant ou première expérience, il aura une bonne spécialisation en informatique (base de données, COBOL, FORTRAN) ainsi que le goût des contacts et le désir d'ouverture sur le monde de la communication. Anglais indispensable.

De réelles possibilités d'avenir existent dans le groupe pour des candidats motivés.

POSTE A PARIS.

Ecrire à : T.D.F. Direction des Ressources Humaines
21-27, rue Barbès, B.P. 518,
92542 MONTROUGE CEDEX.



Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience d'

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE SPÉCIALISÉ EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Prenez la responsabilité des problèmes d'organisation et d'informatique industrielle (gestion, procédés....) de notre usine de Rumilly en Haute-Savoie qui produit avec 400 personnes : céréales, produits laitiers et Tonimalt.
Vous exercerez votre activité de conseil et de recherche d'améliorations en informatique, automatismes et productique en liaison avec les différents Services de l'usine et avec l'appui du Service Informatique du siège social.

Adressez votre candidature, sous réf. IGI, à SOPAD NESTLE, Direction du Personnel, A. GIRARD - 17, quai Paul-Doumer 92414 Courbevoie Cedex.

SOPAD Nestlé *c'est fort en réussite!*

Euro Disneyland S.A.R.L. © Disney

diplômé(e) d'études supérieures

avec expérience de 7 ans dans l'informatique dont 3 à un niveau cadre.
Bilingue *anglais/français* pour :

- Coordonner mise en place du matériel informatique et assurer suivi, maintenance et support des applications pour ordinateur central, mini-ordinateurs et ordinateurs personnels (PC) ;
- Réaliser plan informatique, organiser support bureautique ;
- Conseiller les divisions sur les matériels et logiciels, l'organisation et les procédures informatiques.

Adresser votre dossier de candidature
(un c.v. en français et un c.v. en anglais) et vos prétentions à :
EURO DISNEYLAND, S.A.R.L.
Service du Personnel,
8, rue Copernic, 75116 Paris.

SCIENCES

Un volcan sous la mer

La découverte et l'exploration au large de la Barbade d'un volcan de boue et de méthane à 5 000 mètres de profondeur.

M. XAVIER LE PICHON, de l'Académie des sciences, vient de prendre possession de sa chaire de géodynamique du Collège de France à laquelle ses pairs l'avaient élu en juin 1986.

Dans sa leçon inaugurale, M. Le Pichon a amplement justifié le titre de sa chaire. Tout bouge, en effet, sur notre planète : on s'en est rendu compte depuis une vingtaine d'années. La croûte océanique se renouvelle en permanence, entraînant les masses continentales dans ses dérives et contribuant ainsi à la formation des systèmes montagneux ; deux des couches internes de la Terre (le manteau et le noyau externe) sont brassées par de lents mouvements de convection. Sans parler des fluides (eau et atmosphère) très mobiles par définition.

M. Le Pichon ne se contente pas de travailler dans son laboratoire. Il va « sur le terrain », si l'on peut risquer cette expression, étant donné qu'il va voir, en petit sous-marin, les fonds océaniques se créer (opération Famous au milieu de l'Atlantique en 1973 et 1974) ou disparaître (fossé hellénique en Méditerranée en 1979 et surtout opération Kaiko le long du Japon en 1985).

Du 20 au 27 septembre dernier, la campagne Baresnaut, réalisée à l'est de la Barbade conjointement par le Centre national de la recherche scientifique et l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer, avec le petit sous-marin *Nautile* et le bateau *Nadir*, et dirigée par M. Le Pichon et M. Jean-Paul Foucher (Centre de Brest) a été l'occasion d'une nouvelle découverte. Pour la première fois, sous 5 000 mètres d'eau, une sorte de volcan de boue et de méthane a été vu de près et photographié. Ce volcan se présente sous la forme d'une galette ovoïde de 1 kilomètre de diamètre dont la surface, plus ou moins consolidée, épaisse probablement de 1 mètre, est ridée par des sillons et des crêtes (hautes de 2 à 5 mètres) concentriques.

Cette galette est entourée par une dépression annulaire d'une vingtaine de mètres de creux. Son « œil » central, de 200 mètres de diamètre, a été manifestement le siège de coulées de boue très récentes. Au moment des plongées, rien ne sortait de cet « œil », mais des thermomètres, qui ont été descendus au fond d'un trou de carottage, ont enregistré, dès la profondeur de 2 mètres la température de 21 °C, alors que sous 5 000 mètres d'eau la température de la mer est de 1 °C. L'activité du volcan de boue est sûrement intermittente comme l'est celle des volcans analogues connus sur la terre ferme.

Tout autour de l'œil — qui lui-même est totalement dépourvu de vie — est organisée une oasis où cohabitent divers animaux : selon un examen préliminaire, la couronne la plus proche de l'œil est tachetée par des tapis de bactéries jaunes, d'où émergent des sortes de buissons de fils très fins, qui sont des hydraires, c'est-à-dire des vertébrés très primitifs qui vivent en colonies et qui sont cousins des anémones de mer et des méduses. Au-delà, jusqu'au bord externe de la galette, vivent des colonies de clams (des bivalves du genre *Calyptogena*, longs de 20 à 30 centimètres) en position verticale qui, curieusement, se déplacent en gravant des sillons dans cette croûte plus ou moins consolidée. Vivent aussi — aux dépens des clams — des galathées (des crustacés décapodes) et des anémones de mer.

Hydraires, clams et galathées

Bien entendu, l'étude du volcan de boue commence tout juste. Mais, comme dans le cas des sorties d'eau chargée de méthane — elles aussi oasis de vie repérées dans les fosses marines bordant le Japon, — on peut formuler des hypothèses provisoires, même si le volcan de boue dont il est question ici n'est pas sur le prisme d'accrétion (voir la légende du schéma) accumulé dans la fosse des Antilles. Ce volcan de boue, en effet, est situé au-dessus de la pliure de la plaque « Amérique » (dont fait partie la moitié ouest de l'Atlantique), là où celle-ci amorce sa descente (de l'ordre de 2 centimètres par an en moyenne) sous la plaquette « Caraïbes », c'est-à-dire à quelque 200 kilomètres à l'est de la Barbade.

Les sédiments du prisme d'accrétion sont soumis à de fortes pressions et ils contiennent beaucoup d'eau et de matières organiques (celles-ci sont à l'origine du méthane). L'eau, étant en surppression dans les sédiments, circule dans ceux-ci, s'y réchauffe (puisque la température croît toujours avec la profondeur) et sort dès qu'une issue est possible ; la montée de l'eau à la surface des fonds marins étant facilitée par tout le méthane qui y est dissous et qui diminue la densité du fluide.

La circulation des boues liquides est active puisque les boues, dans l'œil, sont à 21° C. D'où viennent ces boues ? Forcément de loin puisque le volcan est situé sur des sédiments qui sont peu épais et pas encore compressés. MM. Le Pichon et Foucher pensent que l'eau et le méthane parcourent au moins 100 kilomètres, et peut-être beaucoup plus, venant du prisme d'accrétion via, probablement, l'interface qui sépare les sédiments consolidés (ceux-ci suivent la plaque dans sa plongée) des sédiments non consolidés et gorgés d'eau (ceux-là rabotés et débités en écailles pour former le prisme d'accrétion).

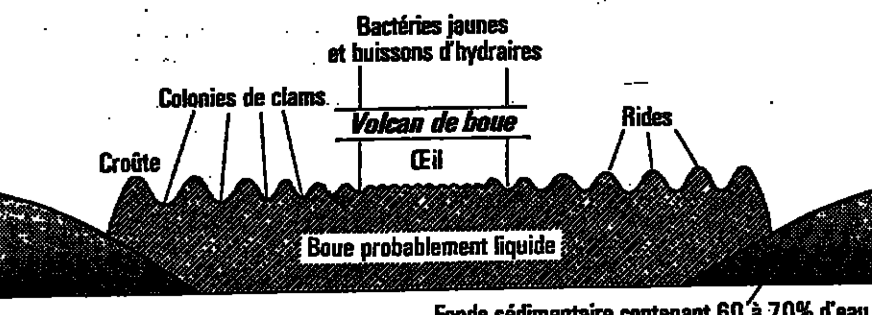
L'eau, d'ailleurs, joue sûrement le rôle de lubrifiant qui facilite, plus ou moins, la plongée (ou subduction) d'une plaque sous sa voisine. Les séismes, qui accompagnent chaque à-coup de la plongée de la plaque sont, très probablement, précédés de modifications des débits de l'eau et du méthane. Après l'opération Kaïko, il a été envisagé de poser, sur les sorties d'eau chaude méthanée, des instruments capables de mesurer en continu les débits d'eau et de gaz et la température.

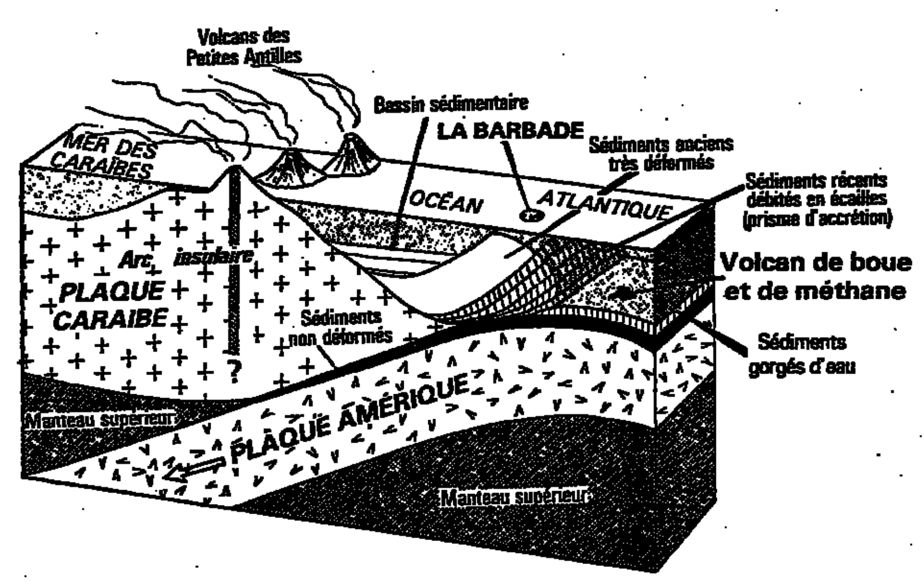
C'est là, sans doute, une voie à développer pour arriver à mieux comprendre et peut-être à prédire les tremblements de terre liés à la subduction. La campagne Baresnaut avait d'ailleurs pour but de tester des appareils capables de mesurer, à leur sortie, la température des fluides et leur potentiel électrique (qui varie avec le débit). Elle sera sûrement suivie de développements importants.

Le volcan de boue avait été repéré au cours de la campagne Ensbar qui a eu lieu du 24 août au 7 septembre. Remorqué par le *Noroit*, le *Sar*, un double sonar latéral qui « voit », de chaque côté, la topographie des fonds marins avec une précision de l'ordre du mètre et tout au long de deux bandes parallèles larges de 1 500 mètres chacune, a détecté la dépression annulaire dans une zone qualifiée déjà d'« *anormale* » par le géophysicien britannique Graham Westbrook lors d'une campagne antérieure.

Le volcan de boue, étudié pendant Baresnaut, n'est pas un phénomène isolé. Des systèmes analogues ont existé à terre dans l'île de la Barbade située sur le sommet du prisme d'accrétion épais, là, de 15 ou 20 kilomètres. Et de multiples volcans de boue ont été repérés sous la mer dans la même zone et au-delà vers Tobago, le delta de l'Orénoque et le long de la côte vénézuélienne. En outre, ont été vues, lors de Baresnaut, de nombreuses « cheminées », hautes parfois de 30 ou 40 mètres, faites de concrétions de carbonates. Ces cheminées marquent des sorties d'eau chaude et de méthane : leur voisinage immédiat est habité par des clams qui mangent les bactéries vivant du méthane.

YVONNE REBEYROL.





Une plaque océanique qui plonge est recouverte de deux couches de sédiments : une couche inférieure, où les sédiments ont déjà perdu une bonne partie de leur eau et sont donc plus ou moins consolidés ; une couche supérieure, où les sédiments sont encore gorgés d'eau. Au cours de la plongée sous la plaque voisine, cette couche supérieure de sédiments, lorsqu'elle est suffisamment épaisse, est rabotée et débitée en énormes écailles qui vont se coller les unes après les autres — en prisme d'accrétion — dans la fosse qui marque la plongée, contre le rebord de la plaque considérée comme fixe (ici la plaquette « Caraïbe »).

SECTEURS DE POINTE

L'INRA et ses partenaires

Les entreprises participent à la formation des jeunes agronomes.

« PARTENARIAT » : tel semble être le nouveau mot d'ordre de l'Institut national de recherche agronomique (INRA), à en croire les propos tenus devant la presse, jeudi 26 novembre, par le président de l'organisme, M. Jacques Poly. Certes, les industries sont loin d'être des inconnues pour l'établissement qui dispose actuellement d'un « portefeuille » de quatre cents contrats divers signés avec des entreprises, pour une valeur totale de 40 millions de francs (1). A considérer l'ensemble de la filière agro-alimentaire (depuis la fabrication des semences, des produits phytosanitaires et l'alimentation du bétail, jusqu'à la production agricole et la transformation industrielle des produits), « *40 % de nos chercheurs ont une quasi-vocation de chercheurs industriels* », dit M. Poly. Mais ce dernier veut développer encore ce partenariat, en particulier dans le domaine de la formation par la recherche.

Profits à long terme

Par le biais de toute une panoplie de bourses — notamment les fameuses conventions industrielles de formation CIFRE, — l'INRA accueillait déjà chaque année quelque trois cents jeunes chercheurs. Il va désormais faire plus encore : il vient d'inaugurer une formule originale de bourses de thèses financées à 50 % ou plus par des entreprises, des régions et des collectivités locales, et l'interprofession (regroupements d'entreprises par filières agro-alimentaires). Du Pont de Nemours-France prend même à sa charge la totalité du financement de trois thèses dans un domaine qui ne le concerne pourtant pas directement, puisqu'il s'agit de recherches sur les céréales. Générosité gratuite de la part de cette société qui dépensera à cette fin 2,5 millions de francs sur trois ans ? « *Mécénat intelligent* », répond le président de Du Pont-France, M. Eduard Van Wely, qui souligne la « *détermination* » de son groupe « *à être un partenaire solide et fiable du monde agricole français* ». L'entreprise qu'il dirige ne tirera en effet aucun profit direct de l'opération, mais « *elle a tout intérêt à ce que ses clients, les agriculteurs, soient prospères* ».

Lancé en juin dernier, l'appel d'offres pour ces nouvelles bourses a recueilli cent vingt-huit candidatures et les quarante-six jeunes qui ont été sélectionnés sont entrés dans les laboratoires en septembre. L'affaire a été rondement menée, et le nombre d'« élus » a été volontairement limité par les responsables de l'INRA qui ont voulu avancer « *prudemment* ». Ils comptent d'ailleurs augmenter progressivement le nombre des boursiers nouvelle manière, qui pourraient être cinquante ou cinquante-cinq l'année prochaine, et faire en sorte que, d'ici à trois ans, la procédure atteigne son rythme de croisière.

L'opération étant aujourd'hui jugée comme un « *succès* » par l'INRA, M. Poly aurait donc tout pour être un patron d'organisme heureux s'il ne se souciait du budget qui vient de lui être alloué pour 1988. M. Poly s'accommoderait de ces crédits « *serrés* », en diminution de 0,4 % en francs courants par rapport à l'année précédente. Il s'inquiète, en revanche, beaucoup plus de la suppression de quatre-vingt-douze postes d'ITA (ingénieurs, techniciens et agents administratifs) et notamment de celle de vingt-quatre postes d'ingénieurs. « *Ces derniers jouent un rôle essentiel dans la transmission de notre savoir aux petites entreprises*, souligne-t-il. *A une époque où l'on concentre nos moyens sur les pistes du futur et où l'on souhaite une plus grande diffusion des technologies, diminuer le nombre des ingénieurs est un contresens.* »

ELISABETH GORDON.

(1) Le budget alloué par l'Etat à l'INRA pour 1987 est de 2,2 milliards de francs, dont 70 % sont consacrés au frais de personnel.

Demain

LA RETRAITE EN ACCÉLÉRÉ

Un système-expert destiné à traiter plus rapidement les dossiers de retraite a été réalisé par la société Cognitech pour le compte de l'IGIRS (Institution générale interprofessionnelle de retraites des salariés). En fonctionnement depuis peu, ce système expert, dénommé SAOR (système d'aide à l'orientation), permet d'effectuer des recherches automatiques dans des fichiers volumineux « dégradés » et de retrouver les dénominations exactes des sociétés où ont travaillé les salariés tout au long de leur vie professionnelle. La liquidation des retraites s'en trouve donc accélérée. C'est la première fois en France qu'un système expert est appliqué à la gestion des retraites.

L'UNIVERSALITÉ DE LA BIOTINE

Vitamine essentielle, la biotine (vitamine B8 ou H) intervient dans le métabolisme des glucides, des lipides et des acides aminés. Elle est largement utilisée en alimentation humaine et animale (suppléments vitaminiques) ainsi qu'en cosmétologie (produits capillaires). Les procédés de production par voie chimique classique étant longs et coûteux, un système microbiologique de production de biotine a été mis au point par Transgène, en collaboration avec Nippon-Zéon.

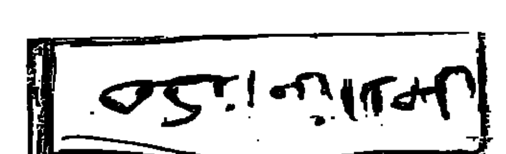
A cet effet, il a été procédé au clônage et à l'expression d'un gène (le Bio-B gène) du bacille sphaericus — qui possède la propriété de produire la biotine en grandes quantités — dans le bacille *escherischia coli*.

Le marché mondial de la biotine est évalué à quelque 100 millions de dollars.

DE LA GRENOUILLE AUX ANTIBIOTIQUES

Au National Institute of Child Health and Human Development de Bethesda (Etats-Unis), le docteur Zasloff et ses collaborateurs ont isolé une nouvelle famille de puissants antibiotiques dont les propriétés anti-infectieuses et cicatrisantes ouvrent d'intéressantes perspectives. Tout a commencé par l'observation faite par le docteur Zasloff sur une espèce africaine de grenouille qu'il avait « opérée » pour lui retirer les ovaires : bien que l'animal évolue dans un milieu pollué, la cicatrisation de la plaie était parfaite. Quel était donc son système de défense ? Ils finirent par isoler, dans un broyat de la peau du ventre de l'animal, des peptides qui se révélèrent très actifs contre de nombreuses bactéries (staphylocoques, streptocoques, entérobactéries, certains protozoaires, ainsi que les parasites responsables du paludisme) et faciles à synthétiser. Cette nouvelle famille fut dénommée « magainines » (d'un nom hébreux signifiant bouclier). Le traitement des brûlures est l'une des premières applications envisagées. Le docteur Zasloff suggère en outre que les magainines pourraient aider à expliquer l'évolution réussie des amphibiens ou d'autres animaux aquatiques et pourrait être à la source de l'usage traditionnel des grenouilles dans les médecines populaires.





Pratique de la procréatique

Comment résoudre les problèmes de droit, de biologie, d'éthique ou de théologie suscités par les méthodes de reproduction médicalement assistée.

AU moment où le ministère de la santé transmet au Conseil supérieur des hôpitaux les règlements qui visent à encadrer les méthodes de reproduction médicalement assi-tées le débat se poursuit à ce sujet, plus vif que jamais, entre les spécialistes du droit, de la médecine, de la biologie, de l'éthique ou de la théologie.

Sept mille fécondations *in vitro* ont été pratiquées en France à ce jour et mille enfants sont nés de cette façon dans les cent dix centres qui pratiquent les diverses méthodes de procréatique, dont soixante dans le secteur privé et cinquante dans les hôpitaux publics.

Le nombre de ces enfants étrangement conçus est-il destiné à augmenter considérablement, justifiant le titre provocateur du livre que viennent de publier les docteurs Jean Cohen et Raymond Lepoutre *Tous des mutants ?* (1). Oui, répond le docteur Jean Cohen, qui estime que les techniques diverses de la procréation assistée, de la thérapeutique de la stérilité à la prévention des anomalies de l'enfant, de la carte génétique à la détermination du sexe pourraient bientôt concerner un couple sur cinq... et que c'est à cent mille fécondations *in vitro* qu'il faudrait dès lors réfléchir.

Les causes de ce développement, continu depuis huit ans, tiennent à des facteurs multiples.

Les uns sont d'ordre financier : les coûts considérables évoqués lors des premiers pas de ces techniques se sont considérablement abaissés. En 1987, une fécondation *in vitro* (FIV) revient à 6 000 francs, prise en charge en totalité dans les centres publics, alors que les actes biologiques, dosages hormonaux notamment, coûtent au couple concerné de 2 500 à 3 500 francs par tentative dans les cliniques privées où ils ne sont pas remboursés, alors que les actes médicaux le sont.

Sachant que les tentatives en question conduisent au succès une fois sur quatre, dans les meilleurs centres, chaque enfant né de la sorte « revient » donc à 24 000 francs, assumés, dans les hôpitaux publics, par la collectivité. Un abaissement impressionnant, si l'on se souvient des montants évoqués lorsque ces techniques naquirent en France et qui étaient de dix à vingt fois plus élevés. De nouvelles méthodes encore plus perfectionnées, dites de programmation, permettent de substituer aux dosages hormonaux coûteux un déclenchement unique, totalement artificiel, du cycle et de l'ovulation, ce qui implique une réduction supplémentaire de moitié du coût d'une FIV.

La banalisation

Abaissement des coûts, simplification extrême de l'équipement et des techniques, impliquent à l'évidence une banalisation de la méthode, qui n'appelle même plus à l'heure actuelle et nécessairement une hospitalisation. Mais la banalisation implique, par définition, une surveillance accrue des structures où se prélèvent les cellules sexuelles où se déroule cet acte mystérieux qu'est la fécondation, où se préservent, avec toutes leurs potentialités humaines, les ovocytes, le sperme ou les embryons congelés.

D'où la volonté du ministère d'établir non seulement une réglementation stricte mais aussi une surveillance régulière des lieux où se voit reproduit et technicisé le mystère de la vie.

Mais, banalisation pour les médecins ou les biologistes, signifie-t-il nécessairement généralisation, à tout le moins considérable extension, de la demande populaire ?

Un certain nombre de facteurs impliquent ce développement, estime le Docteur Cohen.

Les uns tiennent à l'accroissement de la stérilité comme conséquence des maladies vénériennes, elles-mêmes en considérable augmentation en raison de la liberté des mœurs qu'a permis l'avènement de la contraception. Mais la crainte du SIDA permet d'observer, pour la première fois en 1986, un renversement de cette tendance, objectivée pour la première fois également par une stagnation des ventes de pilules en France. Les gynécologues voient de plus en plus de femmes qui arrêtent leur contraception, expriment leur volonté de monogamie, refusent – par crainte du SIDA – les aventures. Une modification du comportement sexuel se fait jour, très perceptible, mais dont rien, pour l'instant, ne permet, estiment-ils, de dire qu'elle survivrait à la découverte d'un vaccin et d'un traitement curatif pour le SIDA.

Un autre facteur, plus durable celui-là, et en pleine extension, tient à l'entrée des femmes dans le monde du travail, au fait que beaucoup attendent le développement de leur carrière, ou l'atteinte d'un niveau de vie suffisant, pour envisager de procréer. Or, vers trente-six ou trente-sept ans, après quinze ans de contraception, la fécondité est réduite, et des séquelles d'avortement ou d'infections antérieures viennent souvent la réduire encore.

Le fait que tous les actes relatifs au traitement de la stérilité, qu'elle soit partielle ou totale, primitive ou secondaire, soient remboursés à 100 %, par « décision d'Etat », si l'on excepte les dosages hormonaux dans le secteur privé, montre qu'il existe une motivation nationale à ces actes, une volonté de les voir se développer, plus puissante que les « volontés individuelles », disent les gynécologues.

L'enfant parfait

En outre, et concernant tant les FIV que les autres techniques relatives à la procréation ou à ses fruits, le refus de toute anomalie de l'enfant à venir est devenu pressant, comme est pressante et fréquente l'exigence de l' « enfant parfait », souvent du sexe que l'on choisirait.

Or des techniques très nouvelles permettent de déterminer un nombre grandissant d'anomalies génétiques en prélevant une seule cellule, étudiée par des sondes nucléaires, sur l'un des embryons obtenus en laboratoire.

On peut ainsi, et pour une série de malédictions héréditaires transmissibles selon les lois de Mendel à une partie des enfants, permettre à un couple frappé de cette malédiction d'enfanter, à coup sûr, par le biais de la FIV, alors qu'il était hier encore condamné par le malheur à la stérilité forcée.

De plus en plus de femmes demandent, en outre, qu'un prélèvement amniotique (ammocentèse) leur apporte une sécurité quant à l'intégrité de l'enfant à naître. Or, ces prélèvements ne sont autorisés en France qu'après trente-huit ans. Quelques laboratoires privés – très peu encore – se sont ouverts récemment pour répondre, moyennant finances, à ces demandes. Le coût de ces examens est très élevé. La collectivité ne l'assume qu'après trente-huit ans, ou en cas d'indication formelle d'ordre génétique. Et le nombre des centres publics hautement spécialisés dans ces techniques est restreint. On assiste donc, ici, et comme pour les autres méthodes de la procréatique, à une certaine dérive vers le secteur privé auquel seuls les plus fortunés pourraient avoir accès.

Un Hiroshima de la biologie ?

Ce risque d'injustice sociale (d'ores et déjà établie) justifie, dit Catherine Labrusse (2) le contrôle d'Etat par lequel la procréation artificielle est strictement réservée à des centres agréés et contrôlés, ce qui vient en infraction aux normes du libre exercice de la médecine et du libre choix du praticien.

Les Etats-Unis ont choisi de laisser la procréatique obéir aux lois du marché. On voit, par les abus et la commercialisation auxquels elle donne lieu, où peut conduire cette doctrine.

L'esprit des règlements conçus par le ministère de la santé repose sur les préoccupations – fondamentales ici – de justice sociale et, vraisemblablement aussi, sur l'importance qu'attache notre droit public à tout ce qui concerne la procréation, rappelant ainsi qu'elle a une dimension sociale irréductible et ne concerne plus seulement la vie ou les libertés privées.

L'idée de légiférer a cependant été abandonnée, dans l'état actuel de la situation tout au moins. Le seul pays qui ait adopté une législation rigoureuse – et restrictive – de la procréatique est l'Australie, où des équipes entières, pourtant les meilleures du monde, ont dû renoncer à leurs travaux. Or c'est bien de la poursuite de ces travaux que sont nés tous les nouveaux traitements de la stérilité, le dépistage des affections génétiques, la simplification considérable des techniques permettant une diminution tout aussi considérable des coûts.

Faut-il croire pour autant, comme le dit Mme Labrusse que le droit soit aujourd'hui menacé par la dictature du scientisme comme il le fut jadis par celle de la théologie, et faudra-t-il un « *Hiroshima de la biologie* », un monstre fabriqué en laboratoire pour qu'intervienne enfin le consensus éthique ou politique nécessaire à la loi ?

Le pullulement des centres

Pour François Terré (3), moins alarmiste et moins intransigeant, c'est sur les normes fondamentales de la loi morale que doit être réglée la loi civile. Cette morale n'est pas, en l'occurrence et nécessairement, celle de Rome. Elle devrait tenir compte non du « *droit de l'enfant* », mais de la « *liberté d'en désirer* » et du concept moral qui devrait régenter ce désir, et ses limites.

Pour le même juriste et philosophe éminent, l'embryon ne peut – en droit – être considéré comme une personne humaine, ce qui n'en implique pas moins la nécessité de contrôler et de réglementer les expériences à ce sujet. Il est préoccupant à ce titre de constater que les trois quarts des centres privés de fécondation *in vitro* (FIV) appartenant au syndicat (4) que préside le docteur Jean Cohen, et qui viennent de répondre à une enquête détaillée conduite par ce même syndicat, que ces centres sont équipés pour et font des congélations d'embryons. Lesquels deviennent ainsi et dès lors accessibles à toutes les investigations, et disponibles pour la transcendance de

Activités pratiquées par les centres privés de procréation médicalement assistée

	Nombre de centres	%
● Congélation d'embryons	21	72,5
● Congélation de sperme	8	27,5
• autoconservation	2	7
• hétéro-utilisation		
● Don d'ovocytes	9	31
(Fécondation des gamètes dans les trompes)	22	76
● GIFT	26	90
● IAC (insémination artificielle entre conjoints)	20	69
● IAD (insémination artificielle avec donneur)	20	69
● FIV avec sperme donneur	4	14
● FIP (fécondation intrapéritonéale)		

(Enquête conduite en juin 1987 sur 29 centres privés affiliés au syndicat national.)

l'espace, du temps et de la filiation dont la dernière décennie a donné dans le monde de multiples exemples.

L'adhésion à des normes éthiques rigoureuses devient, à l'évidence, indispensable devant le pullulement actuel des manipulations de la procréation et la facilité avec laquelle un centre spécialisé à cette fin peut s'ouvrir.

L'enquête ci-dessus citée montre que cinq gynécologues, en moyenne, se partagent l'activité du centre privé qu'ils ont créé pour un investissement modeste, allant de 100 000 à 600 000 francs (selon qu'ils ont acquis ou non un équipement de congélation).

Un tiers de ces centres pratiquent aussi la congélation du sperme, les trois quarts pratiquent l'insémination artificielle avec donneur, 90 % la font avec le sperme du conjoint, et un sur trois fait appel couramment au don d'ovocyte (l'ovule prélevé sur une femme est utilisé pour une autre, privée d'ovaire).

Le groupement des centres publics qui pratiquent l'insémination artificielle (CECOS) s'est fixé lui-même des normes rigoureuses auxquelles obéissent tous ses membres. On peut craindre qu'il n'en soit pas toujours de même dans la pullulation actuelle, et les inspections annuelles (mais qui les fera ?) prévues par le ministère ne sont pas inutiles, de même que paraît fondamental le rappel du code moral absolu que s'est fixé notre pays – et qui l'honore – de ne jamais accepter la commercialisation des organes, des tissus ou du sang humain.

Un public réticent

Les Français ont mis sur pied il y a un an le « *Fichier central national des fécondations in vitro* » (ou FIVNAT), unique au monde avec celui de l'Australie, et qui permet d'enregistrer les réponses au questionnaire adressé à tous les centres publics (50) ou privés (60), questionnaire concernant la totalité et la diversité de leurs activités.

Plus de 7 000 tentatives de FIV conduites dans quarante centres ont pu être ainsi analysées par l'unité Inserm d'épidémiologie. Leur étude détaillée permet d'évaluer à 15,4 % en moyenne le taux de grossesses débutantes par tentative, proportion considérablement améliorée lorsque plusieurs embryons sont transférés simultanément (elle atteint, pour 4 embryons, 34 %) et lorsque l'âge de la femme est inférieur à trente-cinq ans. Proportion qui varie bien sûr, et aussi, avec la qualité des centres choisis et de ses animateurs.

L'extension importante des procréations assistées, « *qui n'irait sans doute pas sans un certain eugénisme* » qu'envisagent les docteurs Cohen et Lepoutre, ne semble pas tout à fait conforme à l'attitude actuelle des Français face à ces nouvelles méthodes, si l'on en juge par l'enquête Sofres qu'ils publient.

Si 95 % des sujets interrogés veulent des enfants, 39 % seulement (34 % des hommes) seraient prêts à recourir en cas de stérilité à la fécondation *in vitro* (FIV), et moins encore au don d'embryon (22 %), au don d'ovocyte (17 %) ou aux mères porteuses (12 %).

A 73 %, les Français refuseraient de faire congeler ovocytes, sperme ou embryons pour les utiliser plus tard. Ils ne sont pas favorables à la création de banques de sperme, d'œufs ou d'embryons, et refuseraient à 76 %, au cas où ils seraient stériles, de recourir à de telles banques. De même, ils refuseraient, à 65 % de choisir le sexe de leur enfant si la technique rendait ce choix possible... Ce qui est déjà le cas actuellement pour les FIV.

Ces résultats sont d'autant plus surprenants que les percées de la procréation ont été largement médiatisées, et que les mêmes Français qui les accueillent avec réticence adhèrent avec enthousiasme aux percées technologiques les plus acrobatiques, et les plus impressionnantes, comme les greffes de rein, de cœur, de poumons ou de foie, conduites à des fins thérapeutiques.

On distingue donc nettement, et pour l'instant, ce qui relève de la satisfaction d'un désir et ce qu'exigent le salut d'une vie ou l'allégement d'une souffrance.

Sans doute manifeste-t-on aussi, et peut-être surtout – pour une majorité silencieuse à tout le moins – l'attachement à des lois biologiques, à des traditions millénaires, qui constituent toujours le fondement du tissu social et de notre droit civil. Tout laisse à penser dès lors qu'au-delà des règlements en préparation, une loi devra traduire un jour cet attachement et cette morale.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

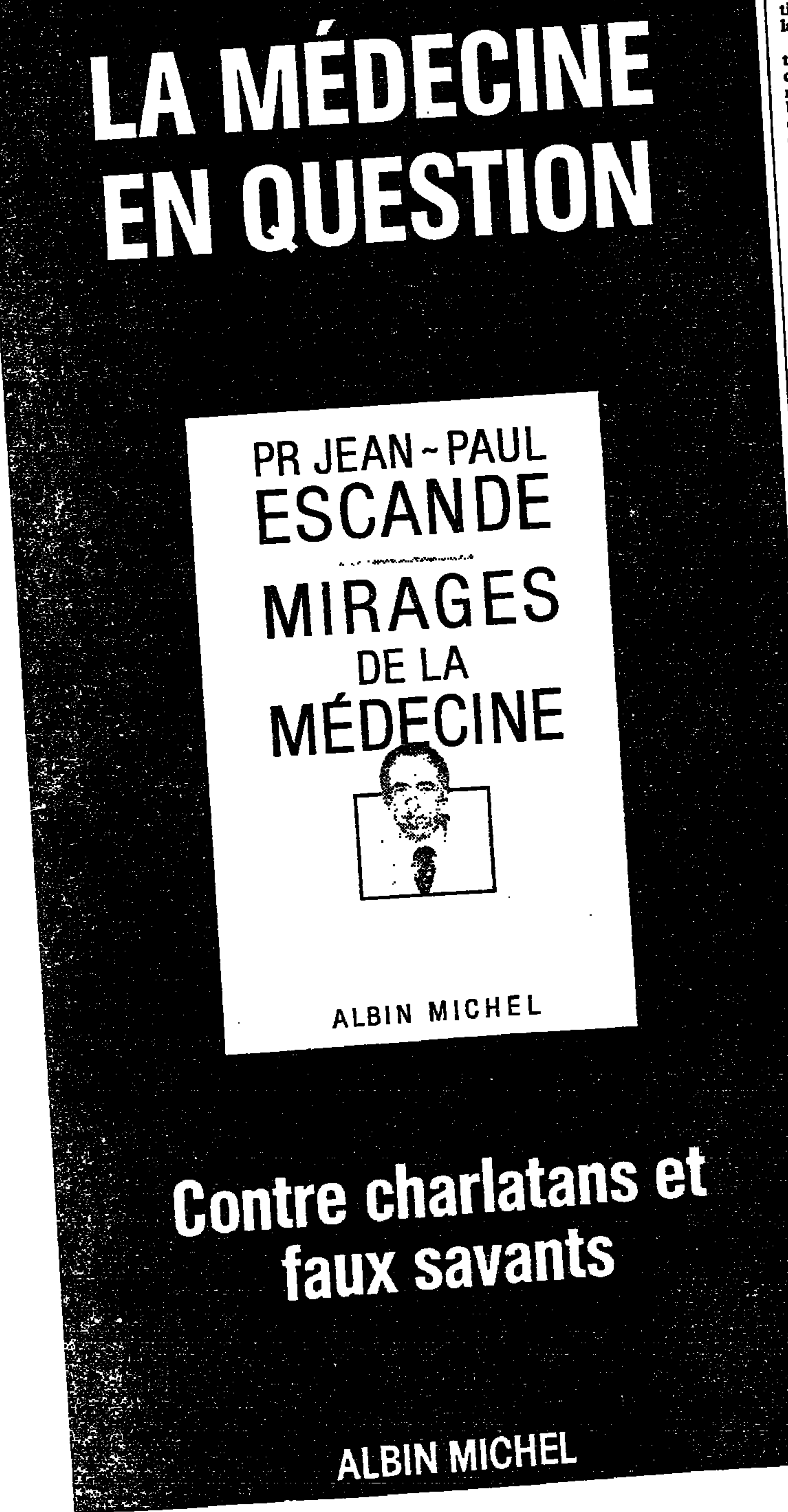
(1) *Tous des mutants*, par les docteurs Jean Cohen et Raymond Lepoutre. Editions du Seuil. 285 pages, 89 F.

(2) *Produire l'homme, de quel droit ?* Etude juridique et éthique des procréations artificielles, par J. Baudoin et C. Labrusse. Editions PUF. 287 pages, 145 F.

(3) *L'Enfant de l'esclave*. Génétique et droit, par François Terré. Editions Flammarion, 222 pages, 79 F.

(4) – Infrastructure des centres privés de fécondation *in vitro*. Enquête 1987. Syndicat des centres privés de FIV.

– Dossier FIVNAT. Résultats de 1986, publié avec l'aide des laboratoires Searle.



Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

La réglementation de la procréation artificielle

La procréation assistée et le diagnostic prénatal vont être réglementés. Dans un entretien accordé au *Monde*, Mme Michèle Barzach, ministre de la santé explique pourquoi.

LA procréation médicalement assistée sous ses différentes formes (insémination artificielle avec donneur, fécondation *in vitro*, conservation des embryons humains par congélation) et le diagnostic prénatal vont, pour la première fois, être réglementés en France. Une série de textes (trois décrets et deux arrêtés) seront soumis, le 15 décembre prochain, au Conseil supérieur des hôpitaux puis au Conseil d'Etat. Le montage juridique ainsi constitué définit le premier cadre réglementaire pour ces activités médicales qui font, depuis quelques années, l'objet d'un développement considérable. « *Je souhaitais que les centres de procréation médicalement assistée et ceux de diagnostic prénatal aient des agréments et qu'on ne laisse plus proliférer ces centres sans aucun critère, sans aucun contrôle*, nous déclare Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille. *Nous devons avoir des repères qualitatifs et quantitatifs. On sait, en effet, qu'aujourd'hui certains centres de PMA peuvent avoir des résultats positifs et que d'autres, par contre, n'ont, quoi qu'il arrive, aucun résultat. Or il s'agit là de quelque chose de très difficile à vivre pour les couples et pour les femmes. C'est, d'autre part, une activité coûteuse pour la collectivité, et il n'est pas normal que nous laissions proliférer des systèmes d'efficacité inégaux. De plus, ces activités se doivent d'être pratiquées avec les meilleures conditions d'installation matérielle et avec les meilleures compétences.* »

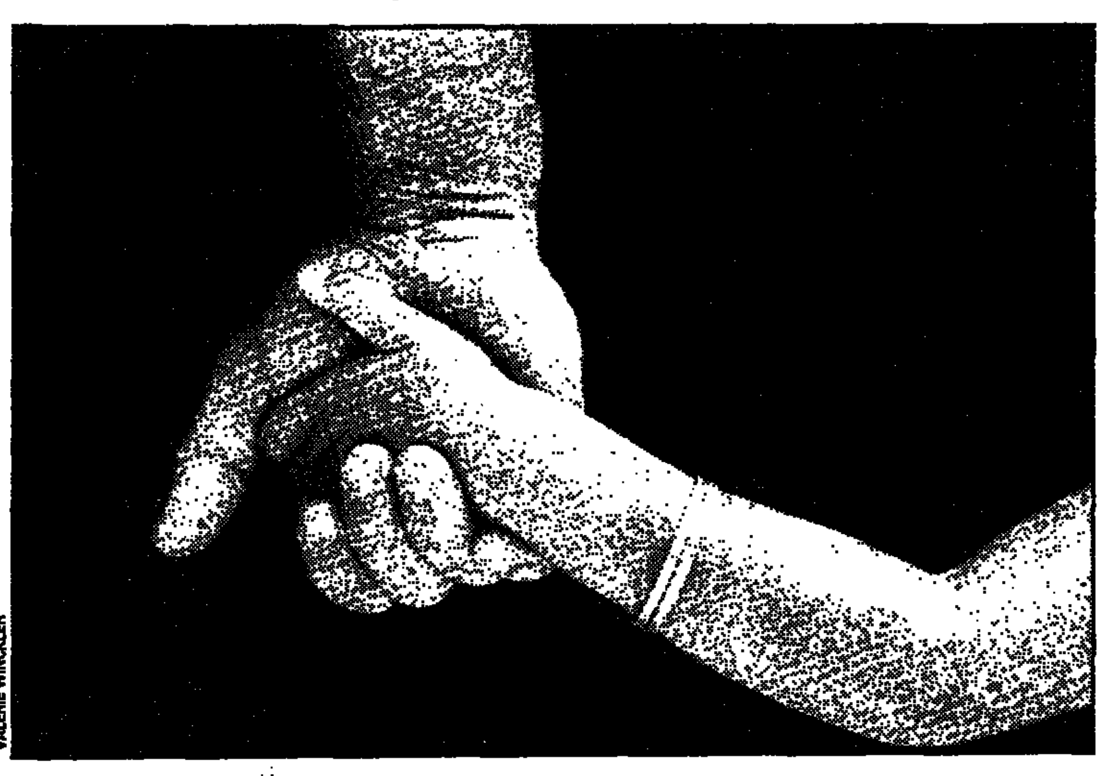
Mme Barzach veut également que l'ensemble de ces centres soient dorénavant réparti de manière harmonieuse et que leur création ne soit pas, comme c'est le cas aujourd'hui, totalement libre. « *Il est par exemple un peu étonnant*, explique-t-elle, *de voir une ville comme Nice, où l'on sait qu'il existe une forte proportion de personnes âgées, dotée de quatre ou cinq centres de PMA...* » Ces activités pourront toutefois continuer à être pratiquées dans des structures publiques et privées (lucratives et non lucratives).

Le dispositif réglementaire comporte la création d'une nouvelle structure baptisée « Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction ». Cette commission « *donnera un avis sur les demandes d'autorisation des équipes pour pratiquer les actes de PMA ou de diagnostic prénatal* ». Elle se prononcera, en outre, « *sur la qualification et la compétence des équipes* » et veillera « *au respect par ces équipes des principes éthiques applicables en la matière* ». Cette commission sera composée de représentants de l'administration et de professionnels. Elle sera d'autre part partagée en deux sections, l'une pour le diagnostic prénatal, l'autre pour la procréation médicalement assistée. Dans ces deux sections prendront place un représentant non médecin du comité consultatif d'éthique ainsi que le président de la commission d'éthique du conseil national de l'ordre des médecins. Après avis de cette commission, c'est le ministre chargé de la santé qui accordera ou non les autorisations qui seront dorénavant nécessaires pour la pratique de ces activités.

Ces activités pourront être pratiquées dans des établissements sanitaires publics et privés, et dans des laboratoires eux aussi publics et privés. Les locaux devront faire partie d'un service de gynécologie obstétrique doté d'une structure chirurgicale. Un rapport annuel d'activité sera demandé à ces centres. De la même manière, en ce qui concerne le diagnostic prénatal, les examens réalisés chez l'enfant à naître devront être effectués dans les laboratoires et les services de biologie médicale publics et dans les laboratoires privés d'analyses de biologie médicale qui y auront été autorisés.

L'ensemble des décrets et des *arrêtés sera publié début 1988, et* les premiers agréments accordés dans les mois qui suivront. L'une des principales questions posées concerne le nombre total des centres qui seront autorisés à fonctionner et – conséquence – le nombre des centres de *PMA* qui devront impérativement fermer leurs portes. On compte aujourd'hui, outre les vingt CECOS (centres d'étude et de conservation du sperme) spécialisé dans l'insémination artificielle avec donneurs, plus d'une centaine de centres de fécondation *in vitro*. Mme Barzach avait déjà, pour sa part, estimé à « *une quarantaine* » l'effectif total nécessaire des centres de fécondation *in vitro*. « *Une évaluation des besoins est absolument nécessaire*, explique-t-elle aujourd'hui. *Pour l'heure, il existe beaucoup plus de centres publics que de centres privés. L'équilibre devra rester le même. Beaucoup de choses dans ce domaine doivent être faites dans des établissements publics. Les centres privés devront répondre aux mêmes exigences et aux mêmes compétences que celles qui seront imposées aux centres publics. Cela en limitera le nombre. Si je veux aller très vite dans ce domaine, c'est que je sais qu'il y a chez certains une forte tentation de créer de nouveaux centres, en particulier dans le privé, alors que je ne veux pas les voir se créer.* » On assiste en effet, ici, à une inquiétante dérive. Proposée initialement pour pallier les stérilités féminines, la fécondation *in vitro* est devenue souvent – près de 50 % des cas, estime le professeur Jacques Testart (hôpital Antoine- Beclère, à Clamart) – non plus une thérapeutique de la stérilité, mais une nouvelle méthode plus rapide pour obtenir une grossesse. C'est le même souci d'urgence qui anime le ministre chargé de la santé, concernant le diagnostic prénatal, activité où l'on observe, selon elle, les premiers signes, là encore, d'une inquiétante dérive. Certaines informations laissent en particulier supposer qu'un tel diagnostic permet d'ores et déjà (en associant des examens comme un prélèvement de trophoblaste et le caryotype) de connaître le sexe du fœtus à un stade relativement précoce de la grossesse. Un stade où l'interruption volontaire de grossesse est encore possible si elle n'est pas toujours légale.

J.-Y. N. et F. N.



VALÉRIE WINCKLER

UNE PREMIÈRE DIGUE

LA réglementation de l'activité des équipes spécialisées dans la procréation médicalement assistée s'imposait de manière urgente. Annoncée de longue date, mise effectivement en chantier il y a plus d'un an (*le Monde du 25 septembre* 1986), cette réglementation sera donc effective en 1988. L'initiative de Mme Barzach est, à plusieurs égards, positive. Elle permettra, en particulier – du moins peut-on l'espérer, – de mettre un terme à l'inquiétante dérive à laquelle on commençait à assister : inflation des actes médicaux, efficacité très différente selon les équipes, indications de moins en moins rigoureuses, etc.

D'un strict point de vue économique, la pratique de la fécondation *in vitro* ne pouvait plus être laissée à la seule initiative de gynécologues-accoucheurs désireux d'ajouter une nouvelle et fructueuse technique de pointe à leur arsenal thérapeutique. Les propos clairs autant que courageux tenus aujourd'hui par Mme Barzach (ancienne spécialiste de gynécologie exerçant en secteur libéral) sur les disparités observées entre le public et le privé, tout comme les fermetures déjà annoncées d'un nombre important de centres spécialisés, ne manqueront pas de susciter de nombreux remous au sein de la communauté médicale.

Pourtant, et quelles que soient l'importance et l'utilité du dispositif qui va se mettre en place, il est clair que celui-ci ne fournit que des solutions provisoires. Outre le fait qu'il laisse une place au secteur privé à but lucratif et qu'il ne confère aucun statut officiel aux CECOS, structures non lucratives à bien des égards exemplaires, aujourd'hui menacés d'asphyxie financière, le programme de Mme Barzach est limité parce qu'il est d'ordre réglementaire.

C'est ainsi qu'il ne pose aucun principe éthique et qu'il ne donne aucune directive quant aux indications médicales de ces actes, ces dispositions étant du domaine de la loi. « *La loi viendra en son temps*, confie Mme Barzach, *c'est une question d'années.* » Il y a, selon elle, encore un problème de sensibilisation collective, et la société française, qui, dit-elle, n'a toujours pas accepté dans son ensemble la légalisation de l'IVG, n'est pas prête à se prononcer sur les questions essentielles que soulèvent les procréations médicalement assistées. Ces techniques devront-elles ne bénéficier qu'au couple (et quelle est la définition du couple ?) stérile (et quelle définition donner de la stérilité ?) ? Devront-elles être basées sur le don (de spermatozoïdes et d'ovules) anonyme et gratuit ?

Les choses pourraient peut-être avancer plus rapidement que prévu. Déjà, un consensus semble commencer à se dessiner à l'échelle européenne. Mais l'Eglise catholique, toujours opposée à la fécondation *in vitro*, campe obstinément sur ses positions. Cette nouvelle forme de lutte contre la stérilité rencontrera-t-elle demain les mêmes obstacles que ceux suscités hier par l'IVG ?

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

CECOS à l'abandon

Depuis leur création, il y a quinze ans, aucun texte n'a donné aux Centres d'étude et de conservation des œufs et du sperme (CECOS) un statut officiel.

QUINZE MILLE enfants sont nés en France depuis 1973 par insémination artificielle du sperme de donneur grâce à la Fédération française des CECOS (Centre d'étude et de conservation des œufs et du sperme). Depuis cette date, vingt CECOS ont été créés dans les CHU de France permettant l'organisation d'une structure nationale exemplaire. Chaque centre recrute des donneurs bénévoles et anonymes, mariés et pères de famille. Ces donneurs acceptent de subir une enquête génétique, un prélèvement de sang pour l'étude des chromosomes, la sérologie du SIDA et de la syphilis. Ces sept cents nouveaux donneurs annuels permettent deux mille naissances par an chez les trois mille couples demandeurs représentant 1 % des mariages annuels. Depuis 1985, plus de deux mille donneurs ont subi un dépistage de la contamination par le virus du SIDA. Aucun cas de séropositivité n'a été signalé.

La structure pluridisciplinaire que constituent les CECOS s'est fixé des règles éthiques, et une commission nationale de réflexion s'est mise en place pour poursuivre la réflexion compte tenu de l'expérience et des nouvelles techniques apparues comme la congélation d'embryons ou d'ovocytes.

Un comité scientifique anime la recherche de la Fédération en particulier en matière de conservation des gamètes par le froid. D'autre part, un groupe de travail réfléchit aux problèmes psychologiques des demandeurs et des enfants.

Les médecins des CECOS, biologistes, cliniciens, psychologues, généticiens, ont fixé des règles de fonctionnement médical, n'acceptant en traitement que les couples stériles et refusant les femmes seules (veuves ou célibataires), les homosexuels. L'idée est de ne traiter que les stérilités et de ne pas médicaliser ce qui n'a pas à l'être en respectant l'enfant à naître qui a besoin pour son développement psycho-affectif d'un père et d'une mère.

La Fédération permet également l'autoconservation du sperme à des sujets qui vont subir un traitement qui les rendra peut-être stériles. Cette solution leur donne l'espoir d'une paternité et donc d'une guérison possible au début de traitement d'un cancer.

En revanche, la Fédération a toujours refusé l'autoconservation du sperme d'un détenu désirant avoir un enfant pendant sa réclusion jugeant que le problème de la vie sexuelle des détenus était du ressort de la société et n'avait rien à voir avec un problème médical de stérilité. Aujourd'hui, les CECOS congèlent les embryons et participent aux dons d'ovocytes ou d'embryons dans le même esprit.

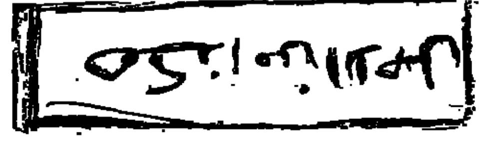
Les CECOS ont ainsi, à leur manière, essayé d'apporter une solution à certains problèmes médicaux de stérilité, en évitant de faire de ces techniques un nouveau moyen de procréation. Ces médecins ont intégré les soins, les règles éthiques et le progrès scientifique. Cette structure est unique au monde. Le rapport anglais, Warnock la cite en exemple. Le Congrès américain dans une commission officielle s'intéresse à cette structure inexistante outre-Atlantique.

En France, malheureusement, rien n'a été fait pour reconnaître officiellement cette organisation. Associations loi de 1901, les CECOS fonctionnent depuis quinze ans sans qu'aucun texte leur donne un statut officiel. Aucune reconnaissance non plus sur le plan financier, si ce n'est la fixation des prix des paillettes de sperme, ce qui les conduit progressivement à une asphyxie financière en raison de l'amélioration du rendement de leur technique (il faut, aujourd'hui, 20 % de paillettes en moins pour obtenir une grossesse qu'il y a cinq ans).

La Sécurité sociale laisse également à leur charge la conservation du sperme des patients qui vont subir un traitement stérilisant pour cancer, le prix de ces conservations n'étant pas pris en charge.

A l'heure où le gouvernement réglemente la procréation médicalement assistée, à l'heure où l'on invite les médecins à prendre des initiatives, des responsabilités éthiques et économiques, pourquoi les pouvoirs publics refusent-ils obstinément de reconnaître de manière officielle une telle structure ?

Professeur JACQUES LANSAC,
président de la Fédération française des Centres d'études de conservation des œufs et du sperme (CECOS)



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS A GRENOBLE, REJOINDRE NOTRE DIVISION ORDINATEURS PERSONNELS, C'EST ETRE A LA SOURCE DE NOS INNOVATIONS

4,3 milliards de F. de C.A. dont 35 % à l'export : chez H.P. France, la performance est un objectif de tous les instants. Les fondements de notre réussite : des gains significatifs de productivité de qualité de process, mais surtout une gestion très attentive de nos ressources humaines.
A Grenoble, 1300 personnes de 35 nationalités différentes contribuent à asseoir une responsabilité mondiale de développement, de fabrication et de marketing de matériels de hautes performances. Leurs résultats le prouvent : lancement de nouveaux terminaux (gamme HP 700), de nouveaux ordinateurs personnels (gamme Vectra, compatibles XT, AT, à base 385) et de nouveaux produits réseaux.

Ingénieurs Production

Etre l'expert technique d'une ligne de produits

Vous pilotez la mise en production des produits conçus dans nos Laboratoires et vous êtes responsable de leur support en fabrication. Vous êtes le garant de la qualité, de la fiabilité et de la conformité de nos produits. Vous êtes en dialogue constant avec les divisions européennes et américaines de Hewlett-Packard, et plus particulièrement votre homologue aux U.S.A.
Ingénieurs électroniciens de formation, vous disposez d'un réel sens du terrain et de la communication. Notamment en anglais. Réf. P2/S4/MO

Ingénieurs Process

Optimiser un procédé de production

Au sein d'une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires, vous assurez le développement, la mise au point et l'optimisation, en termes de qualité et de coûts, de nos procédés de fabrication en collaboration avec nos ingénieurs produits et composants. Votre aptitude à négocier avec des fournisseurs d'équipements sur une échelle mondiale et à gérer des projets importants (montage en surface de composants électroniques) sera le pilier de votre contribution à notre compétitivité. Ingénieur généraliste, vous êtes déjà familiarisé avec un univers de production. Réf. P2/S5/MO

Ingénieurs Support Maintenance

Assurer la maintenance d'une ligne de production

Vous intégrez une équipe en charge des procédures de maintenance, des équipements de production de sous-ensembles électroniques. A ce titre, vous formez les utilisateurs, agissez aussi bien de manière préventive que curative, dans un souci permanent d'optimisation de la qualité, des coûts et de la disponibilité des équipements en production.
Souplesse, disponibilité, sens du concret et aptitude à négocier, notamment en anglais, seront autant garants de votre évolution que votre formation d'ingénieur généraliste (ENSIEG, ESEO, INSA, A & M...) Réf. P2/S6/MO

Ingénieurs Composants Electroniciens et Mécaniciens

Garantir la qualité de nos produits à travers nos composants

Au sein d'une équipe d'ingénieurs composants dont l'objectif est de sélectionner nos fournisseurs selon nos critères de qualité et de compétitivité, vous définissez les meilleurs choix avec les responsables R & D, Achats et Production.
De votre aptitude à négocier avec des fabricants sur une échelle mondiale (pour cela vous maîtrisez l'anglais) dépendra notre image de marque de qualité.
Ingénieur généraliste de formation, si possible familiarisé avec un univers de production, vous saurez vous montrer rigoureux, diplomate mais exigeant. Ce poste, vivant et varié sur les plans technique et relationnel, vous garantira une excellente connaissance de nos divisions et de nos produits. Réf. P2/S7/MO

Pour tous ces postes l'anglais est indispensable.

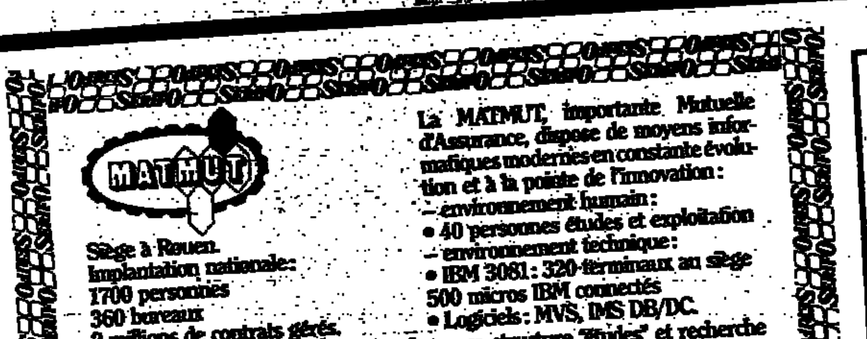
Si vous souhaitez intégrer une entreprise alliant rigueur, créativité, dynamisme et résultats, si vous cherchez un univers qui incite à se dépasser, sachez qu'H.P. saura répondre à vos attentes.

Adressez-nous tout d'abord un courrier (C.V. + lettre), en précisant la référence choisie, au Service Recrutement, Hervé Carta, HEWLETT-PACKARD-FRANCE, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.





TOUJOURS AVEC VOUS



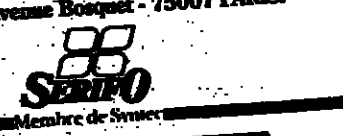
La MATMUT, importante Mutuelle d'Assurance, dispose de moyens informatiques modernes en constante évolution et à la pointe de l'innovation :
– environnement humain :
• 40 personnes études et exploitation
– environnement technique :
• IBM 3081 : 320 terminaux au siège
500 micros IBM connectés
• Logiciels : MVS, IMS DB/DC.

Siège à Rouen.
Implantation nationale :
1700 personnes
360 bureaux
2 millions de contrats gérés.

La Direction Générale souhaite renforcer sa structure "études" et recherche des :

INGÉNIEURS INFORMATICIENS CONCEPTEURS

Vous avez un diplôme d'ingénieur d'une école à forte vocation informatique et vous avez acquis la connaissance de gros systèmes IBM, du langage COBOL et des logiciels IMS/MVS.
Vous êtes soit débutant (ou avec un début d'expérience), soit déjà ingénieur confirmé (3/5 ans) et donc excellent technicien de l'informatique, susceptible d'évoluer très vite vers une fonction de Chef de projets.
Vous vous verrez confier – en fonction de vos compétences acquises – des responsabilités sur les applications du système central ; amélioration et extension de l'existant... avant de participer à des études plus structurées et de développement.
Vous bénéficierez compte tenu de l'environnement humain et technique de la Direction Informatique, de postes formateurs et évolutifs pour peu que vous soyez fortement intéressés par la technique informatique et ses développements.
Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 5.089 M à Roland Gardeux, SERIFO, 47 bis, avenue Bosquet - 75007 PARIS.



Membre de Syntec



Usine de Corbeil-Essonnes

recherche, pour ses services de développement et de production de semi-conducteurs, des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU POSSEDANT 1 A 2 ANS D'EXPERIENCE

– Electroniciens
– Physico-chimistes :
options micro-électronique et optique
– Informaticiens
(Ingénieurs avec option informatique)
Bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer lettre et CV à IBM France
Service Recrutement des Cadres – 224 boulevard J. Kennedy – BP 58
91102 Corbeil-Essonnes Cedex

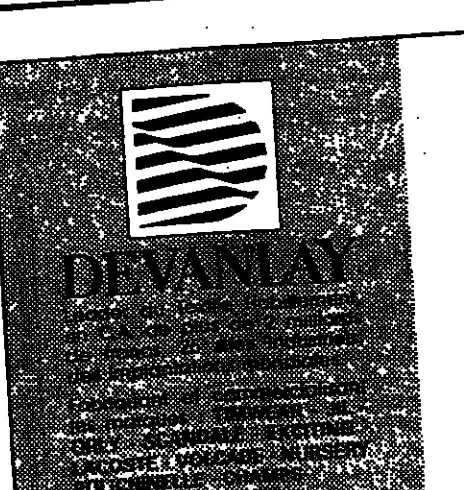


Automatisme et informatique

SNEI ELECTRIC FLUX, société de 2000 personnes spécialisée dans les technologies de pointe recherche dans le cadre de son développement des

Automaticiens

Vous avez un BTS, DUT et une expérience de 3 à 5 ans minimum en communications de données, Automates, micros.
Vous maîtrisez les liaisons asynchrones sous protocole (MODBUS, JBUS...) et les réseaux industriels (Lac, Ethernet...).
La pratique de l'analyse et programmation structurée des automates (APRIL, TE, SIEMENS, AB), sera un atout supplémentaire.
Poste à forte perspective d'évolution basé à Marseille.
Pour un premier contact, adressez votre dossier en précisant la référence 10924 à : SNEI ELECTRIC FLUX, 87 avenue des Aygalades, 13015 MARSEILLE. Discrétion assurée.



cherche pour l'une de ses divisions à TROYES un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Une tête bien faite plutôt qu'une longue expérience.

Vous avez à la fois des qualités de rigueur, de créativité, de communication et d'animation d'équipe. Vous êtes parfaitement à l'aise dans l'utilisation de la micro-informatique et vous souhaitez valoriser vos aptitudes de concepteur et d'organisateur. Vous maîtrisez l'anglais.

Adjoint au Directeur Logistique, vous encadrerez une équipe de 17 personnes et prendrez en charge la réorganisation complète et le fonctionnement de notre système d'ordonnancement-lancement. Ce système concerne un ensemble complexe (nombreuses références, plusieurs marques, plusieurs sites de fabrication en grande série) ; vous analyserez les différents paramètres pour établir un cahier des charges, en liaison avec l'informatique et mettrez en place un nouveau système de gestion des flux à partir des prévisions de vente avec pour objectif une recherche des stocks optima.

Rémunération motivante pour un candidat de valeur.

L'importance de notre Groupe vous offre des possibilités d'évolution.

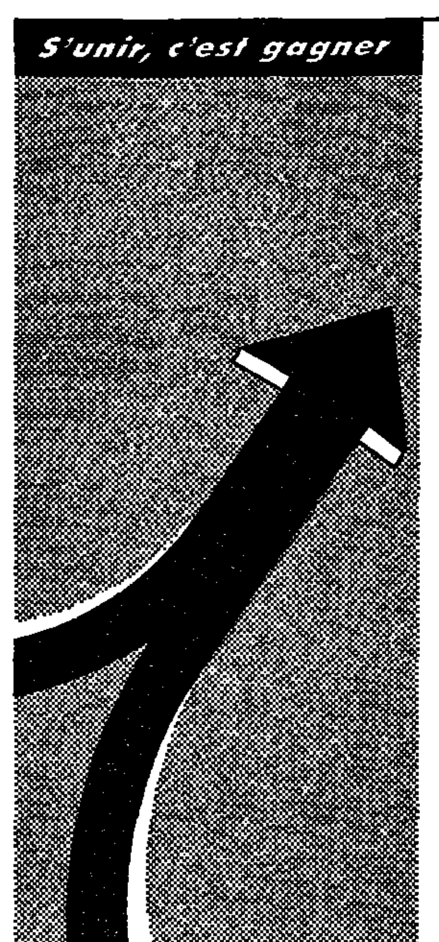
Les candidatures, s/réf. 2548/LM (lettre manus. avec indication de la rémunération actuelle, photo, C.V.) seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MEDIA BA



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



NEGOCIER - ANIMER - PRODUIRE DANS LE CADRE DE GRANDS PROJETS

Au tout premier rang de la compétition internationale, **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES** conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine intégrant les technologies les plus avancées. Dans le cadre des grands programmes nationaux et export qui nous sont confiés, notre Département d'ARCUEIL souhaite renforcer ses équipes et recherche :

INGENIEUR ACHATS

Rattaché au Responsable des Achats, vous assurez l'entière responsabilité des contrats d'achats et de sous-traitance en matière de composants électroniques, circuits imprimés, logiciels, matériels et maintenance informatique, représentant un budget annuel de 100 MF. Négociation et suivi des contrats, évaluation des fournisseurs français ou étrangers et interface avec les utilisateurs sont les principaux axes de votre mission.

Plus encore que votre formation, ce sont vos qualités d'homme de terrain et vos talents de négociateur mis en oeuvre au cours d'une dizaine d'années d'expérience dans un domaine similaire, qui vous permettront de réussir dans cette fonction. Anglais indispensable. Réf.92124/LM

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

En étroite collaboration avec le Responsable de l'Affaire, vous prenez en charge le suivi de l'industrialisation et vous coordonnez l'action des différents services : laboratoires d'études et de conception, équipes d'industrialisation...

Ingénieur de formation A et M ou équivalent, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en électronique ou électromécanique. Vos réelles qualités de manager vous permettront de vous imposer auprès de vos différents interlocuteurs et d'évoluer rapidement vers la responsabilité d'affaires. Anglais indispensable. Réf.92125/LM

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, adressez sans tarder votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Nathalie HULLE - **THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES** 1 avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.



HAVAS CONTACT

Optimiser le traitement des fluides industriels

Prospecter une clientèle d'industriels, étudier les besoins, définir les prestations, assurer un suivi technique et développer un large secteur en toute autonomie, telle est la responsabilité de l'

Ingénieur d'application

que recherche une filiale française d'un groupe mondial, leader dans le traitement des fluides industriels.
De formation ingénieur (papier, chimie,...) il possède une expérience de quelques années dans une fonction similaire. Il fait preuve de rigueur et d'autonomie.
Poste basé en région nantaise.
D'autres postes seront à pourvoir ultérieurement sur d'autres régions.
Ecrivez sous référence 711041/LM.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG - LILLE

Ingénieur - chef des ventes corps gras industriels

NOUVELLES HUILERIES ET RAFFINERIES MASSILIA, 225 personnes filiale du GROUPE SAINT-LOUIS, nous avons une activité de production et de commercialisation de corps gras destinés à la grande consommation et aux industries agro-alimentaires. Nous cherchons aujourd'hui notre **CHEF DES VENTES - INDUSTRIES FRANCE.** Il doit accompagner ce marché de produits semi-finis, soumis aux variations importantes du trading, en suivant de façon très étroite le marché des matières premières, en établissant quotidiennement les prix de revient et les prix de vente, et en assurant une présence quotidienne auprès d'une clientèle de très grandes marques (biscuitiers, chocolatiers, biscottiers, industries cosmétiques, etc.) qu'il entretient et développe.

27-35 ans, de formation ingénieur (chimiste, agronome, spécialiste corps gras : ESACG...), vous avez acquis votre expérience *commerciale dans une industrie agro-alimentaire ou voisine de* ce secteur, ou chez un courtier.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 602, à Catherine de la Roche Saint André - **JACQUES TIXIER S.A.** - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA BA

Pour concevoir un système d'information qui s'inscrit dans un **nouveau schéma directeur** ambitieux et résolument tourné vers l'avenir,

CHEF DE PROJET

Vous êtes **certes** un professionnel de l'informatique (vous avez déjà développé des projets *sur gros système IBM dans un environnement bases de données,* transactionnel et méthode) mais vous êtes **surtout** une personne de relation, de communication et un véritable patron d'équipe.

Nous, **puissant groupe financier,** pouvons vous donner l'opportunité d'exercer vos vrais talents de chef de projet responsabilisé face à nos utilisateurs *exigeants et de haut niveau.*

Ingénieur de formation, 28/30 ans environ, vous êtes celui ou celle qui saurez nous convaincre de votre aptitude à encadrer, animer et motiver une équipe.

Le lieu de travail est situé en proche banlieue Sud de Paris.

Veuillez adresser curriculum-vitae, lettre manuscrite et prétentions sous réf. : 1117 M, à notre Conseil qui vous garantit une totale confidentialité.

Catherine GIBOIN - Tour Maine Montparnasse - 33, avenue du Maine BP 112 - 75755 PARIS Cedex 15.

Pierre Lichau

DONNEZ UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE CARRIERE.

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE

Conception et mise en place de systèmes automatisés de production

Nos objectifs de progrès nous conduisent à développer nos process automatisés d'application de peinture /mastics et de production de pièces de fonderie.

C'est la mission que nous conferons à deux jeunes ingénieurs Grandes Ecoles expérimentés. Votre première expérience de la production automatisée vous permet de faire l'analyse et le bilan des solutions actuelles, et de piloter, de l'avant-projet à la mise en service, l'ensemble du développement et de la mise en place de nouveaux automatismes.

Animateur efficace, vous saurez motiver votre équipe et les partenaires extérieurs à l'entreprise, pour atteindre vos objectifs de qualité, de coût et de délai.

Ces postes vos permettront d'éprouver et de développer vos capacités techniques, votre autonomie, votre aptitude à la communication : atouts de votre réussite dans une entreprise qui offre de larges possibilités d'évolution.

Ces postes sont situés en proche banlieue parisienne et comprennent de fréquents mais courts déplacements.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. «Automat» mentionnée sur l'enveloppe.

Carré Turenne



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Un leader et des experts

Ces postes s'adressent à des ingénieurs (X, ECP, ENST, ESE...) spécialistes en Intelligence Artificielle, motivés pour travailler dans un environnement humain et technique de grande qualité.

CHEF DE SERVICE

Dans une grande entreprise, placée sur des secteurs stratégiques, vous encadrez une équipe d'environ douze ingénieurs de haut niveau : ceux-ci apportent leur appui à l'étude et à la réalisation de grands projets (réseaux complexes, systèmes d'information, systèmes de commandement) dans lesquel la part faite aux systèmes experts ne cesse de croître. Vous assurez une fonction technico-commerciale pour promouvoir votre service.
Lieux de travail : Sud-Ouest Paris
Réf. S 726

INGENIEURS

Dans l'équipe "Intelligence Artificielle" du Groupe SYSECA, vous développez des systèmes experts principalement avec ART.
Vous avez acquis des connaissances en : LISP, techniques de simulation et de prototypage rapide en langage objet.
L'ampleur et l'intérêt des projets garantissent à de jeunes ingénieurs un développement de carrière d'expert dans cette discipline.
Lieux de travail : Saint-Cloud - Rennes
Réf. 299

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. choisie à SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION



ALTRAN TECHNOLOGIES est une SSII ayant une forte croissance (plus de 60 % par an depuis 5 ans), *une bonne rentabilité* **(de l'ordre de 9 % net** depuis l'origine), atteignant en 1987 **110 MF de C.A. et 300 personnes** (dont 90 % d'ingénieurs et Cadres).

Compte tenu de ces résultats, la Société a été **introduite au second marché** boursier le 20/10/87 afin de lui donner les moyens supplémentaires pour poursuivre le même rythme de croissance et de rentabilité.

Nous recherchons, pour participer à notre développement, un *nouveau*

RESPONSABLE DE DEPARTEMENT

manager d'un centre de profit autonome, il a un rôle technique, commercial et d'encadrement. Intéressé à ses résultats après une *première période, il peut atteindre une rémunération très motivante.*
Le jeune **INGENIEUR** recherché a environ cinq ans d'expérience. Il a déjà encadré une équipe et a nécessairement une expérience TECHNICO-COMMERCIALE, acquise chez un constructeur ou chez un distributeur de logiciel technique.
Merci de nous adresser votre C.V., en rappelant sur l'enveloppe la référence KM 7N ou de nous contacter par MINITEL en faisant le 3615 Code CGSINFO.

ALTRAN TECHNOLOGIES 58, bd Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS.

Affluences

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Société Biens d'Equipement
60% C.A. réalisé à l'exportation
recherche

Ingénieur nucléaire

AMRI No 1 sur le marché des applications techniques de la robinetterie industrielle vous offre de devenir Ingénieur d'Affaires pour traiter les appels d'offres complexes particulièrement dans le nucléaire.

Vous devez impérativement connaître les codes de construction (A.S.M.E., R.C.C.M...).

Vous pratiquez l'anglais couramment.

Si le poste vous interesse, veuillez adresser votre C.V., photo et prétentions à :

Service du Personnel
40, rue Jean-Jaurès
93176 BAGNOLET CEDEX

amri

Bleu Publicité

Evoluez avec notre entreprise

SOURIAU (3800 personnes, 13 filiales, 9 usines en France) est l'un des leaders mondiaux de la connexion électronique et électrique. C'est aussi une entreprise pilote dans le domaine des stations de diagnostic automobile et de l'électronique industrielle avec un nouveau centre de production ultra-moderne de 120 personnes dans la Sarthe. Nous vous y proposons le poste de

Directeur d'usine
Fabrications électroniques

Membre du comité de Direction de la Division, vous aurez une très large autonomie pour réaliser les objectifs que vous aurez négociés. Vos moyens seront larges : industrialisation, production, logistique, achats. Animateur, vous serez aussi gestionnaire et votre souci de performance (coûts, qualité, délais) dans une environnement à évolutions rapides s'appuiera sur votre capacité d'innovation.

Environ 35 ans, vous êtes ingénieur électronicien, pratiquez l'anglais, votre expérience intègre 3 à 5 ans d'encadrement dans une unité industrielle d'électronique.

Merci d'adresser votre CV, s/réf. IEF, en précisant votre rémunération actuelle au Responsable des Ressources Humaines - **SOURIAU** - 9/13 rue Gallieni BP 410, 92103 Boulogne Billancourt.

SOURIAU

PARTAGEZ LA PERFORMANCE

DESSEIN

SONOVISION

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

40 ans d'expérience, 800 spécialistes, plusieurs agences françaises et étrangères... Notre groupe est spécialisé dans l'ingénierie de l'information technique.

Nous recherchons un **INGENIEUR INFORMATICIEN** Grande Ecole ou équivalent.

Votre savoir faire se traduit par une expérience d'au moins 3 ans. Il vous permet d'étudier, concevoir et développer de nouveaux projets hautes technologies. Dans cette optique, des connaissances techniques : bases de données, UNIX, MS/DOS, C, PASCAL... seront très appréciées.

Compétence, autonomie et mobilité vous définissent bien...

Et vous maîtrisez aussi l'anglais.

Tenue avec succès, votre mission vous portera vers de nouveaux horizons...

Le poste de chef de projet n'est pas loin.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite + photo + rémunération sous référence 501 CC MO à notre Conseil.

CABINET ASCOM S.A.,
Département High Tech,
3 Avenue de Porchefontaine,
78000 VERSAILLES.

DESSEIN

ASCOM REND LES COMPETENCES A L'ENTREPRISE

---

op

PLASTIC OMNIUM
L'innovation dans les matières plastiques

Parmi les leaders en technologies de transformation des matières plastiques, notre groupe dépassera les 2 Milliards de Francs de CA consolidé en 1988. En croissance ininterrompue depuis nos 40 années d'existence, nous créons un nouveau poste pour un ingénieur expérimenté.

ingénieur chimiste
recherche et développement

Attaché au Directeur du Développement, vous assistez les ingénieurs de nos 8 unités de production et laboratoires (France, Espagne, Grande-Bretagne), avec une double mission :

- mener des recherches de pointe dans le domaine des revêtements (textiles, films et mousses) et collages des matières plastiques.
- résoudre tous problèmes correspondants, en application sur les 15 familles de matières plastiques que nous transformons.

Ingénieur chimiste, expérimenté dans ce domaine, maîtrisant l'anglais, vous souhaitez jouer un rôle spécifique au sein d'une équipe d'ingénieurs habitués aux plus hautes performances dans leur partie, et évoluer dans un groupe dont l'expansion vous offre de réelles perspectives.

Vous choisissez un domicile proche de l'un de nos deux principaux centres de recherches, Langres et Oyonnax, et vous êtes prêt à vous déplacer dans nos unités.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération sous réf. 269 à M. d'Aboville, Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris.

la gestion de personnel aujourd'hui — résonance

VOUS AVEZ DE L'AMBITION...
NOUS AVONS DE L'AMBITION...
cela peut faire une

très grande ambition
pour réaliser plein de choses ensemble.

NOS DOMAINES ?

Les réseaux de Télécom. en plein boom, l'Avionique, les Radiocom.

NOS CLIENTS ?

Pour l'essentiel des gens très exigeants, ingénieurs et décideurs des Défenses Nationales d'un grand nombre de pays.

Nous avons en tête quantité de projets high tech,

et bien d'autres, tout aussi pointus, en cours d'élaboration et de réalisation.

Nous avons aussi de fameux contrats et des idées de conquête.

Nous avons aussi de fameux contrats et des idées de conquête.

Pour transformer ces rêves en réalité, nous avons besoin de renfort, de matière grise, de potentiel...

Nous sommes 300 ingénieurs et Cadres dans une Société de 1300 personnes et nous comptons être 400 dans les 2 ans. Filiale d'un grand Groupe International, nos débouchés se trouvent pour largement plus de 50% à l'export.

Nous voulons rencontrer de jeunes ingénieurs et manageurs techniques, dotés d'un fort potentiel et d'une forte motivation, auxquels les postes suivants pourront être proposés.

INGENIEURS DE HAUT POTENTIEL

destinés à prendre dans un court terme la responsabilité de PROJETS IMPORTANTS dans le domaine de Réseaux de télécommunications : réseaux maillés à voies radio et commutation de paquets (parole, messages) avec chiffrement dans un environnement très exigeant sur le plan de la performance technique et de la protection physique et du secret. Définition avec les Commerciaux et le Client des spécifications et des données économiques et industrielles, conception d'architecture et de solutions techniques.
Formation d'origine recherchée : X - Telecom. - Supelec - ENSTA - Sup Aero. 7 à 10 ans d'expérience. **(Réf. C106)**

INGENIEURS-SYSTEMES

pour Projets de télécommunications "études papier", imagination et définition de solutions techniques. Ils pourront soit s'intégrer à la cellule de réflexion et de décision d'un grand projet, soit devenir Adjoint d'un Chef de Moyen Projet, soit prendre la responsabilité d'une partie de projet, ou d'un projet plus modeste.
Ingénieurs Grandes Ecoles (électronique - informatique). 4 à 5 ans d'expérience. **(Réf. C 107) (Réf. C 131)**

INGENIEURS DE PROJETS-SYSTEMES

chargés d'explorer avec nos interlocuteurs les perspectives de techniques nouvelles qui pourraient contribuer à la résolution de leurs préoccupations et à partir de notre capital de connaissances, de notre savoir faire et de notre potentiel de réalisation, mettre sur pied des propositions techniques et établir des projets avancés de réseaux de télécommunication.
Une grande expérience et une grande familiarisation avec ce contexte sont requises. **(Réf. C 98)**

INGENIEURS LOGICIEL

Chefs de Groupe ou débutants pour conception et réalisation de logiciels temps réel au sein de grands projets de commutation multiservices. **(Réf. C 82)**

CHEF DE SERVICE D'ETUDES RADARS

de surveillance terrestre. Etudes de nouvelles générations d'équipements à mener, comportant le traitement numérique du signal.
Ingénieur formation grande Ecole. 7 à 10 ans d'expérience. **(Réf. C 126)**

En raison de la nécessité d'obtenir le plus souvent une habilitation "confidentiel Défense" de la part des Organismes de Sécurité, les candidats d'origine étrangère ou ayant des liens de parenté à l'étranger ne pourront vraisemblablement pas être retenus.

Anglais indispensable.

Merci de faire parvenir votre dossier sous référence correspondante à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS

DESSEIN

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
à vocation internationale
INDUSTRIES ELECTRONIQUES ET ELECTRIQUES
organisé en centres autonomes de taille humaine recherche

3 RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU

pour une de ses sociétés, en plein développement, leader mondial sur ses marchés.

Directeur usine
Région Ile de France

- 160 collaborateurs.
- Vous savez gérer l'ensemble des moyens de production, approvisionnement, contrôle, administration dont l'outil informatique.
- Ingénieur d'une grande école,
- Pragmatique, gestionnaire, organisé.
- Vous avez un sens développé de l'humain.
- Vous maîtrisez bien la langue anglaise.
- **Référence 101.**

Directeur commercial
Paris

- 65 agents exclusifs dans le monde, 5 filiales en Europe.
- Vous assurez une responsabilité commerciale dans les équipements moyenne tension.
- Vous êtes ingénieur d'une école supérieure d'électricité.
- Vous êtes adaptable, rigoureux, organisé, animateur.
- Vous avez une pratique courante de l'anglais.
- **Référence 102.**

Chef de laboratoire
Région Ile de France

- 15 collaborateurs.
- Vous êtes parfaitement familiarisé dans le développement des techniques électroniques professionnelles (High Tech.).
- Vous êtes ingénieur d'une grande école et vous savez organiser et animer une équipe.
- Vous maîtrisez bien la langue anglaise
- **Référence 103.**

Les rémunérations proposées pour les trois postes sont très motivantes et les possibilités d'évolution réelles.

Adresser C.V. complet, lettre manuscrite et photo récente en précisant la référence du poste choisi à



G.M.ICARD/consultants s.a.
10, bd Suchet - 75016 PARIS, qui traitera confidentiellement votre candidature



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT GROUPE AERONAUTIQUE ET SPATIAL
recherche pour ses établissements situés
près de PARIS et en NORMANDIE

Ingénieurs mécaniciens

diplômés Grandes Ecoles

Ils posséderont une expérience d'au moins 5 ans en production :

• méthodes, • fabrication, • gestion de production.

Ils seront responsables de l'encadrement d'équipes importantes.

La taille de notre Groupe peut permettre une réelle évolution de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions
sous référence BG 32730 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Ingénieur informaticien grande école

Une première expérience vous a convaincu d'orienter votre carrière vers une diversité de projets d'envergure

Vous participerez à la conception et au développement de logiciels dans les domaines suivants :

- Temps Réel Embarqué
- Avionique et Spatial
- Systèmes d'Armes
- Réseau (SNA, X25, DSA)
- Système UNIX
- Système IBM (MVS, VM).

Selon votre profil, une formation technique complémentaire pourra vous être apportée.
Adressez vos candidatures à Michel PERRIER
sous référence 1543 à INFORAMA Logiciel
7 rue Pasquier - 75008 PARIS,
ou téléphonez au (1) 47.42.14.40.

INFORAMA logiciel
la technologie par les hommes

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

jeune chef de projet informatique, avez-vous du punch ?

Etablissement financier en forte croissance (90 p., Paris Champs-Elysées), filiale d'une grande banque, nous orchestrons notre développement autour d'une informatique de pointe (4 UC, 90 terminaux, SGBD relationnels...).

Venez piloter, aux côtés du responsable des études, nos nouveaux projets : gestion des crédits promoteurs, automatisation du conditionnement des prêts, création de services VIDEOTEX...

Ingénieur diplômé, votre expérience peut être courte si elle est probante et acquise dans le tertiaire. Vous êtes un battant, venez prendre chez nous une nouvelle dimension.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT,
vous remercie de lui écrire (réf. 5058 LM)
à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

LE GROUPE O & A - 170 CONSULTANTS RECHERCHE

CONSULTANTS SENIORS LOGISTIQUE ET PRODUCTIQUE

pour les associer à nos missions auprès des GRANDES ENTREPRISES INDUSTRIELLES. Vous avez une expérience réussie dans l'un des domaines suivants :
PRODUCTION : planification, CFAO, GPAO,
MAINTENANCE : MAO et systèmes de gestion,
LOGISTIQUE : stratégie de distribution.

INGENIEURS (X, CENTRALE, MINES, PONTS, SUPELEC, ARTS ET METIERS,...)

disposant de 2 à 5 ans d'expérience en LOGISTIQUE et GESTION INDUSTRIELLE.
Vous avez une première expérience industrielle réussie, nous vous proposons de participer à des projets :
- Stratégie de distribution : MODELISATION, ARCHITECTURE DE RESEAU,
- Conception d'ensembles automatisés de production et de stockage : USINE DU FUTUR,
- Pilotage des flux industriels : KANBAN, GPAO, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

CHEFS DE PROJET, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

pour les associer à nos missions de conception et de réalisation de systèmes d'informatique industrielle en TRANSITIQUE (ENSEMBLES FLEXIBLES DE PRODUCTION, ENTREPOTS AUTOMATISES). Vous possédez 3 à 6 ans d'expérience réussie en étude et développement de systèmes transactionnels intéractifs.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation GRANDE ECOLE ayant une personnalité de tout premier plan :
- profil d'organisateur,
- grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes,
- motivés par la mise en oeuvre du changement et la transmission du savoir-faire,
- disponibilité pour de fréquents déplacements en FRANCE et en EUROPE.

La qualité des missions qui leur seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe O & A ouvrent de larges possibilités d'évolution pour les candidats de valeur. Ces postes sont à pourvoir à Paris, Lyon et Nantes.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

Ouroumoff & Associés
94, rue Lauriston - 75116 PARIS

Organisation et Publicité

Organisateur informatique

La Chambre syndicale des Banques Populaires, Chef de réseau du Groupe des Banques Populaires, recherche un Organisateur informatique.
Vous participerez à la mise en œuvre de la stratégie informatique du Groupe.
Vous coordonnerez les opérations de migration de systèmes informatiques : diagnostic de l'existant, planification des tâches, suivi des travaux.
Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MIAGE et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans dans la conception et la réalisation d'applications de gestion dans le secteur bancaire ou financier, incluant l'animation d'une équipe.
Ce poste basé à Paris implique de fréquents déplacements en France.
Nous vous remerçions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. FM 87 10 à François MARSAL - C.S.B.P. - 131 avenue de Wagram - 75847 Paris Cedex 17.



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE



L'un des leaders mondiaux de l'Equipement automobile,
27500 personnes CA : 12,1 milliards de francs
dont 46 % à l'étranger recherche pour sa
Direction des Etudes avancées

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école, débutant ou avec une première expérience, votre mission sera de concevoir, expérimenter, mettre au point des modules électroniques faisant appel à des circuits analogiques, digitaux, ASIC et micro-processeurs.

La maîtrise de l'anglais est indispensable ; des connaissances en I.A.O. et C.A.O. électroniques seront appréciées.

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre Groupe à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à :
VALEO DEA, Recrutement I et C, 4, rue Gambetta, 93406 SAINT-OUEN Cedex.

Organisation et Publicité

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio Télévision, le Monde des Affaires...-, la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un CA consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite du redressement du journal. Dans ce contexte de développement, nous avons repensé l'ensemble de nos systèmes de gestion et opérationnels. Pour remplacer le titulaire actuel appelé à d'autres fonctions, notre Direction Financière cherche un

Ingénieur-contrôleur de gestion
motivé par la construction de systèmes

Rattaché à notre Directeur Financier, vous prendrez à terme la responsabilité générale d'aider les opérationnels à maîtriser leur gestion. Etablissement et animation du processus budgétaire, suivi des réalisations, mise en place du système de gestion de l'imprimerie, élaboration du tableau de bord de synthèse et du rapport mensuel de résultats, appréciation de la rentabilité des investissements... autant de missions à mener sans exclure des études ponctuelles et l'évolution du système de gestion. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs possédant si possible une expérience industrielle dont au moins 3 à 5 ans en contrôle de gestion. Nous exigeons autant technicité en contrôle industriel, hauteur de vue, esprit de synthèse que sens de la pédagogie, capacité de réalisation et ténacité d'opérationnel.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS sous la réf. 354 M/2.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

HAUTE SÉCURITÉ

INGÉNIEURS LOGICIEL

Grandes Ecoles - 5 ans d'expérience

Pour mettre en œuvre à un poste «clef» le schéma directeur Génie logiciel au sein d'une importante Société française (CA : 1,3 milliard) qui conçoit et réalise des systèmes complexes, mettant en jeu des contraintes de SECURITE, dans des secteurs techniques de pointe : ARMEMENT, TECHNIQUES FERROVIAIRES, TELECOMMUNICATIONS.
Lieu de travail : PROCHE BANLIEUE SUD PARIS.

■ VALIDATION DE LOGICIELS A CARACTÈRES SÉCURITAIRES

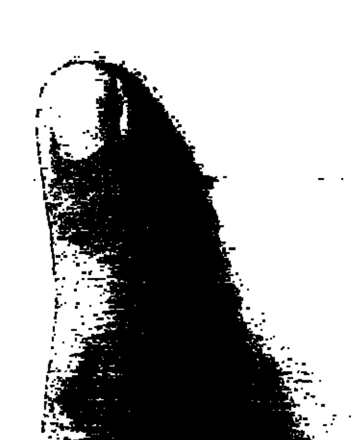
Dans une fonction autonome, en parallèle à des équipes de conception, il validera des logiciels (temps réels et automatismes) et participera à la mise en place d'outils modernes de validation logiciel. Très compétent en logiciel temps réel, il devra avoir un fort potentiel technique pour aborder, par exemple, des techniques de preuves formelles.

■ SPÉCIFICATIONS D'UN LOGICIEL DE CONTRÔLE COMMANDE

Sur une affaire importante, il assistera le Chef de projet dans la rédaction des spécifications et prendra en charge le développement d'un sous-ensemble avec une petite équipe qu'il animera (système d'exploitation et logiciel TEMPS REEL, UNIX, méthodes d'analyse PDL, environnement HP 1000, langages C et FORTRAN).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. T15LVS2 rappelée sur l'enveloppe.

Carré Turenne



INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL TRAITEMENT DES EAUX

COMBUSTION ENGINEERING — **Orléans**

Filiale française performante d'une importante multinationale américaine concevant et commercialisant des équipements de procédés industriels et de traitement des eaux, nous recherchons pour notre Département «Liquid-Solid/Separation» :
un Ingénieur Technico-Commercial.

Rejoignant une équipe soudée et performante, il devra prospecter les clients potentiels, analyser et définir leurs besoins, élaborer les offres et les négocier.
Ses clients seront des Industriels, des Collectivités, des Sociétés d'ingénierie et de traitement des eaux.

Le poste nécessite ouverture d'esprit, sens de la négociation et des relations humaines.
Il conviendrait à un **candidat de formation scientifique supérieure** possédant une expérience professionnelle technique et commerciale d'au moins 5 années dans l'hydraulique ou le traitement des eaux, désireux de s'impliquer dans un poste qui requiert une grande disponibilité de temps (déplacements fréquents en France : 50 % du temps).

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les conditions offertes, la taille humaine de l'entreprise et son potentiel de développement sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 87/GV-CSB/04 M à KEY-MEN - 29, Boulevard Jean-Jaurès - 45000 Orléans.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

PROGRAMME ARIANE 5-HERMES

La Direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche

2 ingénieurs Assurance Qualité

Programme HERMES
Diplômé d'une grande école, vous possédez environ 5 ans d'expérience industrielle dans la gestion de projet ou d'assurance qualité ainsi que des connaissances dans le domaine des structures. Des connaissances en matériaux composites seront appréciées.
Vous prendrez en charge l'assurance qualité auprès des industriels participant au programme d'avion spatial Hermès.
Anglais indispensable. Réf. 86/DLA/44.

Programme ARIANE
Diplômé d'une grande école vous avez acquis une expérience de 5 ans environ dans des activités opérationnelles ou d'assurance qualité sur des ensembles de contrôles commandes embarquées ou nucléaires.
Vous prendrez en charge l'assurance qualité des opérations de lancement Ariane dans le domaine des systèmes électriques. Plusieurs missions en Guyane française sont à prévoir chaque année. Réf. 87/DLA/03.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence choisie à M. le Chef du Département «Personnel/Services-Généraux» du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes — Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

DIRECTEUR D'USINE
EN CHARENTES
POUR FAIRE VIVRE ENSEMBLE TRADITION ET TECHNOLOGIE

Affaire française de l'agro-alimentaire fleurant bon le terroir, notre réputation et celle de nos produits n'est plus à faire, tant en France qu'à l'étranger. Respectueux du savoir-faire légué par nos fondateurs, nous n'en intégrons pas moins des équipements dont la technologie peut être qualifiée d'avancée.

A 35 ans au moins, de formation «alimentaire», vous avez l'expérience de la direction d'une usine (PMI), de préférence dans notre métier, à défaut dans la pharmacie, la chimie fine...

Homme de terrain, animateur et gestionnaire, vous savez ce que signifient les termes quantité, qualité, délais, coûts, mais aussi prix de revient et n'hésitez pas à vous remettre en cause dans une optique «toujours mieux». Si, en plus, l'anglais ne vous est pas totalement étranger...

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous réf. 578 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu — MEMBRE DE SYNTEC

CICOM
Centre d'Ingenierie de la Communication :

Pour faire face aux développements des systèmes de communication, l'Institut TELESYSTEMES recherche pour de grandes entreprises, du secteur informatique, des :

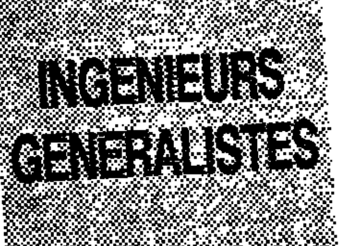
INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS : X, SUPELEC, MINES, CENTRALE
OU UNIVERSITAIRES DE MEME NIVEAU

Les candidats sélectionnés, débutants ou ayant une première expérience, bénéficient d'une **Bourse d'Etudes** de 60.000 F et d'une allocation mensuelle de 6.000 F, pour les préparer au plus haut niveau aux fonctions de CHEF DE PROJET en conception de systèmes de communication, dans le cadre du Programme Post-Ingénieur du **CICOM.**

Le CICOM (Centre d'Ingénierie de la Communication) propose une formation intensive de type Master of Sciences d'une durée de 7 mois qui rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.

Envoyez votre CV à :
L'Institut TELESYSTEMES
11/15, Rue Sarrette 75014 Paris - Tél.: (1) 43.20.14.28



débutants ou ayant acquis une première expérience

REJOIGNEZ SGN SUR LES TERRES NEUVES DE LA TECHNOLOGIE

Nous sommes le premier groupe français d'ingénierie avec près de 2 000 collaborateurs (dont 80 % d'ingénieurs et techniciens supérieurs). SGN, Société-mère, a un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs.

Nous mettons en œuvre des technologies nouvelles dans de nombreux secteurs industriels : aéronautique, verre, nucleaire, transports, agro-alimentaire...

X, Mines, Centrale, Télécom... votre formation de généraliste nous intéresse.
Intégrés dans nos équipes après une période de formation, vous participerez, en tant qu'ingénieur d'études ou de procédés, à la réalisation de projets importants.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre, photo et pretentions) à :
Hélène MONTANIER - Direction de la Gestion des Ressources Humaines
1, rue des Hérons - Montigny-le-Bretonneux - 78182 St-Quentin-en-Yvelines.



LA MAITRISE DE L'INGENIERIE

Devenez PATRON de l'industrialisation cartes à mémoire et publiphone

Schlumberger Industries — Transactions Electroniques

Aujourd'hui le département Cartes à Mémoire et Systèmes du groupe Transactions Electroniques de SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le numéro un mondial dans les domaines des cartes à mémoire, du publiphone, des terminaux de paiement électronique et des lecteurs de cartes.

CHEF DU SERVICE INGENIERIE, à la tête d'une équipe de 15 ingénieurs et techniciens très motivés, vous constituez avec eux l'interface des études et de la production.

Vous serez responsable du processus de fabrication, des rendements de nos ateliers de cartes à mémoire ainsi que de leur conception (nouvelles technologies, packaging...).

Ingénieur généraliste, vous avez une expérience industrielle significative de préférence dans un service industrialisation.

L'anglais est indispensable.
Votre réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer vers de plus larges responsabilités ■

Veuillez adressez votre candidature, lettre, CV et photo, au Chef du Personnel, Schlumberger Industries, département Cartes a Mémoire et Systèmes, 420 rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.

Contribuer au progrès de l'entreprise.

Renforcer l'équipe d'organisateurs chargée de faire évoluer les structures, l'organisation et les systèmes d'information de notre

important établissement financier.

Participer à une phase active de missions d'organisation et de développements informatiques destinés à accroître les performances de notre entreprise. Un rôle que notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique veut confier à un

Organisateur (H/F)

De formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'ingénieur, 3e cycle universitaire de gestion), il a 3/4 ans d'expérience, de préférence acquise en cabinet de conseil en organisation et dans le secteur financier.
Homme de dialogue, imaginatif, concret et rigoureux, il saura écouter et convaincre les Directions et s'impliquer dans la recherche et la mise en œuvre de solutions.
Une expérience de mise en place de progiciels comptables et la pratique de missions de recherche de productivité seront appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. OR 799 à notre Conseil DATAID SELECTION
48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

DATAID SELECTION



STATISTICIEN

Nous sommes les MUTUELLES UNIES, société mère du groupe AXA, premier groupe privé français d'assurances : 30 sociétés dans 8 pays, 6 millions de clients, 19,8 milliards de francs de CA dont 30 % à l'étranger.

Nous recherchons un STATISTICIEN pour la Branche Automobile.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ENSAE, ISUP...), vous avez, si possible, une première expérience et vous possédez une bonne connaissance de l'analyse des données et de la micro-informatique.

Vous réaliserez, en toute autonomie, diverses actions :
- imaginer de nouveaux outils d'analyse statistique (scoring en souscription de risques),
- réaliser des études statistiques (modélisation de la sinistralité, tarification des risques, études de marché),
- rechercher toute information extérieure auprès de l'INSEE, des professionnels de l'automobile... afin de connaître l'évolution du marché et du risque.

Vous participerez à la mise en place du système d'information de la Branche Automobile.

Vous disposerez d'outils performants tels que : SAS, Multidim, les logiciels de l'ADDAD.

Une formation à l'assurance est prévue.

Vous souhaitez intégrer un groupe résolument tourné vers l'avenir au sein duquel les perspectives d'évolution sont reelles.

Prouvez le nous en nous adressant rapidement, pour ce poste basé à Paris ou à Rouen, lettre manuscrite et C.V., s/réf. AI/48, à **MUTUELLES UNIES** - C. PAVAGEAU - 76029 ROUEN Cedex.

Mutuelles Unies ASSURANCES — AXA



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INDUSTRIE DE POINTE
Ville Universitaire sud de la Loire

IMPORTANTE UNITÉ DE PRODUCTION (+ de 500 PERSONNES) D'UN GROUPE INTERNATIONAL RÉPUTÉ RECRUTE UN

Ingénieur électronicien Responsable PROCESS

POUR ANIMER ET COORDONNER LES ACTIONS DU Sce MÉTHODES et INDUSTRIALISATION, afin de contribuer à l'adaptation de l'usine aux évolutions des méthodes d'organisation industrielle, assurer le démarrage de fabrication des NOUVEAUX PRODUITS, l'introduction de NOUVELLES TECHNOLOGIES et garantir la continuité d'ORGANISATION DE LA PRODUCTION à moyen et à long terme.

Poste évolutif

- JEUNE INGÉNIEUR DIPLÔMÉ ÉLECTRONICIEN H/F, de moins de 35 ans • ANGLAIS parlé indispensable.
- EXPÉRIENCE (au moins 3 ans) en MÉTHODES/organisation industrielle ou FABRICATIONS ÉLECTRONIQUES GRANDES SÉRIES. Connais. en C.M.S. (composants montés en surface) et tests très appréciés.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite. C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 8762 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Ingénieurs électroniciens
Des projets pour réussir

Schlumberger Industries

Groupe Électricité

La poursuite de notre développement dans le domaine de la protection et du contrôle des réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique nous amène à proposer des perspectives d'évolution très ouvertes à des

DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES
Supélec, Centrale, ENST...
Débutants ou première expérience

ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT SYSTÈME ET LOGICIEL

Responsables du développement d'automatismes implantés sur un calculateur spécifique, vous devez maîtriser les microprocesseurs 16 Bits, leur environnement et les méthodologies d'analyse et de programmation. Une première expérience système et temps réel serait un atout. Réf. R1

TECHNICO-COMMERCIAL

Vous serez chargé de commercialiser nos produits auprès d'industriels et de distributeurs importants et de suivre l'évolution de leurs besoins.
Vous aurez à conseiller et à convaincre des interlocuteurs de haut niveau technique. Réf. R2

Ces postes basés à Montrouge nécessitent une bonne maîtrise de l'Anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en mentionnant la référence du poste concerné, à

SCHLUMBERGER Industries
Coordination. Recrutement
BP 620.05
92542 MONTROUGE CEDEX

AD'COM.

ADDICIEL groupe steria

Filiale de SITINTEL du groupe STERIA, nous avons acquis une grande notoriété dans le domaine des cartes de communication intelligentes pour les ordinateurs personnels, IBM PC ou compatibles.

75% de notre action commerciale est orientée vers les grands comptes, OEM, les SSII, une clientèle essentiellement professionnelle.

Nous recherchons pour développer notre présence commerciale :

2 jeunes technico-commerciaux

Vous, jeune ingénieur diplômé d'une école orientée informatique ou télécoms, vous avez acquis une première expérience au sein d'un constructeur ou en SSII, ou, à la recherche de votre premier emploi, les modems, le réseau transpac, les télécoms vous sont familiers.

Vous souhaitez donner une autre dimension à votre carrière en choisissant une activité plus commerciale tout en restant le spécialiste d'une technique...

Rejoignez-nous, nous saurons vous faire confiance et vous apprendre notre métier.

Écrivez à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous réf. 44.1188 LM

Mercuri Urval

L'informatique de demain : les réseaux à valeur ajoutée

AXONE

Tout récemment créée pour se spécialiser dans ce secteur de techniques avancées, AXONE a pour ambition d'offrir des services professionnels de communication inter-entreprises, allant de la gestion de réseaux télé-informatiques à la mise en œuvre d'applications spécifiques. Sa Direction Technique recherche

Ingénieurs système
Ils ont pour mission la conception, l'architecture et le suivi de la réalisation de systèmes informatiques. Ils ont trois à cinq ans d'expérience dans : soit les systèmes d'exploitation (VM, MVS, VMS, etc.), soit les réseaux (SNA, X25, DECNET, etc.), soit les systèmes de gestion de données (CICS, IMS, SGDB relationnels, etc.). Réf. P 279/M.

Ingénieurs et spécialistes d'exploitation
Ils ont au moins une première expérience dans l'exploitation de grands ou moyens systèmes de télétraitement (support technique, assistance aux utilisateurs, fonctions d'exploitation). Réf. P 280/ M.

Concepteurs et réalisateurs d'applications
Ils ont en charge la conception et la réalisation d'applications informatiques inter-entreprises ou de services informatiques généraux (messageries, serveurs, banques d'informations, etc.). Ils ont plusieurs années d'expérience réussie dans les développements informatiques. Réf. P 281/M.

Jeunes diplômés enseignement supérieur
Intégrés aux équipes de développement, ils participeront à la réalisation des projets et à leur mise en place. Ils possèdent une formation supérieure (si possible scientifique) et une réelle attirance pour les techniques informatiques. Ils recevront la formation technique et pratique nécessaire. Réf. P 282/M.

Nous recherchons, pour ces postes, des candidats créatifs et motivés pour la technique dans un secteur nouveau promis à une forte expansion. Nous leur offrons de réelles perspectives d'évolution à la mesure de leur potentiel.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions en indiquant la réf. du poste choisi, à Bernard BEAUNOIR,

SM SEMA•SELECTION 16, rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

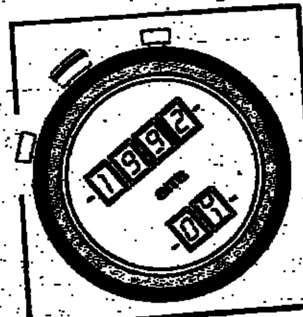
DESSIN

Directeur des Etudes
Nous aimons les défis...

SITB : une place de leader dans l'informatique financière, des unités décentralisées, très autonomes, à l'image du Département Moyens Systèmes que vous allez intégrer.

Une formation d'ingénieur complétée par un diplôme de gestion, une expérience significative dans le domaine bancaire, de très bonnes connaissances en IBM 38 et si possible DEC...

Ce profil d'expert n'annihile pas des talents relationnels pour encadrer une vingtaine de personnes.



Vous mettez en place de nouvelles méthodes de développement, participez à la définition de notre politique progiciel vous imposant des objectifs de qualité, délais...

Enfin, la nature même de la fonction nécessite des contacts avec les clients.

Evelyne PERRIER étudiera votre candidature en toute confidentialité sous référence DE 12 87

SITB - 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

Vous aimez les relever !

SITB

TOUJOURS UN TEMPS D'AVANCE!

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS LES DOMAINES DE HAUTE TECHNOLOGIE, RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL :

FORMATEUR EN INFORMATIQUE (H/F)

De formation supérieure (maîtrise informatique ou équivalent), il sera soit :

- Un professionnel de la formation en informatique possédant une bonne expérience des logiciels UNIX, INFORMIX, UNIPLEX et du langage C.
- Un jeune diplômé maîtrisant ces domaines et attiré par la formation.

Au sein de notre centre de formation, il rejoindra l'équipe chargée de la formation à nos produits.

Homme de communication, son goût des responsabilités lui permettra d'acquérir la crédibilité nécessaire à son évolution.

Lieu de travail : Paris La Défense.

Merci de nous faire part de vos ambitions en adressant C.V. + Photo + Prétentions, sous référence FORM., à notre Conseil :

Publi-Marketing
156, Bd Haussmann - 75008 PARIS

ÉTABLISSEMENT DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE POUR L'ARMEMENT

recherche

INGÉNIEUR

Chargé de l'étude et de la conception de systèmes de télémesures.

Connaissances souhaitées : hyperfréquences, traitement du signal, instrumentation.

Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne, des déplacements de courte durée en France métropolitaine sont à prévoir.

Nationalité française exigée.

Env. C.V. et prét. à : E.T.C.A. - 16 *bis*, av. Prieur-de-la-Côte-d'Or, 94114 ARCUEIL CEDEX. (A l'att. de M. le Chef du CTME.)

URGENT

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE

Expérience 4-6 ans.
Connaissance processeur en tranches pour poste près PONTOISE.

HARLOG - 31, rue Pasteur, 95870 BEZONS. 39-47-30-89.

PEUGEOT S.A.

Vous avez une bonne expérience de mise en œuvre de Systèmes d'Informations dans le Domaine Industriel

notre
DIRECTION INFORMATIQUE
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET AUTOMATISMES

recherche

UN SPÉCIALISTE SYSTÈMES D'INFORMATIONS INDUSTRIELS

MISSION :
Participer à la définition de la Stratégie de développement des Systèmes d'Informations du Groupe dans tous les Domaines Techniques (études, méthodes production, achats, qualité). Animer des Groupes de Travail multi-sociétés ayant à charge de définir et mettre en œuvre des Systèmes d'informations Industriels communs au niveau du Groupe.

PROFIL :
Ingénieur Grande Ecole
35 à 45 ans.
- De préférence une Expérience industrielle (fonction Méthode ou Production) d'au moins 5 ans doublée d'une Expérience de Développement de Systèmes d'Informations.
- Parmi les qualités nécessaires pour ce poste : Esprit de Synthèse, autonomie, don du travail en équipe et capacité à convaincre seront valorisés.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à :
PEUGEOT S.A., gestion du personnel,
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur électronicien Pilotez les études de nouveaux équipements

Schlumberger Industries Transactions Électroniques

■ **Au sein de Schlumberger Industries, le Groupe Transactions Électroniques conçoit et produit des équipements de haute technologie dans des domaines en forte croissance : Cartes à mémoire, systèmes de paiement *électroniques, terminaux urbains...***

RESPONSABLE DE PROJETS
BESANÇON

Ingénieur électronicien diplômé, vous avez 5 à 7 ans d'expérience en études. Vous souhaitez élargir vos responsabilités techniques, les étendre à l'encadrement d'équipes et à la coordination d'activités diversifiées.
À la tête d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, vous conduirez les projets de nouveaux terminaux urbains.
Votre efficacité technique, vos capacités d'encadrement et vos qualités relationnelles vous permettront d'être l'interlocuteur de tous les services internes et externes concernes (Marketing, *Production, Sous-traitants, Clients...), de coordonner les travaux* pour les parties non électroniques des projets et d'évoluer à terme dans le Groupe Schlumberger. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et rémunération souhaitée, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Département Terminaux Urbains et Systèmes
32, rue de Terre-Rouge
25000 Besançon.

AD'COM.

Ingénieur logiciel temps réel

(applications spatiales)

SODERN recrute un ingénieur pour applications temps réel microprogrammées, et pour le suivi de l'assurance qualité logiciel.

Vous êtes un ingénieur logiciel avec environ 3 ans d'expérience, de préférence sur matériel INTEL. Vous avez une formation d'électronicien et vous connaissez les techniques de réalisation matérielle.

Vous participerez à des projets dans le domaine spatial (matériels embarqués et matériels de test au sol) et vous assurerez la coordination des moyens de développement des logiciels.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SODERN - Service du Personnel
1, avenue Descartes, 94451 Limeil-Brévannes Cedex.

SODERN

3ip *Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique*

Nous sommes spécialisés dans l'automatisation des systèmes de production et dans le développement de méthodes d'aide à la production de logiciels.

Nous intervenons dans les domaines de l'automobile, de l'aéronautique et de l'espace, autour des microprocesseurs INTEL 80XXX et MOTOROLA 680XX.

Nous concevons des logiciels spécifiques et développons nos propres produits en langage ADA, dans un environnement DIGITAL/VMS, SUN, IBM PC.

Pour participer à l'expansion de ces diverses activités nous recrutons :

INGENIEURS Grandes Ecoles ou Universitaires

Débutants (Réf. ID) **et Confirmés** (Réf. IC).
Connaissances demandées :
- en langages C, ADA,
- en systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- sur matériels DIGITAL, SUN.

INGENIEURS 3 ans d'expérience minimum

Informaticiens spécialistes qualité/méthodes (Réf. IS).

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à 3 IP, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS.

CURRICULUM

DIRECTION INFORMATIQUE DU GROUPE PEUGEOT S.A.

recherche

INGÉNIEUR spécialiste INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mission : Evaluer l'intérêt des techniques de l'Intelligence Artificielle pour les différents secteurs industriels et tertiaires du Groupe PSA. Participer à la réalisation d'applications.

Profil : Il est demandé à ce jeune ingénieur de bénéficier d'une expérience d'au moins deux ans des techniques informatiques et d'Intelligence Artificielle.
Il devra présenter une excellente ouverture d'esprit pour des contacts extérieurs fréquents auprès de laboratoires ou de sociétés d'ingénierie en informatique.
Il maîtrise bien la pratique de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à PEUGEOT S.A. – Gestion du Personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?

Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, nous avons su depuis plus de vingt ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.
Aujourd'hui, nous recherchons de jeunes collaborateurs • possédant plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou en gestion • dégagés des obligations militaires • libres rapidement.
Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe.
Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV détaillé + photo, sous réf. M 112, à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.

Carré Turenne

EXPORT/EUROPE

INGÉNIEUR COMMERCIAL
MARCHÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Pour développer, au sein d'une importante Société française de haute technologie, le chiffre d'affaires à l'export de systèmes téléphoniques spécialisés, parfaitement adaptés à certaines professions pour lesquelles la communication orale revêt une importance capitale.
Le poste est basé en PROCHE BANLIEUE SUD PARIS.

Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent, âgé d'environ 30 ans, avec une *double compétence technique et commerciale, fluent* en Anglais + bonnes connaissances en Allemand ou en Espagnol, il participera à l'étude sur l'importance des marchés par pays, recherchera des partenaires dans les pays cibles, rédigera les contrats de représentation, participera à l'action technico-commerciale des représentants, assurera les liaisons avec les équipes d'Etudes et les Usines de fabrication.
La double compétence, alliée à un fort potentiel, lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein du Département et de la Société - CA : 1,3 milliard -

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. C14CE1 rappelée sur l'enveloppe.

Carré Turenne

E N S P M FORMATION INDUSTRIE
organisme de formation technique dépendant de l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

recherche pour son Centre de Rueil-Malmaison (92)

UN JEUNE INGENIEUR GENIE CHIMIQUE

Intégré à une équipe d'ingénieurs formateurs exerçant leur activité dans le domaine des prodécés du Raffinage, de la Pétrochimie et de la Chimie, il aura pour missions :
- de concevoir et développer les sessions de formation technique,
- de participer à *leur diffusion auprès des sociétés clientes.*

Ce poste suppose :
- un goût prononcé pour la formation et les relations humaines
- une bonne connaissance des outils informatiques du génie chimique
- une disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée.

Une spécialisation *ENSPM est souhaitée ; une formation* complémentaire PROCEDES peut être envisagée.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 32810 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

La direction générale des postes

recherche

UN INGÉNIEUR

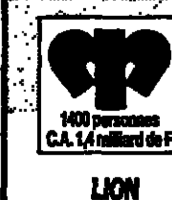
pour préparer et suivre les études et réalisations que la poste confie à l'industrie dans le domaine des nouveaux services courrier électronique (téléimpression, télécopie, télécourrier).

Ce poste implique un rôle de coordination et de contact avec les services commerciaux de la poste, ses partenaires industriels et les services de recherche technique des PTT.

Formation :
BAC + 5 ans en informatique, électronique, télécommunications.

Lieu de travail : PARIS-14e.

Ecrire avec c.v. à : D6P/DTE/C3
20, avenue de Ségur, 75700 PARIS.



Rowntree Mackintosh

LION — NUTS — SMARTIES — AFTER EIGHT — QUALITY STREET — LANVIN...

LEADER SUR LE MARCHE FRANÇAIS DU CHOCOLAT
recherche pour son siège de MARNE LA VALLEE

INGENIEUR DEVELOPPEMENT PROCESS

Au sein d'une structure jeune, rattaché au Responsable Développement Produits/Process, contribuez à nos objectifs de Qualité et Productivité appuyés par des investissements importants.

Vous aurez en charge sur l'usine de Noisiel (500 personnes, 20 000 tonnes de produits) : • l'optimisation de l'existant produits/process (notamment pour nos marques Lion, Menier, Folky...) ; • le lancement industriel des nouveaux produits.

Votre formation ingénieur Agro-Alimentaire, vos 3 à 5 années d'expérience (Contrôle Qualité, R.D., Production ou Ingénierie), vos qualités de méthode, créativité, votre sens relationnel, votre pratique de l'anglais vous *permettront d'oeuvrer* comme l'animateur de projets que nous attendons.
Merci d'écrire, lettre, CV (photo), prétentions ou salaire actuel, sous réf. IDP, à ROWNTREE MACKINTOSH SA, Lucien Belda, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CONTESSE

ASEA SERVICE - division de la filiale francaise du Groupe électrotechnique suedois ASEA (46 MM de C.A., 71 000 collaborateurs), nous recherchons pour notre département études et développement un

INGENIEUR D'ETUDES

VOTRE PROFIL : a 28 ans environ, avec une formation supérieure Ecole d'Ingenieurs et, si possible, des connaissances en mécanique et informatique, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de préférence au sein d'un service de maintenance industrielle.
VOTRE MISSION : prendre en charge, après un stage de formation, le développement technique, auprès de notre clientèle, de la MAO pour machines tournantes électriques.
Vos qualités de rigueur et de contact ainsi que votre ouverture d'esprit seront essentielles pour réussir dans cette mission et évoluer au sein d'un groupe industriel en pleine expansion.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre man., C.V., photo et prét.) à ASEA - Service du Personnel - 22, rue du 8-Mai-1945 - B.P. 5 - 95340 PERSAN.

ASEA

LYON

Pour soutenir notre croissance, dans le créneau des Services et Techniques de pointe en DYNAMIQUE (Vibrations et Acoustique) nous recherchons un

INGENIEUR CONFIRME

ayant acquis une expérience de quelques années dans une société de services (Etudes, Ingénierie) et spécialisé en *CALCUL EF* (phénomènes instationnaires). Il animera une jeune équipe d'ingénieurs et Techniciens, assurera les contacts avec les clients et la responsabilité complète des contrats.

Nous lui offrons de réelles possibilités de carrière et de valorisation personnelle, au sein d'une entreprise fortement innovante.

Adressez vous à notre Conseil (Tél. 72 72 05 39) ou envoyez votre CV et prétentions sous réf. CCV 12 à :

BM BERNARD MIGNOT CONSEIL
51, rue Creuzet – 69007 LYON

Jeune diplômé Bac + 4
ESC, ingénieur ou équivalent

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE — 90 km ouest de Paris

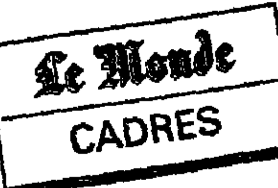
Une PME concevant des systèmes informatisés de gestion de production, dans le but d'optimiser les coûts, recherche un collaborateur de formation supérieure commerciale, informatique ou technique, débutant ou possédant une première expérience et connaissant l'utilisation de la micro informatique.
Il sera chargé d'analyser les besoins des clients, de tester et de mettre en place les produits et de former les utilisateurs.
Ce poste comporte des déplacements courts et fréquents en France et en Europe et nécessite la connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

IDL

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 518 M à I. et D. LAVAUD - IDL CONSEIL - Le Mesnil Chaudron 27220 JUMELLES (près d'Evreux).

Pierre Lichau





Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

TEK — LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX FRANCE (C.A. 520MF)
filiale d'un grand groupe américain leader mondial
dans le domaine de la Mesure, de l'Informatique Graphique,
des Systèmes de Tests et de développement de microprocesseurs
recherche son :

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Homme de chiffres certes, il est plus encore le **VENDEUR** de ces chiffres au Comité de Direction dont il est l'interlocuteur constant.
Il est l'**ANIMATEUR** d'une meilleure gestion de l'entreprise.
A ce titre il **COORDONNE** l'élaboration du Budget et du Plan à long terme. Tout au long de l'année, il produit le Tableau de Bord, analyse les écarts, réactualise les prévisions, et intervient en conseil sur tout problème de gestion.

Ce poste demande :

- des qualités relationnelles à haut niveau
- une bonne connaissance du fonctionnement de l'entreprise
- une solide formation (HEC, ESSEC, ESCP option finance comptabilité)
- une maîtrise de l'outil micro-informatique
- un anglais courant (impératif)

Adresser CV, photo et prétentions à **TEKTRONIX**
Direction des Ressources Humaines, B.P. 13 - 91941 Les ULIS Cédex.

ENSEMBLE JUSQU'A LA POINTE DU POSSIBLE

dejeo

Jeune ingénieur de recherche, mettez nos produits au goût du futur...

Au sein de notre centre de Recherche, situé à Dunkerque, le Service Développement Produits met au point les futurs produits de Lesieur Alimentaire.
Sous la responsabilité du Chef de ce service, vous mettez au point et développez les nouveaux produits et leurs process en relation avec le Marketing, l'Industriel et la Qualité.
Par ailleurs, vous intervenez auprès des ateliers de fabrication pour les problèmes concernant la qualité des matières premières, des process et des produits finis.
INGENIEUR AGRO, ENSIA, ou équivalent (spécialisation corps gras appréciée) vous êtes débutant ou vous bénéficiez d'une première expérience en industrie similaire.
Ce poste implique des déplacements fréquents en France et parfois à l'étranger.
La pratique courante de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 282 à Agnès Girault - Recrutement Cadres - 122, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne.

LESIEUR
produits condimentaires, produits frais, huiles... des filiales en France et à l'Etranger, se positionne comme un leader innovant.
GROUPE SAINT LOUIS

SECTEURS DE POINTE

Filiale d'un groupe français, notre société, 80 personnes, 50 millions de F de CA fabrique et commercialise des équipements électromécaniques électroniques, et automates programmables. Nous recherchons

Notre ingénieur industriel

Ingénieur confirmé (ENSI ou équivalent), vous avez 5 à 10 ans d'expérience en électronique de puissance et micro-contrôleurs : conception, fabrications pour l'adaptation et le transfert de technologies avec ou sans sous-traitance.

En plus de la connaissance des techniques de fabrication et d'industrialisation, vous êtes capable d'animer les équipes du laboratoire-tests et de l'atelier.
Anglais indispensable.

Lieu de travail : Banlieue Sud et Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 32096 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

administration du personnel et informatique
assistant des utilisateurs

Vous contribuez au développement d'un établissement public, à vocation culturelle et commerciale, qui gère plus de 1 000 personnes et dont le budget annuel atteint 450 millions de francs en 1987.
Sous l'autorité du Responsable Informatique, vous concourez, dans l'immédiat, à la mise en œuvre des projets d'automatisation concernant la paye et la gestion sociale. Vous fournissez aux membres du service du personnel dont vous êtes l'interlocuteur permanent, les informations et les conseils nécessaires pour l'emploi des outils informatiques et bureautiques mis à leur disposition. Vous représentez aussi ces utilisateurs auprès des informaticiens qui font évoluer les applications, en définissant les besoins, notamment. Plus tard, vous pourrez être associé à l'informatisation des opérations financières.

Vous êtes âgé de 24 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez acquis, pendant au moins trois ans, une expérience de la gestion de personnel incluant l'utilisation de l'informatique.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4088-1, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.
SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI SELECTION

Ingénieurs de haut niveau, devenez des experts CORT et nos associés

Nous sommes l'un des premiers Cabinets Conseil en Management de France. En 40 ans, nous avons acquis, tant au niveau de grands groupes internationaux que de PMI performantes, une réputation de compétence et de sérieux.
Ce succès, nous le devons autant à la qualité de nos consultants qu'aux méthodes que nous avons su inventer et faire évoluer ensemble.
Ingénieur de formation supérieure, âgé aujourd'hui de 30 ans minimum, votre expérience professionnelle dans l'industrie vous donne envie d'évoluer vers des fonctions plus larges mettant davantage en avant vos qualités d'animateur et de formateur, votre goût de la vente autant que vos capacités d'analyse et de synthèse.
Ce développement de carrière, la CORT vous l'offre aujourd'hui dans son Département **MAINTENANCE ET PRODUCTION INDUSTRIELLE.**
Comme vos aînés, après un bref passage comme applicateur de nos méthodes sur des dossiers concrets, nous ferons de vous un diagnostiqueur, puis rapidement l'un de nos experts capable de participer au développement de nouveaux produits et d'en assurer vous-même la commercialisation au niveau des états-majeurs chez nos clients.
Envisager une évolution professionnelle vers le Conseil veut dire accepter une grande disponibilité, à nos yeux largement compensée par un travail au sein d'une équipe très performante offrant richesse d'expérience et de contacts, rémunération très valorisante et un statut de Partenaire auquel ont accès les 40 consultants de la CORT qui vous attendent. Donnez-leur envie de vous coopter.

CORT

Notre conseil Danielle Jalbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous référence 3259 LM - CORT, 65, Avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Responsable achats
orientation électronique et marketing achats

Pour assurer avec son équipe la satisfaction des besoins d'un établissement important (SUD OUEST FRANCE) en apportant la contribution maximum à la marge de la Société et pour prendre en charge la mission de pilote d'achat dans son domaine de compétence pour l'ensemble des établissements (CA Société : 1,3 milliard).

Nous recherchons **un vrai professionnel des achats modernes**, d'environ 35 ans, fluent en Anglais. Il a une formation supérieure d'Achats ou une formation d'ingénieur ou équivalent complétée par un cycle de perfectionnement long en Achats. Il a déjà mis en place et animé **des actions communes concepteur et acheteur** pour optimiser la contribution de la fonction Achats dans les choix initiaux (**domaine électronique ou secteur de pointe**). Il a de solides connaissances en matières financières, juridiques et mécanismes douaniers. Les perspectives d'évolution sont très ouvertes au sein des secteurs porteurs de la Société (télécommunication, militaire...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à l'agence Carre Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous référence U16RA1 rappelée sur l'enveloppe.

Carré Turenne

TECHNICON recherche pour le département Financier de sa Division Internationale à SAINT-DENIS (93) un :

coordinateur d'applications informatiques

MAITRISANT PARFAITEMENT L'ANGLAIS (français non obligatoire)

MISSION : • Tester les programmes informatiques développés au sein du service afin de vérifier s'ils correspondent aux besoins et spécifications du service opérationnel demandeur. • Distribuer les programmes informatiques au sein des différentes filiales du groupe, dans les délais impartis. • Assurer la liaison entre le service informatique et les services utilisateurs. • Assurer le support technique aux filiales. • Consolider les données envoyées par les filiales et les communiquer à l'équipe financière.

PROFIL : • Vous êtes un ANALYSTE FINANCIER ayant eu une première expérience dans un groupe international (si possible dans un Quartier Général). • Vous êtes familier avec l'utilisation d'un ordinateur de type IBM 34/36 dans le cadre du "Reporting" (l'expérience de la programmation n'est pas nécessaire). • Anglais parfait, si possible langue maternelle. • Homme de communication, votre forte personnalité, votre disponibilité et votre potentiel vous permettront de vous imposer dans le groupe.



TECHNICON™

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Monsieur COLISTRO - B.P. 10 - 95330 DOMONT, **qui étudiera votre candidature en toute discrétion.**

Organisation et Publicité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche pour son Siège à MEAUX

UN ORGANISATEUR

Ingénieur ou niveau Maîtrise en informatique/organisation

1ère expérience appréciée.
Il participera au développement de projets en collaboration avec le département informatique et les utilisateurs.
La rémunération sera adaptée à la valeur du candidat retenu.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :
Monsieur le Directeur du CA - BP 205 - 77101 MEAUX

Bleu

Sté de services de renom national recherche

JEUNE RESPONSABLE ETUDES-INFORMATIQUES

Développer les applications existantes et concevoir l'organisation informatique future de la société.

- Ingénieur ou Miage,
- 5 ans d'expérience en informatique de gestion comme chef de projet en SSII ou en entreprise.

Ecrire sous réf. M 70812 à l'agence Dessein, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

DESSEIN

INFORMATIS

pour important PROJET de RÉSEAUX

INGÉNIEURS DATANET

ayant une bonne expérience système.
D'IMPORTANTES RESPONSABILITÉS SERONT CONFIÉES AUX BONS ÉLÉMENTS.
26, rue Daubenton, 5e.
Tl. : 43-37-99-22.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

1 à 2 ans d'expérience (débutants acceptés) pour conception systèmes micro-informatiques (matériel et logiciel) dans le domaine des Télécoms (R.N.I.S., etc.).

Adr. C.V. détaillé à CERME, B.P. 28, 92370 CHAVILLE.

L'OFFICE NATIONAL D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES AÉROSPATIALES embauche

INGÉNIEUR NUMÉRICIEN

en mécanique des fluides et en mécanique des solides.
Formation Ecole centrale ou équivalent.
Intéressé par les études acoustiques du couplage fluide structure.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Sup. aéro, Centrale, Télécom, Supélec, intéressés par les études de pointe en

- aérodynamique,
- mécanique du vol,
- radar, traitement du signal,
- propulsion (avion orbital).

Adresser C.V. et photo à la Direction des Relations du Travail.
ONERA - B.P. 72,
92322 CHATILLON CEDEX.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche pour son Centre de Formalités des Entreprises de Créteil un

COLLABORATEUR CADRE

pour prendre la responsabilité d'une équipe de 15 personnes traitant des formalités.
Formation juridique : Bac + 4 minimum. Bonnes connaissances du droit commercial. *Expérience* des formalité au registre du commerce et des sociétés souhaitée.
Contrat à durée déterminée d'un an renouvelable.
Poste à pourvoir immédiatement
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à



C.C.I.P. – DPRS – 8, rue Chateaubriand
75008 PARIS



1ère Société française d'Etudes de marchés
recherche pour son
SERVICE STATISTIQUES

CHARGE D'ETUDES
H/F - DEBUTANT

de formation DESS Statistiques, économie, économétrie, ENSAE ou équivalent.

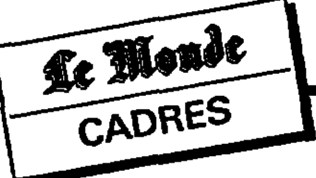
Il aura pour mission :

- la mise en place et le suivi de nouvelles méthodes de gestion d'échantillon,
- l'analyse de données.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
SECODIP - 2, rue Francis Pédron - B.P. 3
78241 CHAMBOURCY Cedex

Organisation et Publicité





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANT GROUPE AERONAUTIQUE

recherche en REGION PARISIENNE (SUD)

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat retenu sera diplômé d'une école d'ingénieur ou universitaire (3ème cycle) et aura acquis, une formation complémentaire en gestion (ISG, IAE...).
Il sera débutant ou possèdera une première expérience industrielle dans le domaine de la gestion des stocks.
Anglais courant indispensable.

La taille de notre Groupe permet un développement de carrière attractif.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous référence 389/87 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



SANOFI, 18500 personnes, deuxième groupe pharmaceutique français, filiale d'ELF AQUITAINE, recherche pour son site industriel de MASSY (91), 350 personnes :

le directeur de la production

Vous êtes Ingénieur Diplômé d'une grande école, vous avez acquis 8 ans d'expérience dans le domaine de la production dans un secteur industriel tel que l'industrie pharmaceutique, l'industrie agro-alimentaire, ou la cosmétologie, et vous avez dirigé dans une entité industrielle, un ensemble de production d'environ 100 personnes.

Nous vous proposons de franchir un pas décisif et d'assumer la globalité de cette fonction intégrant notamment : la production, la partie de la maintenance qui lui est attachée et la logistique.

Homme de dialogue, vous portez un intérêt essentiel au potentiel humain ; vous êtes un leader, et vous savez comme nous que votre succès dépend de vos résultats.

Vous souhaitez intégrer une équipe dans un environnement industriel en pleine mutation technologique qui appuie son *développement sur la mise en œuvre d'un management participatif dans une approche* de Qualité Totale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MUTANDIS - 22, rue Royale, 75008 PARIS.

Organisation et Publicité

siplast

Leader européen de matériaux d'étanchéité. 2 Usines en France, 2 Usines à l'étranger (USA et RFA). CA 800 MF. 500 personnes. Filiale d'un groupe français international de 1er plan souhaite renforcer son laboratoire de recherches situé dans son Etablissement de MONDOUBLEAU (Loir et Cher) et recherche 2 ingénieurs confirmés :

- **RESPONSABLE DES ANALYSES FINES ET AUTOMATISÉES (CHROMATO, SPECTRO...)**
  Expérience de la chimie organique et des polymères.
- **RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS NOUVEAUX POLYMERES ET PLASTIQUES (COUVERTURE ET INSONORISATION)**
  Expérience nécessaire dans le domaine de la transformation (calandrage, extrusion, injection...)

- 4 à 5 ans d'expérience.
- Formation supérieure en chimie (ENSCP, etc...).
- Anglais indispensable.
- Dynamisme, pragmatisme, polyvalence, volonté de créer, sont les qualités recherchées pour intégrer le Laboratoire.

Les postes sont immédiatement disponibles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SIPLAST S.A., Service du Personnel : 12, Rue Cabanis 75014 PARIS.

Jonction

JEUNE CHEF DES VENTES

FRANCE – EUROPE DE L'OUEST
ESC ou équivalent
250.000 brut/annuel
Allemand ou Anglais courant

Une importante industrie de l'Est (papiers "impression-écriture" et "emballage") recherche ce jeune cadre commercial.

Sa mission :animation et gestion du réseau France et Europe de l'Ouest. Contacts de vente à niveaux élevés. *Participation au marketing.*

Une expérience de 3 à 5 ans minimum de vente de produits industriels à niveau élevé est indispensable.

Déplacements fréquents.

Poste d'avenir stable, rémunération évolutive. Logement facilité.

Adr. CV dét. ss. réf. 1235 à seletec Conseil

N

Filiale d'un groupe français, notre société, 80 personnes, 50 millions de F de CA fabrique et commercialise des équipements électromécaniques électroniques, et automates programmables. Nous recherchons

otre directeur marketing-ventes

A 35 ans environ, vous avez une formation ingénieur et commerciale de haut niveau ainsi qu'une expérience réussie d'animation d'une force de vente en milieu industriel, de préférence, en électronique de puissance et/ou électrotechnique.

Anglais indispensable.

VOTRE MISSION :
– développer la vente et la promotion en France et à l'export de nos fabrications, services et produits dont certains sont distribués sous licence,
– participer par ses compétences et connaissances des produits-marché au positionnement de l'entreprise dans les marchés à consolider et à conquérir et au choix des orientations à prendre en matière de nouveaux développements et services à réaliser.

Lieu de travail : Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 32095 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

PARACELSUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 5 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 50 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 5 500 lits.

cherche
pour ses implantations dans la région parisienne

UN DIRECTEUR

40 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre c.v. à l'adresse suivante :
PARACELSUS KLINIK FRANCE S.A.R.L
à l'attention du Dr U. SCHLEWING PDG
19-21, av. du Bois-d'Amour, 93700 DRANCY.

LE SPÉCIALISTE DE LA DISTRIBUTION DE MATÉRIAUX ET MATÉRIELS D'EMBALLAGE PAR CORRESPONDANCE PROPOSE LES FONCTIONS DE

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Raja, c'est 32 ans d'expérience nationale sur le marché de l'emballage (145 millions de chiffre d'affaires, 120 personnes, une forte croissance annuelle).
Notre finalité est la progression de la qualité du service au client en terme de délai et de fiabilité.
La P.D.G. élargit son équipe de direction avec le directeur de son centre de distribution. Vous prendrez en charge un outil structuré et performant (60 personnes, 7 cadres et agents de maîtrise, gestion entièrement informatisée de l'entrepôt, 10 000 m² de stockage) comportant les fonctions d'approvisionnement, réception, entreposage, préparation et expédition des commandes, S.A.V.
Déterminé et autonome, vous aspirerez à libérer le potentiel créatif de votre département dans le cadre de votre apport au projet commun.
Votre action sera en adéquation avec les objectifs de la société.
Affirmé et novateur, vous apporterez l'originalité de vos idées et trouverez de réelles possibilités de mise en valeur personnelle.
Homme de contact, vous assurerez la motivation et l'animation de votre équipe
Expérimenté et de formation supérieure, âgé de 35/40 ans, vous aurez exercé des fonctions proches dans un important centre de distribution.
Le lieu d'activité est situé en proche banlieue nord-est de Paris.

CARTONS RAJA

Merci de prendre contact dès à présent sous la référence DH. Cartons Raja 20, rue Rampal 75019 PARIS - à notre siège social

SOCHIBO

Société de distribution de produits chimiques (Région Parisienne Sud)
recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Département Chimie Végétale

pour participer au développement des marchés industriels (pharmacie, cosmétologie, alimentaire, notamment), sur la France.

Il devra, en assurant le suivi de la clientèle existante, élargir les possibilités d'implantation de la société dans des activités nouvelles, utilisant des produits d'extraction ou de chimie végétale.

Une connaissance des marchés pharmaceutiques, cosmétologiques et alimentaires sera appréciée, de même que l'aptitude à travailler en liaison avec un laboratoire de développement.

Les candidats possèderont une formation commerciale ou technique, avec, si possible, une première expérience de la vente en milieu industriel dans ce domaine d'activité. Ils devront allier rapidement un professionnalisme à leur tempérament de gagneur.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 958 à l'attention de D. VOLTZ - SYLAGEST 22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

CABINET FRANÇAIS D'AUDIT
recherche

COLLABORATEURS

ayant minimum 2 ans d'expérience en révision pour ses bureaux de

LYON et PARIS.

Envoyer c.v. + photo + prétentions à G.D.V.
114, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE
ou à G.D.V., B.P. 3170, 69212 LYON Cedex 03.

JOURNALISTE PROFESSIONNEL

depuis 10 ans environ vous avez envie d'écrire, mais aussi d'animer une équipe et de faire partie de l'encadrement rédactionnel d'un Grand Titre.

MOBILE, CRÉATIF et AUTONOME,

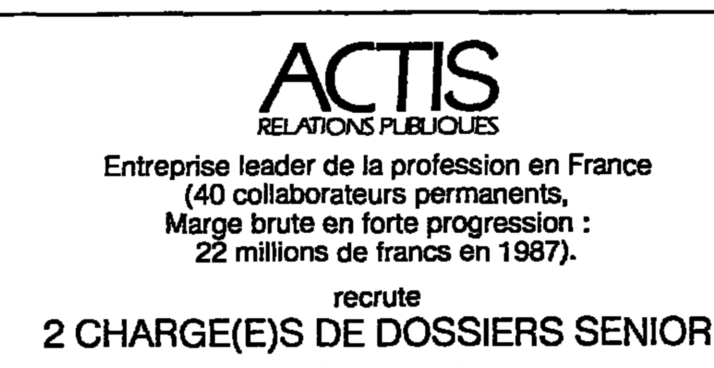
vous désirez exercer votre métier en Province dans un Quotidien Régional utilisant les techniques les plus avancées.

En nous rejoignant, vous trouverez les conditions de votre réalisation personnelle et professionnelle.

Envoyer votre candidature avec C.V., photo et souhaits de rémunération en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 27055 M à BLEU Publicité - 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX
Discrétion absolue assurée

ACTIS

RELATIONS PUBLIQUES



Entreprise leader de la profession en France
(40 collaborateurs permanents,
Marge brute en forte progression :
22 millions de francs en 1987).

recrute

2 CHARGE(E)S DE DOSSIERS SENIOR

Formation universitaire
(Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...).
Très bonne capacité de rédaction,
parfaitement bilingue anglais.
Expérience professionnelle d'au moins cinq ans.

Adresser C.V. photo et prétentions à :
Département Ressources Humaines
ACTIS Relations Publiques
78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris

Société spécialisée dans la Production

VIDEO–BROADCAST

et les nouvelles technologies de l'image recherche pour l'EST de la FRANCE son :

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Il sera chargé de la promotion et de la vente des applications des nouvelles technologies de l'image de la production et de la post-production vidéo dans les entreprises industrielles, commerciales et de communication.

Pour en savoir plus écrivez sous référence 824 ou téléphonez au 83.35.42.63 au

CABINET BLIQUE
BP 3097
54013 NANCY CEDEX.

Cabinet Claude Blique

Jonction

LA MUTUALITE FRANÇAISE

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES de sa DIRECTION PREVOYANCE

JURISTE H/F

SON PROFIL : titulaire d'une formation juridique de haut-niveau en Droit privé (diplôme de 3ème cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DESS ou Institut des Assurances).
Expérience minimum de 5 à 10 ans au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui vous a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle,...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANÇAISE,
Division des Relations Sociales,
56 à 60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.



CONTESSE

Le Monde CADRES

Etablissement bancaire recherche pour renforcer Service Financier

ANCIEN ELEVE DE GRANDES ECOLES avec expérience bancaire

≈ 30 ans environ.

Adresser C.V., photo et prétentions à Crédit Municipal de Paris Service du Personnel 55, rue des Francs Bourgeois 75004 Paris.

ORGANISME D'ANIMATION ÉCONOMIQUE DU MASSIF VOSGIEN recrute

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

H. ou F., niveau min. bac + 4, expérience prof. souhaitée, lieu de travail COLMAR (68). Adresser demande manuscrite et c.v. sous nº 8 215, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7ᵉ.

ORANGINA

pour sa principale usine 800 000 HL – recrute un

CHEF DE PRODUCTION

basé à La Courneuve

de formation Ingénieur Industrie, Arts et Métiers ou Industrie alimentaire.
– Ce sera un technicien : il couvre l'ensemble des problèmes de fabrication et de conditionnement, tant au niveau qualité que productivité.
– Il organise, anime, l'ensemble des travaux touchant son atelier.
Il est responsable du programme de fabrication. Il est chargé du respect des procédés, des normes de qualités, des spécifications techniques.
– Ce sera un meneur d'hommes, il dépend du Directeur de l'usine, il gère l'effectif placé sous son autorité. Il est responsable de l'hygiène et de la sécurité de son département, anime son équipe.
– Ce sera un gestionnaire, il participe à l'élaboration des budgets et est responsable de leur pilotage.

Ad. candidature s/réf. 32.821 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS-1ᵉʳ, qui transm.

NÉGOCE INTERNATIONAL DE PRODUIT DE BASE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

5 ans min. de pratique de la gestion administrative et financière de sociétés de négoce international.
Le poste implique également une expérience confirmée de plusieurs années de pratique des marchés physiques de produits agricoles tropicaux ainsi que des marchés à terme.
Langues : anglais et français.
Age min. : 40 ans.
Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions s/nº 8203 LE MONDE PUBLICITÉ 5, r. de Montessuy 75007 Paris, qui transmettra.

PAYS DE LA LOIRE

Agence d'Urbanisme de la Région Angevine

RECHERCHE

CHARGÉ DE MISSION

urbaniste, juriste de formation, 4-5 ans d'expérience professionnelle, ayant une bonne connaissance des procédures d'urbanisme réglementaire pour mission de conseil et d'information auprès des élus, capable de conduire, en relation directe avec le Directeur, une réflexion sur le développement urbain.

Envoyer dossier comprenant C.V., références et photo, à M. le Président de l'A.U.R.A., 23, r. du Mail, 49100 Angers.

Etablissement de la délégation générale pour l'armement

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR

chargé de l'étude, de la conception et du suivi de la réalisation de systèmes d'acquisition et de traitement de mesures, connaissances souhaitées : systèmes informatiques utilisés en « TEMPS RÉEL », langages Fortran et C, réseaux de communication. Le lieu de travail se situe en proche banlieue parisienne, des déplacements de courte durée en France métropolitaine sont à prévoir. Nationalité française exigée.

Env. c.v. et prétentions à ETCA, 16 bis, av. Prieur-de-la-Côte-d'Or, 94114 Arcueil Cedex (à l'attention de Monsieur le Chef du CTME).

A.P.S.A.M., 18, place de Navarre, 64150 Mourenx ouvre un concours de recrutement

pour un poste de CHEF DE SERVICE ÉDUCATIF

en Prévention Spécialisée responsable devant le bureau de l'élaboration de la mise en œuvre du Plan de Prévention.

Examen des c.v. et lettre motivée de candidature le 16 décembre 1987.

Groupe chimique Paris rech.

JURISTE D'ENTREPRISE

Vous possédez une bonne expérience en entreprise ou en cabinet. Vous avez la maîtrise de l'anglais. Votre mission sera de prendre en charge tous les problèmes juridiques : contrats, assurances, contentieux, brevets et marques, droit des stés, droit international. Envoyer c.v. et prét. s/réf. 2186 à : PIERRE LICHAU, 10, rue de Louvois, PARIS-2ᵉ.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL en formation et en organisation intervenant en milieu bancaire

recherche

INGÉNIEUR CONSULTANT JUNIOR (H./F.)

issu d'une grande école commerciale et possédant 3 à 5 années d'expérience en formation ou en animation d'équipe de vente et une bonne aisance relationnelle. Connaissance des réseaux bancaires appréciée.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions à : OCS Conseils 54, r. de Bourgogne, 75007 Paris.

Le Centre d'informations financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS CCIAUX H./F. pour ses 5 agences à Paris ou R.P.
– Formation assurée.
– Rémunération motivante.
Tél. : 45-53-20-00, p. 107.

DEMANDES D'EMPLOIS

38 ans, **PHARMACIEN**
10 ans d'expérience en milieu hospitalier
+
INFORMATICIEN
7 ans d'expérience
+
anglais courant
Etudie toutes propositions, 45-89-13-54.

INGÉNIEUR 45 ANS

DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS HABITUÉ AUX CONTACTS AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS

Son expérience :
dans importante société pétrolière internationale, planning, organisation, supervision opérations géophysiques, terrestres et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient.
Maîtrise parfaite de l'anglais.

Son objectif :
changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel.

Ecrire ou téléphoner à Jean PROUTEAU 10, allée des Orangers, 06160 Juan-les-Pins. Tél. : 93-61-83-93.

Jeune femme dynamique, aimant les responsabilités

Expérience organisation formation, recrutement, administration ventes, gestion PME.

ÉTUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS

Ecrire sous nº 8 212 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

LICENC. MATHÉMATIQUES ch. empl. INCITATIONS FINANC. de l'Etat (loi du 10-7-87). Ecrire sous le nº 1 761 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7ᵉ.

J.H. maîtrise angl., diplômé ISIT, format. Sc. Po, interprète de liaison. ch. travail procurant format. Etud. toutes propositions. Tél. : 45-63-74-13.

H. 39 ans, maîtrise droit licence philosophie ch. emploi à m-tps le matin (milieu éditions, théâtre, ou autres) Paris proche banlieue. Tél. : 46-04-61-62.

INGÉNIEUR C.E.A. en retraite depuis peu cherche travail

ANALYSTE-PROGRAMMEUR. Tél. : 69-07-05-58.

Cadre 49 ans, électromécanicien, ing. autodidacte, responsable SAV et dévelop. matériel électrique. Exp. études fabrication, devis, achats, contacts clients et fournisseurs.

CHERCHE SITUATION PARIS ou BANLIEUE.

Ecrire à Monsieur Marieing, 14, rue Clairvaut, Paris-17ᵉ.

H. 39 ans, maîtrise de droit DEA, scss sociales du travail, 10 ans exp. en organisme de format. (droit éco. informat.) ch. poste resp. de format. en ent. ou organ. de format.

Ecrire sous no 8 202 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7ᵉ.

Jeune diplômé, école supér. de gestion, 2 ans expérience gest. administrative et personnel. Très motivé contrôle de gest. Angl. et espagnol courants.

CHERCHE POSTE ÉVOLUTIF FRANCE OU ÉTRANGER.

M. Joli Vincent, 8, rue du Parc, 92190 MEUDON.

Jardinier hautement qualifié ch. place stable toutes régions.

Ecrire sous le nº 8 213 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7ᵉ.

J.F. 22 ans, B.P., 3 ans exp., ch. poste stable, secrétaire ou employée bureau, service du personnel, sur Mantes-la-Jolie ou env. ou proche Paris/Saint-Lazare. Tél. : 34-79-84-42.

LE JOURNALISTE QU'IL VOUS FAUT...

37 ans, de l'expérience et toujours le feu sacré ! 10 ANS PRESSE ÉCRITE + EXPÉR. RADIO INTERNAT. Reporter polyval. mais aussi secrét. réd., rewrit. Anglais courant + form. universitaire. Etudie ttes propos. (presse, agence, audiovis.) : Préfér. Paris, mais pourquoi pas province, étranger.

DISPONIBLE RAPIDEMENT TÉL. : (17 h/19 h 30) au (1) 43-33-11-52.

J.F. 26 ans, BTS TOURISME, licence anglais, 1 ans en Ulster, nbrx séj. ASIE, expérience FORFAIT. Ch. emploi T.O., Cᵉ aérienne. Etudie toutes autres propositions. T. 39-75-39-81.

H. 34 ans, excellent « second ». Doct. Sc. Po (I.E.P. Paris). Trilingue, exp. rédactionnelle, disponibilité. Tél. : (1) 42-77-13-67.

F. 48 a., angl. courant, connaissances arabe moderne, 12 a. exp. relat. ext., sens de l'autonomie et du contact. Ch. poste Assistante de direction, Paris ou banlieue Nord.

Ecrire sous le nº 8208 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7ᵉ.

L'AGENDA

Bijoux

ACHATS BIJOUX

Brillants, pierres précieuses. PERRONO, bd des Italiens. OPÉRA, 4, Chaussée-d'Antin. ÉTOILE, 37, av. Victor-Hugo. Ventes, occasions, échanges.

Collections

EXCEPTIONNELLE collection illustrée nominative et numérotée souscription privée des *Mémoires du général de Gaulle*, 15 volumes, collection « Bleu, Blanc, Rouge » (5 volumes de cheque), lettres, notes et carnets (collection havane en 10 volumes). Reliure cuir, format 22×29 avec médaillon gravé (diamètre 7 cm) ainsi que *l'Homme du destin* par Michel Droit, reliure cuir marron (5 volumes) format 24×32 collection épuisée. Dom 76-24-49-17 (ap. 18 h).

Relations humaines

Centre ABAC

VAINCRE LA SOLITUDE moins de 35 ans s'abstenir PARIS, téléph. : 45-70-80-94.

Minéraux

Vendredi 4 décembre (12 h - 19 h)
Samedi 5 - Dimanche 6 (10 h - 19 h)
EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
HOTEL PULLMAN St-Jacques
17, boulevard Saint-Jacques, PARIS (14ᵉ) - Mº Saint-Jacques

Fourrures

FOURRURES

CRÉATION - RÉPARATION TRANSFORMATION

Trav. soigné - Prix sér.

Mᵐᵉ Pierre LEBAUD, 15 bis, rue Jules-Ferry, 45400 Fleury-les-Aubrais. Tél. : (16) 38-73-55-47.

Vins

CHAMPAGNE

DIRECT du récoltant
● BRUT 1982 55,00 F T.T.C.
● ROSE 1985 65,00 F T.T.C.
Jean-Luc Bondon Tél. : 26-58-32-10.

MILLÉSIME 1985

CHATEAU DILLON

HAUT-MÉDOC - Cru Bourgeois.

Tél. vert : 05-31-86-21.

Spécialités régionales

Raymond d'ARTIGUES

LE PRESTIGIEUX FOIE GRAS DES LANDES... EN DIRECT AVEC VOUS !
Vente par correspondance, particuliers, comités d'entreprise, cadeaux d'affaires, cadeaux d'affaires, information : sur simple demande. 40360 POMAREZ (LANDES). Tél. : 58-89-87-76.

Vacances Tourisme Loisirs

SKI DE FOND

(HAUT-JURA)
Yves et Liliane, la quarantaine, vous accueillent (12 personnes maxi.) dans une ancienne ferme du XVIIIᵉ siècle confortablement rénovée. Chambres avec salle de bains, table d'hôtes, cuisine et pain maison, ambiance sympa. Tarif tout compris : pension complète + vin + thé à 17 heures + moniteur et matériel de ski, de : 2 080 F à 2 480 F personne/semaine, selon période. Tél. : 16 (81) 38-12-51.

LA PLAGNE
A louer studio 3 pers., tt cft, plein sud, toutes commodités. Du 24 au 31 janvier 1988. Pied des pistes, prix 1 200 F. Tél. 43-31-70-63, après 19 h.

STUDIO tt cft pour 4 pers. Libre du 20 au 27/12/86, du 4-1 au 14-2-87, du 7-3 au 4-5-87. Locat. à la sem. 1.000 à 1.700 F, suivant la période. Tél. : 43-04-42-41.

Loue CHATEL (Haute-Savoie) (les Portes du Soleil) dans résidence 2 pièces, terrasse, parking, pour 4 personnes, tout confort. Tél. : (16) 84-81-87-86 après 20 heures.

A louer. HAUTE-SAVOIE AUX CARROZ-D'ARACHES 250 km de pistes Skis tous niveaux

Sur les collines de Vallauris VUE SUR MER
A louer vacances au mois. Au r.-d.-c., grand 2 pièces, cuisine. Parking voitures. Confort et calme. Pouvant loger 4 personnes et 2 enfants.
Prix abordable.
Renseignements : Tél. : (16) 93-64-10-29). M. CARON.

ASSOCIATIONS

Appel

THÉATRE « QUAND MÊME »

Si vous avez toujours voulu en faire sans jamais l'oser, venez ! Nous accueillons tous âges, tous niveaux, tous handicaps physiques. Tél. : 42-51-40-83.

MER ET MONTAGNE
Association agréé J. et S. Nombreuses références vous propose Vacances scolaire Février, Pâques. Ski de randonnée ski de piste en France et Suisse pour enfants et adolescents à partir de 2 500 F. Tous rens. : 42-05-44-20.

S.O.S. ÉCOUTE JUIVE Tél. : 43-48-89-24.

JAPONAIS INTENSE en JANVIER 1988 par la suggestopédie. Contact : MICKO MATSUMOTO 42-39-21-37.

O.V.D.T.

Les valeurs sur lesquelles reposent nos lois et nos sociétés vacillent. Aujourd'hui, elles ne nous protègent ni de la violence, ni de l'iniquité, mieux, elles autogénèrent les mécanismes des guerres et du fanatisme.

Ce constat est douloureux et vous laisse impuissant. Comment agir ? Comment œuvrer pour un monde meilleur ?

L'ORDRE DES VEILLEURS DU TEMPLE Vous propose une réflexion approfondie, éclairée à la lumière de la Tradition. Héritier d'une connaissance ancienne, transmise au fil des siècles, L'ORDRE DES VEILLEURS DU TEMPLE est prêt à vous faire partager son savoir et ses valeurs si vous êtes sincère dans votre recherche.

O.V.D.T. – B.P. 5006 34032 Montpellier Cedex

POESIE EN LIBERTÉ

Minitel – 3615 – CLP

Conférence

Mardi 8 déc. 87 « La Fraternité de Shamballa, Mystification et Réalité » r.v. Domus Médica 60, bd. Latour-Maubourg Paris-7ᵉ (Mº Latr-Maubourg) Entré libre – 20 h 30

Sessions et stages

STAGES D'ANGLAIS ENGLISH'ROUND THE CLOCK
Stages intensifs d'anglais en France. Classes de 3ᵉ à la Terminale, classes préparatoires et niveaux supérieurs. Séjour du 26/12 au 3/1 en Touraine. 6 h/jour de cours : théâtre, journal. Règlement « English Only ! » excellents résultats. Cours niveaux supérieurs le samedi à Paris. 8, rue des Liserons 75013 Paris. Tél. : 45-88-01-87

CRÉATEURS D'ENTREPRISES SE FORMER A LA GESTION LA GESTION EN 5 JOURS
Un pari réalisable du 9 au 15 décembre 1987 ou du 20 au 26 janvier 88

DÉVELOPPER ET GÉRER SON ENTREPRISE, c'est
1) analyser ses résultats, maîtriser sa gestion
2) s'adapter à l'évolution de son marché
Vous gérez une entreprise, ce stage s'adresse à vous et se déroule en cours du soir à partir du 4 décembre 1987. Il vous permettra de mettre en œuvre une réelle stratégie de développement.

BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS 95, bd Voltaire, 75011 PARIS Tél. 43-55-09-48

En 6 jours, ARC-EN-CIEL vous révèle votre MALLE AUX TRÉSORS
Changez de regard sur vous-même, les autres, le monde ! Acquerrez conf. en vous, énergie, écoute, créativité, joie de vivre. Tarif hyper réduit aux chômeurs (la plupart trouvent un emploi rapidement) – Séance gratuite d'info. 3 déc. 18 h 30, 28, rue de l'Abbé-Grégoire (6ᵉ) Mº Saint-Placide. Rens. : (1) 30-71-67-17.

Traversée des hautes Vosges. Ski de fond 8 j. sans sac. Séjours ski ou raquettes R. 152 R.I. 88400 Gérardmer Vosges évasion 29-63-17-50

DEMANDEURS D'EMPLOI Techniciens et Cadres :

APROTECH : Associat. pour la promotion des TECHNOCENTRES vous propose un BILAN DE QUALIFICATION individuel suivi d'une formation à la RECHERCHE D'EMPLOI.

Deux journées en présence d'un psychologue et d'un responsable d'entreprise.

Mise en place d'un Projet Professionnel Personnel avec suivi individuel de 6 mois.

Edition par nos soins de C.V.

Contacter Mᵐᵉ DEVOS au (1) 42-81-19-52 de 9 h à 18 h.

ITALIEN

L'ASS. TRILOGOS VOUS PROPOSE :
– Nouveau cours d'initiation.
– Stage intensif les 5 et 6 déc.
– A Noël, stage vac. à Rome.
– Cours hebdom. tous niveaux.
T. 48-07-53-36 Paris Mº Voltaire

CRIPA 75 Psychanalystes agréés **THÉRAPIES COURTES** Sur rendez-vous 42-77-89-13

MIND-TONIC La gymnastique mentale Tél. : 48-04-72-74

GESTION DU STRESS particuliers ou Entreprises CRIPA 75. Tél. : 42-77-89-13

NOEL SAHARA
Venez rejoindre notre groupe en partance pour une randonnée chamelière dans le massif de la Téfédest. Ambiance bivouac et vie nomade traditionnelle. Doc. également sur nos autres circuits sahariens et l'Inde OXYGÈNE 53, av. Ledru-Rollin 75012 Paris. Tél. : 43-41-26-10 (soir) 48-53-42-07/43-71-91-55 (rép.).

● Prix de la ligne 40 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
● Chèque libellé à l'ordre du Monde Publicité, et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis sous le titre « Agenda », dans les pages annonces classées.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5ᵉ arrdt

GOBELINS - ARAGO

Occupé loi 48
Bel imm., asc., bon standing, s/r. et cour, jard., appts 36 m², tt cft, à partir de 440.000 F. Propriétaire : 42-25-46-82.

6ᵉ arrdt

BONAPARTE

SUPERFICIE DUPLEX, 2 chbres, 2 bains. GRENELLE, 45-55-06-64.

13ᵉ arrdt

DUPLEX - 5 PCES

Standing 120 m², refait neuf + 45 m² terrasses, parking. Prix 2.350.000 F. Immo Marcadet, 42-52-01-82.

Appts tt cft, 4/5 Pces, 9ᵉ et dern. ét. Av. de CHOISY, 86 m². 1.350.000 F. 83-56-13-16, après 19 h.

14ᵉ arrdt

ST-JACQUES 3 P. p.d.t., sud, tt cft, parf. ét. 1.500.000 F. 43-25-97-16.

15ᵉ arrdt

200 m², ét. élevé, asc., soleil

VUE TOUT PARIS

original. 47-03-32-44 matin.

17ᵉ arrdt

LA FOURCHE-PETIT 2 P.

av. w.c., imm. correct., r.d.ch. 165.000 F. T. : 42-66-19-00.

Province

VALLAURIS 06, bel appt 4 p. + cuis. équipée, s. de bains, loggia, cave, parkg. 78 m², r.-de-ch., résid., calme. 480 000 F. 73-64-15-24.

SAINT-RAPHAEL (83)

Part. v. 300 m gare, 400 m plage, stud. dans imm. réc., 32 m², ent., wc, salle d'eau, cuis., gr. sej. le tout meublé, cave, vidéophone, 3ᵉ ét., ascens. 320 000 F. Tél. : (16) 94-95-08-65, heures repas.

viagers

2 p. tt cft occupé fme 76 ans, px 285 000F, sans rente-appt, 1ᵉʳ ét., bon imm 17ᵉ arrdt. Mº La Fourche. Cruz 42-66-19-00.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

recherche achat APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS PARIS RÉSIDENTIELS.

TÉL. : (1) 45-62-16-40.

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

QUARTIER MARAIS

près place des Vosges 7-7 bis, rue Saint-Gilles.

Dans résidence grand standing de 42 APPARTEMENTS PERSONNALISÉS

IL RESTE QUELQUES APPARTEMENTS

STUDIOS AVEC CUISINE équipée de 27 à 33 m², loyer mensuel de 3 150 F à 3 800 F.
2 p. de 53 à 58 m², loyer mensuel de 5 650 m² à 6 400 F.
3 p. de 68 à 73 m², loyer mensuel de 7 350 F à 8 200 F.
4 p. de 91 à 95 m², loyer mensuel de 9 450 F à 10 000 F.
Parking et charges en sus. Chauff. électrique individuel.

Livrables de suite. Appartement témoin ouvert lundi, mercredi, samedi de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Renseignements au 45-65-37-02 heures bureau.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pour BANQUES, STÉS MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : L.S.I. 42-85-13-05.

MONDIAL MERCURE

rech. STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pour ambassades et sociétés. S'adr. : SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-18.

bureaux

Ventes

ARGENTEUIL

Les 500 m² de l'ex-Sécurité sociale sont A VENDRE OU A LOUER, 42-60-78-25.

Locations

GARE DE LYON

Bureaux, loc. courte durée entièrem. meublés, dans imm. indépendant. Serv. commune secrétariat, 43-42-12-12.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** bureaux, secrétariat, télex **CONSTITUTION STÉS** Prix compét. Délais rapides. **ASPAC 42-93-60-50 +**

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. **43-55-17-50**

Domiciliation depuis 80 F/ms. Paris 1ᵉʳ, 8ᵉ, 9ᵉ, 12ᵉ ou 15ᵉ. Constitution SARL 1.500 F H.T. INTER DOM - 43-40-31-45.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles. Bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat. ACCESS - 40-26-15-12.

pavillons

Part. vd LAMORLAYE (60) 25 min gare du Nord (RER) sur 500 m², pavillon 76, type F5, 140 m² sous-sol total. R.-C., 3 ch., s. d'eau, w.-c. ÉTAGE, 2 ch., salle de bains, w.-c., prox. école, PRIX 890 000 F. URGENT. TÉL. 16 (1) 43-31-47-40 après 19 heures.

maisons de campagne

LOGIS 18ᵉ SIÈCLE

à restaurer en Charente-Maritime, 5 p. poutres, cheminées d'époque, grenier, dépendances, eau, élect., w.-c. L'ensemble sur 3 800 m².

PRIX : 280 000 F.

Possibilité crédits. FARNIENTE 13, rue Méchain, 17400 ST-JEAN-D'ANGÉLY. TÉL. : (16) 46-32-59-29.

FORMATION PROFESSIONNELLE

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL

En intégrant l'I.D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme
. Entraînement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adultes, aux démarches et processus innovants dans les entreprises.
. Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
. Introduction aux stratégies des cabinets de consultants.
. Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
. Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen.

Des CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'élaboration de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation.
. Avec parrainage d'un consultant.
. En france et/ou dans un autre pays de la CEE.

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE

• DURÉE DE LA FORMATION 7 mois : rentrée 4 janvier 1988
• ADMISSION SUR DOSSIER SUIVI D'UN ENTRETIEN Minimum de 5 années d'expérience professionnelle dans des postes à responsabilités.
• REMUNERATION : Conseil régional des pays de la Loire.

Dossier d'information et de candidature, ECRIRE A : I.D.C.E. – B.P. 1879 – 49018 ANGERS CEDEX

Economie

SOMMAIRE

■ Les marchés financiers sont particulièrement inquiets d'une situation qui va se dégradant de jour en jour. A Wall Street, l'indice Dow Jones a perdu lundi près de 77 points *(lire ci-dessous).*

■ En Allemagne fédérale, le gouvernement devait se prononcer, mercredi, sur un plan de relance de l'investissement public *(lire ci-contre).*

■ Quelques pays africains seulement se sont réunis à Addis-Abeba, pour le sommet extraordinaire de l'unité africaine (OUA) consacré à la dette *(lire ci-dessous).*

■ Plusieurs milliers d'agriculteurs ont manifesté lundi 30 novembre à Rouen contre la politique agricole commune. L'inquiétude du monde rural est profonde en raison des menaces qui pèsent sur ce secteur d'activité en mutation *(lire page 37).*

■ Le budget de la RATP pour 1988 prévoit une réduction du trafic et des suppressions d'emplois *(lire page 36).*

■ La journée d'action organisée par la CGT et la grève à Air Inter n'ont pas connu un grand retentissement *(lire page 36).*

Wall Street marque son inquiétude

« Lundi gris » à New-York

NEW-YORK
de notre correspondant

Après une médiocre semaine de réflexion et d'hésitation à propos de l'accord sur la réduction du déficit budgétaire signé le 20 novembre à Washington, la séance du lundi 30 novembre n'a fait que confirmer la méfiance des opérateurs financiers à l'égard du pouvoir politique. A l'issue d'une séance agitée et en dents de scie, l'indice Dow Jones a perdu près de 77 points (soit une baisse de 4 %), l'une des pires chutes de son histoire.

L'ensemble des trente valeurs industrielles qui composent l'indice étaient en baisse, certaines fortement. Comme les achats avant le krach, les ventes ont été aveugles, propulsant le volume à 270 millions de transactions, alors que la valeur des baisses était trente-sept fois supérieure à celle des hausses...

Les spécialistes interrogés affirment unanimement que, après avoir étudié les accords de Washington, ils ne sont plus seulement hésitants mais se sentent carrément inquiets. La place laissée encore à la négociation est décidément trop grande, estiment-ils, alors que les membres du Congrès *« nous ont prouvé qu'ils n'étaient pas capables de mettre l'intérêt national au-dessus de leurs querelles partisanes ».*

L'inflation redoutée

Souhaitant rassurer les milieux d'affaires, le président Ronald Reagan a, certes, souligné lundi qu'il mettrait son veto à toute loi fiscale qui n'irait pas strictement dans le sens des accords signés, mais la sonnerie de 16 heures a retenti comme une moquerie au milieu d'une corbeille nerveuse et abattue.

L'œil rivé sur tous les indicateurs, les courtiers soulignent également la hausse de l'or, dont l'once approche désormais la barre fatidique des 500 dollars, et la baisse renouvelée du billet vert. *« L'inflation, à laquelle personne ne voulait croire, est désormais une menace réelle »,* nous a affirmé M. Monte Gordon, de Dreyfus Corp.

Après avoir salué la dévaluation de la monnaie comme une tendance positive, certains experts américains commencent à exprimer des doutes quant aux bénéfices à long terme que l'économie du pays pourrait en retirer. *« Décidément, la dévaluation équivaut à colmater la brèche (« a quick fix »)*, écrit le *New York Times*, dont les éditorialistes se montrent de plus en plus inquiets devant l'insouciance des industriels, *« davantage intéressés par les résultats du trimestre que par le destin de leur firme ».* Selon William Cline de l'Institut pour l'économie internationale (Washington), *« l'impact inflationniste de la dévaluation n'est plus qu'une question de temps ».*

Pays de contrastes...

D'autres experts soulignent que, après avoir étendu leurs parts de marchés à l'étranger, les industries américaines seront prises à la gorge par la réduction des bénéfices réels : pour tirer profit de la dévaluation, il est nécessaire de conserver le niveau des prix : or, une fois convertis en dollars, les bénéfices accuseront immanquablement une baisse, rappelle John Silvia, de Kemper Financial Services (Chicago). *« Il n'existe pas un seul exemple d'une dévaluation positive à long terme,* conclut Mark Miles, auteur d'une récente thèse sur ce thème, *car les bénéfices sont toujours rapidement balayés par les pertes. »*

Certes, les Etats-Unis sont un pays de contrastes, et il est prudent de les accepter comme tels. Si les ventes immobilières et celles des voitures neuves ont baissé, les commandes de machines-outils ont fait, en octobre, un bond de 48 % par rapport à la même période de l'année dernière. *« C'est franchement impressionnant »,* jubile le président de l'Association des constructeurs, James Gray, qui croit pouvoir affirmer que ces commandes *« prouvent la bonne santé de l'industrie américaine ».* D'autres font remarquer que le surplus des commandes est largement dû à la tendance à *« acheter américain »,* elle-même consécutive au renchérissement des produits étrangers...

NE VOUS DÉRANGEZ PAS, C'EST UN DOLLAR...

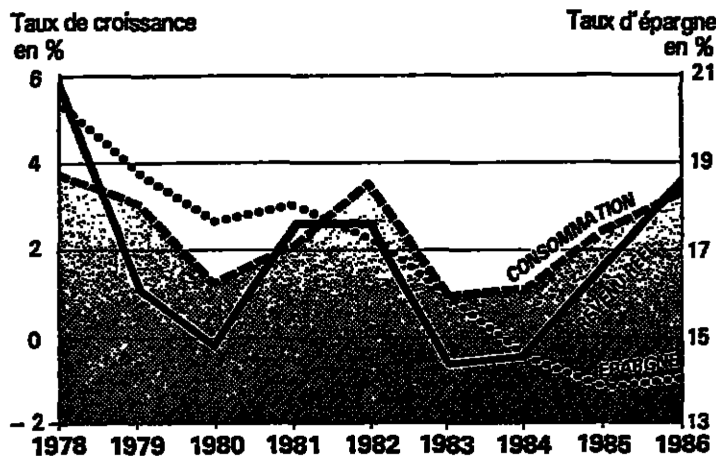
PANCHO

Chez les consommateurs, le souci est carrément inexistant. Le bilan du premier grand week-end d'achats de fin d'année, celui du Thanksgiving, est *« excellent ».* Chez les responsables de magasins, le soulagement a succédé à la nervosité : en attendant les chiffres définitifs du mois de novembre, les principales chaînes de détail annoncent des augmentations *« spectaculaires »* de leurs ventes.

« Nous n'avons jamais eu un tel succès », affirme Marvin Traub, président du célèbre Bloomingdale's. Selon Walter Loeb, analyste chez Morgan Stanley, *« la saison a pris un excellent départ, mais elle risque d'être la dernière »...* Néanmoins, selon les résultats d'un sondage *New York Times*-CBS, 18 % seulement des personnes interrogées estiment que leur situation financière a empiré, alors que 32 % prévoient de réduire leurs dépenses de fin d'année. Cette indifférence est tout de même tempérée par le nombre – 41 % – de ceux qui pensent que la situation économique du pays s'aggrave.

CHARLES LESCAUT.

L'épargne et la consommation en France



Source : COE (Centre d'observation économique – Chambre de commerce et d'industrie de Paris).

Le taux d'épargne des Français, c'est-à-dire la part de leur revenu disponible qui n'est pas consommée, n'a quasiment pas cessé de diminuer depuis huit ans. La baisse s'est particulièrement accentuée depuis 1982, puisque le taux d'épargne est passé de 18 % en 1981 à 14 % en 1986. Sur toute cette période, le ménages ont donc préféré maintenir la progression de leur niveau de vie, en dépit du ralentissement de leur revenu réel (salaires, dividendes, bénéfices, etc., diminués de l'inflation). On constate que le taux de croissance de la consommation reste, notamment depuis 1982, constamment supérieur au rythme de progression du revenu. Tout se passe comme si la consommation était globalement inerte, sauf en ce qui concerne les plus gros achats : automobiles, téléviseurs et logements qui, seuls, font l'objet d'ajustements. Ainsi la *« divine surprise »* constatée en 1986 sur les revenus réels, qui ont progressé de 3,6 %, soit le rythme le plus élevé depuis 1978, a entraîné immédiatement un gonflement de la consommation de 3,4 % portant essentiellement sur les biens durables. La faiblesse du taux d'épargne des ménages s'explique globalement par le ralentissement des gains de pouvoir d'achat (de 2,4 % en moyenne de 1978 à 1982 à 0,1 % en moyenne de 1983 à 1985), par la désaffection continue des ménages pour l'achat de logements et par la désinflation.

L'Acte unique européen

M. Juppé veut éviter un « marché de dupes »

A l'occasion d'un colloque, organisé le lundi 30 novembre par la Fondation du futur, que préside M. Jacques Baumel, sur le thème *« la France et l'Acte unique européen »,* M. Alain Juppé, secrétaire d'Etat au budget, a notamment déclaré : *« Si nous consacrions, au cours des trois années à venir, les quarante-cinq milliards d'abaissement des impôts que nous avons prévus pour rapprocher les taux de la TVA de la moyenne européenne, nous ferions un marché de dupes. Car nos partenaires pourraient simultanément utiliser la marge de manœuvre dont ils disposent aussi à réduire des impôts qui pèsent directement sur les coûts de production. »* Aussi, M. Juppé pense-t-il que d'ici à 1992, il convient de *« sélectionner les priorités ».*

En clair, il s'agira d'achever le travail commencé consiste à harmoniser les champs d'application de la TVA et le régime des déductions. En ce qui concerne le rapprochement des taux, un délai supplémentaire de cinq ans serait souhaitable, a déclaré M. Juppé. Il estime qu'il sera nécessaire de maintenir transitoirement des frontières fiscales pendant le même délai. Cependant, les opérations de dédouanement aux frontières pourront être largement évitées grâce à l'implantation, déjà très avancée, des postes de douane à l'intérieur du territoire.

En réponse aux pressions européennes et américaines

Bonn prépare un plan de relance

BONN
de notre correspondant

L'heure de vérité aurait-elle sonné à Bonn et à Francfort ? *Les dirigeants politiques et économiques ouest-allemands ne peuvent plus arguer de l'immobilisme des Etats-Unis pour repousser sine die cette relance de l'économie de la RFA nécessaire si l'on veut éviter de glisser dans la récession.*

Une pression en ce sens s'exerce dans le cadre de la coopération quasi ininterrompue du ministre des finances ouest-allemand avec ses partenaires européens – M. Stoltenberg aime à dire qu'à lui tout seul il a fait faire un bond au chiffre d'affaires de la Bundespost en téléphonant souvent et longuement à ses collègues.

En RFA même, si l'on en croit le magazine *Der Spiegel,* certains grands patrons, comme M. Edzard Reuter, PDG de Daimler Benz, se plaignent du *« manque d'imagination »* du gouvernement fédéral pour relancer la croissance. Les mesures de baisse de certains taux d'intérêt prises pour faire face à la chute du dollar l'ont été, selon M. Franz Josef Strauss, à contre-temps et n'ont fait que l'effet d'un feu de paille pour rechauffer les marchés.

Mercredi 2 décembre, le cabinet fédéral devrait se prononcer sur un plan de relance de l'investissement public, qui devait être défini mardi matin dans ses grandes lignes au cours d'une rencontre entre M. Gerhard Stoltenberg et le ministre libéral de l'économie, M. Martin Bangemann. L'objectif est de faire gagner un demi-point de croissance à l'économie ouest-allemande, pour laquelle, si rien n'était fait, les experts prévoient un taux de 1,5 %.

On parle d'ores et déjà à Bonn de la mise à la disposition des communes et des collectivités locales de crédits bonifiés d'un montant global *de 15 milliards de deutschemarks* (environ 50 milliards de francs), distribués par la caisse de crédit pour la reconstruction, un organisme mis en place pour gérer les crédits du plan Marshall dans les années 40 et 50.

Une initiative critiquée

Ces sommes pourraient être utilisées par les collectivités locales et régionales pour améliorer les équipements collectifs, et surtout réaliser des investisssements dans le domaine de la protection de l'environnement, un thème toujours très sensible en République fédérale. Avant même d'avoir été officiellement décidé, ce plan fait pourtant l'objet de diverses critiques dans les rangs même de la majorité. Ainsi, le comte Lambsdorff, l'ancien ministre de l'économie, estime qu'une baisse immédiate de l'impôt sur le revenu de 10 % aurait mieux convenu.

Des doutes sont exprimés également sur l'empressement des collectivités locales à utiliser la manne ainsi mise à leur disposition : les communes et les régions riches sont déjà suréquipées en piscines, théâtres et autres bienfaits, et les régions *pauvres sont déjà endettées* à la limite du supportable. D'autre part, on peut émettre des doutes sur la capacité de ces mesures à relancer les importations : le bâtiment et les travaux publics ne sont pas traditionnellement importateurs, et les investissements visant à la protection de l'environnement se porteront de préférence sur des produits de l'industrie allemande, qui a accompli d'importants efforts de recherche dans ce domaine.

Une autre mesure, cependant, pourrait avoir un effet plus important sur la conjoncture : la baisse du taux d'escompte de la Bundesbank. Le conseil de surveillance de la Banque centrale de RFA se réunit jeudi à Francfort, et l'on s'attend à un mouvement dans ce sens.

LUC ROSENZWEIG.

La dette africaine

Huit chefs d'Etat seulement ont assisté au sommet de l'OUA

ADDIS-ABEBA
de notre envoyé spécial

Le sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), consacré à la dette, n'a pas fait recette : seulement huit chefs d'Etat sur cinquante y ont assisté, les lundi 30 novembre et mardi 1er décembre, à Addis-Abeba (1). Bien que les participants à cette conférence se disent convaincus que *« la crise de la dette africaine ne peut être résolue que grâce à une approche globale »,* un certain nombre de pays continuent de croire davantage aux vertus du dialogue bilatéral, dans le cadre des relations privilégiées qu'ils entretiennent avec leurs principaux partenaires, souvent l'ancienne puissance coloniale. C'est ainsi que, une semaine avant ce sommet, le Nigéria, l'un des plus gros débiteurs du continent, a signé un accord de rééchelonnement avec le « club de Londres » (le groupe des banques commerciales créancières).

L'idée de ce sommet avait été lancée en juillet dernier par M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien et nouveau président en exercice de l'OUA, qui venait de rompre spectaculairement les ponts avec le Fonds monétaire international (FMI). D'entré de jeu, M. Ide Oumarou, secrétaire général de l'organisation panafricaine, s'est cependant employé à apaiser les bailleurs de fonds :

« Nous voulons leur dire très haut et très clairement que notre réunion n'est pas une conspiration contre eux et ne doit pas aboutir à une confrontation avec eux », a-t-il précisé.

Dans la déclaration finale, préparée par les ministres des affaires étrangères, il est néanmoins rappelé que *« le retard économique que connaît aujourd'hui le continent est la conséquence directe de colonialisme, dont les effets se font toujours sentir ».* Pour M. Oumarou, la communauté des créanciers refuse de comprendre la spécificité de l'Afrique, *« un continent plein d'avenir en raison des richesses de son sous-sol »,* et *« continue à s'accrocher, à l'égard de l'Afrique, à des pratiques et à des dogmes qui lèsent gravement son besoin de justice et ses intérêts ».*

Certes, les chefs d'Etat africains se disent décidés à honorer leurs dettes. Mais le train de mesures qu'ils proposent risque de rebuter plus d'un bailleur de fonds : *« Conversion de tous les anciens prêts publics bilatéraux en dons ; rééchelonnement de la dette sur cinquante ans, avec une période de grâce de dix ans ; remboursement en monnaie locale d'une partie de la dette publique bilatérale ; moratoire de dix ans et... accroissement des apports financiers à l'Afrique ».*

Dans la déclaration finale, soumise à l'approbation des chefs d'Etat, un appel est en outre lancé *« en faveur de la convocation en 1988 d'une conférence internationale sur la dette extérieure de l'Afrique ».* Les bailleurs de fonds se sont toujours opposés à l'idée de réunir une telle conférence, préférant traiter les problèmes au cas par cas, étant donné la spécificité des économies de chacun des pays en cause.

« Ce sont des messages que nous voulons faire passer au monde développé », commente un membre d'une délégation, comme pour atténuer la portée de ces résolutions. Il est à craindre pourtant que la communauté des créanciers ne prenne pas très au sérieux ces nouvelles demandes africaines. Certes, la dette du continent – 200 milliards de dollars, qui équivaut à celle du Brésil et du Mexique réunis – n'est pas démesurée et peut être maîtrisée. Reste à voir si ce continent inspire encore suffisamment confiance à ceux qui sont appelés à le sauver de la déconfiture.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Botswana, Cap-Vert, Djibouti, Gambie, Ethiopie, Madagascar, Rwanda, Zambie.

EN BREF

● **Barrages de marins-pêcheurs en Méditerranée.** – Les marins-pêcheurs de Marseille ont bloqué avec leurs chalutiers, pendant plusieurs heures, le 30 novembre, les passes d'accès au port. Ils réclamaient une meilleure représentativité au Comité central des pêches et des mesures de soutien pour les captures de sardines. Ils ont levé leur barrage après que leurs délégués ont été reçus à la préfecture et après que le secrétaire d'Etat à la mer a accepté de prendre en compte leurs revendications. Un autre barrage avait été mis en place au port de Sète.

● **Aéroports de Paris propose des activités pour cent chômeurs de longue durée.** – En signant une convention avec M. Philippe Séguin, le 30 novembre, Aéroports de Paris (ADP) vient s'ajouter aux nombreux organismes et collectivités locales déjà engagés dans le programme d'insertion locale (PIL). Aéroports de Paris proposera des activités dans le secteur des services et de l'accueil des voyageurs à cent chômeurs de longue durée. Les PIL sont l'équivalent des TUC (travaux d'utilité collective) pour les plus de vingt-cinq ans.

A l'occasion du quarantième anniversaire du GATT

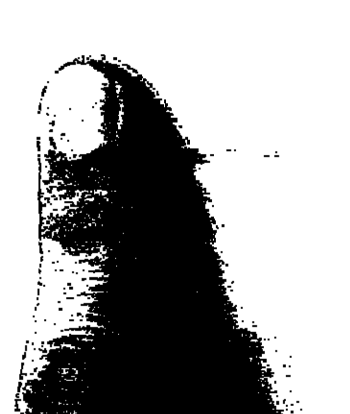
M. Volcker appelle à une « appréciation collective appropriée » des taux de change

Intervenant, lundi 30 novembre à Genève, à l'occasion du quarantième anniversaire du GATT (1), M. Paul Volcker, l'ancien président de la Federal Reserve Bank a déclaré : *« Il faut que les Etats-Unis s'astreignent à une discipline convaincante et durable, et que cela soit compensé, ou plus que compensé, vu les médiocres perspectives de la conjoncture mondiale, par des politiques de relance intérieure dans les pays qui ont d'importants excédents. »*

Commentant l'instabilité actuelle des marchés des changes, l'ancien patron de la Fed a estimé que *« la santé et la vitalité d'un système de commerce international ouvert »* dépendront en grande partie de la volonté des grandes nations commerçantes à parvenir à *« une appréciation collective réaliste du niveau généralement approprié des taux de change ».*

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.





CANAL + DE SUCCÈS

68 MILLIONS DE TITRES DEMANDÉS POUR 1,5 MILLION OFFERTS...

Canal + remercie tous les investisseurs français et étrangers qui lui ont témoigné leur confiance en se portant massivement acquéreurs de son action lors de son introduction sur le second marché de la Bourse de Paris.

Un tel succès renforcera la volonté de Canal + de développer dans le strict respect des règles de la concurrence, de nouveaux projets tant en France qu'à l'étranger, afin de réaliser son ambition : devenir un grand groupe de communication européen.

CANAL+

LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES

Économie

SOCIAL

Le débat sur le droit de grève

La journée d'action de la CGT et la grève à Air Inter n'ont pas eu l'ampleur attendue

La journée d'action de la CGT pour la défense du droit de grève et des libertés syndicales, le lundi 30 novembre, n'a pas connu un grand retentissement. Le portrait de Lucien Barbier, le militant de la CGT et du PCF, mort des suites d'un affrontement avec la police le 6 novembre à Amiens, était dans tous les défilés à Paris comme en province.

A Paris, la manifestation de la CGT, de la Bastille à l'Hôtel de Ville, a réuni plusieurs milliers de personnes (plus de dix mille selon les organisateurs). *« Ronchonner en silence et courber l'échine, cela nous ne voulons pas »*, a déclaré M. Henri Krasucki avant le départ de la manifestation. Le secrétaire général de la CGT a appelé à *« riposter à chaque atteinte aux libertés syndicales et à la démocratie »*. Avaient pris place dans le cortège des leaders des principaux syndicats de pilotes et de mécaniciens d'Air Inter (SNOMAC, SNPL et SNPAC), une délégation du PCF conduite par M. André Lajoinie, quelques groupes de la FEN.

Des arrêts de travail ont été observés chez les agents du port autonome de Marseille, chez les dockers de Fos et à la SNCF de Toulouse. A Limoges, l'ancien ministre communiste M. Marcel Rigout, qui a démissionné au début du mois du comité fédéral du PCF, a participé avec d'autres démissionnaires à la manifestation de la CGT.

A Air Inter, la grève du 30 novembre, à l'appel de la plupart des syndicats, n'a pas provoqué de perturbations importantes. Sur deux cent trente vols prévus, vingt seulement ont dû être annulés. La direction a précisé que 91 % des vols ont pu avoir lieu. En moyenne, pour l'ensemble des secteurs, la direction indique que la proportion de grévistes n'a pas dépassé 5 à 10 % (63 % pour les pilotes et les mécaniciens naviguants). Pour les syndicats de pilotes (SNPL, SNPNAC, SPAC) et le SNOMAC, cette grève a *« connu un succès sans précédent »*. Ils affirment que *« les vols qui ont pu être effectués ne l'ont été que grâce à la participation »* d'une quinzaine de cadres supérieurs. Pour la CGT, le pourcentage de grévistes chez les pilotes et les mécaniciens navigants a dépassé 98 %.

Dans une interview publiée par *le Matin* du 1er décembre, M. Edmond Maire se déclare opposé à une nouvelle loi sur le droit de grève : *« Pour nous, réglementation signifie limitation. [...] Nous ne voulons pas que les conditions d'exercice du droit de grève varient à la merci des alternances politiques. [...Z Nous sommes aujourd'hui au début d'une offensive qui, si elle n'est pas maîtrisée, aura l'importance du débat qu'il y a eu sur l'enseignement privé... en 1984. »*

Changement à la tête de la fédération des fonctionnaires FO

M. Roland Gaillard, quarante-trois ans, technicien au ministère de l'équipement à Paris, a été élu, le 26 novembre, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires (FGF) FO, qui revendique cent-cinquante mille adhérents, à l'issue de son congrès tenu à Villeurbanne. M. Gaillard, qui, avant d'être nommé, il y a quatre ans, à cette fédération, était à la tête du syndicat FO de l'équipement et du logement, succédera à M. André Giauque.

L'ancien et le nouveau secrétaire général ont plaidé pour un *« retour à une activité syndicale traditionnelle »*, dénoncé la *« modernisation gadget »* de l'administration et réclamé des *« négociations salariales globales »* (et non décentralisées).

[M. André Giauque est une figure importante de Force ouvrière. Proche de M. André Bergeron, au point d'avoir le même style oratoire et des expressions quasi identiques, M. Giauque, âgé de soixante-six ans, est arrivé à la FGF en 1964. Il avait été élu au secrétariat général à la fin de l'année 1973. Partisan de la politique contractuelle, M. Giauque sut refuser plusieurs fois sa signature. En 1977, il n'y eut pas d'accord salarial dans la fonction publique et il s'en prit ainsi à M. Barre : *« Il y a eu un premier ministre qui se vantait d'être le père de la politique contractuelle. Est-ce que M. Barre pourra se vanter bientôt d'en être le fossoyeur ? »*]

TRANSPORTS

Baisse du trafic, réductions d'emplois, diminution du pouvoir d'achat...

La RATP au pain sec et à l'eau

Le ministre de l'économie et des finances et celui des transports continuent d'avoir la RATP dans le collimateur et l'ont condamnée, pour la deuxième année consécutive au pain sec et à l'eau, comme le prouve le projet de budget d'exploitation voté par le conseil d'administration du 27 novembre. Objectif : maintenir l'indemnité compensatrice versée par l'Etat au niveau de celle de 1987, soit 6 051 millions de francs.

Ce sera un budget triste que celui de 1988. Dans presque tous les compartiments on note des reculs ou des stagnations. Le trafic attendu, en millions de kilomètres-voitures, régresse de 0,8 %, car la légère progression du métro et du RER (+ 1,8 %) sera contrebalancée par la cession au privé du réseau de bus de la ville nouvelle d'Evry, ce qui fera chuter le trafic du réseau routier (– 0,8 %). Il est symbolique de voir régresser de 100 000 voitures-kilomètres le trafic dans Paris intra-muros. L'entrée en service des nouveaux bus R 312, plus vastes, pourrait se traduire par un allongement des intervalles entre les départs des bus.

Le personnel notera surtout que les emplois décroîtront de 38 650 à 38 400. Succédant à une baisse de deux cents emplois en 1986 comme en 1987, cette compression de deux cent cinquante postes n'est pas le seul sacrifice demandé. Les salaires et frais de personnel croîtront de 2,5 %, ce qui, une fois ôtés les glissements dus aux promotions automatiques, à l'ancienneté et aux effets des mesures antérieures, ne laisse que 1,2 % de hausse salariale à comparer avec les 2,5 % de hausse des prix annoncés pour 1988.

Du côté des produits, on ne s'étonnera pas de voir la stabilisation à 6051 millions de francs de l'indemnité compensatrice et à 2648 millions de francs des remboursements des pertes de recettes dues à la carte orange. Le reste sera demandé à l'usager : plus de 5,5 % pour les tarifs à partir du 1er juin 1988, soit + 6 % pour les cartes oranges et les cartes hebdomadaires et + 5,37 % pour le ticket ordinaire. La part de l'usager dans le coût de son transport passera de 38,4 % à 40,2 %.

Au total, le budget d'exploitation de la RATP atteindra 15 725 millions de francs (+ 3,5 %).

Climat de morosité

L'adoption de ce projet de budget intervient dans un climat de morosité prononcé au sein de la Régie. Tiraillé entre les désirs contradictoires des ministères des finances, des transports et de la région Ile-de-France, son budget d'investissement n'est toujours pas publié. On ignore encore si le tramway de Seine-Saint-Denis – trop coûteux selon le ministre des transports, M. Jacques Douffiagues – et le Trans-Val-de-Marne, un autobus en site propre boudé par les communes concernées, pourront être financés. On ignore si le projet Meteor, une nouvelle ligne de métro entre la gare de Lyon et la gare Saint-Lazare, sera pris en compte pour alléger le trafic sur la ligne A du RER.

Seront sûrement engagés en 1988 le prolongement de la ligne numéro 1 du métro de Neuilly vers la Défense et celui du RER A vers le futur Eurodisneyland. Seront achevées et mises en service l'interconnexion Ouest vers Cergy-Pontoise sur la ligne A du RER et l'automatisation de la conduite sur cette même ligne grâce au système SACEM.

Le budget 1988 enregistrera l'abandon d'un certain nombre de projets et notamment celui du petit métro entièrement automatique ARAMIS et celui du trottoir roulant des Invalides TRAX. Le réseau vidéo TUBE du métro, qui a perdu 20 millions de francs, est désormais placé sous administration provisoire.

Querelles de personnes

Le climat social n'est pas non plus au beau fixe. Les conducteurs viennent de repousser à une large majorité le protocole ayant mis fin à leurs grèves de la fin de l'année 1986 et du début 1987. Ils ont refusé d'accroître leur productivité (70 emplois économisés) en échange d'une prime de 500 F environ. La direction étudie la possibilité de verser cette prime uniquement à ceux qui en ont voté le principe. A quand la prochaine paralysie du métro ?

Du côté de l'état-major de la RATP, il semble qu'on soit entré à nouveau dans une période d'instabilité. Après l'annonce – pas totalement suivie d'effet – du renouvellement du secrétaire général, de deux directeurs adjoints et des deux directeurs de réseau en juillet dernier, M. Paul Reverdy, président du conseil d'administration de la RATP, manifeste son incompatibilité d'humeur avec M. Jacques Banaszuk, directeur de l'action commerciale.

La Régie supporterait mieux ces querelles faites aux personnes, l'abandon de certains de ses projets et un budget spartiate si elle savait où ses dirigeants et sa tutelle entendent l'emmener. Après tout, sa grande sœur, la SNCF, sait qu'elle devra souffrir jusqu'en 1989, année de son retour à l'équilibre comptable. Le plan d'entreprise en cours d'élaboration sous la responsabilité de M. Michel Rousselot, directeur général, viendra bien tard pour donner *un sens à l'assainissement entrepris* sous la tutelle du ministère des finances et pour motiver ses agents.

ALAIN FAUJAS.

REPÈRES

Automobile

Production française, record en octobre

La Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles (CSCA) a annoncé le 30 novembre que la production automobile française avait atteint en octobre son meilleur score mensuel depuis mars 1983, avec 305 307 voitures (+ 3,2 % par rapport à octobre 1986). Sur dix mois, la production française s'est élevée à 2,527 millions d'unités, soit 9,9 % de plus que pendant les dix premiers mois de 1986.

Octobre 1987 a été marqué également, rappelle-t-on, par une forte progression des immatriculations sur le marché français (+ 24 %) avec un recul des étrangers (*le Monde* du 14 novembre), portant la progression du marché à + 9,6 % sur dix mois.

Sur cette période, c'est Citroën qui enregistre les meilleures performances : + 25,9 % pour la production, + 22,4 % pour les exportations (contre + 9,3 % pour l'ensemble de l'automobile française) et + 19,7 % pour les immatriculations.

Toutes ces statistiques sont désormais disponibles sur minitel grâce au service télématique mis en place par la CSCA, par le 3615, code Autom.

Effectifs salariés

+ 0,7 % en neuf mois, selon l'UNEDIC

L'emploi aurait progressé de 0,7 % en neuf mois dans les entreprises assujetties à la cotisation d'assurance-chômage, a annoncé l'UNEDIC, le 30 novembre. Etabli en données corrigées des variations saisonnières, ce chiffre signifie une augmentation des effectifs salariés relativement importante. Il confirme l'évolution positive enregistrée au premier semestre de 1987 (+ 0,5 %), succédant à la baisse de 0,1 % observée par l'UNEDIC pour l'ensemble de l'année 1986.

Il y a quelques jours, l'INSEE rendait publique une appréciation toute différente. Selon l'Institut de la statistique, les effectifs salariés avaient reculé de 0,2 % au troisième trimestre, de 0,1 % en neuf mois et étaient stables sur douze mois. Pour 1986, l'INSEE évaluait à 0,3 % l'augmentation de l'emploi salarié.

Après la mort de l'ancien président de la CGC

Hommages syndicaux et politiques à Jean Menu

La mort de Jean Menu, ancien président de la CGC de 1979 à 1984 (*le Monde* du 1er décembre) a provoqué de nombreuses réactions. Dans un communiqué, la CGC parle de *« consternation et douleur »* : *« La Confédération française de l'encadrement CGC ne serait pas aujourd'hui une grande organisation syndicale respectée par tous si Jean Menu ne l'avait pas conduite avec obstination sur la voie d'un nouveau syndicalisme plus dynamique mais aussi plus humain. »* Les obsèques de Jean Menu auront lieu le mercredi 2 décembre à 11 heures, en l'Eglise Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly-sur-Seine.

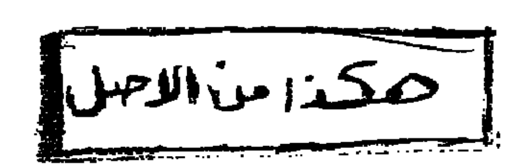
M. François Mitterrand a fait part de sa *« peine »* dans un télégramme à Mme Menu en soulignant que son mari *« avait consacré toute sa vie au syndicalisme et tenait, à ce titre, une place éminente dans notre pays »*. M. Chirac a fait état de sa *« très grande tristesse »*. *« Excellent organisateur, homme de réflexion, soucieux de défendre les intérêts de ses mandants tout comme le bien public, le président Jean Menu fut durant toute sa vie un grand serviteur du monde du travail »*, a déclaré M. Séguin, ministre des affaires sociales, dans un message de condoléances. M. de Charette, ministre délégué à la fonction publique, a fait part de son émotion.

Dans un communiqué, la commission exécutive de la CFDT *« salue la mémoire du militant qui a servi le syndicalisme à divers postes de responsabilité »*. MM. André Bergeron (FO) et Jean Bornard (CFTC) ont adressé des télégrammes à la CGC et à Mme Menu.

Le chantier de Dunkerque va livrer son dernier navire

Il y a quelques jours, le train ferry « Nord-Pas-de-Calais » a passé trois journées d'essais en mer, dans la Manche, au large de l'île de Wight. Tous les accessoires de bord ont été testés, du radar au gilet de sauvetage. Le bâtiment avait à son bord le futur équipage, sous les ordres du commandant Vincent, ainsi qu'une équipe de la Normed. Il est rentré à Dunkerque, le mercredi 25 novembre, examens réussis.

Le trois cent vingt-cinquième et dernier navire à sortir du chantier de Dunkerque sera livré à l'armement naval de la SNCF le 15 décembre, comme prévu. Dès le début janvier, le plan social concernant les congés de fin de carrière, les congés de conversion ou les départs volontaires avec capitalisation, s'appliquera progressivement aux quatre cent quatre-vingts derniers employés. Le chantier en compta quatre mille huit cents aux temps de sa gloire. – *(Corresp.)*



Économie

Le mécontentement contre la politique agricole commune

Plusieurs milliers de paysans ont manifesté à Rouen

ROUEN
de notre correspondant

C'est dans le froid et le brouillard que plusieurs milliers d'agriculteurs (sept mille, selon la gendarmerie), venus du nord et de l'ouest de la France, ont défilé, lundi après-midi à Rouen à l'appel de la FNSEA, pour protester contre les propositions de limitation budgétaire de la Commission européenne de Bruxelles.

Le but de ce rassemblement était de faire entendre la voix des agriculteurs français, avant le sommet de Copenhague qui réunira, les 4 et 5 décembre, les chefs d'Etat des Douze et de gouvernement.

Au cours de la conférence de presse qui a précédé la manifestation, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, et ses collaborateurs ont rappelé les revendications des agriculteurs : *« Nous demandons l'équilibre des importations et des exportations, le développement des potentialités de l'agriculture vers l'agro-industrie et la stabilisation des prix des matières grasses végétales*, a déclaré M. Lacombe. *L'Europe importe quelque 50 millions de tonnes de soja et autres produits de substitution et exporte seulement 30 millions de tonnes de céréales. Laisser entrer les produits de substitution sans contrepartie à l'exportation entraîne la saturation du marché européen des céréales. » « Nous ne sommes pas pour l'exportation à tout prix mais pour un juste équilibre »*, a-t-il précisé.

« Il faut dépasser le problème agricole. L'Europe doit cesser d'utiliser l'agriculture pour équilibrer le budget de l'industrie », a ajouté M. Henri de Benoist, membre de la FNSEA.

Le port de Rouen, premier exportateur français de céréales, avait été choisi comme point de départ de la manifestation qui s'est terminée par un meeting sur les quais en contrebas de la préfecture. *« Le port de Rouen est le symbole de l'ouverture sur le large, à un moment où la CEE cherche à nous refermer sur nous-mêmes ? »*, a déclaré M. Robert Drouet, président de la FDSEA de Seine-Maritime, lors du meeting.

Nombreuses étaient les banderoles vantant les mérites de l'éthanol, additif à l'essence sans plomb. Pour la FNSEA, le dossier éthanol est un bon dossier, qui dépasse largement la politique agricole. Le syndicat réclame des aides compensatoires pour l'exploiter et voudrait que son financement intervienne dès 1988. Un tir nourri de pétards et de feux de Bengale a accompagné la manifestation, contribuant à échauffer quelques esprits.

Vers 16 heures, sur les quais, le service d'ordre de la FNSEA a dû intervenir pour faire cesser les provocations de certains manifestants qui avaient pris à partie des policiers. Le meeting s'est cependant terminé sans incident grave; les agriculteurs se sont dispersés vers 17 heures, après s'être réchauffés à un grand feu allumé au bord de la Seine.

ÉTIENNE BANZET.

De la terre à la rue

Sur le million d'agriculteurs qui peuplent aujourd'hui les campagnes de l'Hexagone, combien verront l'Europe de 1992, celle du grand marché et des trois cent vingt millions de consommateurs ? Question embarrassante pour le monde politique qui se garde publiquement de tout *votus mortem* à l'endroit de « ses » paysans. Les optimistes arrêtent le compte à sept cent mille. Les réalistes reconnaissent que, avec trois cent cinquante mille actifs, la France disposera d'une agriculture moderne capable de relever les défis de compétitivité lancés par les marchés mondiaux comme par les contraintes budgétaires fixées à Bruxelles.

Enfants chéris de l'Europe de 1957 qui rêvait de sécurité alimentaire, les agriculteurs et les éleveurs de 1987 sont devenus embarrassants car trop coûteux et si prolifiques... Les frigos communautaires regorgent encore de beurre et le lait déborde malgré les quotas de production instaurés en 1983. Seul le ciel, par ses caprices, peut entraver çà et là la fertilité des terres céréalières.

Un vestige

En proie à une crise financière latente, la CEE ne veut plus payer ses excédents au prix fort. L'agriculture doit rentrer dans l'enveloppe restrictive qu'on lui fixera désormais. L'ECU n'aura plus la générosité d'une Marianne semeuse. Invités à s'adapter ou à se retirer, les paysans sont — pour nombre d'entre eux — une espèce rurale en voie de disparition.

La menace n'est pas nouvelle. Dans son numéro de novembre, la revue *Population et Société* note que, entre 1851 et 1946, soit quatre-vingt-quinze ans, la population active agricole en France a baissé de 46 %, puis de 72 % entre 1946 et 1982. Cette tendance, qui a marqué une accélération ces dernières années, doit être rapportée à une autre évolution. Alors qu'au lendemain de la guerre la consommation de produits alimentaires absorbait la moitié du revenu des ménages, la proportion varie en 1987 autour de seulement 15 % à 20 %.

En considérant ce recul comme un progrès, les sociétés industrielles ont vu dans le monde agricole un vestige, d'autant plus pesant à entretenir qu'on s'était enfin affranchi des exigences de l'alimentation. La chute des prix provoquée par les excédents, la saturation des consommateurs occidentaux et l'absence de demandes solvables au Sud, ont certes été amorties par le soutien de Bruxelles et les subventions gouvernementales. Mais, depuis la fin des années 70, les agriculteurs français connaissent une érosion accélérée de leur poids économique.

Entre 1973 et 1986, la valeur réelle des terres a diminué de 43 % à raison de 7,7 % par an. L'an passé, le sol agricole valait moins cher qu'en 1961 à l'exception des vignobles d'appellation (1). Les experts prévoient que le mouvement va aller en s'amplifiant. Quant au revenu agricole par exploitation, il a, en francs constants, baissé de 0,3 % par an de 1974 à 1986. La progression de 2,5 % estimée pour 1987, largement due à l'injection de fonds publics, est une mince compensation.

Dans cette période de fragilisation accrue, les agriculteurs redoutent la politique de Bruxelles qui se résume désormais à un calcul budgétaire. En septembre, la Commission a présenté son projet de « stabilisateur » visant à diminuer les soutiens offerts par la CEE dans le secteur des céréales et des oléagineux en particulier. Au-delà d'un certain niveau de production (155 millions de tonnes pour le grain), une baisse automatique des prix doit intervenir. Si les ministres de l'agriculture n'ont pas réussi à s'entendre sur les modalités et sur l'ampleur d'un tel mécanisme, les organisations paysannes savent que le pli est pris. C'est une question de mots et de tournure de phrases que les chefs d'Etat sauront sans doute trouver à Copenhague les 4 et 5 décembre.

Rancœur silencieuse

Pour l'agriculture française qui traîne une dette supérieure à 200 milliards de francs, les menaces ne sont pas seulement bruxelloises. En actionnant leurs tracteurs à Rouen, premier port céréalier européen, les paysans qui ont répondu à l'appel de la FNSEA le 30 novembre cherchaient bien sûr à capter l'attention des Douze. Mais Rouen n'est pas si loin que M. François Guillaume n'ait rien entendu.

Depuis son arrivée rue de Varenne en mars 1986, le ministre de l'agriculture a suscité, par ses initiatives, de l'inquiétude et parfois une rancœur silencieuse chez ses anciens compagnons. Sa loi de modernisation, qui devait donner à l'agriculture de nouvelles structures, a fait l'impasse sur le problème crucial de l'aménagement rural, au grand dam de la FNSEA. La mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole continue d' « interroger » les professionnels. La « banque verte » privatisée continuera-t-elle à assumer le risque agricole français ? Que feront demain les exploitants confrontés à la « déprise » (nom pudique donné à l'abandon des terres ou à leur mise en jachère) s'ils ne trouvent pas dans le monde rural la ressource de vivre en produisant moins, voire en ne produisant plus ?

D'après le Centre de documentation et d'information de l'assurance (2) il y a plus de suicides, proportionnellement, chez les agriculteurs que dans les autres catégories professionnelles (cent quatorze pour cent mille contre quarante et un pour cent mille chez les ouvriers et quarante-quatre pour cent mille chez les chefs d'entreprise). Certains cantons de l'Aveyron comptent moins de deux habitants au kilomètre carré, soit une densité inférieure à celle du Sahel.

Le monde rural présente les stigmates d'un monde en mutation rapide. Un défi de cette fin de siècle vaudra en France d'accompagner une telle métamorphose en prévenant les drames humains et en évitant que ne s'élargissent les no man's lands. La pérennité d'une agriculture équilibrée dépendra aussi du prix que les consommateurs et non plus les Etats accepteront de payer à travers leurs achats alimentaires.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) Avis du sénateur Michel Sordel présenté au Sénat le 16 novembre 1987.

(2) Dossier du CDIA, novembre 1987.

مكرر من الاجل

Marchés financiers

Nouvelle structure financière du groupe Schneider

La structure financière du groupe Schneider, comparée en 1981 à une « raffinerie » par M. Pierre Mauroy, va être une nouvelle fois simplifiée pour ne plus comporter que deux étages, au lieu de trois.

Jeumont-Industrie, la deuxième holding, va disparaître, absorbée vraisemblablement par la holding de tête, la SPEP (Société parisienne d'entreprises et de participations). En conséquence, les parts des quatre grands groupes financiers actionnaires de la SPEP seront légèrement réduites : la compagnie d'assurances AXA détiendra 15 % de la nouvelle SPEP (au lieu de 20 %), soit le même montant que Pargesa (la holding du groupe Bruxelles-Lambert). Les Assurances générales de France en seront actionnaires à hauteur de 13 % (contre 18 %) et Paribas à 4 % (contre 6 %). A ces chiffres, il convient d'ajouter 3 % ou 4 % entre les mains de groupes *« amis »* (sociétés d'investissement et mutuelles). Tous ces actionnaires ont conclu un engagement prévoyant qu'en cas de retrait de l'un d'entre eux les titres seront proposés aux autres.

Il faut également noter, pour être complet, la participation détenue dans la nouvelle SPEP par la Compagnie de navigation mixte et Framatome, soit au total 14 % selon des estimations de Schneider. Ces deux groupes, qui avaient acheté ces *titres il y a plusieurs mois, ne font* pas partie du pacte d'actionnaires.

A l'issue de ces opérations – qui ont été présentées, le lundi 30 novembre, aux conseils d'administration de la SPEP et de Jeumont-Industrie et seront finalisées dans plusieurs mois, – le groupe Schneider devrait être d'autant mieux verrouillé que ses quatre grands actionnaires disposeront d'un droit de vote double dans un an environ.

F. V.

Bosch renforce ses positions dans les télécommunications

Le groupe ouest-allemand Bosch en négociation actuellement pour le rachat de l'activité téléphonique de Jeumont-Schneider, se renforce dans les télécommunications. Il a *annoncé, le lundi 30 novembre, qu'il* avait porté de 40,8 % à 81,6 % sa participation dans ANT (équipements de télécommunications) et de 65,6 % à 99,6 % ses intérêts dans l'entreprise de téléphonie privée Telenorma.

En 1982, Bosch et Mannesmann avaient pris le contrôle de ANT Nachrichtentechnik GmbH, jusqu'alors filiale d'AEG. Les deux entreprises détenaient chacune 40,8 % du capital d'ANT aux côtés de la compagnie d'assurances Allianz. Aujourd'hui, Bosch a racheté, pour un montant indéterminé, la part de Mannesmann. ANT a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de DM (4,3 milliards de francs environ) et emploie sept mille salariés.

Par ailleurs, le groupe renforce sa position dans Telenorma, numéro deux de la téléphonie privée en RFA, derrière Siemens. Le chiffre d'affaires de Telenorma s'est élevé en 1986 à 2,1 milliards de DM (près de 7 milliards de francs). Telenorma a conclu, en 1985, un accord commercial et industriel avec le groupe français Jeumont-Schneider. Des négociations se déroulent précisément avec cette entreprise française (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires dans la téléphonie), confrontée aujourd'hui à un problème de taille, insuffisante pour assurer son avenir. Les négociations entre les deux groupes pourraient aboutir à la fin de l'année. Telenorma deviendra-t-il ensuite un pôle de regroupement entre plusieurs groupes téléphoniques européens? *Des contacts en ce sens seraient* actuellement en cours.

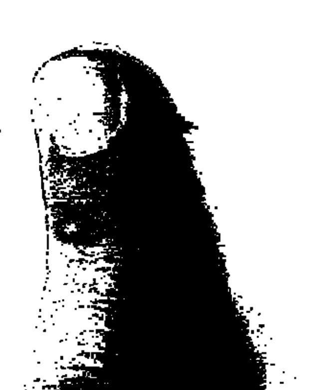
F. V.

L'enquête de trésorerie de la Banque de France

Crédit plus cher et plus sélectif

En octobre, les *« trésoreries* [des entreprises] *ont gardé l'aisance des mois précédents dans l'industrie et le commerce de gros »*, indique la Banque de France à la suite de sa dernière enquête mensuelle. Mais *« le mouvement à la hausse des taux d'intérêt qui se dessinait depuis la fin de l'été s'est affermi et propagé à l'ensemble des conditions débitrices »*.

L'enquête de la Banque de France fait ressortir des difficultés de trésorerie dans les secteurs du cuir et de l'habillement, *« confrontés à un allongement des délais clients »*. Pour ce qui concerne les crédits, l'institut d'émission indique que *« les majorations* [de taux] *ont eu tendance à être particulièrement sélectives, les banques les modulant de plus en plus étroitement en fonction de la qualité de l'emprunteur et des caractéristiques de l'opération »*.



NEW-YORK, 30 nov. ⬇

Le marché replonge

Si un doute pouvait subsister sur les intentions de Wall Street, il a été levé. En début de semaine, le marché américain a replongé. A mi-séance, le Dow Jones avait perdu plus de 115 points. Une partie du terrain perdu était regagnée par la suite, mais, en clôture, l'indice des industrielles n'en accusait pas moins une forte baisse de 76,93 points, à 1 833,55. Le bilan général a été exécrable. Sur 1 993 valeurs traitées, 1 580 ont décroché, 194 seulement ont progressé, tandis que 219 reproduisaient leurs cours précédents.

Autour du Big Board, la baisse du dollar entretenait toutes les conversations. Elle apparaissait à tous d'autant plus catastrophique que la baisse des taux d'intérêt en Europe, sur laquelle portaient tous les espoirs, a été inopérante. Les professionnels étaient catégoriques. La Bourse a envoyé un message clair au président Reagan : *« Votre politique est suicidaire. Corrigez le tir avant qu'il ne soit trop tard. »* C'est en substance la traduction qu'en donnait un « broker ». Le volume des transactions a fortement augmenté, avec 267,79 millions de titres échangés, contre 86,36 millions.

VALEURS	Cours du 27 nov.	Cours du 30 nov.
Alcoa	46 1/2	44
Allegis (ex-UAL)	71 3/8	67 3/4
A.T.T.	28	26 7/8
Boeing	35 3/8	34 1/2
Chase Manhattan Bank	24 3/8	22 7/8
Du Pont de Nemours	81 1/2	78 1/8
Eastman Kodak	47 1/8	45 1/4
Exxon	39 1/8	36 1/2
Ford	73	70 7/8
General Electric	43 5/8	42 1/2
General Motors	58 5/8	56 3/8
Goodyear	51	48 5/8
I.B.M.	114 1/2	111 1/4
I.T.T.	46 3/8	43 5/8
Mobil Oil	36 1/4	33 3/4
Pfizer	48 1/2	46 1/8
Schlumberger	30 5/8	29 5/8
Texaco	33 1/4	31 5/8
Union Carbide	20 1/8	19 3/8
U.S.X.	29	28 1/8
Westinghouse	44 5/8	43 3/8
Xerox Corp.	56	52 7/8

LONDRES, 30 nov. ⬇

Le recul s'accentue

Eprouvé par le nouvel accès de faiblesse du dollar, le Stock Exchange a encore perdu du terrain dans une ambiance nerveuse lundi. L'indice FT a clôturé en baisse de 57,3 points, à 1 250,90. Le volume des transactions a augmenté à 24 686, contre 16 798. Les valeurs les plus affectées étaient les exportatrices, notamment ICI, Glaxo et BAT. Seules exceptions : les mines d'or et les minières. Ainsi Vaal Reefs, Anglo American et Gold Fields figuraient parmi les plus fortes progressions.

Les fonds d'Etat ont, quant à eux, nettement progressé avec des gains de 70 pence par endroits. Dans ce contexte, le directeur général de la Confederation of British Industry (CBI), M. John Banham, a lancé un nouvel appel en faveur de la réduction des taux d'intérêt. *« Nos membres qui exportent vers les Etats-Unis sont très préoccupés par la poursuite du raffermissement de la livre par rapport au dollar et nous croyons que toute occasion de réduire notre handicap commercial devrait être saisie. »*

Enfin, le placement d'Eurotunnel auprès du public ne s'est pas avéré être un succès. Près de 20 % des titres n'ont pu être placés. Ils seront donc conservés par les banques chargées de la vente.

PARIS, 1er décembre ⬇

Une grande mollesse

Pour la quatrième séance consécutive, la baisse a exercé, mardi, ses effets corrosifs rue Vivienne. La journée en Bourse a, du reste, été très paradoxale. Pour reprendre l'expression d'un financier, elle peut se définir ainsi : actions molles, obligations fermes. S'agissant des premières, la maigreur des échanges leur a été derechef fatale. La légère reprise observée en fin de matinée (+ 0,3 %) n'a pas eu de suite. Dès l'ouverture de la séance principale, le repli des cours reprenait, et, à la clôture, l'indicateur instantané accusait une nouvelle perte de 1,25 %. Tout le bénéfice de la première hausse hebdomadaire enregistrée la semaine passée (+ 3 %) a ainsi été entièrement reperdu, et même au-delà.

Pourtant une page a été tournée. Le règlement des soldes débiteurs de novembre s'était achevé lundi et, pour le premier jour de décembre, quelques-uns caressaient des espoirs de reprise. Bien vainement. La rechute du dollar et de Wall Street dans la foulée a gelé toutes les initiatives d'achats de ce côté de l'Atlantique. La preuve que le cœur n'y est plus : le montant des achats à découvert au 30 novembre a théoriquement diminué de 23,6 % à 4,27 milliards, pratiquement de 40 % si l'on tient compte de la baisse des cours en un mois.

« Plus personne ne veut plus rien faire », nous confiait un spécialiste. Et d'ajouter : « Les Britanniques avaient envoyé un Ecossais en éclaireur. Il n'a même pas osé faire kilt ou double. »

Et pourtant, facteur d'encouragement, au premier étage, les obligations étaient fermes, « comme des petits rocs », disait un quidam. Le MATIF a monté et le contrat à décembre 87 a frôlé les 100.

Raison de cet optimisme retrouvé : tout le monde attend une baisse des taux d'intérêt en Allemagne fédérale pour jeudi.

En d'autres temps, les actions auraient pétillé. Mais l'interventions *des banques centrales sur le front* monétaire n'est pas apparue de bon augure.

TOKYO, 1er déc. ⬆

Reprise

Après avoir continué à se replier, le marché japonais a fait volte-face mardi. Progressivement, tout le terrain perdu a été regagné, et même largement au-delà. A la clôture, l'indice Nikkeï enregistrait une avance de 146,11 points, à 22 832,89. Lundi, il avait baissé de 365,45 points.

Cette reprise a revêtu un caractère essentiellement technique. Rien ne justifiait, en effet, un renversement de tendance. Le dollar a continué de talonner le fonds de ses plus bas niveaux depuis la deuxième guerre mondiale. La Banque de Tokyo n'est intervenue que très symboliquement.

Comme d'habitude, les actions des entreprises tournées vers l'exportation ont écopé avant de se rétablir un peu. Les électriques, les automobiles, les instruments de précision se sont néanmoins alourdies.

VALEURS	Cours du 30 nov.	Cours du 1er déc.
Akaï	425	421
Bridgestone	1 250	1 270
Canon	921	940
Fuji Bank	3 120	3 090
Honda Motors	1 240	1 280
Matsushita Electric	2 070	2 130
Mitsubishi Heavy	606	622
Sony Corp.	4 700	4 880
Toyota Motors	1 800	1 800

FAITS ET RÉSULTATS

● **Les Chargeurs réunis s'associent à Sud-Cargos.** – La compagnie maritime des Chargeurs réunis (groupe Chargeurs SA) a décidé d'entrer dans le groupement d'armateurs français Sud-Cargos, dont le siège est à Marseille. Associé à la société Daher, les Chargeurs réunis contrôleront 50 % de Sud-Cargos. Les autres partenaires sont la Société nationale Corse-Méditerranée, filiale du groupe public CGM, et la Société navale caennaise.

● **La bataille pour le contrôle de Banesto est engagée.** – Les négociations engagées entre le Banco Espanol de Credito (Banesto) et le Banco de Bilbao sur un projet de fusion « amicale » ayant échoué à l'issue du week-end, le Banco de Bilbao, qui était à l'origine de ce projet, a carrément lancé, lundi 30 novembre, une OPA « hostile » sur la totalité du capital du Banesto. Ce dernier ripostait immédiatement en faisant déposer par ses « amis » une contre-OPA défensive sur son propre capital. Ces « amis » sont la société Petroleos del Mediterraneo (Petromed), troisième raffineur du pays, et le premier groupe d'assurances espagnol, Union y Fenix. Ces deux sociétés sont très liées au Banesto puisqu'elles contrôlent près de 17 % du capital de la banque (6,5 % et 10 % respectivement). En outre, le président de Petromed, M. Juan Herrera, fait partie d'une des puissantes familles contrôlant le Banesto, qui, à son tour, est l'un des plus gros actionnaires de Petromed.

● **Granada prend le contrôle de NASA.** – Le groupe britannique Granada (émissions de télévision, location de téléviseurs), détenteur de 20 % de GL Distribution, la société exploitant la chaîne française de biens de consommation électroniques NASA, vient de racheter les 80 % restants au groupe français Lévitan (meubles). Le montant de la transaction est de 72,5 millions de francs. NASA est l'une des principales chaînes de distribution de produits électroniques de grande consommation en France (téléviseurs, magnétoscopes, hi-fi, etc.), avec quatre-vingt-quatorze points de vente et un chiffre d'affaires évalué à 1 milliard de francs pour 1988. Granada avait acquis une part de 20 % dans GL Distribution en novembre 1986. La faillite de NASA, dont Fives-Lille avait pris le contrôle en 1983, avait défrayé la chronique l'an dernier. Nombre de repreneurs avaient déclaré forfait devant le gouffre de pertes apparu dans les comptes avant que Lévitan et Granada ne renflouent l'affaire.

Poclain : réduction du capital et fusion-absorption. – L'assemblée générale extraordinaire de la société Poclain, tenue le 30 novembre, a approuvé les projets de fusion par absorption de différentes sociétés françaises du groupe américain Case, filiale du conglomérat Tenneco, actionnaire majoritaire de Poclain. Elle a également approuvé une réduction du capital de Poclain de 790 986 530 F à 197 746 630 F, par voie d'échange de quatre actions anciennes pour une nouvelle. L'augmentation de capital nécessaire sera de 721 753 140 F, et le capital de Poclain s'élèvera, à l'issue de l'ensemble de ces opérations, à 919 499 770 F. La participation de Tenneco se trouve portée à 93 %.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.S.A.	1155	980 o	Métallurg. Minière	110	....
Alain Manoukian	245	....	Métrologie Internat.	308	300
Arnault & Associés	408	....	Métroservice	155	149 o
Asystel	285	....	M.M.B.M.	462	....
B.A.C.	430	....	Molex	163 40	....
B. Demachy & Assoc.	351	351	Navale-Delmas	585	560
B.I.C.M.	885	....	Olivetti-Logabax	282	282
B.I.P.	425	....	Ora. Gest.Fin.	385	....
Bolloré Technologies	710	....	Petit Bateau	180 50	180
Buisson	571	571	Pétrofigaz	351	351
Câbles de Lyon	798	....	Pier Import	200	195
Calberson	584	525 o	Presbourg (C. In. & Fin.)	100	100
Canal Plus	333	325	Rexel	880	875
Cardif	940	900	St-Gobain Emballage	950	940
C.D.M.E.	715	....	St-Honoré Matignon	131	129
C. Equip. Elect.	301	....	S.C.G.P.M.	200	....
C.E.G.I.D.	608	....	Segin	300	300
C.E.G.E.P.	166	153 30 o	Sema-Metra	348	338
C.E.P.-Communication	890	890	S.E.P.	953	886 o
C.G.I. Informatique	463 40	438	S.E.P.R.	945	940
Ciments d'Origny	385	380	Sligos	995	950
C.N.I.M.	250	250	S.M.T.Goupil	200	....
Concept	198	....	Sodinforg	560	....
Conforama	570	....	Sofibus	355	350
Dafsa	182 40	175	Sopra	475	....
Dauphin O.T.A.	2980	2980	TF 1	176	176
Devanlay	1400	....	Union Financ. de Fr.	510	490
Deville	715	710	Valeurs de France	307	305
Drouot-Ob. convert.	....	....			
Editions Belfond	140	....			
Elect. S. Dassault	335	335			
Elysées Investiss.	15 60	14 90			
Expand	440	....			
Filipacchi	360	372			
Guintoli	600	....			
Guy Degrenne	985	....			
I.C.C.	218	225			
IDIA	135	....			
I.G.F.	110	103			
IM2	115	....			
Int. Metal Service	149	....			
La Commande Electro.	250	....			
Le gd livre du mois	206	215			
Loca Investissement	261	255			
Locamic	203	204			
Manutan	305	292 80 o			
Média Immobilier	280	270 20			

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 30-11-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Lafarge Cop.	1300	12	98	–	–	150	–	–	–
Paribas	400	–	8	17,50	–	95	95	–	–
Peugeot	1300	1,90	142	–	–	–	–	–	–
Thomson-CSF	1100	1,50	40	–	–	–	–	–	–
Elf-Aquitaine	280	2,40	12	22	–	50	–	–	–
Midi	1100	8	64	–	–	–	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 30 nov. 1987
Nombre de contrats : 86 681

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	99,25	98,45	97,85	97,90
Précédent	99,05	98,45	97,90	98

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,62 F ⬆

Une intervention concertée des banques centrales, suisse y compris, a eu lieu mardi 1er décembre pour tirer le dollar, tombé très bas la veille. La devise américaine a ainsi coté 5,6210 F (contre 5,5635 F). L'or a glissé de 492,50 dollars l'once à 488 dollars.

FRANCFORT	30 nov.	1er déc.
Dollar (en DM)	1,6354	1,6536
TOKYO	**30 nov.**	**1er déc.**
Dollar (en yens)	132,45	132,42

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (1er déc.) ..... 8 1/4-8 5/16 %
New-York (30 nov.) .. 7 1/8-7 3/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	27 nov.	30 nov.
Valeurs françaises	76,3	74,7
Valeurs étrangères	98,7	99

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	296,5	293,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	27 nov.	30 nov.
Industrielles	1 910,48	1 833,55

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	27 nov.	30 nov.
Industrielles	1 308,2	1 250,9
Mines d'or	320	352
Fonds d'Etat	89,95	90,28

TOKYO

	30 nov.	1er déc.
Nikkeï Dow Jones	22 686,78	22 832,89
Indice général	1 847,04	1 851,86

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	5,5880	5,5910	+ 15	+ 30	+ 60	+ 90	+ 230	+ 310
$ can.	4,2608	4,2663	– 24	– 6	– 29	+ 4	– 97	– 21
Yen (100)	4,2094	4,2149	+ 142	+ 160	+ 291	+ 324	+ 886	+ 965
DM	3,3970	3,4009	+ 129	+ 149	+ 265	+ 295	+ 795	+ 867
Florin	3,0197	3,0230	+ 95	+ 106	+ 185	+ 205	+ 551	+ 604
FB (100)	16,2536	16,2718	+ 224	+ 301	+ 435	+ 595	+ 1288	+ 1716
FS	4,1393	4,1446	+ 143	+ 170	+ 304	+ 349	+ 955	+ 1081
L (1 000)	4,5992	4,6054	– 107	– 76	– 227	– 175	– 678	– 578
£	10,1813	10,1924	– 51	– 18	– 75	– 10	– 183	– 70

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 15/16	7 1/16	7 15/16	8 1/16	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8
DM	3 1/4	3 1/2	3 9/16	3 11/16	3 9/16	3 11/16	3 3/4	3 7/8
Florin	4 3/8	4 5/8	4 1/2	5 5/8	4 5/8	4 3/4	4 11/16	4 13/16
F.B. (100)	6 3/8	6 5/8	6 9/16	6 15/16	6 5/8	7	6 13/16	7 3/16
F.S.	1 1/4	1 1/2	4	4 1/8	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11	10 7/8	11 3/8	11 3/8	11 7/8
£	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9	8 7/8	9	8 7/8	9
F. franç.	8 1/2	8 3/4	9 1/8	9 5/16	9	9 1/4	8 15/16	9 3/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 1er DECEMBRE

Cours relevés à 14 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1880	4,5 % 1973	1892	1886	1886	− 0 37
4020	C.N.E. 3 %	3999 90	3999 90	3999 90	....
1085	B.N.P. T.P.	1080	1076	1076	− 0 36
1055	C.C.F. T.P.	1056	1060	1060	+ 0 38
1050	Créd. Lyon. T.P.	1045	....	....	....
1490	Renault T.P.	1440	1440	1465	+ 1 74
1815	Rhone-Poul. T.P.	1872	1872	1872	....
1255	St-Gobain T.P.	1245	1230	1230	− 1 19
1085	Thomson T.P.	1105	1130	1130	+ 2 26
320	Accor	320	316	316 50	− 1 08
440	Agence Havas	430	430	431 20	+ 0 28
515	Air Liquide	526	504	504	− 4 18
1850	Alcatel	1885	1860	1862	− 1 22
1460	Als. Superm.	1465	....	....	....
270	A.L.S.P.I.	268 10	267	260	− 3 02
245	Alsthom ★	250	247	247 90	− 0 84
1380	Arjom. Prioux	1491	1480	1490	− 0 07
320	Ausedat-Rey	348	335	335	− 3 74
740	Aux. Entrepr. ★	775	776	772	− 0 39
830	Avions Dassault	853	831	825	− 3 28
270	BAFP	290	280	280	− 3 45
280	Bail-Equipem. ★	270	272	266	− 1 48
840	Bail Investiss.	885	861	870	− 1 69
255	B.N.P. C.I.	281	270	275	− 2 14
380	Cie Bancaire	385	377	390	+ 1 30
250	Bazar H.-V.	251	253	254	+ 1 20
380	Béghin-Say ★	355	356	347	− 2 25
590	Berger (Ma)	571	570	570	− 0 18
475	Bic ★	512	510	501	− 2 15
730	B.I.S.	756	740	740	− 2 12
2160	Bongrain S.A.	2201	2220	2220	+ 0 86
900	Bouygues	932	943	943	+ 1 18
68	B.P. France	75	77	75 50	+ 0 67
4150	B.S.N.	4251	4200	4199	− 1 22
1690	Cap Gem. S. ★	1660	1585	1591	− 4 16
1040	Carnaud	1125	1106	1106	− 1 69
2400	Carrefour ★	2412	2411	2400	− 0 50
123	Casino	116	118 90	115	− 0 86
95	Casino A.D.P.	99 50	98	98	− 1 51
....	C.C.M.C.	998	....	....	....
540	Cetelem	626	613	620	− 0 96
470	Ceres	530	528	530	....
1400	C.F.A.O.	1400	1380	1363	− 2 64
225	C.G.E.	227	220 10	220 10	− 3 04
710	C.G.I.P. ★	716	718	721	+ 0 70
705	Chargeurs S.A.	725	707	715	− 1 38
850	Ciments franç. ★	880	878	869	− 1 25
380	Club Méditerr.	340	336	338	− 0 59
148	Codetel ★	157	159 90	159	+ 1 27
300	Cofimeg	320	313	315	− 1 56
1500	Colas	1600	1610	1614	+ 0 88
230	Compt. Entrepr.	205 50	205	208 60	+ 1 51
485	Compt. Mod.	507	490	486	− 4 14
940	Créd. Foncier	965	956	957	− 0 83
390	Crédit F. Imm.	391	398	400	+ 2 30
109	C.C.F.	108 40	108 40	108 70	+ 0 28
600	Créd. Lyon. (CI)	600	595	595	− 0 83
650	Crédit Nat. ★	676	681	657	− 2 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
132	Crouzet ★	130	130	131 90	+ 1 46
2200	Damart S.A.	2150	2055	2070	− 3 72
300	Darty ★	290	285	285 90	− 1 41
245	Darty (DP)	255	261	248	− 2 75
1490	De Dietrich	1482	1519	1470	− 0 81
280	Dév. R.d.C. (Li)	257	....	....	....
390	D.M.C.	419	410 10	410 10	− 2 12
300	Drouot Assur.	282	275	279	− 1 06
1400	Docks France ★	1460	1429	1425	− 2 40
660	Dumez ★	654	640	631	− 3 52
1030	Eaux (Gén.)	1053	1051	1067	+ 1 33
895	Eco ★	899	890	900	+ 0 11
610	Electrofinancière	670	670	670	....
240	Elf-Aquitaine	233 50	235 80	238	+ 1 93
225	− (certific.)	213	210	211	− 0 94
480	Epeda-B-Faure	510	487	487	− 4 51
2050	Essilor	2171	2175	2150	− 0 97
1580	Essilor Int. (DP)	1700	1700	1635	− 3 82
350	Esso S.A.F. ★	325	325	320	− 1 54
1100	Eurafrance	1150	1146	1120	− 2 61
825	Eurocom ★	835	815	830	− 0 60
2750	Euromarché	3035	3046	3046	+ 0 36
470	Europe n° 1 ★	460	460	461	− 1 96
925	Exor ★	927	925	930	+ 0 32
500	Facom	501	500	484	− 3 39
825	Fichet-Bauche	848	870	870	+ 2 59
....	Fin. Saulo-Chât.	41	39	39	− 4 88
198	Finextel ★	208	205	206	....
95	Fives-Lille	99	....	....	....
895	Fromageries Bel	1011	1000	1030	+ 1 88
1000	Gal. Lafayette ★	966	966	955	− 1 14
230	Gascogne	235	220	220	− 6 38
1200	Gaz et Eaux	1200	1200	1176	− 2
335	Géophysique ★	330	320	305	− 7 58
1850	Gerland	1836	....	....	....
425	GTM-Entrepose	449	435	438	− 2 46
500	Guyenne-Gas. ★	465	461	465 20	+ 0 04
2010	Hachette ★	1863	1830	1825	− 1 99
455	Hénin (La)	458	450	440	− 4 14
1080	Hutchinson	1185	1110	1112	− 6 16
112	Imétal	130 80	125 20	126 80	− 2 91
330	Imm. Plaine-M.	334	331	319	− 4 49
800	Ingénico	903	900	900	− 0 33
3740	Inst. Mérieux	3750	3880	3839	+ 2 37
525	Intechnibail ★	540	545	548	+ 1 48
780	Intertechnique	750	750	720	− 4
550	J. Lefebvre	617	620	641	+ 3 89
1080	Lab. Bellon	951	949	935	− 1 68
1120	Lafarge-Coppée	1154	1135	1148	− 0 51
1350	Lebon ★	1350	1356	1355	+ 0 37
2080	Legrand ★	2230	2230	2171	− 2 65
1580	Legrand (DP) ★	1762	1622	1692	− 3 97
450	Leroy-Somer ★	463	449	435	− 3 97

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1420	Lesieur	1560	....	....	....
685	Locabail Immob.	740	749	755	+ 2 03
395	Locafrance ★	399 90	392	390 20	− 2 43
865	Locindus	881	881	890	+ 1 02
225	Luchaire	205	205	208 60	+ 1 76
1450	L.V.M.H.	1522	1498	1500	− 1 45
1190	Lyonn. Eaux ★	1230	1210	1220	− 0 81
55	Mais. Phénix	55	54 50	54 30	− 1 27
540	Majorette (Ly)	480	....	....	....
225	Mar. Wendel ★	246	240	238	− 3 25
1650	Martell	1807	1815	1816	+ 0 50
1400	Matra	1440	1430	1430	− 0 69
1700	Merlin-Gerin ★	1600	1600	1518	− 5 13
200	Michelin	203	199 80	199 80	− 1 58
880	Midi (Cie)	910	925	911	+ 0 11
193	Midland Bk SA ★	190	189 50	185 10	− 2 58
745	Min. Salsig. (Ms)	839	850	861	+ 2 62
32	M.M. Penarroya	33 50	33 05	32 50	− 2 99
50	Moulinex	51 40	50 20	50 50	− 1 75
740	Navig. Mixtes	765	760	763	− 0 26
91	Nord-Est	91 05	89 10	90	− 1 15
310	Nordon (Ny)	345	....	....	....
340	Nouvelles Gal.	339	335	335	− 1 18
600	Occident. (Gén.)	651	635	642	− 1 38
935	Omn.F.Paris	940	....	....	....
215	Olida-Caby	202	200	200	− 0 99
220	Opfi-Paribas	221	221	220	− 0 45
2400	Oréal (L')	2618	2620	2590	− 1 07
310	Paribas	311 50	304 10	307	− 1 43
380	Paris-Réesc. ★	385 50	381	377	− 2 20
750	Pechelbronn ★	768	759	741	− 3 52
770	Penhoet	810	791	762	− 5 93
670	Pernod-Ricard	705	694	706	+ 0 14
940	Peugeot S.A.	971	970	952	− 1 96
15 50	Poclain	14 80	14 50	14 50	− 2 03
430	Poliet	444	426	427	− 3 83
620	P.M. Labinal	691	691	693	+ 0 29
2400	Presses Cité	2550	2600	2600	+ 1 96
1140	Prétabail Sic.	1191	1190	1198	+ 0 59
630	Primagaz	555	555	508	− 8 47
430	Printemps ★	432	450	423 10	− 2 06
1580	Promodès	1500	1485	1500	....
965	Radiotechn.	998	978	978	− 2
68	Raff. Dist. Total	78	72 40	72 40	− 7 18
2810	Redoute (La) ★	2980	2890	2881	− 3 99
275	Rober financière	276	274	274	− 0 72
805	Roussel-Uclaf	855	849	849	− 0 70
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
4140	R. Impériale (Ly)	4300	....	....	....
160	Sade	167 80	....	....	....
1450	Sagem ★	1440	1440	1450	+ 0 69
420	Saint-Gobain	441	442 10	442 10	+ 0 25
1130	St-Louis	1083	1120	1140	+ 5 26
1000	Salomon	1010	....	....	....
1180	Salvepar	1180	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
520	Sanofi	536	530	528	− 1 49
450	S.A.T. ★	410	400	370	− 9 76
1000	Saupiquet (Na)	989	981	981	− 0 81
256	Schneider ★	255	255	257	+ 0 78
75	S.C.O.A.	75 10	75 20	76	+ 1 20
540	S.C.R.E.G.	550	555	550	....
675	Seb ★	690	687	699	+ 1 30
435	Sefimeg ★	472 50	458	476	+ 0 74
1090	S.F.I.M.	940	925	895	− 4 79
38	S.G.E.	35 80	36 25	36 50	+ 1 96
310	Signaux ★	310	309	310	....
800	Silic	850	865	855	+ 0 59
570	Simco-U.F.H. ★	607	612	620	+ 2 14
330	Simnor (Li)	330	....	....	....
915	Skis Rossignol	870	880	852	− 2 07
540	Simnco	690	668	690	....
350	Société Générale	341	333	333	− 2 35
170	Sodecco	178	176	178	....
170	Sodero (Na)	184	180	180	− 2 17
2020	Sodexho	2190	2178	2178	− 0 55
100	Sogenal (Ny)	101	....	....	....
330	Sogerap	330	330 10	330 10	+ 0 03
2280	Somm-Allib. ★	2350	2381	2395	+ 1 91
565	Source Perrier	566	555	555	− 1 94
620	Sovac ★	650	632	638	− 1 85
315	Spie-Batignol.	320 50	318	318	− 0 78
390	Strafor ★	368	375	360	− 2 17
285	Suez	288 50	285	285 50	− 1 04
260	Synthelabo ★	252 60	250	253	+ 0 16
540	Talcs Luzenac	556	555	555	− 0 18
2670	Tél. Elect.	3080	3052	3036	− 1 43
725	Thomson-C.S.F.	747	738	739	− 1 06
355	Total (CFP) ★	364	360	360	− 1 10
78	− (certific.)	78	78	78 10	+ 0 13
780	T.R.T. ★	870	852	844	− 2 98
360	U.F.B.	350 20	350	350 20	....
760	U.I.C. ★	760	750	759	− 0 13
505	U.I.F. ★	545	545	575	+ 5 50
800	U.I.S.	830	810	849	+ 2 29
175	U.C.B. ★	173	172	174	+ 0 58
685	Unibail	730	731	756	+ 3 64
405	Valéo	430 40	434	436	+ 1 30
45	Vallourec	48	47 50	47 50	− 1 04
270	Via Banque	270	274	283	+ 4 81
865	Elf-Gabon	576	538	538	− 6 60
91	Amax Inc.	106	105 10	103 50	− 2 36
125	Amer. Express	121 50	124 50	124 50	+ 2 47
156	Amer. Teleph.	150	149 50	149 50	− 0 33
102	Anglo Amer. C.	116 80	119	118 50	+ 1 63
500	Amgold	637	619	619	− 2 83
845	BASF (Akt)	878	858	859	− 2 28
905	Bayer	901	904	890	− 1 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
101	Buffelsfont.	120	116 80	116 80	− 2 67
142	Chase Manh.	131	127 20	127 20	− 2 90
51	De Beers	60	58 60	58 60	− 2 33
1480	Deutsche Bank	1376	1381	1381	− 1 09
780	Dresdner Bank	751	763	763	+ 1 60
116	Driefontein Cd	157	75 20	75 20	− 4 20
445	Du Pont-Nem.	455	....	....	....
405	Eastman Kodak	394	383 10	385 20	− 2 23
55	East Rand	68	65 80	64 30	− 5 59
190	Electrolux	190 10	188	188	− 1 10
146	Ericsson	150	143 90	144	− 4
220	Exxon Corp.	213	205	205	− 3 76
420	Ford Motors	403	401	401 c	− 0 50
78	Freegold	91	88 40	87 50	− 3 85
91	Gencor	108	102	102 10	− 5 46
240	Gén. Electr.	240 10	239	238	− 0 46
365	Gén. Belgique	365	353	353	− 3 29
335	Gen. Motors	324	320	320	− 1 23
70	Goldfields	99	93	93	− 6 06
38	GdMetropolitain	37	39 50	39 50	+ 6 76
66	Harmony	75 10	74 90	74 80	− 0 40
52	Hitachi	47 50	49 50	49 50	+ 4 21
640	Hoechst Akt.	666	....	....	....
99	Imp. Chemical	100 50	....	....	....
650	IBM	638	631	631	− 1 10
266	ITT	258	248 90	248	− 3 88
138	Ito-Yokado	138	....	....	....
89	Matsushita	85	....	....	....
935	Merck	958	951	951	− 0 73
340	Minnesota M.	328	328	328	....
199	Mobil Corp.	191 50	192	192	+ 0 26
189	Morgan J.P.	172	173 50	173 50	+ 0 87
32800	Nestlé	32500	32100	32100	− 1 23
121	Norsk Hydro	121 80	118 50	118 50	− 2 71
187	Ofsil	220	216 50	216 50	− 1 59
1550	Petrofina	1405	1345	1390	− 1 07
485	Philip Morris	477	481	481	+ 0 84
86	Philips	85 75	86 10	86 10	+ 0 41
65	Placer Dome	93 70	89 80	89 80	− 4 16
295	Quilmès	324	297	297	− 8 33
510	Randfontein	580	553	553	− 4 66
595	Royal Dutch	600	585	585	− 2 50
29	Rio Tinto Zinc	34 50	32 90	32 90	− 4 64
88	St Helena Co	86	84 20	83	− 3 49
169	Schlumberger	165	165 50	167 90	+ 1 76
98	Shell transp.	97 90	97 50	97 50	− 0 41
1260	Siemens A.G.	1255	1257	1257	+ 0 16
199	Sony	187 10	202 70	202 70	+ 8 34
187	T.D.K.	182	185 90	185 90	+ 2 14
27	Toshiba Corp.	26 15	27 25	27 20	+ 4 02
305	Unilever	310	299 50	299 50	− 3 39
172	Unit. Techn.	186 50	180	180	− 3 49
630	Vaal Reefs	711	666	669	− 5 91
250	Volvo	261	256	255	− 2 30
230	West Deep	297	293	293	− 1 35
315	Xerox Corp.	303	300 10	300 10	− 0 96
1 48	Zambia Corp.	1 85	1 87	1 85	− 5 13

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	8916	..
Emp. 8,80 % 77	123	4 840
9,80 % 78/93	100	3 829
10,80 % 79/94	102 28	2 628
13,25 % 80/90	104 70	6 586
13,80 % 81/89	105 05	12 136
16,20 % 82/90	112 60	14 338
16 % juin 82	114	7 894
14,60 % fév. 83	113 20	11 380
13,40 % déc. 83	115 50	12 702
12,20 % oct. 84	108 55	1 833
11 % fév. 85	107 45	8 559
10,26 % mars 86	101 65	7 429
ORT 12,75 % 83	1798 50	..
OAT 10 % 2000	100 60	5 164
OAT 9,90 % 1997	103 45	9 602
OAT 9,80 % 1996	100 40	6 216
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 75	3 678
CNB Paribas	102 03	3 678
CNB Suez	101 90	3 678
CNI janv. 82	101 75	3 678
PTT 11,20 % 85	103 90	0 193
CFF 10,30 % 86	....	..
CNE 11,50 % 85	105	5 147
CNT 9 % 86	92 20	5 289
CRH 10,90 % déc. 85	101 90	9 057
Mécalogie L 6 % 8/7	*89*	*8 900*

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Aciers Peugeot	600	576 o
Agache (Sté Fin.)	1589	....
A.G.F. (St Cent.)	560	....
Applic. Hydraul.	700	720
Arbel	347	350
Astorg	218 50	205 40
Avenir Publicité	380	....
Bain C. Monaco	220	....
Banque Hypoth. Eur.	383	385
Béghin-Say (C.I.)	263	258
B.G.L.	340	....
Blanzy-Ouest	563	580
B.N.P. Intercontin.	215	....
Bénédictine	4800	4800
Bon-Marché	795	800
B.T.P.	132	....
Caïf	590	589
Cambodge	689	690
C.A.M.E.	190	....
Campenon Bern.	167 60	170
Carbone-Lorraine	438	....
C.E.G. Frig.	421	412
Centen. Blanzy	1730	1760

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Centrest (Ny)	185	....
Cerabati	126	123
Chambourcy (M.)	790	....
Champex (Ny)	137	....
C.I.C. (Financ. du)	230 50	....
C.I. Maritime	650	628
Cim. Sintra	240	....
Ciman (B)	340	345
Clause	280	280
Cofradel (Ly)	1230	....
Cogifi	365 50	....
Comiphos	284	....
Cie Industrielle	2135	....
Comp. Lyon-Alem.	410	....
Concorde (La)	711	682 o
C.M.P.	20	18 20 o
Créd. Gén. Ind.	540	530
Cr. Universel (Cie)	570	556
Crédital	133 20	....
Darblay S.A.	431	430
Delalande S.A.	865	833
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1386	1321
Didot-Bottin	790	822 d
Eaux Bass. Vichy	1170	....
Eaux Vittel	1851	1848 o
Economats Centre	380	....
Electro-Banque	265	268
Eli-Antargaz	700	672 o
E.L.M. Leblanc	695	667 o
Emafi-Bretagne	215	210
Entrepôts Paris	361	375 40 d
Epargne (B)	2750	2800 d
Europ. Accumul.	33 25	31 25
Eternit	1700	1680
Finalens	165	165
FIPP	287	180 o
Fnac	520	....
Foncière (Cie)	372	373
Fonc. Lyonnaise	575	540
Foncina	482	488
Forinter	1070	1070
Fougerolle	236 50	233
France I.A.R.D.	211	230 d
France (La)	4350	4350
From. Paul Renard	490	....
GAN	765	735
Gaumont	334	....
Gévelot	502	....
Gr. Fin. Constr.	408	408
Gds Moul. Paris	325	....
Groupe Victoire	2200	2068
G. Transp. Ind.	425	430
H.E.F.	104	....
Immindo S.A.	420	420
Immoinvest	258	245
Immobail	371	371
Immobanque	650	650
Immob. Marseille	8850	8800
Immofice	477	462
Invest. (Sté Cent.)	2840	2840
Jaeger	130	....
Lafitte-Bail	433	433
Lambert Frères	165	161
Lille-Bonnières	561	527
Locs-Expansion	242	242
Locafinancière	321	318
Locatel	750	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	980	....
Lucia	870	866
Machines Bull	27 50	....
Magasins Uniprix	152	....
Magnant S.A.	83	94 40
Maritimes Part.	234	234 o
Métal Déployé	399	....
Mors	84	....
Navig. (Nat. de)	40	....
OPB Paribas	179 50	172
Optorg	145	....
Oréal (L') C.I.	1420	1361
Origny-Desvroise	840	....
Palais Nouveauté	504	....
Paribas-CIP	409	389
Paris France	234	240
Paris-Orléans	249	249
Partechas	225 60	216 50 o
Patern. Risq. Div.	1290	....
Pathé-Cinéma	360	....
Pechiney (cert. inv.)	215	215
Piles Wonder	648	622 o
Piper-Heidsieck	431	451
P.L.M.	114 60	110
Porcher	400	....
Promodès	910	822 o
Providence S.A.	1100	1060
Publicis	2011	2131
Raff. Souf. R.	95	....
Rhône-Poul. (c. inv.)	290	290
Ricqlès-Zan	169	....
Rochefortaise S.A.	417	419
Rochette-Cenpa	30 60	....
Rosario (Fin.)	700	710
Roudière	164	....
Rougier et Fils	56 40	53
Sacer	400	385
SAFAA	285	273 60 o
Safic-Alcan	839	877
SAFT	980	931
Saga	190	182 40 o
St-Gobain C.I.	476	....
Salins du Midi	449	....
Santa-Fé	117	115
Satam	85 60	85 50
Saulnes	....	....
Savoisienne (M)	235	226 o
SCAC	350	345
Semelle Maubeuge	230	220 80 o
S.E.P. (M)	137	140
Serv. Equip. Véh.	68 70	72
Sici	220	207
Sicotel	310	313
Sinvim	210	210
Siph (Plant. Hévéas)	380	375
Sté Générale-CIP	268	....
Sofal financière	1565	1565
Sofical	611	....
Soffo	486	458
Soficomi	880	870
S.O.F.I.P. (M)	118	....
Sofragi	840	840
Soudure Autog.	330	320
Sovabail	821	801
S.P.I.	562	566

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Saez (Fin. de)-CIP	287	291
Stemi	906	880
Taittinger	1288	....
Testut-Aequitas	380	370
Tour Eiffel	380	380
Ufiner S.M.D.	550	550
U.A.P.	226	215
U.T.A.	845	840
Veuve Clicquot	3000	....
Vicat	1050	1030
Viniprix	1205	1200
Virax	105	....
Waterman S.A.	650	611
Brass. du Maroc	112	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	715	710
Akzo	261	236
Alcan Alum	141	....
Algemeine Bank	114	....
American Brands	211 10	....
Am. Petrofina	380	....
Arbed	286	....
Asturienne Mines	120	....
Banco de Santander	255	250
Bco Pop Espanol	330	....
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1999	....
B. Régl. Internat.	44600	47600 d
Br. Lambert	364 90	355
Canadian-Pacific	79 10	....
CIR	18	15 40
Commerzbank	690	680
Dart. and Kraft	280 10	....
De Beers (port.)	48 50	46 50 o
Dow Chemical	436	431
Gén. Belgique	365	353
Gevaert	930	....
Glaxo	102	....
Goodyear	280 50	....
Grace and Co	241	260
Gulf Canada Corp.	132 50	....
Honeywell Inc.	320 20	....
I.C. Industries	161	158
Johannesburg	1360	730 o
Kubota	21	20
Latonia	277	277
Midland Bank Plc	38	....
Mineral-Ressourc.	71 60	72 10
Nixdorf	1801	1764
Noranda	109	....
Olivetti	22 60	....
Pakhoed Holding	170	170
Pfizer Inc.	276	289
Procter Gamble	451	....
Ricoh Cy Ltd	47 50	46 50
Rolinco	218 10	216 90
Robeco	241 70	238 70
Rodamco	420	422
Saipem	12 50	11 25
Shell fr. (port.)	135	....
S.K.F. Aktiebolag	201	180
Steel Cy of Can.	85	....
Tenneco	239 50	225
Thorn EMI	52 50	52
Toray indust. inc	29 50	....
Vieille Montagne	840	....
Wagons-Lits	550	480
West Rand	19 20	21

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	335	266 o
Calciphos	139	136
C.E.M.	....	....
Cochery	184 50	....
Cogenher	152	163
C. Occid. Forestière	190	....
Copamex	300	290
Dubois Inv. (Casto.)	580	560
Gachot	96 50	100
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	28 40	31 20
Nicolas	445	....
Paternelle-R.D.	3400	....
Révillon	320	....
Rorento N.V.	163	163 30
S.P.R.	334	....
Sté Lecteurs du Monde	884	801
Ufinez	380	....
Union Brasseries	118 30	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/12	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 583	5 619	5 350	5 900
ECU	7 016	7 013	....	....
Allemagne (100 DM)	340 350	338 980	328 500	347 500
Belgique (100 F)	16 255	16 235	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	302 420	302 130	292	310
Danemark (100 krd)	88 050	88 110	84	91
Norvège (100 k)	87 370	87 300	85	92
Grande-Bretagne (£ 1)	10 191	10 177	9 800	10 600
Grèce (100 drachmes)	4 310	4 305	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 606	4 610	4 250	4 750
Suisse (100 fr.)	415 150	415	401 500	421 500
Suède (100 krs)	93 590	93 760	90	96
Autriche (100 sch)	48 385	48 340	46 800	49 200
Espagne (100 pes.)	5 045	5 040	4 750	5 250
Portugal (100 esc.)	4 160	4 170	3 500	4 400
Canada ($ can 1)	4 254	4 287	4 100	4 500
Japon (100 yens)	4 208	4 214	4 070	4 270

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/12
Or fin (kilo en barre)	88500	88200
Or fin (en lingot)	88950	88400
Pièce française (20 fr)	541	545
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	579	585
Pièce latine (20 fr)	515	516
Souverain	638	642
Pièce de 20 dollars	3060	3105
Pièce de 10 dollars	1507 50	1502 50
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	3380	3395
Pièce de 10 florins	531	531
Or Londres	493 90	486 90
Or Zurich	493	487 50
Or Hongkong	479 45	489 95
Argent Londres	....	....

SICAV (sélection) 30/11

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	683 70	667 02
Actilion	179 60	174 79
Actions France	388 70	374 65 ◆
Action Invest.	327	312 17
Actions sélectives	492 25	474 46 ◆
Audificandi	587 25	566 02 ◆
A.G.F. Actions (ex-CIP)	954 67	931 39
A.G.F. 5000	478 62	466 95
A.G.F. ECU	1042 67	1032 35
A.G.F. Interfonds	408 98	399
A.G.F. Invest	92 12	89 87
A.G.F. OBLIG.	1068 05	1062 74
A.G.F. Sécurité	10394 94	10394 94
Agfimo	548 15	532 83
Altefi	213 34	205 63 ◆
A.L.T.O.	188 84	180 09 ◆
Améri-Gan	4544 76	4338 67
America-Valor	651 78	622 22
Amplitude	451 77	436 61
Arbitrages court terme	5569 65	5558 52
Argonautes	331 01	320 59
Associ Première	23832 57	23832 57
Associc	1177 56	1177 56
Auracic	1389 19	1348 73
Axa Europe	113 21	108 08
Axa Investissements	98 18	93 73
Bourse-Investiss.	386 19	368 68
Bred Associations	2682 45	2674 43
Bred International	78 40	76 86
Capital Plus	1699 88	1699 88
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Convertimmo	330 56	317 85
Cortal court terme	1277 71	1277 71
Cortal Intérêt trim.	1047 60	1027 56
Cortexa	802 71	766 31
Creditor	439 35	426 55
Croissance France	232 93	222 90
Croissance Immobilière	556 58	531 34
Croissance Mercure	2607 81	2531 85
Croissance Prestige	307 47	293 53
Drouot-France	548 70	523 82
Drouot-Investiss.	870 43	830 98
Drouot-Sécurité	238 97	228 13
Drouot-Sélection	132 27	128 27
Ecocic	1190 55	1172 96
Ecureuil Privatisations	310 78	301 73
Elicoop Sicav	11413 48	11413 48
Eli-Valeurs	7472 99	7290 72
Energie	238 57	227 76
Eparcic	2833 63	2830 80
Eparcourt Sicav	4119 27	4109
Epargne Associations	24812 25	24575 39
Epargne-Capital	7955 18	7876 42
Epargne-Croiss.	1332 41	1298 75
Epargne-Industr.	637 62	608 71
Epargne-Inter	589 42	554 18
Epargne J	53996 69	53996 69
Epargne-Long-Terme	1667 69	1623 06
Epargne-Oblig.	189 90	184 92
Epargne-Ouest	1040 04	1040 04
Epargne-Unie	1060 39	1012 31 ◆
Epargne-Valeur	378 55	368 42
Eparoblig	1293 45	1290 67 ◆
Epsilon	1003 19	993 26
Euriwest Croissance	1054 72	1006 89
Euriwest Rendement	1054 88	1007 05
Eurocic	9371 02	9232 53
Euro-Croissance	494 28	479 59 ◆
Eurodyn	948 12	916 94 ◆
Euro-Gan	3865 29	3690 01
Extrême Orient Sicav	506 27	491 52
Finord Placement	61164 43	60981 49
Finord Valorisation	13396 14	13133 47
Fonsicav (div. par 10)	10968 90	10968 90
Foncival	245 82	234 67
France-Gan	4879 32	4658 06
France-Garantie	278 02	277 47
France-Investiss.	392 34	374 55
France-Net	122 75	121 53
France-Obligations	435 22	430 91
Francic	330 13	320 51
Francic Pierre	92 97	90 26

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	939 82	912 45
Fructi-Associations	1357 30	1357 30
Fructicapi	308 85	304 29
Fructicourt	107209 53	107209 53
Fructidor	239 89	236 34
Fructifrance	642 03	626 37
Fructimmo	228 51	222 94
Fructivalor	438 65	426
Fructier	83146 57	82939 22
Fructi ECU	570 98	562 52
Fructi-Première	11282 90	11116 16
Futuroblig	1011 78	1010 77 ◆
Gestion	57694 01	57550 13
Gestion Amérique	292 81	279 53 ◆
Gest. France Europe	83 29	79 51 ◆
Gestion Orient	169 93	162 68 ◆
Gestion Sécuricourt	10772 42	10666 76 ◆
Gestion Sicavimmo	678 48	645 80 ◆
Gestion Uni-Japon	1393 54	1330 35 ◆
Gestion Associations	138 78	135 73
Gestion Mobilière	596 85	580 25
Gest. Rendement	457 98	437 21 ◆
Gest. Sél. France	620 12	592 ◆
Haussmann Associat.	1200 74	1200 74
Haussmann court terme	1216 97	1216 97
Haussmann Epargne	1389 77	1389 77
Haussmann Europe	1895 08	1826 56
Haussmann France	800 70	771 76
Haussmann Oblicroiss.	1279 57	1279 57
Haussmann Obligation	1451 67	1399 20
Horizon	1013 86	984 32
I.M.S.I.	552 50	527 45 ◆
Indo-Suez Valeurs	641 71	612 61 ◆
Interoblig.	11579 89	11194 51
Intersélect France	395 22	377 30
Intervaleurs Indust.	523	499 28 ◆
Invest. net	14635 01	14605 60 ◆
Invest. Obligataire	18191 94	18155 63 ◆
Japacic	161 81	157 10 ◆
Jeune épargne	230 39	226 99
Laffitte-Amérique	233 48	222 89
Laffitte-crt-terme	58274 91	58274 91
Laffitte-Expansion	728 30	695 18
Laffitte-France	272 86	260 49
Laffitte-Immobilière	220 88	210 86
Laffitte-Japon	308 72	294 72
Laffitte-Oblig.	143 76	137 24
Laffitte-Placements	64834 34	64834 34
Laffitte-Rend.	205 92	196 58
Laffitte-Tokyo	1234 16	1178 20
Lion-Associations	11534 76	11534 76
Lion court terme	116602 01	116602 01
Lion-Institutionnels	23682 48	23633 65
Lionplus	718 88	711 76
Livret portefeuille	562 28	546 90
Méditerranée	142 07	135 63
Minemex	26067 40	26067 40
Mobiplus	74176 23	74176 23
Mobiprime	61372 04	61372 04
Mondiale Investissem.	405 89	387 48
Monecic	5601 10	5601 10
Monédor	52026 02	52026 02
Moné J.	55703 33	55703 33
Monelaffitte	271841 63	271841 63
Monevalor	63548 75	63548 75
Multi-Obligations	422 63	403 37 ◆
Mutuelle Unie Sél.	140 30	133 94
Natio-Assoc.	8244 19	8231 73
Natio-Epargne	13659 09	13623 85
Natio-Court terme	202822	202822
Natio-Immobilier	952 28	928 77
Natio-Inter.	1133 29	1102 98
Natio-Obligations	532 89	518 63
Natio-Patrimoine	1286 50	1261 80
Natio-Placements	65093 89	65093 89
Natio-Revenu	1016 58	1005 52
Natio-Sécurité	10953 72	10953 72
Natio-Valeurs	601 02	584 93
Nippon-Gan	4718 19	4502 33
Nord-Sud Développ.	1189 50	1187 13 ◆
Nomur IF	13557 67	13291 63

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Oblicic Régions	1032 71	1017 45
Oblicoop Sicav	1340 90	1314 61
Obligations Convert.	396 38	378 41
Oblifion	1109 01	1088 03
Optimavalor	529 34	505 34
Paramérique	510 06	486 93
Pareurope	712 01	678 72
Paribas Croissance	529 16	507 59
Paribas Epargne	15868 47	15837 20
Paribas France	81 07	78 71
Paribas Opportunités	93 34	90 62
Paribas Patrimoine	482 33	462 67
Paribas Revenu	93 13	92 21
Patrimoine-Valor	1098 68	1097 58
Patrimoine-Retraite	1641 83	1609 54
Phenix Placements	249 05	247 81
Pierre Investiss.	843 47	814 29
Placement A	835 87	835 87
Placement crt-terme	72207 93	72207 93
Placement J	58169 87	58169 87
Placement Premier	54199	54199
Placements Rendement	10773 81	10773 81
Placements Sécurité	106820 40	106820 40
Planinter	802 89	783 31
Pléniude	103 52	100 50
Première Obligations	10664 13	10642 84
Priv'Association	21982 76	21982 76
Province Investiss.	442 83	422 75
Quartz	102 62	100 09 ◆
Rentacic	160 08	157 71
Revenus Trimestriels	5418 34	5384 69
Revenu Vert	1126 39	1125 26 ◆
Rivoli Plus	1046 17	998 73 ◆
St-Honoré Assoc.	14326 56	14255 28
St-Honoré Bio-aliment.	695 90	654 80
St-Honoré Pacifique	467 76	446 55
St-Honoré P.M.E.	391 66	373 90
St-Honoré Réel	11533 16	11487 21
St-Honoré Rendement	11449 51	11392 56
St-Honoré Services	413 95	398 03
St-Honoré Technol.	648 39	618 99
St-Honoré Valor	12239 89	12142 76
Sécuricic	11138 97	11127 84
Sécur. Mobilière	408 17	389 68 ◆
Sécuri Taux	10696 82	10696 82
Sélection Croissance	451 53	438 38
Sicaden (Caeden BP)	716 84	705 06
Sicav-Associations	1426 09	1422 95
S.F.I. fr. et étr.	549 37	533 37
Sicav 5000	299 44	291 43
S.I. Est	1103 13	1053 11
Sivafrance	462 29	449 92
Sivam	371 27	361 33
Sivarente	203 76	201 74
Sivinter	381 89	371 67
S.N.I.	1092 89	1061 06
Sogepargne	341 20	328 87
Sogeprime	65325 80	63423 11
Sogenac	50899 24	49222 56
Sogevalor	78402 92	77549 03
Soginer	903 28	882 32
Soginter	1147 31	1095 28
Soleil Investiss.	430 48	410 96
Stratégie Actions	953 36	926 31
Stratégie Rendem.	1082 67	1029 22
Technocic	978 01	949 52
Techno-Gan	5465 27	5217 44
Talion	5262 73	5210 62
U.A.P. Investiss.	354 38	341 55 ◆
Uni-Associations	113 30	113 30
Unifrance	405 48	387 09 ◆
Unifoncier	1109 59	1059 27 ◆
Uni-Garantie	1325 81	1299 79 ◆
Unigestion	770 94	735 89
Uni-Régions	2539 29	2424 14 ◆
Unirente	2140 01	2059 64 ◆
Univer	182 95	182 85
Univers-Actions	906 89	877 07 ◆
Univers-Obligations	1485 24	1436 40 ◆
Valorem	447 23	436 32
Valoblig	60478 43	59879 63
Valorg	1544 38	1542 84
Valred	81214 62	81174 23

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

HAITI : après la vague de violence et l'annulation des élections

Calme précaire à Port-au-Prince

L'annulation des élections en Haïti et les violences qui ont eu lieu dans l'île au cours du dernier week-end provoquent de nombreux commentaires de la part des capitales étrangères. A Paris, le gouvernement français a exprimé sa *« consternation »* à la suite des événements et a *« condamné »* les *« exactions inspirées par des éléments extrémistes liés à l'ancienne dictature »*, indique un communiqué du ministère des affaires étrangères. Paris n'envisage cependant pas de remettre en cause son aide économique à Haïti, une position partagée par Ottawa où le secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré que le gouvernement était *« choqué et profondément déçu »*.

Le gouvernement américain, qui a suspendu toute aide non humanitaire, a commencé à renvoyer aux Etats-Unis son personnel militaire et a indiqué qu'il ne reviendrait sur la suspension partielle de son aide qu'après la restauration du processus électoral dans le pays. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a appelé toutes les parties concernées à *« faire redémarrer le processus électoral »*. Alors qu'Amnesty International a appelé les autorités haïtiennes à mener une enquête sur les tueries, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar a pour sa part condamné les violences perpétrées *« contre une population qui désirait simplement exercer son droit de vote »*.

Dans la capitale haïtienne, un calme précaire semblait revenu dans la soirée de lundi. La vague de violences qui a bouleversé le pays a contraint la population à se terrer à l'intérieur de ses maisons. Le trafic est très réduit dans les rues de la capitale et la plupart des magasins sont restés fermés. Plusieurs entreprises fonctionnent au ralenti, bon nombre d'employés ne s'étant pas rendus à leur travail. Après les attaques armées à l'encontre de la station catholique Radio-Soleil et Haïti Inter, seule Radio-Métropole continue de diffuser des bulletins d'informations.

Interviewé sur les ondes de Radio-Notre-Dame depuis Paris, le directeur de Radio-Soleil, le Père Hugo Triest a affirmé que Haïti était de nouveau *« entré dans une ère duvaliériste »*. *« C'est un coup d'Etat »* perpétré *« par ceux qui sont au pouvoir »*, a affirmé le prêtre, en indiquant que des militaires avaient participé à la destruction de l'émetteur de la station catholique.

Dans les milieux politiques, l'incertitude règne sur la conduite à tenir. La plupart des organisations ont demandé à leurs partisans de *« rester mobilisés »* dans l'attente des décisions du Conseil national de gouvernement (CNG), dirigé par le général Henri Namphy. Quatre candidats centristes à la présidence se sont prononcés *« en faveur de la démocratie représentative et contre toute intervention militaire étrangère »*. Les signataires du document, MM. Leslie Manigat, Louis Déjoie, Thomas Désulmé et François Latortue, ont invité les autres dirigeants de partis à une réunion mardi.

Le candidat du Parti démocrate-chrétien, le pasteur Sylvio Claude, a en revanche demandé l'envoi d'une force multinationale de maintien de la paix. Il n'y a que deux solutions pour le pays, a-t-il affirmé, *« que le CNG s'en aille, ou qu'une force de l'ONU ou de l'OEA* [l'Organisation des Etats américains] *vienne pour organiser des élections »*. Les membres du Conseil électoral provisoire, l'organisme indépendant chargé des élections qui a été dissous dimanche par le CNG, se sont pour leur part *« mis à couvert »* selon leurs proches, après avoir multiplié les contacts avec les ambassades occidentales. Ils avaient été accusés par le général Henri Namphy de s'être *« érigés en pouvoir suprême »* et d'avoir invité *« des puissances étrangères à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays »*.

Alors que quelques tirs sporadiques déchiraient encore la nuit à Port-au-Prince, les observateurs attendaient une déclaration du président du CNG. Selon des rumeurs persistantes, l'armée procéderait prochainement à des arrestations dans les milieux politiques sans que l'on sache si les responsables des exactions du week-end seraient éventuellement inquiétés. Contrairement à toute attente, aucun soulèvement populaire ne s'est organisé en représailles des affrontements qui ont provoqué la mort de trente-quatre personnes selon le dernier bilan provisoire effectué par des organisations de droits de l'homme.

D. H.-G.

Sur le vif

T'as pas 100 balles ?

Vous m'auriez vue ce matin dans les couloirs du journal ! Je faisais la manche : t'as pas 100 balles pour Eurodif ?

— Quoi ?

— Je fais la quête pour les otages. Au gouvernement, ils ont pas de quoi la rembourser, cette dette à l'Iran, c'est clair. Depuis le temps qu'on en parle, qu'est-ce qu'on attend ?

— Que le dollar baisse.

— Jusqu'où ? Parce que, là, il arrête pas. Il pique du nez tous les jours, de Wall Street à Tokyo, et retour.

— Faut voir. Probablement à la prochaine escale.

— Moi, ce que je vois pas, c'est pourquoi ça a traîné si longtemps, cette affaire Gordji. Comment t'expliques qu'il ait fallu cinq mois pour comparer trois lignes de son écriture avec celle de la note à l'AFP : « C'est moi ! C'est moi ! », au lendemain des attentats et affirmer que c'était pas la même. Il m'avait pourtant bien semblé, on nous les a montrées hier à l'écran... Enfin, bon, tout le monde peut se tromper. Pareil pour la BMW. Je veux dire : gratter une couche de peinture et retrouver la couleur d'origine, suffit d'un coup de canif !

— Ça se fait pas comme ça. Demande à n'importe quel garage combien faut compter avant la visite de l'expert en cas d'accrochage.

— Oui, mais là, s'agit d'un décrochage, d'un largage.

— Et alors ? Fallait que le juge Boulouque puisse ouvrir son parachute. On allait pas laisser la justice de la République tomber du haut de son piédestal avec sa balance et tout. Déjà qu'elle se ramasse, aux yeux des British. T'as vu ce qu'ils lui mettent, dans la presse, à ton Jacquot, rapport à leurs otages à eux, Terry Waite, le bras droit de l'archevêque de Canterbury, et l'autre, là, le journaliste. Ils disent que si, nous, on capitule sur toute la ligne...

— Arrête ! C'est parce qu'ils sont jaloux, ces salauds-là. Eux, ils en auront jamais que deux, d'otages. Tandis que nous, à peine on les aura récupérés, les nôtres, qu'on en aura de nouveau six ou sept. Il sait de quel côté son pain est beurré, l'ayatollah, t'inquiète !

CLAUDE SARRAUTE.

L'« immense tristesse » de « Bébé Doc »

L'ancien président Duvalier a publié, le lundi 30 novembre, le communiqué suivant de sa résidence de Mougins : *« Je ne peux me départir de la réserve à laquelle je me suis astreint depuis mon arrivée en France que pour exprimer mon immense tristesse devant les affrontements qui ont lieu actuellement en Haïti, tous ceux qui me connaissent savent d'ailleurs ma profonde aversion pour la violence, et nul ne saurait invoquer mon nom pour expliquer celle qui sévit en ce moment en Haïti. Je souhaite ardemment que s'instaurent entre les Haïtiens le calme et la réconciliation générale qui sont les conditions essentielles de la sauvegarde de notre indépendance nationale. »*

M. Mitterrand a inauguré l'Institut du monde arabe

Le président François Mitterrand a inauguré, le lundi 30 novembre, l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris. *« Il est difficile que vous vous sentiez étrangers chez nous. Nous avons pour charge de faire vivre et de proposer l'amitié, l'amour et le respect des autres peuples »*, a-t-il dit, en s'adressant aux ambassadeurs arabes présents à la cérémonie.

La construction de cet institut est *« la preuve de la volonté de la France qui veut être en mesure de servir la relation entre nos cultures, entre le vaste monde qu'est le votre et nous »*, a-t-il ajouté dans une courte allocution prononcée en présence du premier ministre, M. Jacques Chirac, et du président du Sénat, M. Alain Poher.

Auparavant, intervenant sur TF 1, il avait déclaré que *« les deux mondes* [la France et le monde arabe] *sont vraiment complémentaires dans beaucoup de domaines. [...] Une conjonction d'intentions qui veulent marquer qu'à travers le temps, à travers les siècles, l'amitié franco-arabe, la compréhension franco-arabe, les cultures, les civilisations doivent continuer de s'interpénétrer »*.

Lui répondant, M. Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré que *« le monde arabe ne se confond pas avec les errements ni avec le problème des otages »*, et a assuré que les pays arabes *« continueront de faire tout ce qui est possible pour que la libération des autres otages intervienne rapidement »*.

Plaidant pour la réalisation des *« droits nationaux du peuple palestinien »*, le secrétaire général de la Ligue arabe a indiqué que *« depuis le sommet de Fès, en septembre 1982, les pays arabes et l'OLP souhaitent sincèrement la paix qui mette le peuple palestinien en mesure de choisir son destin face à une opinion israélienne en évolution »*.

• **Le Boeing sud-coréen disparu en Thaïlande aurait été saboté.** — Deux ressortissants japonais auraient placé une bombe dans le Boeing 707 de la compagnie Korean Air disparu, le 29 novembre, en Thaïlande, avec cent quinze personnes à son bord. Shinichi Hahiya, soixante-neuf ans, et Mayumi Akabe, une femme de vingt-sept ans, ont absorbé, le 1er décembre, une capsule de poison au moment où les autorités de Bahrein leur interdisaient de prendre un avion pour Rome, le passeport de Mayumi s'étant révélé faux. Shinichi est décédé à l'hôpital.

TURQUIE

M. Bülent Ecevit abandonne la vie politique

Première conséquence de l'échec de la gauche aux élections législatives du 29 septembre, en Turquie : M. Bülent Ecevit, chef du Parti de la gauche démocratique (PGD), a décidé de se retirer de la vie politique. Trois fois premier ministre, de 1973 jusqu'au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, M. Ecevit, après un court séjour en prison, était interdit d'activités politiques jusqu'au référendum du 6 septembre dernier, qui a permis la levée de ces mesures dont deux cent quarante et un anciens dirigeants étaient frappés. M. Ecevit a déclaré qu'il présenterait sa démission au comité exécutif de son parti dans les prochains jours.

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, grand vainqueur du scrutin de dimanche puisque son Parti de la mère patrie a recueilli plus de 36 % des suffrages et obtenu deux cent quatre-vingt-quatorze des quatre cent cinquante sièges du Parlement, doit se rendre le 2 décembre aux Etats-Unis pour y subir des examens médicaux.

Commentant les résultats des élections turques, le premier ministre français, M. Jacques Chirac, a exprimé, le 30 novembre, ses *« chaleureuses félicitations »* à son homologue turc pour le *« splendide succès »* qu'il a obtenu aux législatives. *« Votre victoire,* écrit-il, *va permettre à la Turquie d'être gouvernée dans la stabilité et selon les principes qui la mettront en mesure de faire face aux défis de notre époque. »*

A Washington, M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que les Etats-Unis *« accueillaient avec satisfaction cette démonstration renouvelée de l'engagement de longue date du peuple turc en faveur de la démocratie »*. — *(AFP)*.

A B C D E F G

Les prix littéraires

• INTERALLIÉ : Raoul Mille

Le prix Interallié a été attribué mardi 1er décembre à Raoul Mille pour *les Amants du Paradis* (Grasset) au deuxième tour de scrutin par huit voix contre une à Paula Jacques (*l'Héritage de tante Carlotta*, Mercure de France) et une à Denis Tillinac (*Maisons de famille*, Laffont).

Une confession lyrique

Raoul Mille, niçois, homme de faconde et de soleil a un appétit d'écrire égal à sa passion de vivre, *« l'incurable désir de brûler la chandelle par les deux bouts »*, disait Louis Nucera en faisant la critique du roman qui vient d'être couronné par le prix Interallié, *les Amants du Paradis*, paru chez Grasset avant l'été (*le Monde* du 7 août). Ce personnage truculent, qui a publié en 1978 un pamphlet cruel et drôle, *Gros et heureux de l'être* (Editions Simöen) ne saurait évidemment être l'auteur favori de ceux qui goûtent la littérature sobre, ténue.

La rigueur, Raoul Mille s'en moque bien. Cela ne l'amuse pas. Ce qu'il aime raconter, ce sont les délires, les rencontres inattendues.

Dans un de ses précédents romans, *Léa ou l'Opéra sauvage* (Albin Michel), ses héros se rencontraient dans une montgolfière... Dans *les Amants du Paradis*, Mille met en scène, avec son habituelle « folie », Edoardo, un Italien passionné de cinéma (comme Mille lui-même) et Gloria, irréelle et perverse, dans l'« enfer » du Nice de l'Occupation : *« C'est avec des mots de feu, et cette présence qui caractérise les acteurs de haute lignée, que Mille raconte aujourd'hui les incendies qui consument Edoardo depuis le soir où il adressa la parole à Gloria »*, écrivait encore Louis Nucera pour définir *les Amants du Paradis*.

Jo. S.

• CHATEAUBRIAND : Alain Bosquet

Le prix Chateaubriand, qui récompense l'ensemble d'une œuvre, a été attribué, mardi 1er décembre, à Alain Bosquet. Les précédents lauréats ont été Jean Raspail (en 1986), Yves Courrière (1985) et Paul Guth (1984). Le jury est présidé par Jean d'Ormesson.

« Une joie cruelle de dire »

Auteur de nombreux recueils de poèmes (dont la plupart ont paru chez Gallimard), d'essais et de romans (publiés notamment chez Grasset et Gallimard), Alain Bosquet, soixante-huit ans, est un curieux personnage, qui se plaît lui-même, dans ses livres, à donner une image particulièrement noire de lui. Sa réputation d'« éminence grise » dans le petit milieu littéraire parisien lui a sans doute valu des satisfactions qu'il sait vaines. Mais elle dessert l'homme de culture qu'il est, grand connaisseur de l'histoire de la peinture, art qu'il préfère certainement à la littérature. Ce n'est pas la moindre de ses contradictions.

Dans sa poésie, Alain Bosquet se dit *« influencé par l'existentialisme et l'absurde. Sartre et Camus : il n'y a pas de sens, pas de but, pas de salut, pas de Dieu, pas d'immortalité de l'âme. L'affabulation de l'homme, toujours reformulée, est ce qui le sauve »*. Quant à sa prose, il affirme qu'elle est surtout *« une manière de respirer, de remplir l'espace entre les poèmes, mais aussi une joie cruelle de dire... »* et précise : *« C'est la perte d'identité qui m'intéresse. C'est la perdition, dans la maîtrise absolue, qui me passionne »*.

Les deux derniers ouvrages d'Alain Bosquet, *Lettre à mon père qui aurait eu cent ans* et *le Tourment de Dieu* (un recueil de poèmes), ont paru cette année chez Gallimard (*le Monde* du 9 janvier).

Jo. S.

Le numéro du « Monde » daté 1er décembre 1987 a été tiré à 558 505 exemplaires

M. Karl-Otto Poehl reconduit pour huit ans à la tête de la Bundesbank

Le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Richard von Weizsäcker, a reconduit pour huit ans M. Karl-Otto Poehl à la tête de la Bundesbank, à compter du 1er janvier 1988, a annoncé la Banque centrale ouest-allemande le 1er décembre à Francfort.

M. Karl-Otto Poehl, un social-démocrate (SPD, opposition) de cinquante-sept ans, ancien journaliste économique, puis haut fonctionnaire à Bonn dans les années 70, est depuis 1980 président de l'institution chargée de veiller à la bonne santé du deutschemark. — *(AFP)*.

